

● correspondance de presse internationale
inprecor



INTERNATIONALISME SOCIALISTE ET GUERRE EN UKRAINE

● France ● Pologne ● Syrie ● Chili ● Équateur ● Colombie ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

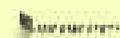
Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

mai-jui-juillet 2022 n° 697/694

France		
• Face à l'instabilité de tous les dangers, quelles voies de résistance ?	Patrick Le Moal	3
Notes de lectures		
• T. HWANG, <i>Le grand krach de l'attention, La publicité, une bombe au cœur de l'internet</i>	D. Epsztajn	8
Russie		
• Naissance et chute du « monde russe » : histoire d'un concept	Ilya Budraitskis	9
Russie & Ukraine		
• Guerre en Ukraine : solidarité avec la résistance ukrainienne, contre tous les impérialismes	Bureau exécutif de la IV ^e Internationale	11
Ukraine		
• « Il est immoral d'accabler d'une dette supplémentaire un pays en guerre »	Yuliya Yurchenko	14
• Retour de la délégation du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine	Jean Vogel	19
• Déclaration de solidarité avec l'Ukraine adoptée à l'issue de la conférence de Lviv	Document	24
Pologne		
• « Nous avons été ostensiblement bons envers les Ukrainiens pour sauver notre propre image »	Entretien de Jakub Majmurek avec Andrzej Leder	26
Marxisme		
• L'internationalisme socialiste et la guerre en Ukraine	Rohini Hensman	31
Notes de lectures		
• M. TZWANGUE, <i>C'est ainsi que fut ma vie, Juif de Ménilmontant, résistant FTP-MOI</i>	D. Epsztajn	40
• A. NEUMANN, <i>Le révolution et nous, la formation de la Théorie critique de 1789 à nos jours</i> (r.)		40
• A. BELLAÏCHE, <i>Verkhneoursk, l'isolateur politique 1925-1938 - Combats, débats...</i> (réd.)		40
Syrie		
• « Une version encore plus brutale et patrimoniale du régime Assad a émergé »	Joseph Daher	41
Notes de lectures		
• J. DAHER, <i>Syrie : le martyr d'une révolution</i> (réd.)		48
États-Unis & Femmes		
• Au-delà de Roe v. Wade : lutter pour l'accès à l'avortement	Emily Janakiram	48
• Sortir de l'impasse stratégique	Comité éditorial de <i>Spectre</i>	51
Notes de lectures		
• R. PFEFFERKORN, <i>Laïcité : une aspiration dévoyée</i>	Didier Epsztajn	54
Chili		
• Projet de Constitution : une nouvelle étape politique	Pablo Abufom	55
• La Constitution du peuple	Entretien de Pablo Abufom avec Karina Nohales	57
Équateur		
• Les rues s'illuminent à nouveau	Anahi Macaroff	62
Colombie		
• Gustavo Petro et Francia Márquez renforcent le bloc du pouvoir progressiste	Horacio Duque	65
• Francia Márquez : « Le chemin de la paix passe par la justice sociale »	Entretien avec Francia Márquez	66

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

• France - DOM-TOM -			
Europe - Afrique	30 EUR (6 mois)	<input type="checkbox"/>	55 EUR (1 an) <input type="checkbox"/>
• Autres destinations	39 EUR (6 mois)	<input type="checkbox"/>	71 EUR (1 an) <input type="checkbox"/>
• Pli fermé	50 EUR (6 mois)	<input type="checkbox"/>	90 EUR (1 an) <input type="checkbox"/>
• Moins de 25 ans et chômeurs	20 EUR (6 mois)		<input type="checkbox"/>
• Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)			<input type="checkbox"/>
• Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)			<input type="checkbox"/>
• Découvrir <i>Inprecor</i> (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)			<input type="checkbox"/>
• <i>Lecteurs solidaires</i> (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)			<input type="checkbox"/>
• ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)			<input type="checkbox"/>

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Face à l'instabilité de tous les dangers, quelles voies de résistance ?

Par
Patrick Le Moal*

Les récentes élections présidentielles et législatives amplifient la crise du système politique et des institutions, créent une situation de plus en plus instable dans laquelle la forme que prend le bloc bourgeois est de plus en plus aléatoire. Elle peut conduire des secteurs de la droite, de la bourgeoisie à chercher toutes les solutions, même les pires, pour répondre aux inquiétudes provoquées par la dynamique de la coalition de gauche en rupture avec le social-libéralisme et le productivisme, la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes), qui s'est exprimée à cette occasion.

Une présidentielle contre Le Pen, des législatives contre Macron

La défaite politique du président Macron aux législatives huit semaines après sa réélection est sans appel. Sa politique est refusée, sa réélection était un hold-up démocratique, un vote de rejet de Le Pen.

Le système électoral français est structuré par une séquence de quelques mois durant lesquels se tiennent l'élection présidentielle, centrale, et les élections législatives censées en confirmer et amplifier le résultat pour donner au président élu tous les pouvoirs pour 5 ans, avec un parlement aux ordres et un gouvernement stable. Cette belle mécanique n'a pas fonctionné, tant le rejet du président est puissant.

Le processus électoral focalisé sur les candidat·es aux présidentielles ne favorise pas les débats politiques de fond, conduit à des votes tactiques éloignés des votes de conviction. Comme l'enjeu est de qualifier ou d'éliminer pour le second tour, le premier tour déforme les convictions des électeurs et électrices. De nombreux votes se sont portés à gauche sur Jean-Luc Mélenchon pour cette raison, ou à l'extrême droite, sur Le Pen contre Zemmour quand les sondages ont indiqué que ce



dernier déclinait. Ces tactiques électorales, cohérentes pour éliminer, n'expriment pas toujours la réalité des rapports de force politiques. Au second tour, c'est encore plus flagrant, la moitié des votants pour Macron ne soutiennent pas sa politique.

Les législatives de juin 2022 révèlent la faiblesse de l'appui apporté à Macron. Déjà, lors du premier tour des présidentielles, il n'avait que peu bénéficié de l'écroulement des vieux partis de droite qui gouvernaient depuis plus de 60 ans. Alors qu'ils avaient perdu plus de 5 millions de voix depuis 2017, il n'en avait gagné qu'un million. Lors du premier tour des législatives, la base électorale du courant politique soutenant Macron s'est effritée d'un demi-million de votes par rapport à 2017, passant de 6,4 millions de votes (43 % des voix et 13 % des inscrit·es) à 5,8 (25,8 % des voix 11,5 % des inscrit·es). Malgré le scrutin majoritaire uninominal à deux tours par circonscription géographique, qui élimine les petits partis de l'Assemblée, malgré le savant découpage des circonscriptions qui favorise la droite et le camp macroniste, la défaite est complète. Le parti présidentiel, LREM, a perdu la moitié de ses députés, passant de 306 à 155. L'alliance appelée « Ensemble », qui regroupait avec LREM, les centristes et

une formation de gaullistes ayant rejoint Macron, en ne recueillant que 245 sièges, n'atteint même pas la majorité absolue dans l'Assemblée, soit 289 sièges.

Durant les cinq dernières années, Macron a gouverné sans se préoccuper des débats dans l'Assemblée, en brutalisant même sa majorité, à tel point que 45 des député·es LREM ont démissionné du groupe parlementaire. Il tente de continuer dans la même direction, affirmant qu'il a été élu sur son projet et qu'il est prêt à un gouvernement d'union... pour appliquer son programme de régression sociale : la retraite à 65 ans, de nouvelles baisses des dépenses publiques et des impôts pour le capital. Pour constituer une majorité à l'Assemblée, le projet de rallier ce qui reste des courants laminés par sa politique, la droite qui ne tient ensemble que parce qu'elle ne choisit pas entre le RN et Macron, et les quelques élus du PS et assimilés qui ont refusé la NUPES est mathématiquement possible, mais politiquement hautement improbable.

On entre donc dans une période instable, ou la volatilité politique ouvre toutes les possibilités, même les pires.

* Patrick Le Moal est militant de la IV^e Internationale et du Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

France

Une abstention populaire croissante

Quel que soit le nombre de votants, les élections produisent leur effet politique. Mais l'importance de l'abstention dans les milieux populaires et dans la jeunesse accroît l'instabilité : le nombre de celles et ceux qui ne se sentent pas représentés est toujours croissant. Se sont abstenus, sur 49 millions d'inscrits, plus de 13 millions aux présidentielles et 26 millions aux législatives ! Ce sont principalement les jeunes, plus de 70 % des 18-24 ans (35 % des plus de 70 ans), et autour de 65 % dans les quartiers ouvriers, paupérisés. La bourgeoisie se satisfait d'un système qui réussit en partie à exclure les classes populaires du jeu électoral, mais ce n'est pas parce que les gens ne votent pas qu'ils n'ont pas d'opinion : ils pensent que les élections n'auront pas d'effet sur leur vie.

La progression régulière de cette abstention, qui touche bien d'autres pays, a des raisons profondes. La déstructuration des classes ouvrières industrielles – du fait de l'augmentation du chômage et de la précarité, de la mondialisation accrue des échanges, des évolutions technologiques et des choix d'organisation du travail dans le néolibéralisme – a eu des effets sur la conscience spontanée d'appartenir à une classe ayant des intérêts communs à faire valoir y compris sur le plan électoral. L'effondrement de projets alternatifs, socialistes, la disparition de l'idée qu'il est possible de transformer la société, notamment après la chute du mur à l'Est, le développement du capitalisme en Chine, en même temps que l'instauration d'États néolibéraux dans lesquels le débat politique n'est plus celui de la répartition de la croissance économique, mais seulement le moyen d'instaurer la concurrence la plus efficace, ont tué le débat politique et donc les organisations politiques. S'ajoutant à cela les effets de plus en plus omniprésents des crises écologiques, les repères qui donnaient aux classes populaires un moyen de s'exprimer ont disparu.

En France cela s'est traduit, en même temps que le PCF déclinait, par l'imposition de contre-réformes de plus en plus violentes par des gouvernements de gauche dirigés par le PS passé au social-libéralisme. Hollande au gouvernement a propulsé l'ancien banquier néolibéral Macron comme ministre de l'Économie, ouvrant la voie au passage de nombre d'anciens responsables du PS du côté macronien.

S'ajoutent le désintérêt des élections législatives perçues comme sans enjeu quelques semaines après la présidentielle et les effets de la décision de passer outre au résultat négatif du référendum de 2005 sur la Constitution européenne.

Une Constitution aux traits bonapartistes renforcés

La Constitution instaurée par le coup d'État de 1958 a installé un État fort aux mains du président élu au suffrage universel avec des pouvoirs considérables. Elle a été imposée par De Gaulle à la fin de la période de décolonisation qui modifiait la place du capitalisme français dans le monde, pour instaurer des réformes économiques indispensables à l'expansion du capital que le régime parlementaire avait été incapable de mettre en place. Conçu pour désigner un Bonaparte au-dessus des partis, le système a connu de multiples évolutions, tout en laissant en place une Constitution très peu démocratique dans ses principes, qui a comme objectif prioritaire l'institution d'un pouvoir stable, pas de représenter la société.

Il a pu absorber la démission en 1969 du Bonaparte De Gaulle, déstabilisé par la grève générale de 1968 et ses suites, puis l'élection d'un président socialiste en 1981, Mitterrand. La bourgeoisie avait besoin de ce pouvoir fort pour imposer les contre-réformes néolibérales en France. En 2000-2001, le gouvernement PS a mis en place deux évolutions majeures, la coïncidence entre la durée du mandat présidentiel (1) et celle de l'Assemblée, et l'organisation de l'élection du parlement au lendemain de celle du président. Le Bonaparte indiscutable devenu introuvable devait ainsi être remplacé par le vainqueur de la présidentielle qui bénéficiait de la dynamique acquise pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale et pouvait gouverner dans une certaine stabilité institutionnelle. Comme ces gouvernements ont été confrontés à des résistances importantes, ils ont durci les lois répressives, avec des textes donnant de plus en plus de pouvoirs aux corps répressifs, à l'autorité administrative très centralisée en France (le pouvoir des préfets nommés par le gouvernement est considérable) aux dépens des décisions judiciaires. Toutes les occasions ont été bonnes pour empiler ces lois, des grèves et manifestations jusqu'au Covid, sachant qu'un saut a été opéré (encore une fois par un gouvernement PS) en 2015 à la suite des attentats qui ont « justifié » l'instauration d'un état d'exception permanent. Cette

espèce de coup d'État rampant néolibéral sous l'égide des gouvernements de droite et de gauche a engagé une nouvelle phase de l'histoire des luttes politiques et sociales en France. Ces évolutions ont donné les moyens à la bourgeoisie d'avancer dans sa déstructuration du système social mis en place durant les trente glorieuses... mais ont signé la mort des partis qui en ont été les agents. Déjà lors des présidentielles de 2017, les deux partis qui dominaient et structuraient le champ politique depuis 40 ans étaient absents du second tour, aujourd'hui la destruction va plus loin et accentue encore l'instabilité. Toutes les forces politiques qui s'étaient organisées en fonction du système antérieur disparaissent, les organisations syndicales, toutes les structures sociales qui s'y étaient installées sont bousculées, ébranlées. On entre dans une phase de décomposition/recomposition dans laquelle l'instabilité laisse place aux aventuriers de la politique comme Macron qui s'est infiltré lors de la présidentielle de 2017 à la suite d'un concours de circonstances, la déstabilisation du PS par la politique de Hollande et les affaires visant le candidat de droite Fillon. Cela ne l'a pas empêché d'avoir des pouvoirs sans commune mesure avec sa base sociale.

La Constitution présidentialisée actuelle favorise les pouvoirs personnels, hors de contrôle, hors des débats démocratiques. C'est pour cette raison qu'elle a été bien utile à la contre-réforme néolibérale. Elle ne permet pas des débats politiques ouverts, qui sont essentiels à la redéfinition de forces politiques et de perspectives stables. Face à la logique répressive et antidémocratique de pouvoirs en place de plus en plus faibles, nous devons défendre la perspective d'une autre démocratie, une démocratie réelle, pour laquelle l'aspiration est forte, apparue sous des formes diverses sur les places, les ronds-points des Gilets jaunes, etc. – une démocratie qui permette d'aborder les enjeux réels, de la transition écologique à la redéfinition du travail, de la justice sociale, de l'élimination des différentes formes de domination.

Il y a bien sûr la nécessité incontournable de la convocation d'une assemblée constituante dont l'objectif serait l'instauration d'un régime parlementaire élu à la proportionnelle, ou celle de la proposition issue des mobilisations des Gilets jaunes de référendum d'initiative populaire. Mais il faut aller beaucoup plus loin, car nous avons à tout repenser, contre l'exploitation de la nature et des humains et contre toutes les oppressions, et cela impose la prise

1. Il était de 7 ans, il est passé à 5 ans.

en charge directe de toutes et tous des affaires de la cité et du monde, du bas vers le haut, car ce qui révolutionne fondamentalement le monde ne peut être décidé-imposé par un pouvoir politique quel qu'il soit. Commençons par faire vivre la démocratie dans tous nos espaces communs, en travaillant à faire vivre la gestion collective de nos lieux et expériences !

L'expérience des luttes

Nous ne partons pas de rien. La France de ces 30 dernières années a connu des vagues de luttes, de grèves, de manifestations de masse qui, si elles n'ont pas empêché les régressions sociales, ont quand même limité l'ampleur et la brutalité de la destruction. On a ainsi connu les mobilisations de 1995, 2003, 2005 les émeutes dans les banlieues, 2006 dans la jeunesse, 2010, 2016, les Gilets jaunes en 2018-2019, et une petite mobilisation contre les derniers projets de Macron en 2020. Il y a eu également les mobilisations écologistes, comme celle de Notre-Dame-des-Landes, le renouveau des luttes féministes, l'émergence d'un antiracisme politique. Toutes se sont opposées principalement à des gouvernements de droite, mais aussi à un gouvernement de gauche en 2016, provoquant une rupture durable avec le PS.

Ces mobilisations se sont appuyées sur l'attachement à préserver les services publics, la Sécurité sociale, l'emploi hors de la flexibilité, le droit du travail, la possibilité de vivre sur cette planète et le refus des oppressions. À l'échelle des militant·es, les expériences d'organisation et de mobilisation rebondissant d'une phase de lutte à l'autre, ont laissé des traces, et se réactivent dès que s'engagent de nouvelles actions.

Malgré les défaites, ces luttes ont permis que les dépenses publiques représentent encore 59 % du PIB en 2021 (2), les dépenses sociales publiques autour de 32 % du PIB, chiffre le plus élevé de l'OCDE (la moyenne est de 20,1 %), ce qui explique le niveau des retraites et l'état du système de santé avant les dernières attaques. C'est insupportable pour les capitalistes, qui veulent en finir avec le modèle social français. Dès son élection en 2017, Macron, tout en accordant des cadeaux aux patrons, aux grandes entreprises et aux plus fortunés, a choisi d'aller vite pour coller au modèle néolibéral, avec trois réformes majeures, le droit du travail, les chemins de fer (statut des cheminots, ouverture à la concurrence) et le système

de retraite, le tout dans un contexte de recul des services publics (notamment hospitaliers). Il en a annoncé deux supplémentaires : finir le chantier de destruction des retraites et de l'assurance chômage. Il s'agit, là où ses prédécesseurs n'ont pas réussi, de remettre en cause le salaire socialisé qui garantit (encore que bien imparfaitement) collectivement la continuation du salaire en cas de maladie, de chômage, de retraite ou de formation sur la base de cotisations sociales assises sur les salaires. Le but est de faire sortir progressivement de la masse salariale l'ensemble de ces dépenses pour en finir avec ce qui reste du compromis social imposé par le rapport de force au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Mais le mépris de classe de Macron, par sa brutalité, a contribué à redonner une identité à celles et ceux d'en bas, permettant la remise en cause du système, de l'individualisme, de la réussite « *au mérite* ».

L'ancrage croissant du Rassemblement national de Le Pen

Les résultats aux législatives qui donnent 89 députés au RN sont la confirmation d'évolutions longues. De 2002 à 2022, les voix pour les candidat·es d'extrême droite au premier tour des présidentielles sont passées de 5 à plus de 11 millions, soit 23,1 % de suffrages exprimés (16,7 % des inscrit·es), au second tour de 5,5 à 13,3 millions (soit 41,5 % de voix et 27,3 % des inscrit·es). La progression aux législatives est moins spectaculaire, mais tout aussi réelle, de 2,8 à 4,3 millions de voix, de 11,3 % à 17, 30 % (de 6,9 % à 7,4 % des inscrit·es).

Il bénéficie en partie de la chute de la droite, notamment du principal parti Les Républicains (LR). Aux présidentielles, la candidate LR, Valérie Pécresse, a recueilli 4,8 %, soit 1,7 million de voix, 5,5 millions de voix de moins que Fillon en 2017 qui recueillait 20 % et 7,2 millions de voix (passant de 15,1 % à 3,5 % des inscrit·es). Les résultats sont moins mauvais aux législatives, 2,4 millions de voix (10,4 %) contre 3,6 en 2017 (15,7 %), soit une chute de 7,5 % à 4,9 % des inscrit·es. Les Républicains perdent la moitié de leurs sièges, passant de 112 à 61 députés.

Cette chute électorale de la droite s'ajoutant au rejet des candidats de Macron ont permis au RN d'accroître ses positions institutionnelles pour conduire une politique d'extrême droite, raciste, ultra-autoritaire, et ouvrant la voie à un danger fasciste. Le

RN approfondit son implantation dans le Nord de la France où il arrive premier dans tous les départements des Hauts-de-France, dans nombre de communes rurales et désormais aussi dans les villes moyennes. Son électorat mêle un vote populaire – majoritaire chez les ouvriers, les salariés du public et les chômeurs ayant voté, notamment dans les zones rurales appauvries, sans services publics – et des fractions de la bourgeoisie.

Le RN reste un parti d'extrême droite dont le socle est toujours l'héritage du FN fasciste de Jean-Marie Le Pen, avec un programme de destruction des droits démocratiques, de remise en cause de tous les droits du mouvement syndical et du mouvement social. Mais la normalisation voulue par Le Pen a en partie réussi, sa présence au second tour n'a pas suscité de manifestations d'ampleur.

Il y a plusieurs raisons à cette réussite. Conjoncturellement le racisme explicite de Zemmour, qui a recueilli 2,5 millions de voix, sa violence verbale ont masqué l'arrimage de Le Pen à l'extrême droite. Mais la raison principale est à chercher ailleurs. La politique néolibérale a fait perdre à la bourgeoisie une base sociale stable. Pour conserver une position dans les milieux populaires, elle développe une politique contre les dangers de l'intérieur et de l'extérieur, contre les banlieues, les immigrés, les migrants, une politique islamophobe et raciste. Macron, pour assurer sa réélection comme rempart face au RN, a fait de Le Pen son opposition officielle, tout en cultivant les thèmes de l'extrême droite, la sécurité, l'identité nationale, le rejet des migrants, l'islamophobie. Ces politiques sont le terreau sur lesquels l'extrême droite se développe, si on n'y met pas de frein.

Mélenchon vainqueur au sein de la gauche

L'existence de la Nupes a fait chuter Macron, même si elle est loin de l'objectif d'être majoritaire fixé par Mélenchon. Avec plus de 140 députés, elle est loin des 289 nécessaires, mais c'est bien la Nupes qui a imposé les débats des législatives, une nouveauté dans le champ politique dont il faut préciser les ressorts.

La gauche, rassemblant autour de 10 millions de voix, ne représente qu'un petit tiers des électrices et électeurs, autour de 30 % des votant·es (entre 14 % et 22 %

2. Si ce chiffre a récemment augmenté à cause des réponses à la pandémie, il était auparavant autour de 56 % du PIB.

France

des inscrit-es). Il n'y a pas d'évolution majeure dans ce rapport de force global. Depuis 2017, au premier tour des présidentielles, les candidat-es de gauche, La France insoumise (FI), EELV (3), PC et PS ont progressé de plus d'un million de voix. Aux législatives, le résultat est équivalent. L'évolution majeure, pour nous la plus importante, est celle des rapports de force au sein de cette gauche.

Le PS social-libéral, porteur des contre-réformes sous le gouvernement Hollande est laminé. À la présidentielle de 2012 Hollande avait plus de 10 millions de voix et 28,6 % des suffrages (22 % des inscrit-es), en 2017 le candidat critique qu'avait investi le PS, Benoît Hamon (4), avait 2,3 millions de voix et 4,8 %, en 2022 Anne Hidalgo recueille 0,6 million de voix et 1,75 % (1,26 % des inscrit-es). Ces voix perdues par le PS vont principalement vers La France insoumise et en partie vers EELV. C'est maintenant le courant antilibéral qui domine dans la gauche. Parce qu'il veut remettre en cause nombre des choix des trente dernières années, entrer en conflit avec l'Europe libérale et enclencher une planification pour la transition écologique, il est devenu l'ennemi numéro un de toute la bourgeoisie.

Mélenchon, avec 22 % et 7,7 millions de voix (15,8 % des inscrit-es) est indiscutablement le principal candidat de gauche, qui a permis l'expression d'un vote de classe contre l'austérité, dans les villes et les quartiers populaires, contre les grands projets productivistes, contre l'état d'urgence et l'islamophobie. À la FI a été ajouté à l'occasion de l'échéance 2022 le « *parlement de campagne de l'Union Populaire* », composé de 125 militant-es FI et de 125 syndicalistes, intellectuels, responsables associatifs, meneurs et meneuses de luttes, pour mobiliser les différents secteurs intéressés au changement dans la société, présidé par l'ancienne porte-parole d'Attac, Aurélie Trouvé.

Mélenchon a su s'adapter parfaitement au système médiatico-politique français centré sur l'élection présidentielle, qui met en valeur la relation d'un « *Homme* » avec

les électeurs-électrices. Des prises de position positives ont joué un rôle, à rebours de la quasi-totalité des autres politiques, sur la question de l'islamophobie, question centrale dans le processus de fascisation des débats, ou encore son refus de participer à une manifestation des policiers réclamant plus de moyens et de sévérité contre leurs agresseurs le 19 mai dernier alors que Yannick Jadot d'EELV, Fabien Roussel du PCF et Olivier Faure du PS s'y rendaient. Il a réussi à polariser l'essentiel de celles et ceux qui se sont mobilisés ces dernières années, en reprenant tout ou partie de leurs revendications.

Deux références dominent dans son programme « *l'Avenir en commun* », celle du socialisme républicain en rupture claire avec le néolibéralisme des trente dernières années, institutionnalisé dans l'Europe actuelle (5) ; et la rupture avec le productivisme par une transition écologique. Il s'agit d'un programme réformiste classique, cohérent et systématique, intégrant des revendications radicales sur les questions sociales, écologiques et politiques, que la victoire du capitalisme néolibéral validée par la social-démocratie du PS a fait apparaître comme radical. Ce programme avec ses thèmes, sa précision, sa logique, n'est pas articulé autour de l'idée populiste de gauche que « *les demandes émanant de la plupart des secteurs de la société (...) sont équivalentes les unes aux autres dans leur opposition au régime d'oppression* » (6). Mélenchon est resté fondamentalement lié aux références de la gauche, convaincu que tous les défis prennent racine dans la question sociale. Par contre, en référence à ce populisme de gauche, la place du leader, seul en dialogue avec le peuple, prenant parfois des formes extrêmes de culte de la personnalité, est omniprésente. Ces dérives ont des raisons profondes. Pour Mélenchon, le parti tel qu'il a existé tout au long du XX^e siècle est la forme d'organisation liée à une classe sociale. Il doit être remplacé aujourd'hui par autre chose, une forme d'organisation du peuple, le mouvement, sans bords, qui regroupe des individus singuliers qu'il n'est plus possible de mettre en rangs, mais qui se retrouvent autour d'une incarnation individuelle, le projet s'identifiant au destin personnel du leader. L'organisation politique collective et structurée, assimilant les bilans politiques, est abandonnée au profit du mouvement des individus atomisés agissant par impulsion et identification. En agissant ainsi, Mélenchon ne fait pas que prendre acte de la fin des partis, il contribue à leur marginalisation.

À gauche, du nouveau

La grande surprise a été la proposition de la FI d'un front commun pour les législatives, au PC, au NPA, à EELV pour une union autour des grands axes du programme « *L'Avenir en commun* », avec comme objectif un-e candidat-e unique dans chaque circonscription, et une majorité à l'Assemblée nationale imposant Mélenchon comme Premier ministre.

En quelques jours s'est constituée la Nouvelle union populaire écologique et sociale – le PCF, EELV (7), GénérationS et le PS rejoignant La France insoumise. La présence du PS a provoqué un choc politique. Au départ ce parti n'était pas dans les discussions, alors que le NPA était invité. La direction du PS, faisant le bilan de son échec, a demandé à entrer dans la coalition, malgré le désaccord d'Hidalgo, de Hollande et d'autres dirigeants historiques de ce parti. L'intégration du PS accentuait la dimension organisationnelle et électorale de l'accord, comment sauver un groupe parlementaire, sauver le financement du parti par l'État, au détriment de la dynamique militante. Ces limites ont finalement conduit le NPA à ne pas être partie prenante de l'accord national avec un parti qui ne fait pas clairement la rupture avec le social-libéralisme, tout en soutenant toutes les candidatures de la Nupes qui n'étaient pas des candidat-es du PS présent-es pour sauver leur siège. Un regroupement de militant-es des quartiers populaires, issu-es pour l'essentiel de l'immigration postcoloniale, *On s'en mêle*, s'est investi dans la campagne, malgré le fait que la plupart de ses candidat-es potentiel-les aient été écartés par la direction de La France insoumise. Le parlement de l'Union populaire s'est transformé en parlement de la Nupes, passant à 500 membres selon la même répartition, et toujours présidé par Aurélie Trouvé.

Dans les milieux populaires, cette unité est un bol d'air, la réalité militante est beaucoup plus diverse. Il s'agit avant tout d'un accord électoral national, dans lequel tout a été réglé centralement, tant les répartitions que les désignations de candidat-es. Il n'y a pas dans l'accord la volonté de créer partout des structures unitaires ouvertes permettant de mobiliser ensemble sur le terrain.

Malgré ces limites, la création de la Nupes a changé la situation politique, a ouvert l'espoir qu'il est possible, enfin, de mettre un coup de frein à l'insupportable. Le débat LREM/RN, avec toujours plus de répression, de racisme, d'attaques contre

3. Europe Écologie-Les Verts.

4. Il a depuis quitté le PS et fondé un petit parti, GénérationS, qui était dans la Nupes.

5. Mélenchon a fait partie de l'aile gauche du PS et a participé à la campagne du non de gauche contre la Constitution européenne en 2005 avant de quitter le PS pour fonder son propre mouvement.

6. Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Seuil, Paris 2005, pp. 154-155.

7. Notamment le secteur le plus antilibéral autour de Sandrine Rousseau qui avait été minoritaire de justesse lors du dernier congrès de ce parti.

les classes populaires a été remplacé par la virulence contre les propositions de la Nupes devenue ennemi numéro 1. Toutes celles et tous ceux qui se retrouvent depuis des années dans les mobilisations, les manifestations, se sont enfin retrouvés ensemble autour d'une perspective politique commune de rupture. C'est un point d'appui essentiel pour les mois et années à venir : on sort de l'accumulation de défaites pour ouvrir une autre perspective.

Dans quelques endroits il y a vraiment eu une campagne unitaire, avec des parlements locaux, une véritable mobilisation à la base. Ailleurs cela a été une campagne classique, sans parler des quelques circonscriptions où d'anciens PS Macron-compatibles venaient sauver leur poste. La dynamique électorale a été payante, alors que Mélenchon seul n'était arrivé en tête que dans 105 circonscriptions sur 577, la Nupes a été la première force politique du pays, au coude à coude avec les listes macronistes.

Dans 65 circonscriptions, des candidates dissidentes du PS se sont opposées aux candidates de l'accord Nupes, avec le soutien de certaines fédérations, des « éléphants » du parti opposés à l'accord national, comme Jospin et Hollande. Les résultats sont catastrophiques pour ces candidates, qui à quelques exceptions près sont balayées dès le premier tour. Tout comme les principaux PS passés du côté Macron ces dernières années, le président de l'Assemblée nationale, Ferrand, les anciens ministres Valls et Castaner. De manière plus générale, la campagne a marginalisé les positions sociales libérales tant dans le PS que dans EELV.

L'abstention ayant monté dans les classes populaires entre les présidentielles et les législatives, malgré la dynamique militante, le nombre de votant-es pour la Nupes, 5,8 millions de voix (25,7 % des votant-es et 12 % des inscrit-es) est très nettement inférieur à la somme des voix des présidentielles qui était de 10,7 millions (30 % des votant-es et 22 % des inscrit-es). L'ensemble des formations de la Nupes gagne à l'accord, en maintenant ou améliorant son nombre de députés. Les grands vainqueurs sont EELV qui passe de 1 député à 23 et La France insoumise de 17 à 75.

Parmi les 141 membres du groupe, de nouvelles et nouveaux député-es entrent au parlement, issu-es de luttes sociales, donnant une fraîcheur qu'on n'a jamais connue, avec des jeunes issu-es de la FI, et d'autres comme Rachel Kekké, femme de chambre, figure de proue de la lutte de

22 mois contre la chaîne d'hôtel Ibis, Aurélie Trouvé, ancienne porte-parole d'Attac, Alma Dufour, ancienne porte-parole des Amis de la Terre, activiste contre Amazon, Louis Boyard, 21 ans, ancien président de l'Union nationale lycéenne...

« Plutôt le RN que la Nupes »

La violence actuelle des dominants contre la Nupes montre à quel point ils ont peur de ce que peut donner une unité conquérante en rupture avec les politiques de ces dernières décennies. Elle confirme que l'application même partielle du programme de la Nupes, par son opposition au néolibéralisme et ses réponses écologistes, conduirait, malgré ses limites, à des affrontements importants avec la classe dominante et les institutions.

À tel point que les déclarations d'entre les deux tours plaçant l'extrême droite et la Nupes comme deux dangers symétriques, hors de « l'arc républicain », ont contribué à déliter le « barrage à l'extrême droite » : il n'y a pas eu de reports systématiques de voix contre le RN, ce qui explique le résultat final. Macron a préféré faire diminuer le nombre de députés Nupes en faisant élire indirectement des députés RN.

Le débat qui vient de se dérouler à propos de la commission des finances est lui aussi significatif. Cette commission de l'Assemblée nationale, qui est légalement présidée par un député d'opposition, a le pouvoir d'organiser les débats sur le budget et surtout celui de faire des contrôles, de réclamer des documents administratifs dans les ministères ou services d'État, y compris couverts par le secret fiscal. En application des règles habituelles, la présidence devait revenir à un membre de la Nupes. Des voix se sont immédiatement levées pour proposer que cette place revienne au RN plutôt qu'à la Nupes, venant de la droite par la voix du Président LR du Sénat, ou encore d'un ministre de Macron inventant de nouvelles règles qui conduiraient au même résultat.

Dans la foulée de la formule des années 1930, « plutôt Hitler que le Front Populaire », on entend aujourd'hui « plutôt le RN que la Nupes, et notamment La France insoumise ». Finalement, après quelques cadeaux au RN dans les postes de gestion de l'Assemblée Nationale qui ont provoqué un début de débat, ni la droite, ni les élus macronistes ne sont allés cette fois-ci jusqu'à élire un RN comme président de cette commission, qui est revenue à Éric Coquerel, un des responsables de la FI. Qu'en sera-t-il dans les

échéances à venir ?

La bourgeoisie, qui n'apprécie pas vraiment les incertitudes, va tout faire pour stabiliser le pouvoir, en poussant à une alliance entre Macron et la droite, qui est « naturelle » vu les prises de position et si besoin avec l'extrême droite, dans la mesure où le programme économique du RN n'est pas opposé aux choix essentiels, et notamment sur la question de l'appartenance à l'Europe des traités actuels. Il est peu probable que cela réussisse, l'instabilité est la seule certitude.

Les enjeux de la situation

Pour les exploités et les opprimés, le fait qu'il existe une possibilité de mettre un coup d'arrêt aux politiques néolibérales et climaticides dans un pays de la taille de la France est un enjeu majeur, tant au plan national qu'international, dans lequel il est de la responsabilité des courants marxistes révolutionnaires, anticapitalistes, de peser de toutes leurs forces.

La participation au processus unitaire, tout en maintenant les exigences de rupture claire avec les sociaux-libéraux compatibles est donc essentielle. Ce qui n'est pas compliqué, tant à la base, y compris des militant-es de la FI, la méfiance envers ces politiques est grande et la présence critique acceptée, justement comme contrepoint. Y être à fond implique de s'investir partout où c'est possible dans les structures de type parlement qui existent, et dans tout ce qui se passe dans ce cadre. Le problème principal, c'est que cet accord national entre appareils politiques n'exprime pas la volonté d'instaurer partout des parlements, des structures organisant par en bas l'aspiration à l'action commune.

En outre, la force principale, FI, n'est elle-même pas une structure organisée, avec des sections, des adhérent-es, des débats locaux et nationaux, c'est un mouvement gazeux qui réagit aux impulsions données par le leader et ses très proches. Dans la conjoncture actuelle de reclassements politiques rapides, cela lui donne une réactivité très utile : peu de gens décident dans des délais records. Mais pour construire durablement un rapport de force social et politique, intégrant réellement différentes radicalisations, une organisation permanente est indispensable, même si elle n'a pas la forme des partis du XX^e siècle.

Car ce qui est en jeu, c'est la construction d'un bloc, d'un front politique et social, autour d'axes de rupture avec le social libéralisme, qui organise, après les élections, l'unité la plus large des exploités et des

La publicité, une bombe au cœur de l'internet

opprimé-es. Les résultats le montrent. La Nupes est la référence incontournable dans la lutte contre les politiques actuelles et a permis l'expression de classe dans les villes et nombre de quartiers populaires des grandes villes. Mais elle n'a pas été en mesure de regrouper la majorité des classes populaires, et bien au-delà des élections et de l'objectif institutionnel, d'organiser effectivement partout, dans les quartiers, les entreprises, un front unique, un front d'action à même de modifier les conditions du combat contre l'extrême droite et les politiques néolibérales. Beaucoup d'incertitudes subsistent sur l'avenir de cet accord électoral. Le PS et EELV ont des congrès dans les mois à venir qui vont trancher entre celles et ceux qui étaient pour entrer dans la Nupes et les autres. Le PCF peut aussi décider de reprendre son autonomie. Quoi qu'il en soit, c'est autour des phénomènes positifs, comme l'existence du parlement et de groupes équivalents dans les villes, qu'il faut travailler à dépasser ces difficultés bien réelles.

L'aspiration unitaire contre les politiques néolibérales, racistes et climaticides qui s'est exprimée dans le cadre électoral est un point d'appui pour développer les luttes, les mobilisations. L'heure est venue de se battre pour des processus de rapprochements, d'unification dans l'action, de fédération durable, tant au niveau syndical (CGT, FSU et Solidaires notamment), que dans les associations menant des luttes écologistes, antiracistes, contre les oppressions, que de manière plus large pour travailler à constituer un front social et politique associant partis, syndicats et associations, pour unifier les courants militants aujourd'hui éclatés, les combats émancipateurs des exploité-es et des opprimé-es.

C'est dans ce cadre que peut être repensée la perspective de construction d'une organisation anticapitaliste large. La quasi-totalité de celles et ceux qui sont susceptibles d'être partie prenante d'un tel projet sont aspiré-es par cette dynamique, c'est donc en son sein que peuvent s'opérer les décantations et les politisations, en travaillant avec tous les courants, quelle que soit leur histoire, qui ont une perspective écosocialiste, émancipatrice, de rupture avec le système capitaliste.

C'est dans cette dynamique unitaire générale que l'expression d'une identité, son affirmation, sans sectarisme, sans propagandisme, peut jouer un rôle positif pour la construction d'un espace, d'une fédération, d'un mouvement, d'une organisation anticapitaliste, écosocialiste en son sein. ■

Rouen, le 27 juin 2022

La publicité, partie intégrante du cycle de la réalisation de la valeur et du fétichisme de la marchandise (pour utiliser des notions de la critique de l'économie politique), contribue à l'augmentation et au renouvellement – souhaités par les entreprises – de besoins souvent artificiels. La logique publicitaire (une véritable pollution imposée aux consommateurs et consommatrices) au cœur du fonctionnement de l'internet me semble hautement critiquable. Cet outil relevant du commun, son éventuel financement – comme son fonctionnement – ne peut relever de la sphère private lucrative.

Cela étant précisé, cet ouvrage contribue à la compréhension de « l'économie de l'attention » et de mécanismes publicitaires propres au fonctionnement de l'internet : « *La publicité numérique est le cœur funeste qui fait vivre l'internet* ».

Dans son prologue, Tim Hwang aborde, entre autres, la publicité numérique et sa place dans « l'économie digitale », les croyances des annonceurs, les qualités et les quantités de données, « les données servant au ciblage des publicités ne sont que des foutaises », les algorithmes et les « engins de "corrélation" », le marketing, l'infrastructure et les réseaux. « *Pour comprendre ces faiblesses structurelles, nous devons plonger dans les arcanes financières du web, explorer la vaste infrastructure mondiale à laquelle nous réfléchissons rarement, mais qui est pourtant au cœur même des raisons pour lesquelles l'internet est ce qu'il est. Ce que nous découvrons alors n'est pas un tableau dépeignant des assistants data-driven modernes destinés à persuader les consommateurs, mais plutôt une sombre histoire d'incitations perverses, de fraude pure et simple, et d'une économie numérique au bord du gouffre.* »

Il sera ici beaucoup question d'argent, d'entreprises gigantesques et très rentables, de publicité numérique, de référencement payant, d'affichage publicitaire sous formes de « bannières », d'impact du financement publicitaire sur « *le développement même de la technologie* », de pratiques de surveillance, de valorisation de « contenus incendiaires », de marché et de négoce de l'attention, d'automatisation et de transactions programmées, de parallèles entre les marchés financiers et les marchés de l'attention. « *À cet égard, la ressemblance entre le marché de la publicité en ligne et les marchés financiers ne tient pas du hasard. Le présent ouvrage explore les connexions fascinantes entre le monde de la finance et l'évolution de l'écosystème moderne de la publicité programmatique* ».

Tim Hwang discute donc du jargon de la publicité programmatique, de temps réel, de plateformes logicielles, de monétisation par la vente de l'attention des consommateurs et consommatrices, de risques systémiques, des ressemblances entre les marchés de la publicité programmatique et les marchés financiers, des enchères publicitaires, des algorithmes (« *La technologie permet de jouer le jeu, mais ne dicte pas les règles du jeu* »), d'attention marchandisée (« *Le concept amorphe, informe, de l'attention est désormais un ensemble d'éléments comparables et distinguables qui peuvent être captés, évalués et vendus* »), de standar-

disation, de spéculation, de marchandises « abstraites », d'opacité, d'infrastructure de surveillance, de déferlement de données, de trading algorithmique, de dark pools, de nouveaux intermédiaires, de détermination des prix, de dépendance à l'égard des plateformes dominantes, d'érgonomie souterraine, de qualité, de la perte d'« efficacité » des bannières, de bloqueurs de publicité, de visibilité et d'invisibilité (« *Un nombre stupéfiant de ces annonces n'est jamais vu par qui que ce soit* »).

J'ai notamment apprécié les passages sur la fraude publicitaire, la fraude au clic, « *publicités... vues uniquement par des robots ou par des humains dont le travail consiste à cliquer dessus* », l'usurpation de domaines, le développement d'entreprises criminelles. L'auteur interroge l'attention réelle, d'autant que se développe « *le spectre du désintérêt du public pour la publicité en ligne* ».

Tim Hwang parle de formation d'une bulle, « *les budgets publicitaires se déversent dans cette bulle de marché parce qu'ils n'ont nulle part ailleurs où aller* », de toxicité, du rôle des agences, de manipulation de prix de l'inventaire publicitaire, de technologie publicitaire, de possible explosion de la bulle...

Il souligne les atteintes à la vie privée des consommateurs et consommatrices, les nuisances en termes de santé mentale et de développement personnel, l'illusion de convertir des « sentiments » en objets facilement mesurables, la limitation de la « *grammaire des interactions sociales en ligne* », le potentiel inégalé « *pour manipuler l'opinion* », la réduction des possibles futurs. Il propose d'anticiper la crise par une « *démolition maîtrisée* ».

Si je peux souscrire à la description de la crise des subprimes faite par Tim Hwang, je n'en partage cependant pas l'absence d'analyse du capitalisme et de ses contradictions. Il ne me semble pas possible d'aborder les causes structurelles de cette crise sans parler du mode d'accumulation, de valorisation du capital, de production marchande généralisée, de la comptabilité internationale ou de l'inventivité criminelle des cols blancs en matière de montages financiers et fiscaux.

J'ajoute que, contrairement à l'auteur, il me semble possible d'aborder le fonctionnement de l'internet sans aucune publicité. La gratuité réelle pour les utilisateurs et utilisatrices peut être construite par une prise en charge collective de ce bien commun que devrait être l'internet.

Il convient donc à la fois de combattre la place des Gafam, la dictature des algorithmes (masquant des choix et des programmations par des individus), la pollution publicitaire et la marchandisation du monde.

Didier Epsztajn

* Tim Hwang, *Le grand krach de l'attention, La publicité, une bombe au cœur de l'internet*, C&F éditions, Caen 2022, 176 pages, 22 €

Naissance et chute du « monde russe » : histoire d'un concept

Par
Ilya Budraitskis*

Dans son discours à la veille de la guerre, Vladimir Poutine a qualifié l'Ukraine de « *partie intégrante de notre propre histoire, de notre culture et de notre espace spirituel* ». Une conclusion politico-militaire directe découle de cette déclaration : les frontières de « *l'espace spirituel* » doivent coïncider entièrement avec celles de l'État russe. L'idée d'une telle intégrité – de la culture et de l'armée, de l'État et de la langue, de l'identité nationale et de la citoyenneté – connue sous le nom de doctrine du « *monde russe* », a été constamment développée par le Kremlin au cours des deux dernières décennies. Aujourd'hui, elle est finalement devenue un élément clé pour justifier une guerre d'agression et refuser à tout un peuple le droit d'exister. Qu'est-ce qui se cache derrière le concept de « *monde russe* » et comment est-il apparu ?

L'expression « *monde russe* » apparaît dans les cercles intellectuels moscovites dès les années 1990, en réponse au besoin d'une définition culturelle large de l'identité russe, qui pourrait être opposée aux définitions nationalistes et revanchardes. Cependant, au début des années 2000, le « *monde russe* » acquiert déjà un nouveau contenu et se transforme progressivement en une doctrine officielle de l'État. En octobre 2001, lors d'un discours prononcé à l'occasion du soi-disant Congrès mondial des compatriotes russes, Poutine a pour la première fois précisé sa conception de cette doctrine : le « *monde russe* », ce sont « *des millions de personnes qui parlent, pensent et se sentent russes* » et qui vivent en dehors de la Fédération de Russie. L'appartenance au « *monde russe* », selon Poutine, est déterminée volontairement ; c'est « *une question d'autodétermination spirituelle* ». Et puisque « *la Russie est constamment sur la voie d'intégration dans la communauté mondiale et dans l'économie mondiale* », « *nos compatriotes ont toutes les chances*



d'aider leur patrie dans un dialogue constructif avec les partenaires étrangers ». Il ressort clairement du discours de Poutine que, à l'époque, il s'intéressait bien plus à ceux de Londres, Paris ou New York « *qui se sentent bien Russes* » qu'à ceux du Donbass ou du nord du Kazakhstan. Il convient de rappeler que 2001 est le moment de la lune de miel de Poutine avec l'Occident : la Russie soutient activement l'opération militaire américaine en Afghanistan, tandis que des réformes économiques libérales, y compris celles visant à attirer les investissements étrangers, sont en cours dans le pays. Le « *monde russe* » est donc toujours compris comme une diaspora influente et riche, qui pourrait constituer un avantage concurrentiel important pour la Russie dans un monde globalisé.

L'idée même du « *monde russe* » en tant que « *ressource culturelle et humaine* » sur le marché mondial a été décrite en détail encore plus tôt, en 2000, par le politicien social tech affilié au Kremlin, Piotr Shtchedrovitsky. Défendant le « *monde russe* » comme une « *approche humanitaire-technologique* », Shtchedrovitsky l'oppose directement au scénario serbe de « *résolution par la force des problèmes territoriaux et ethno-culturels* ».

Toutefois, au milieu des années 2000, la Russie de Poutine s'est imposée dans l'économie mondiale en tant que fournisseur de matières premières et le développement des « *ressources culturelles* » n'était plus une priorité. En même temps, les victoires des « *révolutions de couleur* » en Géorgie en 2003 et en Ukraine en 2005 portent un coup sérieux à la domination politique de Moscou dans l'espace post-soviétique. La dépendance du Kremlin à l'égard des liens informels avec les représentants des élites locales ne se justifie clairement plus, et le refroidissement progressif des relations avec l'Occident exige un actif travail d'information. Le « *monde*

* Ilya Budraitskis, professeur de théorie politique à l'École des sciences sociales et économiques de Moscou, enseigne également à l'Institut d'art contemporain de Moscou. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la Russie et sur la tradition de la gauche critique et dissidente en Russie, tant pendant les années soviétiques que dans la période actuelle, dont le récent ouvrage *Dissidents between Dissidents : Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia* (Verso Books, 2022). Cet article a été publié le 6 juin 2022 par la nouvelle revue électronique *После* (« *Après* » en russe : <https://posle.media>), qui regroupe la gauche russe anti-guerre. Paraissant en russe et en anglais, cette revue « *accueille et invite à la coopération chercheurs, journalistes, militants, témoins oculaires – tous ceux qui cherchent à comprendre le présent et à penser l'avenir* ». (Traduit du russe par JM).

Russie

russe » est désormais entièrement déterminé par les intérêts politiques de l'État : la population russophone de l'étranger proche doit devenir un instrument d'influence, et la sympathie pour la Russie en raison de son histoire et de sa culture (et dans ce sens même pour la Russie en tant qu'héritière de l'Union soviétique) doit être convertie en soutien à sa politique étrangère. À cette fin, au milieu des années 2000, des projets tels que la fondation Russkiy Mir (c'est-à-dire Monde russe), la chaîne de télévision *Russia Today* (RT), l'Institut pour la démocratie et la coopération et une agence fédérale distincte (1) sont créés sur la base du centre culturel relevant du ministère des affaires étrangères. Chacun d'eux s'est vu attribuer un rôle dans la promotion du *soft power* russe : RT s'est concentré sur les « *informations alternatives* », remettant en question les positions des médias occidentaux et proposant des interprétations des événements à l'avantage du Kremlin, tandis que l'Institut pour la démocratie et la coopération a créé un réseau d'experts conservateurs qui considèrent la Russie de Poutine comme un rempart de protection de l'Europe réelle contre le « *libéralisme de gauche* » et le féminisme.

Le « *monde russe* » n'était plus simplement compris comme une communauté internationale de tous ceux qui parlent la langue russe, mais comme un corpus de « *valeurs* » dont la promotion correspond aux intérêts de l'État. Selon la chercheuse Vera Agueyeva on assiste à une « *sécurisation du monde russe* », où l'influence culturelle ne peut plus être séparée de la « *sécurité nationale* » et de la protection contre les menaces extérieures (2). Il est révélateur que dès 2008, le chef adjoint de l'état-major russe, Alexander Bouroutine, saluant la création de l'Institut pour la



démocratie et la coopération, ait noté son importance dans les « *guerres de l'information* » dont « *les gens et leur vision du monde* » sont la cible.

Selon une telle interprétation, les frontières entre « *la puissance douce* » et la « *dure* » sont devenues insignifiantes, le contenu du « *monde russe* » – la langue, la culture, la conscience d'un « *lien avec la Russie* » – n'étant plus qu'une sorte d'arme dans une guerre invisible. Du point de vue du Kremlin, le « *monde russe* » n'était qu'une réponse à l'expansion de l'Occident, qui utilisait des concepts tels que les « *élections démocratiques* » ou les « *droits humains* » comme un moyen pour affaiblir la Russie. Il s'est avéré que toute « *valeur* » ne pouvait avoir de valeur en soi, mais était inévitablement condamnée à être un instrument d'un intérêt national ou d'un autre. Et si tout défenseur des droits humains ou tout opposant à l'intérieur de la Russie était défini comme un vecteur de l'influence occidentale, tout défenseur de la culture russe en dehors de la Russie devait devenir un agent de l'influence politique russe.

Après l'annexion de la Crimée et le début du conflit dans le Donbass en 2014, le « *monde russe* » a finalement été dépouillé des aspects de « *puissance douce* » et est devenu une idéologie de l'irréductibilité – c'est-à-dire un programme visant à réunifier les « *terres historiques* » perdues, si ce n'est pas directement au sein de la Fédération de Russie du moins dans l'orbite directe de sa présence politique et militaire. Le « *monde russe* », comme l'a expliqué le patriarche Kirill dans l'un de ses discours, est « *une civilisation particulière à laquelle appartiennent des personnes qui se désignent aujourd'hui par des noms différents – Russes,*

Ukrainiens et Biélorusses ». L'appartenance au « *monde russe* » n'est donc pas une question de choix personnel, mais est déjà prédéterminée par le destin – par l'origine et le territoire. Selon le stratège du Kremlin Vladislav Sourkov, « *le monde russe, ce sont ces endroits où les gens apprécient la culture russe, ont peur des armes russes et respectent le président russe Vladimir Poutine* » (3). Autrement dit, faire partie du « *monde russe* » signifie être un sujet de Poutine sous une forme ou une autre, reconnaître son autorité et lui obéir. Il était difficile de trouver une formule qui montre plus clairement l'effondrement complet de toutes les conceptions antérieures du « *monde russe* » en tant que « *puissance douce* » : on ne peut aimer la Russie simplement en raison de sa haute culture, et son modèle politique et social n'est attrayant pour personne, néanmoins elle est capable de faire peur grâce à sa puissance militaire.

Toutes les organisations d'État chargées de construire le « *monde russe* » pendant une décennie ont travaillé en vain et se sont avérées être un autre mécanisme de l'inutile « *exploitation* » des énormes ressources budgétaires. Même l'Église orthodoxe russe – qui a été instantanément abandonnée par des millions de ses paroissiens en Ukraine lorsque la guerre a éclaté – a fait preuve de faillite morale. L'échec du « *monde russe* » en tant que stratégie de « *puissance douce* » est toutefois lié non seulement à la corruption, mais surtout à la vision antidémocratique de l'élite étatique russe, profondément convaincue que les gens ordinaires ne peuvent en aucun cas choisir leur propre destin. Ces dizaines de millions de personnes qui parlent russe – le véritable « *monde russe* » – ont été présentées non pas comme des partenaires dans un dialogue égalitaire, mais comme un « *capital* » de l'État à gérer et à utiliser à son avantage. Aujourd'hui, ce « *monde russe* » est littéralement devenu l'otage et la victime d'un État qui mène une guerre criminelle. Ce sont les Ukrainiens russophones qui sont morts sous les bombes russes à Marioupol et Kharkiv ou qui ont été transformés en réfugiés. La logique du Kremlin aujourd'hui se résume en fait à une formule terrible : Si le « *monde russe* » ne peut être soumis, il ne peut qu'être détruit. Cela signifie que si la culture et la langue russes ont un avenir, celui-ci ne peut être construit que sur les décombres de l'État de Poutine. ■

6 juin 2022

1. L'Agence fédérale pour les affaires de la Communauté des États indépendants, les compatriotes vivant à l'étranger et la coopération humanitaire internationale, appelée Rossotrudnichestvo, qui finance notamment des ONG, pas vraiment non-gouvernementales car dépendant du gouvernement russe. De telles « *ONG* » ont organisé en avril des manifestations visant à soutenir l'invasion russe de l'Ukraine, simultanément à Dublin, Berlin, Hanovre, Francfort, Limassol et Athènes... (cf. *The Times*, 16 avril 2022).

2. Агеева В.Д., « *Global Russians как российская "мягкая сила"* », *Россия в глобальной политике*, Т. 20, n° 1, 2022, pp. 91-106 : <https://globalaffairs.ru/articles/global-russians/>

3. Генри Достоевский, « *Сурков: Русский мир там, где уважают Путина и боятся оружия России* », *Daily Storm*, 12 juin 2021, <https://dailystorm.ru/news/surkov-russkiy-mir-tam-gde-uvazhayut-putina-i-boyatsya-oruzhiya-rossii>

Guerre en Ukraine : solidarité avec la résistance ukrainienne, contre tous les impérialismes

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

1. Évolution de la guerre

- Aujourd'hui, trois mois se sont écoulés depuis l'invasion de l'Ukraine par les troupes de Poutine. L'armée russe a occupé des parties du territoire, notamment à l'est et au sud du pays, tout en subissant une grave défaite dans la région de Kiev.
- Les Ukrainiens ont opposé une résistance phénoménale et massive, impliquant la lutte armée et non armée, l'armée, les forces de défense territoriale, les organisations de la société civile et les nouvelles formes d'auto-organisation. Ils ont reçu des livraisons d'armes, de l'aide humanitaire et des renseignements des pays de l'UE et de l'OTAN. Les premiers succès de cette résistance ont radicalisé les espoirs ukrainiens d'une défaite de l'agresseur russe. Les citoyen·es des régions occupées continuent de manifester contre l'occupation, on signale des activités partisans dans certaines zones.
- Les soldats morts dans les deux camps se comptent par dizaines de milliers, les victimes civiles ukrainiennes aussi. Les crimes de guerre commis par les forces russes sont multiples et avérés, comme à Buca, Irpin et d'autres villes. Le siège des villes par l'armée russe a délibérément provoqué la mort de milliers d'habitants par privation et famine, notamment à Marioupol. Douze millions d'habitant·es ont été déplacés, dont cinq millions vers d'autres pays européens.



- Le conflit a provoqué des destructions matérielles massives par des bombardements aveugles de zones civiles et militaires, certaines villes ont été quasiment rasées.
- Un réajustement de l'offensive a été décidé par Vladimir Poutine début avril, visant à annexer l'ensemble du Donbass et la ville industrielle et portuaire de Marioupol, ainsi que le plus grand territoire possible au sud, sur la mer Noire. Mais dans ces régions aussi, les Ukrainiens continuent de résister.

2. Notre position : soutien à la lutte ukrainienne pour l'autodétermination et l'indépendance dans un contexte de conflit inter-impérialiste.

- L'invasion de Poutine est une guerre d'agression, visant à soumettre le territoire ukrainien au contrôle russe, dans le cadre du retour d'un grand projet impérialiste russe.
- Les Ukrainien·es mènent une lutte de libération nationale contre l'invasion. Nous soutenons leur droit de résister, y compris militairement, et nous sommes solidaires de leur choix de le faire. Nous défendons leur droit de s'armer et donc de recevoir les armes nécessaires pour résister contre une armée beaucoup plus puissante.
- Cette guerre est menée dans le contexte d'un nouveau conflit inter-impérialiste. Dans cette guerre, l'impérialisme occidental, représenté par l'OTAN et l'UE, a pris partie et soutient financièrement et matériellement la résistance de l'Ukraine. Cela a clairement renforcé la résistance et amélioré ses perspectives.
- Nous dénonçons l'objectif évident des dirigeants des États-Unis et de l'UE de faire évoluer la guerre en fonction de leurs propres intérêts : la perspective d'un second cauchemar afghan pour la Russie ouvre déjà d'énormes possibilités d'augmentation des budgets militaires, de déploiement de nouvelles technologies militaires, de l'ex-

pansion de l'OTAN et l'amélioration de la position géostratégique mondiale des États-Unis. Ils visent à utiliser le champ de bataille de l'Ukraine pour la réalisation de leurs objectifs géopolitiques.

- Pour l'instant, les deux puissances impérialistes, la Russie et l'OTAN, ont évité toute confrontation directe qui pourrait dégénérer en une guerre inter-impérialiste. Personne n'a intérêt à une telle escalade, mais elle pourrait être le résultat d'une spirale incontrôlée. Un tel scénario de guerre mondiale est un danger objectif dans la phase impérialiste du capitalisme. Il serait catastrophique pour l'humanité et la planète, et nous nous opposons à toute escalade qui pourrait transformer cette guerre en une confrontation inter-impérialiste directe.
- En tant que révolutionnaires et internationalistes, nous affirmons que la sortie de la logique du conflit inter-impérialiste et de l'escalade est la résistance des peuples par le bas ; pour l'autodétermination et contre les invasions étrangères. Le choix des Ukrainiens de résister a bloqué l'annexion rapide que visait la Russie. La défaite de l'envahisseur russe par le peuple ukrainien serait le meilleur scénario pour les luttes pour l'autodétermination et contre les impérialismes de toutes sortes. Le renforcement de la résistance ukrainienne et des mouvements anti-guerre en Russie (et en Biélorussie) sont deux facteurs nécessaires à la réalisation de ce scénario.
- L'invasion de Poutine a donné un énorme coup de pouce au programme d'expansion de l'OTAN, la Suède et la Finlande demandant leur entrée. Nous nous opposons à cette dynamique : nous rejetons la logique des blocs militaires et travaillons pour un nouveau concept transeuropéen de sécurité basé sur l'autodétermination, des relations égalitaires entre les peuples, y compris la Russie, des traités urgents de dénucléarisation et la dissolution de l'OTAN et de l'OTSC.
- De même, nous rejetons les traités, les institutions financières et les politiques de l'UE, et dénonçons la manière dont ils sont utilisés pour soumettre les pays de la péri-

Russie & Ukraine

phérie de l'Europe à des relations néocoloniales. Les contradictions entre la demande ukrainienne d'une intégration européenne « *rapide et juste* » et la réalité des critères de l'UE devraient nous aider à soulever la question de nouveaux traités pour des relations européennes basées sur la coopération et non sur la concurrence du marché, le dumping fiscal et social.

- Nous voulons construire un mouvement d'en bas, pour une paix juste et durable, en solidarité avec la lutte des peuples ukrainien et russe contre l'invasion de Poutine et les stratégies de l'OTAN, pour une paix juste et pour l'autodétermination de l'Ukraine.

- Nous exigeons le transfert urgent des budgets militaires vers les besoins vitaux d'une transformation écosocialiste du monde, basée sur la justice sociale et environnementale et contre toutes les relations néocoloniales.

3. Tendances politiques en Ukraine

- Zelensky et son gouvernement sont une force néolibérale, liée à des secteurs de l'oligarchie ukrainienne. Son succès électoral inattendu en 2019 est advenu sur la base de la critique de la corruption et des espoirs d'un règlement pacifique de la guerre hybride qui a causé plus de 15 000 morts depuis 2014, et dans le contexte d'une crise profonde de tous les partis politiques liée à la montée des conflits sociaux et des mobilisations de la société civile.

La population ukrainienne est unie pour résister par tous les moyens à l'invasion russe. De nombreux militant·es socialistes et anarchistes ont rejoint les forces de défense territoriale. En tant que militant·es internationalistes, nous soutenons les camarades qui ont fait ce choix.

- Dans le même temps, les Ukrainien·es s'auto-organisent pour apporter un soutien aux victimes de la guerre. Des initiatives populaires ont été lancées pour fournir des abris, des logements sociaux et des services de garde d'enfants aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, pour fournir gratuitement des soins de santé et psychologiques, des transports et bien d'autres choses encore. Ces initiatives sont une expérience de nouveaux modes d'organisation sociale, qui pourraient rompre avec la régression néolibérale des vingt dernières années ; mais elles se heurtent toujours au régime politique et économique dominant qui protège les oligarques.

- Dans la phase actuelle de la guerre, ce sont les Ukrainien·es russophones qui

souffrent le plus aux mains de l'armée russe. Ils sont massivement engagés dans la résistance armée et civile, ce qui réfute les affirmations de Poutine selon lesquelles « *l'opération* » vise à protéger les minorités nationales. Nous soutenons le droit des populations à l'autodétermination démocratique sans coercition nationale ou étrangère.

- La construction d'une identité nationale ukrainienne est une tendance politique dominante, une résistance historiquement progressiste contre des siècles de domination russe. Ce sentiment a souvent pris la couleur de l'anticommunisme, ce qui est lié avec l'oppression pendant la période de l'URSS. Cela ne peut être surmonté que par un mouvement démocratique radical visant à consolider une Ukraine pacifiée. La résistance populaire et la victoire contre l'oppression nationale russe devraient permettre une appropriation collective des interprétations contradictoires des pages noires de l'histoire ukrainienne par les historiens et les différents courants politiques, traitant de toutes les oppressions et de tous les crimes passés. Mais cela nécessite également la consolidation d'une Ukraine d'après-guerre libérée du capitalisme oligarchique et des politiques socialement destructrices.

- Il est clair que le contexte de violence et d'augmentation du sentiment national provoqué par l'invasion est favorable à l'idéologie « *anti-russe* » et nationaliste d'extrême droite. En même temps, l'engagement massif des Ukrainiens russophones et des Roms dans la défense du pays, ainsi que la mobilisation directe des citoyen·es dans la résistance armée et non armée, créent un potentiel pour une résolution plus progressiste des questions culturelles et linguistiques qui ont été exploitées par l'extrême droite ces dernières années.

- De nombreuses femmes se sont portées volontaires pour le service armé. Comme le disent les féministes ukrainiennes, elles savent quel genre d'avenir le régime de Poutine offre aux féministes et aux LGBT. C'est pourquoi leur premier choix est de lutter pour sa défaite.

- Dans le contexte de la guerre et du bellicisme, la société genrée tend à évoluer vers des formes plus patriarcales, cantonnant les femmes dans le domaine des soins et les hommes au combat, et les comportements sexistes, violents et réactionnaires (contre les femmes et les LGBT) augmentent. Depuis 2014, le poids de la reproduction sociale dans une société profondément néolibérale pèse de plus en plus sur les femmes à mesure que les

prestations sociales sont démantelées. C'est une partie du contexte qui a entraîné le développement massif en Ukraine de l'industrie des mères porteuses. Depuis l'invasion russe, le recours au viol et à la violence sexuelle comme armes de guerre a laissé aux femmes des séquelles traumatisantes, notamment des grossesses non désirées, pour lesquelles elles ne peuvent pas accéder à des soins appropriés. Nous soutenons les collectifs féministes qui travaillent à aider les femmes dans tous les traumatismes complexes auxquels elles sont confrontées.

- C'est dans un tel contexte que la nouvelle ONG socialiste Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) a été créée. Nous soutenons leur orientation, qui comprend des critiques ouvertes des mesures prises au nom de l'urgence de l'état de guerre, les réformes du droit du travail qui facilitent le licenciement des travailleurs, la non-application du droit du travail, ainsi que d'un système juridique et une fonction publique corrompus qui permettent aux oligarques et autres capitalistes d'éviter de payer les salaires et les impôts ou de respecter la législation environnementale. Ils construisent une résistance populaire contre l'envahisseur, résistance qui s'enracine dans la solidarité avec les luttes des travailleurs et les relations égalitaires (féministes, antiracistes, antisexistes) au sein du peuple. Ils mènent une importante campagne pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine.

- Les syndicats indépendants de travailleurs sont également un facteur clé dans la construction de la résistance ainsi que d'une alternative au projet bourgeois et néolibéral pour l'Ukraine.

- Les liens de ces forces progressistes (en particulier les syndicats et les féministes) avec le mouvement anti-guerre en Russie et en Biélorussie seront essentiels pour ouvrir des alternatives progressistes aux conflits et règlements inter-impérialistes dominants.

4. Le climat politique en Russie et le mouvement anti-guerre

- La réactivation de l'impérialisme grand-russe a également des conséquences politiques au sein de l'État russe. Poutine profite également de son « *opération spéciale* » orwellienne pour étouffer davantage la société russe. Sa politique est autant agressivement idéologique (nationaliste grand-russe et « *anti-nazi* ») que systématiquement répressive. Il veut mettre fin à long terme à toute opposition interne.

- L'éducation et les médias ont été réformés pour promouvoir des valeurs autoritaires et impérialistes et supprimer la dissidence. Les syndicats indépendants et les réseaux d'activistes, les activistes LGBT et environnementaux, tous sont confrontés à une répression accrue.

- Ces tendances régressives font évoluer le régime russe vers le néofascisme, dans lequel les procédures démocratiques formelles sont progressivement supprimées.

- Malgré cela, certains secteurs de la société russe ont fait preuve d'un grand courage en s'opposant à la guerre de Poutine. Dans les premiers jours de la guerre, des manifestations spontanées ont eu lieu dans de nombreuses villes russes pour s'opposer à l'invasion. Elles ont été sévèrement réprimées. Des personnes continuent de protester, et ont été condamnées à des amendes, emprisonnées et intimidées sur leur lieu de travail et d'étude.

- Certains soldats refusent de prendre part à cette soi-disant « opération spéciale », et l'armée russe subit des désertions et des refus de la discipline. La plupart des soldats qui servent et meurent en Ukraine sont issus des minorités ethniques de Russie, et ont donc moins de possibilités d'emploi, sont moins en mesure d'éviter le service militaire.

- Aujourd'hui, le petit mouvement féministe joue un rôle clé dans la dénonciation de l'invasion et la solidarité avec l'Ukraine, contribuant à la coordination d'initiatives à l'échelle nationale.

- Le mouvement des mères de soldats est également un facteur important, donnant une voix à celles et ceux qui critiquent la guerre et la propagande de Poutine.

- Dans le même temps, des actions de sabotage, dont l'origine n'est pas clairement établie, compliquent la tâche de l'État russe et montrent que l'opposition à la guerre est plus importante que ce qui est exprimé publiquement.

- Il y a également eu un sabotage impressionnant de la logistique russe en Biélorussie. Le régime de Minsk a qualifié ce sabotage de terrorisme, passible de la peine de mort. Les militant·es biélorusses soutiennent également les déserteurs russes et manifestent contre la collaboration ou la participation future de la Biélorussie à l'invasion russe. Les syndicats indépendants, qui ont mené les protestations contre la guerre, ont été sévèrement réprimés et leur fonctionnement est mis en cause.

- La gauche socialiste et révolutionnaire en Russie, et en particulier le Mouvement socialiste russe, a un rôle important à jouer, en construisant une opposition mili-

tante au régime de Poutine, en établissant des liens de solidarité avec les militant·es ukrainiens et dans le monde entier. Ils sont confrontés à une répression croissante et doivent travailler de manière semi-clandestine.

- Certain·es socialistes, féministes et autres militants ont dû quitter le pays mais continuent à travailler depuis l'exil pour construire une alternative radicale en Russie. Nous nous engageons à les soutenir.

5. Nos tâches en dehors de l'Ukraine et de la Russie

- En tant que forces de la gauche radicale, nous exprimons et organisons notre soutien à la résistance ukrainienne armée et non armée tout en restant indépendants de nos gouvernements et de leurs programmes et motivations impérialistes, et en les critiquant. Nous ne faisons pas obstacle à toute initiative qui contribue à renforcer la résistance autonome du peuple ukrainien.

- Nous participons aux mobilisations en solidarité avec les Ukrainien·es et contre l'invasion de Poutine, en faisant connaître aux réfugié·es ukrainiens et aux personnes indignées par l'agression, nos mots d'ordre et nos idées contre tous les impérialismes, pour le socialisme et l'autodétermination.

- Nous soutenons et construisons des initiatives d'en bas qui apportent une aide matérielle et humanitaire à l'Ukraine.

- Nous dénonçons les politiques qui visent à profiter de la guerre en Ukraine pour servir les intérêts de l'impérialisme occidental. Nous nous opposons à toutes les conditions imposées par les gouvernements occidentaux dans le but de faire des profits et de subordonner l'Ukraine à leur sphère d'influence économique et militaire.

- Nous nous opposons à l'augmentation des dépenses militaires, qui fait partie d'un agenda de militarisme accru qui a précédé l'invasion de Poutine. Nous sommes contre l'OTAN et l'OTSC, pour leur dissolution, pour que chaque pays quitte ces alliances, et nous nous opposons résolument à leur expansion.

- Nous exprimons et organisons notre solidarité avec les réfugié·es d'Ukraine, en demandant la fin de toutes les discriminations et une politique d'ouverture des frontières pour les migrant·es et réfugié·es de toutes origines. L'exil forcé des Ukrainien·es a suscité une grande solidarité populaire et auto-organisée dans les pays voisins, en particulier en Pologne. Le traitement que l'UE réserve actuellement

aux réfugiés ukrainiens devrait être adopté comme pratique standard pour tous les demandeurs d'asile.

- Nous soutenons les actions menées directement contre les oligarques russes. Ils sont protégés par l'opacité et l'iniquité du système financier mondial, le secret bancaire, la fuite des capitaux et l'évasion fiscale institutionnalisées, dont profitent toutes les oligarchies, y compris l'ukrainienne. Nous ne soutenons pas les sanctions à long terme visant à « saigner » ou à « affaiblir » la Russie, qui ont pour conséquence d'accroître la pauvreté au sein de la population russe.

Nous combattons toute russophobie, qui associe le peuple ou la culture de la Russie aux actions de son gouvernement.

- Nous soulignons la contradiction entre le soutien à la lutte ukrainienne par les gouvernements occidentaux et leur complicité avec l'oppression du peuple kurde par la Turquie, l'oppression par Israël du peuple palestinien, et toutes les autres nations opprimées dans le monde.

6. Nos axes principaux

- Pour la défaite de l'invasion russe. Le retrait des troupes russes d'Ukraine.

- Soutien à la résistance ukrainienne, sous toutes ses formes.

- Pour l'annulation immédiate de la dette ukrainienne.

- À bas Poutine ! Soutien au mouvement anti-guerre russe. Solidarité avec les déserteurs de l'armée russe et statut de réfugié pour tous.

- Contre l'expansionnisme et l'interventionnisme de l'OTAN et de l'OTSC dirigée par la Russie. Contre tous les blocs impérialistes.

- Solidarité avec les réfugié·es d'Ukraine de toutes origines, et fourniture de l'aide pratique nécessaire à court et à long terme, en tenant compte du fait que la grande majorité sont des femmes et des enfants.

- Pour une transition vers les énergies renouvelables pour en finir avec les dépendances et les chantages des producteurs de pétrole et de gaz. Transfert des budgets militaires vers des investissements dans une décarbonation rapide de l'économie sous contrôle populaire.

- Pour une Europe socialiste libérée des blocs militaires et de toutes les relations néocoloniales. Pour une alternative révolutionnaire écosocialiste à l'exploitation capitaliste et à la destruction de la vie sur notre planète. ■

24 mai 2022

« Il est immoral d'accabler d'une dette supplémentaire un pays en guerre »

Entretien de João Biscaia avec Yuliya Yurchenko*

João Biscaia : *Vous êtes revenue en Ukraine un peu moins d'une semaine avant l'invasion russe, et vous n'êtes repartie à Londres que récemment. Pourquoi avez-vous décidé de rester en Ukraine ?*

Yuliya Yurchenko : Je suis allé en Ukraine avec une délégation britannique de journalistes et de syndicalistes qui est restée jusqu'au 22 février, date à laquelle Vladimir Poutine a signé le décret qui supposait la légitimité des « républiques » séparatistes de l'est de l'Ukraine. Il était clair que la guerre était imminente, mais j'ai décidé de rester. Et d'une certaine manière, c'était choquant. Je ne voulais pas croire qu'une invasion était possible, d'autant plus que cette guerre est une folie absolue et que la Russie y perd aussi beaucoup.

Je suis restée en Ukraine non seulement parce que je voulais être avec ma famille, mais aussi parce que je voulais savoir ce qui allait se passer et comment je pouvais aider. Le 24 février, lorsque les bombardements ont commencé, j'ai fui Kiev avec un ami et sa famille. Il est resté dans la région de Kiev et moi je suis allée à Vinnytsia.

João Biscaia : *Qu'avez-vous vu pendant ces mois où vous étiez à Vinnytsia ?*

Yuliya Yurchenko : Dès le premier jour, j'ai senti que c'était angoissant. La première semaine, tout le monde était sous le

choc, essayant de comprendre la situation. Personne ne pouvait dormir. Comme Vinnytsia se trouve dans la partie occidentale du centre de l'Ukraine, près de la Moldavie, et qu'une grande partie du conflit était concentrée dans d'autres régions, tout est devenu plus calme avec le temps, bien que la ville et ses banlieues aient été bombardées à tel ou tel moment.

Les premières semaines, les alertes de frappes aériennes ont été nombreuses. Et comme les intentions de la Russie n'étaient pas claires, c'était très difficile. Le pays tout entier était en sursaut. Il fallait courir et monter les escaliers pour se cacher dans la cave de la maison. Ma mère a des problèmes cardiovasculaires et elle est aussi une personne assez émotive, elle a donc été très perturbée par toute cette situation, les sirènes et le bruit des avions militaires. J'avais peur qu'elle n'ait un autre accident vasculaire cérébral et qu'elle ne puisse pas recevoir les soins de santé appropriés. Il y a eu de nombreux décès de civils dus au manque de soins médicaux : interruption des traitements contre le cancer, manque de médicaments pour les maladies cardiovasculaires. De nombreuses femmes ont eu des enfants mort-nés.

Mon ami – avec qui j'ai fui Kiev – était sous occupation russe avec sa famille. Lorsqu'il a réussi à s'échapper à nouveau et qu'il est arrivé avec sa famille dans l'ouest de l'Ukraine, l'une de ses filles a été diagnostiquée comme souffrant d'une péritonite et a dû être opérée d'urgence. Heureusement, cela ne s'est pas produit lorsqu'ils étaient sous occupation, avec des soldats russes et tchéchènes à leur porte.

João Biscaia : *Même dans une ville qui n'a pas été le théâtre d'affrontements, comment la vie quotidienne a-t-elle changé ?*

Yuliya Yurchenko : Étant donné que Vinnytsia est une ville plus calme et n'a pratiquement pas connu d'affrontement, il y a une forte présence de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de nom-

breux blessés y sont envoyés. Cela signifie que les hôpitaux sont surchargés, tout comme les hôtels et le marché de la location. Des personnes dorment dans les couloirs des gares en attendant d'être relogées. D'autres ont été installées dans des écoles ou des dortoirs universitaires.

Il y a eu un réarrangement forcé dans l'économie quotidienne de nombreuses villes. Par exemple, Lviv a accueilli de nombreuses personnes déplacées. Selon certaines estimations, la population de Lviv a presque doublé. Cela crée une forte pression sur les infrastructures et les services locaux. Et cela peut également entraîner des tensions sociales. Un chauffeur de taxi, lorsque j'étais sur le point de partir, m'a dit que de nombreux chauffeurs de taxi d'autres villes sont venus à Vinnytsia avec leur voiture, pour continuer à travailler, ce qui a augmenté la concurrence entre les chauffeurs et fait baisser le prix des courses.

Il y a beaucoup de dynamiques intéressantes, et désagréables, en cours. Une de mes collègues, Aliona Liasheva, qui appartient également au Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), a étudié le marché immobilier et les conséquences de l'afflux de personnes déplacées sur les prix des logements à Lviv et dans d'autres villes frontalières. Certains propriétaires ont ouvert leurs portes aux réfugiés et aux personnes déplacées, d'autres ont décidé de doubler ou de tripler les loyers. Nous avons vu des situations terribles d'extorsion et de spéculation.

En outre, la vie quotidienne a été complètement bouleversée. Les voies ferroviaires et routières ont été coupées, ce qui perturbe l'approvisionnement de certains biens et services. Les alertes aériennes perturbent le fonctionnement normal de nombreux services. Selon la loi, aucun bureau administratif ne peut être ouvert lorsque la sirène se déclenche. Il y a des points de contrôle partout, dans de nombreuses villes il y a des couvre-feu.

Le système éducatif a aussi été complètement déstabilisé. Même si deux années de pandémie ont préparé les

* Yuliya Yurchenko, militante du *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social ukrainien) est maîtresse de conférence et chercheuse en économie politique à l'université de Greenwich. Elle a publié *Ukraine and the Empire of Capital: From Marketization to Armed Conflict* (Pluto, 2018). João Biscaia est membre de la rédaction de la revue en ligne *Setenta e Quatro*, commentateur du podcast *Vivemos numa Sociedade* et diplômé en histoire contemporaine. Cet entretien a été publié le 12 mai 2022 par *Setenta e Quatro* : <https://setentaquatro.pt/entrevista/yuliya-yurchenko-e-imoral-sobrecarregar-com-mais-divida-um-pais-que-atravesa-uma-guerra> (Traduit du portugais par JM).



enseignants et les élèves à l'enseignement à distance, la guerre a eu des effets inégaux sur ces derniers dans différentes régions. En Pologne ou en Allemagne, il y a des jeunes qui suivent des cours à distance, mais il y a aussi des jeunes en Ukraine qui n'ont pas eu de cours pendant des mois. Sans parler du stress psychologique lié au fait de vivre dans une zone de guerre, malgré les efforts déployés pour donner aux enfants et aux jeunes un sentiment de normalité.

João Biscaia : *Avez-vous vu des signes positifs au milieu de tout cela ?*

Yuliya Yurchenko : La situation a été difficile pour tout le monde et nous ne connaissons le véritable impact de cette guerre que plus tard. Malgré tout, j'ai aussi vu beaucoup de solidarité. J'ai reçu des nouvelles de tout le pays, de notre réseau militant, montrant un extraordinaire élan de solidarité. Les gens donnent ce qui leur reste d'argent, donnent des vêtements, de la nourriture ou des médicaments, ouvrent leur maison aux personnes déplacées. Des cheminots ont aidé à sortir les gens de certaines localités soumises à de violents bombardements pendant plusieurs jours, beaucoup d'entre eux ont perdu la vie.

Ces derniers mois ont été ardues, mais il y a eu beaucoup de rapprochements. Un sentiment de communauté très fort s'est développé à travers des réseaux et des liens d'aide mutuelle qui existaient depuis 2013 ou 2014, parallèlement à d'autres qui sont en cours de construction. Les Ukrainiens subissent un sacrifice collectif et partagé, même si c'est de diverses façons.

Il y a peu de respect pour ceux qui veulent gagner rapidement de l'argent. Un sentiment de responsabilité partagée pour l'avenir du pays s'est développé, et il perdurera.

Plusieurs organisations citoyennes, dont le travail se fait par l'intermédiaire de militants et de bénévoles, montrent que les gens peuvent prendre des responsabilités là où l'État est absent ou ne parvient pas à le faire. Ils mènent une action politique directe et répondent activement aux problèmes sociaux qui se posent. Et cela crée un sentiment de confiance qui contribue à réfuter l'idée que la société ukrainienne est impuissante et doit être sous le pouvoir des bureaucrates et des oligarques. Il ne suffit pas de descendre dans la rue pour protester et chasser du pouvoir un politicien à chaque fois. Vous devez retrousser vos manches et vous mettre au travail. Les gens s'en rendent compte et c'est extraordinaire.

J'espère que cela continuera après la fin de la guerre. Les organisations populaires qui reprennent les fonctions de l'État au niveau local ou régional doivent être soutenues institutionnellement afin qu'elles puissent continuer à le faire, car elles savent ce qu'elles font et le font bien : défricher les forêts, gérer les chenils municipaux, s'occuper des personnes âgées. Nous devons favoriser des systèmes de gouvernance décentralisés qui évitent l'usurpation de pouvoir, au moins au niveau régional. Cela me donne de l'espoir.

João Biscaia : *Pensez-vous que la presse « occidentale » a réduit les causes et l'importance de ce conflit ?*

Yuliya Yurchenko : Il y a certainement

une mauvaise interprétation de ce qu'est l'Ukraine. Même les commentateurs, militants ou politologues les mieux intentionnés ont oublié que la Russie ce n'est pas l'Union soviétique. On considère toujours la Russie comme un contrepoids aux États-Unis. L'Union soviétique était un contrepoids idéologique, mais la Russie ne l'est pas.

La Fédération de Russie – et il est important de dire son nom en entier – est une fédération de multiples régions qui ont des droits délégués, mais qui sont devenues une partie de ce qui est connu internationalement comme la Russie à travers l'impérialisme russe – des tsars à l'URSS – en Eurasie. Je ne fais pas partie de ces intellectuels qui disent que l'URSS était comme la Russie impériale. Ils étaient résolument différents et il est ridicule de faire cette comparaison.

Toutefois, il est important de souligner qu'il y avait une hégémonie russe sur les autres régions et républiques, et que cette hégémonie de la Russie impériale a continué dans l'Union soviétique. La culture russe était dominante, de même que sa langue et sa littérature. Les intellectuels, les artistes et les écrivains devaient produire en russe.

J'ai construit ma vision de cette question à travers un prisme gramscien. Vous devez noter où se situe la culture, quel est le rôle de la langue, des politiques ethniques dans toute structure politique, parce que ce sont des choses importantes. Ceux qui disent que cela n'a pas d'importance ont tendance à être des nations colonisatrices.

João Biscaia : *Quel rapport avec l'histoire*

Ukraine

récente de l'Ukraine ?

Yuliya Yurchenko : En fait, l'Union soviétique n'était pas toujours ce qu'elle était sur le papier. Les républiques soviétiques, y compris l'Ukraine, s'en souviennent encore très bien. L'Ukraine ne s'est pas mal débrouillée sous le pouvoir soviétique. C'était la deuxième plus grande économie, elle avait de bonnes infrastructures et de bons services publics, une population très instruite, une grande production technologique. Elle avait sa place au sein des Nations unies. Par rapport à certaines républiques soviétiques d'Asie centrale, l'Ukraine s'en sortait bien mieux.

Malgré cela, la langue et la culture ukrainiennes étaient considérées comme exotiques, tout comme celles des autres républiques. Il existait une culture russe, prépondérante, qui faisait du russe la lingua franca, et les autres cultures étaient considérées comme quelque chose qui dépérit, appartenant au passé. La culture commune devait être russe. Ce genre de chose vous marque. Au tournant des années 1990, je suis allée dans une école de langue ukrainienne, où j'ai appris et parlé en ukrainien. Je me souviens qu'on se moquait de moi parce que j'allais à l'école des « minables » et que je parlais dans ma langue.

Ne pas comprendre l'histoire de l'impérialisme russe et des inégalités nationales au sein de l'Union soviétique, ne pas vouloir comprendre ce qui s'est passé en Russie depuis l'effondrement de l'Union soviétique (le type de pays qu'elle est devenue et ce qu'elle fait actuellement, non seulement à l'intérieur mais aussi dans l'espace post-soviétique), est quelque chose qui empêche de comprendre ce qu'est l'Ukraine.

De nombreuses personnes parlent encore de la Russie comme s'il s'agissait de l'Union soviétique. Nous entendons des commentateurs de gauche qui, obscurcis par leur anti-américanisme et leur position anti-OTAN, semblent incapables de saisir les ambitions impérialistes de la Russie. Bien sûr que les États-Unis sont un tyran international. Bien sûr, l'OTAN n'est pas un chaton câlin que tout le monde devrait caresser et elle a participé à plus de crimes de guerre que l'on ne peut en énumérer à ce stade. Cela ne justifie pas ce que fait la Russie. Le crime de l'un ne justifie pas celui de l'autre.

João Biscaia : *Compte tenu de tout cela, la vigueur du nationalisme ukrainien n'est pas surprenante, que ce soit du point de vue civil et patriotique ou de ses expressions les plus radicales...*

Yuliya Yurchenko : À mon avis, il est difficile de comprendre la question du nationalisme ukrainien sans comprendre d'abord l'histoire de l'Ukraine en tant que colonie. Ou le nationalisme ukrainien semble avoir la forme que présente de lui la presse occidentale. Il existe des bataillons méprisables qui se sont peut-être adoucis entre-temps, mais qui n'ont pas de quoi s'enorgueillir. Ils portent des insignes du Troisième Reich, certains de leurs textes fondateurs utilisent un langage raciste et suprématiste. Il faut être honnête : ils existent.

Ils se sont fait remarquer lors des manifestations de l'Euromaïdan en 2013. Ces groupes d'extrême droite étaient les seuls à avoir les moyens et les hommes pour « fortifier » les manifestations tout en les détournant. Ce ne sont pas eux qui ont mobilisé les gens, ils ont simplement pris le contrôle des manifestations. Beaucoup de gens ne savaient même pas qui ils étaient

ou ce qu'ils voulaient. C'était un processus confus.

Les opinions sur ces groupes sont généralement divisées entre deux grands camps : ceux qui disent qu'ils n'ont aucune importance et ceux qui affirment que l'Ukraine est devenue un État nazi ou fasciste. Il y a ceux qui sous-évaluent et ceux qui exagèrent. La vérité se situe quelque part entre les deux. Par rapport à d'autres pays, ces groupes ne sont pas aussi influents qu'on veut bien le dire. Leurs idées ne bénéficient pas non plus d'une représentation parlementaire significative. Personne ne regarde le résultat obtenu par Marine Le Pen lors de l'élection présidentielle française en tirant la conclusion que la France est une nation fasciste.

João Biscaia : *Y a-t-il une fascisation du discours politique en Ukraine ?*

Yuliya Yurchenko : Oui, et c'est inquiétant. Bien sûr, il y a le contexte d'une guerre où on se bat pour le droit à l'existence d'une nation entière. Ce contexte explique la résurgence médiatique des chemises brodées et des chants nationaux, explique l'appel à la « vieille » culture. Ce n'est pas un problème en soi, mais cela s'accompagne d'une méfiance russophobe parfois justifiée qui peut facilement se transformer en une haine générale de tous les Russes. C'est une haine qui définit l'Ukraine comme « tout sauf russe » et qui instaure un rejet fanatique de l'histoire commune des deux pays.

Il y a encore beaucoup d'Ukrainiens qui ont le russe comme langue maternelle. Il existe des liens indéniables de nos cultures, mais à l'heure actuelle, avec l'atrocité de cette guerre, je pense que nous avons franchi le Rubicon. Il semble que tout le monde en Ukraine a carte blanche pour utiliser la rhétorique la plus déshumanisante possible contre les Russes. Nous l'entendons dans les discours des ministres, nous le lisons sur les réseaux Telegram. Les termes désobligeants et insultants, que je ne veux pas citer, et le langage déshumanisant se sont normalisés.

Plus cette guerre sera longue, plus il sera difficile de lutter contre cette pratique. C'est ce qui m'inquiète. Je trouve le nationalisme comme faisant partie d'un processus de décolonisation et de libération parfaitement acceptable, s'il n'incarne pas la xénophobie. Il est important de célébrer l'histoire nationale, la musique nationale, la nourriture nationale, tout ce qu'on veut, mais aussi atroce que soit cette guerre, nous ne pouvons pas condamner un peuple à cause de ses dirigeants. Nous vou-



lons croire que nous avons appris quelque chose de la Seconde Guerre mondiale, mais nous semblons répéter sans cesse les mêmes erreurs.

J'espère sincèrement que ce genre de « poison » ne deviendra pas normal et qu'il disparaîtra lorsque la guerre sera terminée, car il ne peut faire partie d'un projet d'émancipation nationale. Affirmer constamment que l'on n'est pas russe ne peut être la manière d'affirmer la nation ukrainienne. C'est toxique et il faut se sortir cette boule de naphtaline de sa tête.

João Biscaia : *Vous faites partie d'un mouvement qui est intervenu un peu partout en Europe et au-delà pour l'annulation de la dette extérieure ukrainienne. En quoi cette annulation consisterait-elle en un « acte de décolonisation », comme vous l'avez appelé ?*

Yuliya Yurchenko : La lutte pour l'annulation de la dette ukrainienne est importante également en raison de l'exemple qu'elle peut donner aux autres pays. Nous avons travaillé avec différents politiciens et militants dans différents pays sur le problème de la dette par le biais de Sotsialnyi Rukh et de la campagne de solidarité avec l'Ukraine.

C'est un problème qui est étroitement lié au capitalisme impérialiste, mais aussi au sabotage de la liberté dont les gens ordinaires et leurs gouvernements ont besoin pour améliorer leur vie. C'est dévastateur. Et cette dette est immorale. Il est immoral d'accabler d'une dette supplémentaire un pays en guerre. Il est immoral d'attendre d'un gouvernement qu'il accorde la priorité au remboursement de sa dette extérieure alors qu'il traverse une crise humanitaire dans laquelle des millions de personnes ont été déplacées, des milliers ont perdu la vie et beaucoup d'autres sont blessées et mutilées dans les hôpitaux. Ou lorsque la plupart de ses infrastructures ont été détruites et que son budget a été englouti dans des armes pour lutter contre une invasion.

Cela vaut pour l'Ukraine ou tout autre pays en état de guerre ou soumis à un choc économique important. La survie des personnes – la préservation de la vie – devrait être la chose la plus importante. Les investisseurs privés peuvent attendre quelques années. Depuis l'annexion de la Crimée, la monnaie ukrainienne s'est effondrée trois fois. Les dettes doivent être payées en euros ou en dollars. La valeur des paiements de la dette a donc triplé du jour au lendemain. Peu importe votre capacité à gérer votre dette si vous ne



Manifestation à Kherson occupé : « Nous sommes Ukrainiens », « Occupants ! Rentrez chez vous ! »

pouvez pas la rembourser à cause de secousses ou de chocs provenant de l'étranger.

João Biscaia : *Et ce n'est pas la faute de l'Ukraine si elle a été envahie...*

Yuliya Yurchenko : Exactement. Cette crise n'est pas due à une mauvaise gestion. Selon les dernières prévisions, le PIB de l'Ukraine va chuter de moitié. C'est une punition que l'Ukraine ne mérite pas. S'il est dans l'intérêt de l'Ukraine d'honorer ses engagements et de rembourser sa dette, nous devrions d'autant plus avoir la possibilité de sauver notre économie au lieu de condamner ses secteurs les plus importants à l'abandon.

Nous avons donc besoin d'un moratoire sur les paiements de la dette d'ici la fin de l'année, d'une annulation de la dette et d'une restructuration économique sérieuse et approfondie, avec un financement sous forme de réparations de guerre. Certains pays offrent des dons, mais ces dons sont plus nécessaires qu'ils ne le seraient si l'Ukraine ne payait pas sa dette. Pourquoi les autres pays devraient-ils financer le paiement des intérêts de la dette à des investisseurs privés alors que ce qu'ils veulent, c'est aider un pays, sa population et son économie ?

La dette est un instrument de contrôle externe pour tout pays. C'est une expropriation de la richesse nationale. Marx avait déjà noté que la dette est un puissant corrosif de l'autonomie de décision qui est fondamentale pour l'exercice de la souveraineté politique. Une dette plus importante s'accompagne de plus d'exigences, stipulées dans des mémorandums, sur ce que les gouvernements peuvent et ne peuvent pas faire. Il y a les contraintes budgétaires et l'austérité fiscale, des choses que vous

ne connaissez que trop bien au Portugal. Nous savons déjà que l'austérité budgétaire ne fonctionne pas et ne crée pas de croissance économique. Le FMI lui-même le reconnaît.

Marx a également reconnu ce qu'on a appelé l'aliénation de l'État : lorsque les États nationaux cessent d'être des agents autonomes de l'autorité et de représenter leur population, parce qu'ils exécutent des conditions qui leur sont imposées de l'extérieur. Il s'agit d'une extension de l'impérialisme économique : les pays ne sont plus responsables de leur propre budget. Certains secteurs de l'économie ne travaillent que pour le remboursement de la dette. C'est grotesque.

J'espère que l'exemple ukrainien pourra inspirer d'autres pays, notamment les anciennes colonies européennes devenues indépendantes mais qui souffrent toujours de l'exploitation néocoloniale sous forme de dette. L'annulation de la dette était autrefois une pratique courante. Il est temps de la rétablir.

João Biscaia : *Comment voyez-vous la suspension en Ukraine, sous la loi martiale, de tout parti politique ayant dans son nom les termes « social », « gauche » ou « progrès » ?*

Yuliya Yurchenko : Poutine fabrique sa propre historiographie, une salade dans laquelle l'impérialisme russe, le stalinisme et la grandeur de la Russie contemporaine se fondent en une seule trajectoire historique. Les Ukrainiens font de même, par réflexe, depuis 2014. Pas au même degré que la fantasmagorie historique de Poutine, mais cela reste inutile ou contre-productif. Ce que nous avons vu en Ukraine, c'est une assimilation de l'impérialisme russe à l'Union soviétique, au

Ukraine

communisme et à Poutine.

Cela doit être rejeté politiquement. Les tristement célèbres lois de décommunisation ont assimilé les crimes du nazisme à ceux du communisme. Toute cette terminologie me fait réagir. C'est une chose de parler de la terreur rouge et de Staline, c'en est une autre de dire que c'est la faute du communisme. Cette association rend difficile l'action de la gauche dans le pays. C'est un obstacle majeur pour la gauche progressiste.

De nombreux partis affectés par cette suspension sont considérés comme des agents du Kremlin. Puisque le communisme est soviétique et que tout ce qui est soviétique est russe, alors vous travaillez pour le Kremlin. Il peut arriver que cela soit vrai mais, dans la plupart des cas, ça ne l'est pas. Certains de ces partis ont collaboré avec des oligarques pro-russes et ont voté contre des lois qui pourraient améliorer les conditions de travail. Donc ils ne méritent même pas d'être appelés socialistes.

Cependant, le problème n'est pas qu'un parti ait une idéologie qui ne correspond pas au nom qu'il a choisi. C'est rendre la vie difficile à tout parti de gauche qui souhaite s'enregistrer et présenter une alternative aux politiques néolibérales, car ils sont immédiatement qualifiés de staliniens ou d'agents du Kremlin. Cela crée une perception négative et rend difficile de convaincre les gens de voter pour toi.

João Biscaia : *Y a-t-il de la place en Ukraine pour un parti socialiste de gauche, populaire et anti-oligarchie ?*

Yuliya Yurchenko : Oui. Nous avons essayé de contourner cette perception négative et de trouver un espace avec Sotsialniy Rukh. Mais ce n'est pas facile. Lorsque nous parlons aux gens et que nous les interrogeons sur les politiques qu'ils aimeraient voir mises en œuvre, sur leurs besoins, sur le type d'économie et de société qu'ils souhaitent, nous nous rendons compte qu'ils veulent un État avec un fort système de protection sociale et d'une économie socialiste.

Le capitalisme ne leur donnera jamais ce qu'ils veulent, mais ce qui prévaut ce sont ces discours associant social avec Union soviétique et l'idée que tout ce qui vient de l'Ouest est automatiquement meilleur. Il y a beaucoup de travail à faire. Le *Sotsialniy Rukh* a pris pour nom « *mouvement social* » et non « *mouvement socialiste* » pour que les gens n'aient pas une réaction immédiate de rejet.

C'est frustrant, mais il est peut-être judicieux d'adapter le langage pour faire

passer le message que nous avons besoin d'un nouveau système économique, et non d'une autre entreprise privée qui monopolise le secteur de la santé. Ou que les lignes ferroviaires fonctionnent bien parce qu'elles n'ont pas encore été privatisées, malgré plusieurs tentatives.

Où sont les oligarques dans cette guerre ? Ils ont jeté de l'argent ici et là, mais ce ne sont pas eux qui organisent les choses. Ce sont les gens ordinaires et les entreprises d'État. C'est un moment très important pour construire un mouvement anti-oligarchique. Ils sont partis pour la Méditerranée ou les Alpes dans leurs jets privés et sont assis sur leurs millions en attendant que cela passe. Des gens ordinaires ont perdu des membres de leur famille et des amis. Certains ont perdu des jambes ou des bras et ont vu leurs maisons détruites par les bombes.

Les gens commencent à comprendre. Ce sont les oligarques qui ont acheté les élections et ont attisé les désaccords entre l'Est et l'Ouest pour obtenir un soutien électoral et accéder aux pouvoirs de l'État. Ce sont eux qui ont créé les divisions exploitées par la Russie dans cette invasion. Ils se sont rempli les poches avec des prêts que les Ukrainiens doivent maintenant rembourser. Ils doivent partir, ou aller en prison. Et leurs entreprises, construites et entretenues par des Ukrainiens, les richesses créées par ces derniers, doivent financer la reconstruction de l'Ukraine, et non s'envoler vers un compte offshore.

João Biscaia : *Quelle a été l'importance de l'effort de guerre de certains mouvements anarchistes et antifascistes ?*

Yuliya Yurchenko : Il y a quelques bataillons de gauche, anarchistes et socialistes, qui combattent l'invasion. Ils ne sont pas moins déterminés ou patriotiques que n'importe quel autre bataillon. Pour nous, c'est une guerre existentielle. C'est la survie de l'Ukraine qui est en jeu. Et une fois qu'elle sera garantie, nous pourrons tous discuter de la manière dont nous la reconstruirons. Je connais des pacifistes et des objecteurs de conscience qui ont fini par aller se battre. Ce n'est plus une question de choix : soit tu te bats, soit tu perds ton pays.

Le 25 février, un de mes amis, anarchiste depuis toujours, a décidé de s'engager dans l'armée. Il pensait que c'était la seule chose qu'il pouvait faire. Et le fait qu'il y ait eu plusieurs bataillons anarchistes, socialistes et antifascistes, toute cette mobilisation, est un argument très fort pour

soutenir l'affirmation qu'il s'agit vraiment de la guerre d'un peuple pour sa survie.

Oui, il y a des bataillons d'extrême droite. Mais en même temps, dans la bataille pour Azovstal, je peux parfaitement voir qui attaque et qui protège. C'est le bataillon Azov qui protège les civils jusqu'au dernier. Et ce sont les troupes russes qui les bombardent. Et même dans cette situation épouvantable, j'entends des gens dire qu'il n'est pas possible d'aider à armer les Ukrainiens parce qu'il y a des gens méprisables dans l'Azov. Il y a aussi des russo-phones, des Juifs et des Tatars de Crimée, aux côtés desquels ils se battent.

João Biscaia : *Ne pourraient-ils pas poser problème dans un avenir d'après-guerre ?*

Yuliya Yurchenko : Il s'agit d'un phénomène très complexe qui sera largement étudié. Je comprends qu'il soit difficile pour certaines personnes de choisir un camp, mais dans une guerre désordonnée comme celle-ci, il en sera toujours ainsi. Dans cette situation spécifique, je sais que je suis contre les bombes russes. Avoir des problèmes avec le bataillon Azov ne signifie pas que l'Ukraine ne doit pas être aidée. C'est lourd, c'est sale, c'est la guerre.

S'il s'avère que les soldats du bataillon Azov sont soupçonnés de crimes de guerre, ils doivent faire l'objet d'une enquête. S'ils sont reconnus coupables, ils doivent être condamnés. Dans ce cas précis de l'usine Azovstal, je pense que l'on sait très bien qui a raison et qui a tort. Actuellement, Azov fait partie des forces armées et reçoit des ordres. S'ils n'ont pas laissé les civils sortir d'Azovstal, comme le prétendent certaines vidéos, c'est parce qu'ils n'en avaient pas reçu l'ordre et qu'il n'y avait pas de corridor humanitaire. Laisser les civils sortir aurait été les envoyer à la mort et les ordres qu'ils ont reçus étaient de protéger les civils.

En d'autres termes, tout cela va donner beaucoup de travail aux historiens militaires. Il est important de se souvenir de nos positions idéologiques et des personnes avec lesquelles nous avons des problèmes, mais il est également important de comprendre qui perpétue la violence, prend des vies, et qui lutte contre cela. Et peut-être que ce n'est ni facile ni confortable, mais la pureté dans la guerre n'existe pas. C'est un luxe de la vie bourgeoise. Cette pureté ne peut pas non plus être pure, car elle dépend de l'exploitation du travail, donc voilà : la pureté n'existe pas ! ■

Retour de la délégation du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

Par
Jean Vogel*

J'ai eu le privilège de me rendre en Ukraine du 2 au 8 mai, avec la délégation du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine dont je fais partie. Nous étions 26, venus de dix pays européens : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Pologne et Suisse. La délégation comptait quatre parlementaires de gauche venus du Danemark (Soren Sondergaard, Enhedslisten-Alliance Rouge-Verte), de Finlande (Veronika Honkasalo, Vasemmistoliitto-Alliance de gauche), de Pologne (Paulina Matysiak, Razem-Ensemble) et de Suisse (Stéphanie Prezioso, Ensemble à Gauche). Il y avait aussi des Argentins (un délégué de la LIT-QI et un parlementaire du Front de gauche, Juan Carlos Giordano) (1).

Notre séjour avait été remarquablement organisé par *Sotsialnyi Rukh* (SR, Mouvement social) une jeune organisation de gauche ukrainienne, se réclamant d'un socialisme démocratique, et profondément engagée dans la résistance à l'agression de l'impérialisme russe et aussi pour la défense des droits sociaux et des libertés démocratiques et l'autonomie des mouvements sociaux en Ukraine même.

Vitalii Dudin de SR a souligné que cette guerre est la plus violente en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. L'Ukraine a besoin de la solidarité internationale, maintenant contre l'agression, mais aussi pour demain, pour le développement de la démocratie, des droits humains, la garantie des droits sociaux. Il ne s'agit pas seulement d'une lutte patriotique mais de choix politiques et sociaux fondamentaux.

De nombreuses rencontres ont permis de faire le point sur la situation en Ukraine et la résistance populaire. Notre délégation a rencontré des représentants des syndicats de la santé, des transports ferroviaires, des mineurs, de la fonction publique,



des travailleurs des centrales nucléaires, etc. Nous avons également rencontré de nombreuses militantes d'organisations de femmes ou féministes, de solidarité avec les réfugiés et les migrants, des militant·es du mouvement environnemental, de l'organisation autonome de défense des droits Rrom et d'un collectif Queer.

1. Syndicalistes

La conférence a débuté par l'audition de syndicalistes ukrainiens. Oleksandr Skyba, cheminot au dépôt de Darnitsya à Kiev et militant du Syndicat libre des cheminots et des constructeurs de transport, a décrit les conditions incroyablement dangereuses dans lesquelles lui et ses collègues ont travaillé lorsque les forces russes ont tenté d'assiéger la capitale. Les chemins de fer sont essentiels à l'approvisionnement de l'effort de guerre ukrainien et ont donc été pris comme une cible très importante par les Russes, qui ont bombardé les trains et les voies et tiré sur les cheminots. De nombreux cheminots sont morts. À travers un leitmotiv qui est revenu à plusieurs reprises lors de la conférence, Oleksandr Skyba a décrit comment le travail du syndicat était devenu centré sur la survie de ses membres – transport des fournitures humanitaires, sauvetage des travailleurs en danger, fourniture de nourri-

ture et soutien aux nombreux cheminots qui combattent maintenant dans les unités de défense territoriale et les forces armées. Plus largement, le syndicat doit contribuer à répondre aux flux de personnes déplacées et réfugiées, le plus souvent des femmes et des enfants, qui se retrouvent sans abri, sans nourriture, alors que les pouvoirs publics sont souvent défaillants.

Oleksandr nous a raconté par la suite que lui et le syndicat avaient rendu visite à des membres désormais enrôlés dans les forces armées pour s'assurer qu'ils avaient reçu une formation de base en premiers secours et en techniques militaires, notamment pour identifier les mines. De nombreux Ukrainiens plus âgés ont une expérience de l'armée, mais la guerre a jeté pour la première fois de nombreux jeunes travailleurs moins expérimentés dans la vie militaire, et leurs anciens réseaux syn-

* Jean Vogel, membre du Comité belge du Réseau européen de solidarité Ukraine, enseigne à l'Université libre de Bruxelles et préside l'Institut Marcel Liebman.

1. Faisaient également partie de la délégation des élus locaux (Jean Batou, Ensemble à gauche de Genève ; Laurence Boffet de Métropole en commun, Lyon), des syndicalistes britanniques (Ruth Cashman de UNISON et Tom Harris de Public and Commercial Services Union) et des militant·es des organisations politiques (NPA, Ensemble ! PEPS de France ; Workers Liberty de Grande-Bretagne) et associatives (Fondation Frantz Fanon, France & Martinique)...

Ukraine solidarité



Oleksandr Skyba du Syndicat libre des cheminots et des constructeurs de transport et Vitalii Dudin, président du Sotsialnyi Rukh

dicaux s'avèrent être des sources de soutien cruciales

Yurii Petrovich Samoïlov, président du Syndicat des mineurs indépendants qui nous a rejoints via Zoom depuis la ville industrielle de Kryvi Rih, oblast de Dnipropetrovsk, non loin de la ligne de front, s'en est fait l'écho. Il a décrit les efforts déployés par son syndicat pour transmettre des informations et des fournitures à ses membres engagés dans les combats. Deux militants du syndicat des mineurs sont récemment tombés au front.

D'autres thèmes sont ressortis des discours des syndicalistes. Beaucoup ont souligné combien il était clair pour les travailleurs que leurs organisations indépendantes avaient peu de chances de survie sous l'occupation russe. Le camarade de Kryvi Rih a fait allusion à l'écrasement total du syndicalisme et de toutes les autres formes d'organisation d'une société civile indépendante dans les « *républiques populaires* » fantoches russes de Donetsk et de Luhansk. Soumis en outre à l'effondrement complet de l'économie et à l'isolement international, les travailleurs de ces régions sont réduits à une impuissance totale, sous la menace d'une forte répression et de la perte de leurs conquêtes sociales antérieures.

Le président du Syndicat indépendant des mineurs nous a parlé aussi de la dépendance de nombreuses économies européennes (y compris l'Ukraine) à l'égard des combustibles fossiles russes et de la manière dont cette dépendance est désormais exploitée à des fins impérialistes. Il explique que l'intervention russe à long terme a rendu l'Ukraine de plus en plus dépendante en matière d'énergie. Mais aussi que l'oligarchie ukrainienne autochtone a pris le contrôle de la politique énergétique et l'a soustrait au contrôle démocratique et à l'utilisation rationnelle.

C'est pourquoi la propriété publique des ressources énergétiques est nécessaire et revendiquée par son syndicat.

Serhii Kubanskyi et Oksana Slobodiana, syndicalistes dans le secteur de la santé, ont également rapporté que les travailleur-es de la santé dans les zones occupées ont été contraints de quitter leurs syndicats et ont reçu l'ordre d'adhérer à des syndicats russes. Cette mesure de coercition était liée à la demande des occupants de faire signer aux travailleurs de nouveaux contrats de travail, plus mauvais. Certains de ces travailleurs ont réussi à contacter leur ancien syndicat. Ils ont demandé ce qu'ils devaient faire : risquer leur vie en refusant, ou finir par passer pour des collaborateurs lorsque les forces ukrainiennes reviendraient ? Les camarades des syndicats de la santé ont appelé le mouvement syndical international à condamner les syndicats russes pour leur complicité dans cette affaire.

Avant la guerre, les travailleur-es de la santé souffraient déjà de bas salaires et de mauvaises conditions. Ces travailleurs – dont les quatre cinquièmes sont des femmes – luttent avec des salaires inférieurs à la moyenne ukrainienne, et les politiques d'austérité ont épuisé la capacité des services de santé à faire face au Covid-19. Volodymyr Zelensky a publié un décret présidentiel visant à augmenter les salaires des travailleur-es de la santé, mais les coupes dans le budget du secteur n'ont pas permis d'effectuer cette revalorisation. L'éclatement de la guerre et l'interdiction subséquente pour les travailleurs de la santé de quitter le pays les ont entraîné-es dans un tourbillon de pauvreté, de danger et de lutte pour répondre aux besoins criants en traitements médicaux à l'intérieur d'un système qui craque sous la pression. Il y a des besoins urgents d'une assistance en matériel médical et en médi-

caments. Auto-organisation des soignantes, avec un groupe facebook qui compte 8 000 personnes.

La conférence a également entendu le témoignage de plusieurs syndicats du secteur de l'énergie. Vasyl Semkanich, du syndicat indépendant des mineurs de la ville de Tchervonohrad, nous a expliqué comment des décennies d'intervention politique russe avaient rendu l'économie ukrainienne dangereusement dépendante des importations de combustibles fossiles en provenance de Russie. Mais il n'a pas voulu absoudre la classe dirigeante autochtone de l'Ukraine. Il a également rejeté la faute sur les oligarques ukrainiens, qui soustraient de plus en plus le secteur énergétique du pays à l'intérêt et au contrôle public et l'utilisent pour se remplir les poches. Il a parlé des demandes de son syndicat pour que l'industrie devienne une propriété publique démocratique.

Pavlo Oleshchuk, du syndicat des travailleur-es de l'atome (Atomprofpilska), a fait un discours alarmant sur l'industrie nucléaire pendant la guerre. L'armée russe a tiré à plusieurs reprises des explosifs autour des centrales nucléaires et, au début de la guerre, le complexe de la centrale de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, a effectivement pris feu. La centrale est maintenant sous occupation russe et les élus de la ville voisine ont « *disparu* ». Pavlo a déclaré qu'il avait travaillé à la centrale de Zaporijjia pendant 17 ans et qu'il connaissait les mesures de sécurité méticuleuses et minutieuses qui avaient été élaborées, souvent sur l'insistance du syndicat, pour assurer la sécurité de la centrale et de ses travailleurs. Il frémit à l'idée de savoir combien de ces mesures sont encore en place. Il faut du temps au personnel pour s'habituer à une nouvelle usine. Il s'inquiète de ce qui se passe lorsque vous faites venir des spécialistes du nucléaire d'un système complètement différent (en Russie) et que vous les faites travailler sur des centrales nucléaires qu'ils ne connaissent pas. D'après ce qu'il a compris, les Russes ont importé leurs propres gestionnaires pour superviser la centrale, mais le personnel ukrainien d'origine la fait toujours fonctionner et résiste à certains de leurs ordres. Des diapositives nous ont également montré les dommages que les Russes ont infligés au site de Tchernobyl, brièvement occupé. Non seulement les installations des travailleurs ont été complètement saccagées, mais d'importantes infrastructures de sécurité comme les laboratoires, les dossiers de santé et de sécurité et les bases de données informa-

tiques ont été détruites. Pavlo a déclaré qu'il n'arrivait pas à croire que les occupants se comportaient de manière aussi insouciant, comme s'ils « *ne comprenaient pas où ils se trouvaient ni à quel point c'était dangereux* ».

Pavlo dit que la vie est divisée en un « *avant* » et un « *après* » en ce qui concerne la guerre. Le syndicat a des objectifs stratégiques à long terme pour ses membres, mais il s'avère difficile de les mettre en œuvre dans des conditions de guerre et le syndicat a quelque peu pivoté. Il affirme que le travail des syndicats au cours de la dernière décennie a permis aux travailleuses d'acquérir de nombreuses compétences – organisationnelles, technologiques, communicationnelles – nécessaires au travail humanitaire et à la résistance à l'invasion.

L'orateur réfléchit à l'ironie du fait que des gouvernements occidentaux qui ont infligé l'impérialisme en Irak, en Afghanistan, etc., apportent maintenant un soutien matériel à une lutte de libération nationale. Mais il note que ce n'est pas l'OTAN qui a des troupes sur le sol ukrainien, mais bien la Russie. Si nous croyons à la dignité et à la liberté des travailleuses et des travailleurs, cela signifie qu'il faut soutenir le droit des travailleurs à élire leur propre gouvernement et à ne pas se le voir imposer par une puissance étrangère. La victoire de ce droit démocratique en Ukraine pourrait affaiblir non seulement l'impérialisme russe mais aussi celui de l'Ouest.

2. Femmes et féministes

Nous avons longuement entendu des militantes féministes et des campagnes pour les droits des femmes. Yana Wolf est membre du groupe féministe ukrainien Bilkis. Elles étaient à Kharkiv avant l'invasion, et sont maintenant relocalisées à l'ouest. Certaines membres servent dans les forces armées. La guerre a eu un effet profond sur la vie des femmes. La violence sexuelle a été utilisée comme une arme de guerre par les forces d'invasion russes, créant d'énormes souffrances et traumatismes. L'accès des femmes à l'avortement est loin d'être garanti. Bien que l'avortement soit légal en Ukraine, celles qui tentent de l'obtenir peuvent être confrontées à la stigmatisation sociale et aux préjugés religieux, même après un viol par des soldats. Malheureusement, de nombreuses Ukrainiennes traumatisées qui réussissent à s'échapper en Pologne découvrent qu'elles se trouvent désormais dans un pays où l'avortement est effectivement interdit. En

Pologne, même la « pilule du lendemain » est introuvable. Intervention active de militantes Pro-Life qui disposent de moyens financiers importants et qui disent aux femmes violées « vous avez déjà subi le traumatisme d'un viol, vous ne supporterez pas le deuxième traumatisme d'un avortement ».

La militarisation de la société a également enhardi certains hommes à abuser des femmes. Lorsque les hommes s'engagent dans l'armée, ils ne reçoivent pas seulement un uniforme. Ils obtiennent aussi un sentiment de pouvoir. Et cela inclut un sentiment de pouvoir sur les femmes. Les femmes et les enfants doivent souvent faire face aux conséquences du retour d'hommes traumatisés du front. Lorsqu'ils rentrent chez eux, leur traumatisme peut se transformer en agression et en haine. Les femmes, les enfants et les mères en souffrent. La violence engendre la violence.

Les femmes ont un double combat à mener. Elles doivent se battre contre les occupants, et elles doivent aussi se défendre contre leurs propres camarades en uniforme qui n'ont pas appris que les femmes doivent être respectées.

Iryna Yuzyk de Narodna Diya Lviv (Action populaire de Lviv) parle de la situation désastreuse des femmes dans le Kherson occupé, dont les revenus ont été coupés, dont les partenaires ont disparu ou ont sombré dans l'alcoolisme.

Les campagnes tentent d'obtenir une aide financière pour ces femmes, qui ont encore des dettes et des factures pressantes. Mais son organisation est divisée et perturbée – certains combattent dans les forces armées, d'autres sont encore à la maison. Elle compte sur les volontaires.

Le mouvement des femmes ukrainiennes a beaucoup progressé au cours des dernières décennies, mais l'infrastructure qu'il a construite a été mise en péril par la guerre. Marta Chumalo, du groupe Perspectives de femmes, a décrit comment certains refuges pour femmes ont dû fermer face à l'invasion. Les conditions de vie de nombreuses femmes réfugiées, y compris celles qui ont fui à Lviv, constituent un terrain propice à la violence domestique et à l'oppression. Elle rappelle quelques exemples de femmes soumises à d'horribles violences. Ceci dans un contexte où il est difficile de faire la cuisine, de se laver, de subvenir aux besoins de ses enfants. La pression psychologique est énorme... L'organisation de Marta a aidé des femmes, dont certaines qui vivaient à 17 dans un sous-sol, avec peu de moyens pour se nourrir et subvenir à leurs besoins ou à

ceux de leurs enfants, et peu de recours pour échapper à des partenaires violents.

Yulyana Ustinova, de KSENA, parle de la traite des êtres humains pendant la guerre. Il y a plus de 10 millions de personnes déplacées, la moitié à l'étranger, l'autre à l'intérieur du pays. Pendant la guerre, beaucoup d'Ukrainiens ont perdu leur emploi, mais ils avaient des dettes à payer. Il y avait un grand nombre de personnes qui avaient besoin d'un revenu, et une forte demande à l'étranger pour une main-d'œuvre non officielle bon marché. Des conséquences évidentes...

La guerre a bien sûr aggravé la situation. Beaucoup sont exploités sexuellement. D'autres sont employés dans un travail « *non officiel* ». Les « *agences* » qui aident ces travailleurs à se réinstaller leur soutirent souvent de l'argent, puis les déplacent. Les conditions de travail sont souvent terribles. Sans papiers, peu de moyens de contester le patron.

Mais si les femmes sont confrontées à de graves difficultés, elles se sont également battues, à la fois contre l'invasion et contre l'oppression des hommes de leur « *propre* » camp. De nombreuses femmes se sont portées volontaires pour combattre les Russes, et le pourcentage de femmes dans les forces armées a atteint 16 %. De nombreuses femmes ont demandé à être autorisées à se battre contre l'ennemi, résistant aux tentatives de l'armée de les affecter à des rôles éloignés du combat. Pendant ce temps, l'exode des réfugiés vers les villes plus sûres de l'ouest de l'Ukraine a permis à des militantes auparavant disparates de tisser de nouveaux liens, Lviv devenant un centre improvisé pour l'activisme féministe et LGBT. À Kiev, un collectif féministe luttant pour les droits des LGBT vote chaque mois pour déterminer à quelle unité militaire il souhaite faire un don.

3. Rroms

Les minorités ethniques, elles aussi, ont été entraînées dans une lutte commune contre les occupants. Le militant des droits humains Yulian Kondur nous a parlé du nombre élevé de Rroms qui se portent volontaires dans les forces armées. La participation de tant de soldats rroms à la guerre est une grande source de fierté pour la communauté, a-t-il dit. Et pourtant, les Rroms sont l'un des groupes les plus marginalisés et opprimés de la société ukrainienne, un désavantage systémique qui n'a nullement disparu pendant la guerre. Le combat collectif de la guerre, a dit Y.

Ukraine solidarité

Kondur, a offert de nouvelles possibilités grâce à la lutte contre les préjugés, mais les difficultés sont rudes. La discrimination à l'encontre des Roms peut même rendre difficile la migration interne. Les Roms qui fuient l'Ukraine de l'Est vers l'Ouest peuvent rencontrer toutes sortes de difficultés supplémentaires et se retrouver perdants lorsqu'il s'agit d'obtenir des prestations sociales à leur arrivée. Les Roms ont également été victimes de la justice d'autodéfense dans le chaos du conflit, et l'orateur a attiré notre attention sur un incident particulièrement horrible à Lviv, où des jeunes filles roms de l'est de l'Ukraine ont été attachées, peintes et humiliées pour le crime présumé d'un petit vol. Bizarrement, la propagande russe a essayé de dépeindre cela comme une persécution des russophones.

L'effet unificateur de la guerre permet aux groupes de défense des droits humains et à la gauche de faire pression sur le gouvernement pour qu'il respecte ses engagements envers les minorités ethniques d'Ukraine. Les attitudes changent car les différents groupes ethniques se retrouvent dans une lutte commune. Les Roms sur le front sont une source de fierté.

Daria Gosek-Popiolek de Razem a parlé de la situation des réfugiés et des migrants en Pologne.

Le gouvernement polonais a adopté une loi accordant la résidence aux réfugiés ukrainiens et leur donnant accès aux services médicaux et publics. Cependant, cette loi ne s'étend pas aux citoyens non-ukrainiens qui ont également fui l'Ukraine. La gauche a fait pression pour élargir cette disposition (avec un succès mitigé).

Une méchante petite ironie : les réfugiées ukrainiennes en Pologne se retrouvent soudainement dans un environnement où les lois sur l'avortement sont beaucoup plus strictes. Les femmes ukrainiennes vulnérables ont également du mal à recevoir un soutien ou une protection de la part de la police polonaise. Les propriétaires n'ont pas tardé à exploiter l'explosion de la demande de logements (ainsi que la vulnérabilité des réfugiés). Les Polonais comme les migrants sont touchés par la crise du logement – la gauche réclame plus de logements, en particulier plus de logements sociaux.

Le gouvernement polonais a connu une légère augmentation de son soutien pendant la crise ukrainienne, mais le Razem de gauche aussi. Ils y sont parvenus en partie en demandant un soutien adéquat pour les réfugiés. Pendant ce temps, l'extrême droite (en dehors du gouvernement !) a subi une baisse de popularité.

4. LGBT

Ksenia, de l'Atelier féministe, parle de la position des personnes LGBT dans la guerre. Elle explique que les activistes homosexuel·es dans les zones occupées sont confronté·es à la persécution, à l'enlèvement et à la collaboration forcée. Mais des personnes très héroïques dans la zone occupée continuent à être actives. L'homophobie et le patriarcat font désormais partie intégrante de l'idéologie impérialiste de la Russie, qui se présente comme le dernier bastion des valeurs chrétiennes contre « l'homosexualisme occidental », ce qui rend le militantisme LGBT très difficile. Les lois homophobes russes sont reproduites dans de nombreux autres pays de la sphère russe. Les médias russes sont obsédés par l'idée de dépeindre les personnalités politiques ukrainiennes (Zelensky, les frères Klitschko, etc.) comme étant secrètement homosexuelles. L'Ukraine compte heureusement au moins quelques personnalités homosexuelles visibles.

L'énorme mouvement de personnes fuyant la guerre a rassemblé des militants qui vivaient auparavant dans des endroits différents. Lviv est devenue une sorte de capitale impromptue pour les militant·es féministes et LGBT – de nouveaux réseaux se forment « en arrivant à la gare ».

Ksenia ne veut pas blanchir le bilan de l'Ukraine en matière de droits LGBT. Mais son collectif ne doute pas que sa survie dépend de la défaite des envahisseurs. Ils reversent 50 % de leurs revenus aux forces armées. Ils votent collectivement pour choisir les unités auxquelles ils font des dons.

5. Environnement

Oleh Savytskyi, de l'organisation écologique Ecodia, évoque l'aspect environnemental de la crise en Ukraine. Ils étaient actifs dans les rues lors de la Journée nationale de la Terre, soulignant que la dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles finance l'agression russe. C'est une situation très rentable pour la Russie. Les groupes écologiques ukrainiens ont tissé des liens avec des militant·es allemands, essayant de cibler les multinationales européennes qui achètent en gros le pétrole et le gaz russes. Oleh explique qu'il est urgent de mettre fin à l'extraction des combustibles fossiles – ce pourrait être un moment décisif pour changer de cap.

Le Pacte climatique de Glasgow parle du charbon, mais évite la question tout aussi urgente du pétrole et du gaz. Les mêmes intérêts corporatifs qui évitent de traiter cette question évitent également de traiter la dépendance à l'égard de la Russie. Il souligne aussi que l'Ukraine est loin d'être le seul pays où l'opposition à l'extraction des combustibles fossiles et à la dégradation de l'environnement est liée à la lutte contre l'impérialisme. Ce sont les pays du Sud qui ont fait pression pour une action climatique. Il s'agit d'un enjeu anti-colonial.

Il nous rappelle que nous devons éviter que l'Occident ne se contente de transférer son approvisionnement en combustibles fossiles de la Russie vers l'Arabie saoudite ou le Qatar, ou de les extraire par fracturation aux États-Unis à un coût environnemental énorme.

Yana, de la branche ukrainienne de *Fridays For Future* (vendredis pour l'avenir), parle du coût environnemental de la guerre elle-même. La plupart des panneaux fournissant de l'énergie solaire à l'Ukraine sont placés le long de la côte sud – malheureusement, c'est aussi là que se déroulent les combats. De nombreux panneaux ont été endommagés.

Lors d'une discussion que nous avons eue avec plusieurs groupes environnementaux ukrainiens, j'ai appris comment les oligarques profitent de la situation de guerre. Par exemple, l'Ukraine consacre la moitié de ses terres à l'agriculture et une grande partie à l'exportation de céréales, de semences. Les Russes ont exploité une partie des terres, aussi le gouvernement promeut-il des décrets selon lesquels les zones naturelles protégées peuvent être envahies. L'invasion des zones naturelles est également utilisée pour la construction.

L'une des campagnes qu'ils mènent depuis un certain temps est la défense de la forêt primaire des Carpates dans la région de Svydovets. Il s'agit d'une région presque unique en Europe centrale et orientale, qui s'étend de la République tchèque à la Pologne, en passant par la Hongrie et l'Ukraine, sans oublier la Roumanie et la Serbie. Dans la partie ukrainienne, ils coupent la forêt primaire pour en faire une station de ski. La guerre offre ainsi de nouvelles « opportunités commerciales » aux dépens de la nature et des pauvres qui ne peuvent pas acheter de terres à l'État, car la plupart des forêts appartiennent à l'État.

Une lettre de 40 organisations environnementales ukrainiennes demande l'adhésion à l'UE. Leur objectif est qu'en rejoignant

gnant l'UE, ils pourront bénéficier de lois environnementales plus protectrices. Dans le débat, une question se pose : mais si l'UE sait qu'une grande partie du bois ukrainien provient d'une zone protégée, pourquoi n'empêche-t-elle pas les entreprises européennes d'en importer ? En fin de compte, ils reconnaissent qu'il y a aussi beaucoup d'hypocrisie dans l'UE, mais ils pensent qu'ils seront mieux à l'intérieur qu'à l'extérieur.

6. Anarchistes et libertaires

Le mouvement anarchiste dirigeait un collectif à Lviv, mais ses dirigeants sont partis se battre pendant la guerre. Ils ont permis à l'organisation d'Iryna d'utiliser leur bâtiment comme entrepôt pour l'aide humanitaire. Les contacts anarchistes de Dnipro ont fait de même pour aider à stocker et à transporter l'aide.

Serhii Movchan fait partie d'Operation Solidarity, un réseau d'aide anti-autoritaire avec des liens internationaux. À la veille de la guerre, ses camarades ont décidé que la moitié d'entre eux rejoindrait la défense territoriale pour se battre, et que l'autre moitié resterait pour organiser la solidarité et l'aide humanitaire. Dans la répartition des ressources, leur priorité va au volet militaire.

Une grosse partie de leur activité est liée à l'information, avec l'intention de faire une contre-propagande à la propagande russe parce que beaucoup de gens se prétendant de gauche en Europe continuent de croire à la communication de Poutine. Les liens sont excellents avec Mouvement social qu'ils considèrent comme l'organisation de gauche la plus active en Ukraine et avec qui ils partagent leur espace de stockage à Lviv.

Leur nombre a augmenté lorsque la guerre a commencé. De nombreux militantes de gauche, anarchistes et sociaux ont ressenti le besoin de faire tout ce qu'ils pouvaient pour aider la résistance. Leur plus grand succès : la livraison de gilets pare-balles, de médicaments et d'aide de l'étranger, y compris à Bucha et Irpin, récemment libérés, et même de la nourriture vegan pour des combattants au front qui continuent à manger vegan !

7. Gauche démocrate socialiste ukrainienne

Les interventions des militants de *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social) permettaient de se faire une idée de la situation de la gauche socialiste en Ukraine.

D'une part, la guerre a présenté d'énormes défis. Lorsque le gouvernement a instauré la loi martiale, le droit de grève ou d'organisation de manifestations a été supprimé. L'administration Zelensky a également réduit les impôts sur les sociétés et dilué les droits des travailleurs dans ce qu'elle a décrit comme une tentative de stabilisation de l'économie.

Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) expose ses principaux objectifs :

- ❶ Rétablir les libertés syndicales restreintes pendant la guerre sous la loi martiale.
- ❷ Améliorer les droits des travailleurs.
- ❸ Mettre la législation sociale ukrainienne au niveau de celle du reste de l'Europe.

Il a organisé une initiative « *Défense du Travail* » pour rassembler des expériences et fournir de l'aide aux travailleur-es licenciés ou à qui le salaire n'a pas été versé.

Il affirme que la guerre ne doit pas servir de couverture pour saper les droits des travailleur-es et ancrer le néolibéralisme. Il s'oppose aux réductions d'impôts de Zelensky en faveur des entreprises (censées stabiliser l'économie soumise au stress de la guerre) comme un transfert de richesse vers les riches. Il appelle à une protection renforcée des droits des travailleurs car les travailleurs ont davantage besoin de protections et de garanties pendant une guerre, et non moins. Le travail est plus dangereux pendant une guerre !

Depuis quelques années, les gouvernements ukrainiens appliquent des mesures de « *décommunisation* » visant à empêcher les partis politiques d'invoquer positivement le passé soviétique. Il y a quelques semaines, au cours de la guerre, Zelensky a également interdit une série de partis pro-russes, dont certains sont nominalement de gauche. Nous avons demandé au Mouvement social son avis sur cette législation. Le problème, selon eux, n'est pas tant que les partis interdits luttassent sérieusement pour le socialisme ou les droits des travailleurs (dans l'ensemble, il s'agissait de corps pourris de conservateurs sympathisants de Poutine et nostalgiques de l'URSS, élargissant leur attrait par le chauvinisme chrétien orthodoxe et quelques gestes d'opposition à la réduction des allocations). Le Parti communiste d'Ukraine, interdit depuis plus longtemps (décembre 2015, contrairement à la Jeunesse communiste), n'a, selon eux, plus aucune influence dans la population. Néanmoins, le Mouvement social s'oppose à la législation qui les a interdits. Cela s'explique en partie par un intérêt général pour la démocratie et la liberté d'association, mais aussi parce que les interdictions sans

nuances de l'iconographie et de la terminologie de gauche peuvent également être utilisées pour réprimer les véritables socialistes et les défenseurs des droits des travailleur-es.

Denys Pilash, militant du Mouvement social, nous a dit qu'en général, il peut être difficile de parler de socialisme ou d'anticapitalisme dans un pays qui a terriblement souffert sous un régime qui prétendait être une « *République soviétique socialiste* ». Et pourtant, la plupart des Ukrainien-es sont parfaitement conscients des grandes inégalités sociales, de l'accaparement des richesses par les riches, du vol de la société par les oligarques. Le dégoût des riches est si commun que la rhétorique anti-oligarques est employée même par les partis des oligarques eux-mêmes !

Ce sentiment n'a pas non plus disparu en temps de guerre. Le Mouvement social a pu progresser en soulignant l'injustice avec laquelle certains aspects de la guerre sont gérés et en indiquant aux travailleurs comment invoquer leurs droits. Il souligne comment l'égoïsme des patrons et leur mépris pour les conditions de vie des travailleurs affaibliront les chances de l'Ukraine dans la guerre. Selon D. Pilash, alors que la popularité de Zelensky est très élevée en raison de son rôle de commandant en chef, de nombreux Ukrainiens ordinaires considèrent que les politiques plus mesquines et plus injustes de son gouvernement n'ont aucun rapport. De cette façon, l'opinion populaire peut être à la fois très pro-Zelensky et simultanément critique envers le gouvernement.

Dans des conditions extrêmement difficiles, le Mouvement social et d'autres authentiques forces de gauche s'efforcent d'esquisser une alternative égalitaire et démocratique que le public ukrainien puisse saisir, claire et distincte à la fois du présent corrompu et du passé soviétique dictatorial.

Au niveau international, le Mouvement social met en avant l'importance de l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine.

* * *

Ce qui, à mes yeux, est le plus évidemment ressorti de tous ces exposés, c'est que tous ces mouvements, dans leur diversité, inscrivent pleinement leur action et leurs revendications dans la résistance à l'agression russe, résistance qu'ils conçoivent non comme une cause strictement nationale (la préservation de l'indépendance et de la souveraineté de l'Ukraine), mais comme un combat de la société elle-même pour la sauvegarde de son mode de vie,

Ukraine solidarité

de ses valeurs sociétales, etc. Un simple exemple parmi beaucoup d'autres : Poutine a déclaré qu'une des raisons pour lesquelles l'Ukraine devait être traitée comme une « *Anti-Russie* », c'était qu'elle pratiquait la « *liberté de genre* », et l'on sait qu'une personne queer dans les zones occupées par l'armée russe risque en permanence, pour cela, d'être kidnappée ou de « *disparaître* ».

Par rapport aux visions justifiant l'agression russe, répandues en particulier dans la gauche occidentale, deux points doivent être soulignés :

- la guerre en Ukraine n'est pas une guerre civile à caractère ethnique : le plus grand nombre de victimes des bombardements et des exactions russes sont précisément des Ukrainiens russophones et la résistance dans les zones occupées à l'est

et au sud est majoritairement le fait de populations russophones ;

- dans les zones contrôlées par les Russes (les « *Républiques populaires* » du Donetsk et de Louhansk depuis 2014, et a fortiori les territoires occupés actuellement), les droits démocratiques et sociaux des travailleurs sont totalement bafoués, le pouvoir politique et économique est aux mains d'une poignée d'oligarques pro-russes.

L'autre volet de nos rencontres a été de faire ressortir que la guerre n'a pas éliminé, loin s'en faut, les objets de conflictualité dans la vie politique et sociale ukrainienne. Par-delà le sentiment d'union nationale qui s'est imposé, il reste que, par exemple, les mesures de politique sociale et économique du gouvernement Zelensky font porter le poids de l'effort de guerre sur les classes populaires : la loi martiale entraîne l'interdiction des grèves, la suspension de nombreuses garanties sociales, des accords collectifs du travail et parallèlement de très importants avantages fiscaux ont été accordés aux entreprises.

Nos rencontres ont cherché à définir des priorités pour une solidarité « *d'en bas* », indépendante des États ou des blocs militaires.

Les militant·es de la gauche ukrainienne ont souligné l'importance de cette solidarité tant matérielle que politique. Par exemple, les militantes féministes demandent un soutien aux centres d'accueil pour les femmes victimes de violence et sous la menace constante de tomber dans les griffes de trafiquants sexuels, alors que ces besoins ne sont absolument pas pris en compte par les aides émanant des États et gérées par le gouvernement ukrainien.

Des rapports détaillés sur ces demandes seront diffusés ultérieurement.

Trois derniers points sont à souligner en conclusion :

- ① La gauche ukrainienne inscrit entièrement son action dans la résistance, notamment armée, à l'agression russe. Tous les problèmes et toutes les tâches sont redéfinis en fonction de la guerre (« *tout pour la guerre, tout par la guerre* »), ce qui ne signifie pas évacuer ou oublier les « *fronts intérieurs* » mais considérer que c'est à travers la participation à l'effort de guerre qu'il faut les aborder et les mener à bien, y compris de façon critique ou opposée à l'action du gouvernement. Le principal défaut de la déclaration adoptée sans discussion après la conférence de Lviv est de ne pas traduire cette conception qui était exprimée dans une grande majorité des interventions des militant·es ukrainiens qui

Déclaration de solidarité avec l'Ukraine adoptée à l'issue de la conférence de Lviv

Le 24 février 2022, l'impérialisme russe a lancé une agression ouverte contre l'Ukraine. Depuis plus de deux mois, le peuple ukrainien a mené une bataille inégale contre les forces d'occupation, perdant des milliers de vies et subissant des destructions massives. Alors que de nombreux politiciens, tant à l'Ouest qu'en Russie, ont affirmé que l'Ukraine tomberait en quelques jours, la grande mobilisation du peuple ukrainien dans tous les domaines de la vie et le combat héroïque de la résistance ukrainienne montrent à quel point cette thèse est erronée. De nombreux pays européens continuent de financer la machine de guerre russe en achetant du pétrole et du gaz russes.

Dans le même temps, le peuple ukrainien est lésé par les réformes adoptées dans l'intérêt des plus riches, avant et même pendant la guerre. Ces décisions politiques ont pour conséquence de transférer le poids de la guerre sur la majorité de la population. La réduction des garanties des droits du travail pour les employés et la réduction des impôts pour les propriétaires d'entreprises en sont des exemples. Ces changements s'accompagnent d'une réduction croissante de la sphère sociale, ce qui crée des conditions insupportables pour la population ukrainienne touchée par la guerre. Dans de telles circonstances, l'Ukraine continue de respecter ses obligations en matière de dette envers le FMI et d'autres créanciers. Au lieu d'enrichir les créanciers et les banquiers mondiaux, cet argent devrait servir à la défense du pays et à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. Par sa politique, le FMI continue de promouvoir des réformes anti-populaires en Ukraine et entraîne de plus en plus l'Ukraine dans la servitude, sapant son indépendance et rendant difficile la reconstruction du pays.

La destruction des infrastructures, de la production et des quartiers résidentiels pose la question de la reconstruction de l'Ukraine. Dans quelles conditions et à quel prix la reconstruction aura lieu après la guerre est une question urgente. Une reconstruction basée sur la primauté de la politique néolibérale conduira à une pauvreté et une oligarchisation encore plus grandes. Une restauration complète de l'Ukraine et de son rôle dans la fourniture de biens de base aux populations les plus défavorisées du monde est impossible sans changer le cours de la politique socio-économique aux niveaux national et mondial.

La réponse à l'agression russe doit être la solidarité des peuples du monde. La victoire de l'Ukraine dans la guerre affaiblira les régimes autoritaires en Syrie, en Biélorussie et dans d'autres pays, et cela donnera au monde une réelle opportunité d'avancer vers un développement démocratique avec une justice sociale et environnementale.

L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine sera un pas contre la domination du néolibéralisme, construit sur l'inégalité et l'exploitation. Le précédent d'une telle politique ouvrira la voie à d'autres pays pour avoir des politiques de développement stables qui ne puniront pas les plus pauvres en faveur des plus riches par des prêts injustes.

Nos communautés de gauche, syndicales, féministes et des droits humains, luttent pour promouvoir la victoire de l'Ukraine et sa prospérité d'après-guerre, y compris :

- Le retrait des troupes russes du territoire de l'Ukraine, en particulier, des territoires occupés des régions de Donetsk et de Louhansk et de la République autonome de Crimée.
- Une aide militaire et humanitaire à l'Ukraine, ainsi que l'imposition de sanctions sévères contre la Russie.
- Introduction d'un programme de reconstruction de l'Ukraine à orientation sociale, visant à aider la population du pays plutôt qu'à enrichir les élites économiques.
- Renoncer à l'achat de combustibles fossiles russes et entamer une véritable transition énergétique afin de remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables, sans les remplacer par des achats auprès d'autres sources.
- Abolition de la dette extérieure de l'Ukraine et impossibilité de retirer des fonds à l'étranger.
- Soutien à tous les réfugiés, quelles que soient leur nationalité, leur ethnie, leur religion, etc.
- Abolition de toutes les lois et pratiques discriminatoires.
- Arrêt des réformes antisociales en Ukraine et abolition des frais administratifs élevés qui entravent la participation de la classe ouvrière à la vie politique.

Lviv, le 6 mai 2022

* Cette déclaration, rédigée à partir d'un texte plus long proposé par le Mouvement social ukrainien, a été adoptée à l'unanimité dans les toutes dernières minutes de la conférence et n'a fait l'objet d'aucune discussion.

nous ont parlé. Je voudrais citer Denys Pilash, du Mouvement social : « Je dois commencer par le fait que la résistance ici est vraiment populaire et marque un signe d'union au sein de la société. Tous les habitants de l'Ukraine ressentent désormais cette menace existentielle pour leur vie, ce qui rapproche les gens dans un soutien mutuel. Même les personnes les plus discriminées, comme la communauté rrom, se sont portées volontaires dans les unités de défense territoriale. À ce niveau, la société est unie. Pourtant, en termes de composition des classes sociales, les intérêts sont différents. À la veille de la guerre, la majorité des oligarques ukrainiens ont fui le pays, emportant avec eux autant d'argent qu'ils le pouvaient. Les élites ont quitté le pays en abandonnant sa défense aux gens du peuple. Ils ne font pas partie de la résistance. Nous pensons que, dans le meilleur des cas, le mouvement de solidarité construit à partir de la base peut survivre à la guerre et être efficace pour réévaluer la distribution du pouvoir de classe ». Dans cet esprit le projet de déclaration présenté par le Mouvement social comprenait l'idée qu'il fallait « accroître l'influence des travailleurs sur le gouvernement ukrainien », mais cet objectif a été supprimé lors d'une réécriture.

② Attitude vis-à-vis des Russes (des soldats russes, du peuple russe). Plusieurs intervenants ont souligné fortement un changement dans la psychologie collective après Boutcha et la révélation de toutes les autres atrocités. Avant il s'agissait de la guerre de Poutine, il y avait des manifestations lorsque les troupes russes arrivaient, même des vieilles babouchkas. Aujourd'hui c'est différent : la haine des Russes et de tout ce qui est russe grandit (boycott linguistique et culturel). Reflet des atrocités (des choses « inimaginables » ont-ils dit) mais aussi des attitudes de la population russe, y compris parmi ceux qui n'étaient pas pour la guerre (« il est impensable que des soldats russes fassent ça »).

Je voudrais citer les paroles de Marta Havryshko, une féministe ukrainienne : « La plupart des viols auxquels nous assistons dans cette guerre jusqu'à aujourd'hui sont des "viols publics". Qu'est-ce que je veux dire par là ? Que les membres de la famille ou d'autres personnes qui s'abritent dans un endroit – par exemple dans des maisons, des sous-sols ou des écoles – sont obligés d'assister à l'humiliation des victimes. Pour les auteurs de ces actes, il semble très important de montrer aux autres ce qu'ils peuvent faire. L'un des objec-

Marta Chumalo du groupe Perspectives de femmes



tifs de ces viols "publics" semble donc être d'intimider la population ukrainienne, de répandre la peur et la terreur, non seulement chez ceux qui subissent réellement ces horreurs, mais aussi chez ceux qui en sont témoins et en entendent parler. Ils envoient un message à l'ensemble de la communauté : "Nous sommes puissants, nous pouvons et nous allons vous punir pour votre résistance à notre égard, pour ne pas nous célébrer comme des "libérateurs". De plus, ces viols communiquent aux hommes ukrainiens qu'ils ne peuvent pas protéger les femmes et les enfants, qu'ils ne peuvent pas protéger leurs épouses, leurs filles, leurs sœurs, leurs mères.

« Qui plus est, ces types de viols en disent long sur leurs auteurs eux-mêmes : ils expriment leur sentiment de mépris pour l'Ukraine, pour le peuple ukrainien. En fait, ils semblent être un moyen pour les soldats russes de justifier leurs actions. J'ai entendu parler de cas où des soldats russes sont entrés dans des maisons privées, ont attaché aux meubles les femmes qui s'y trouvaient et les ont forcées à regarder leurs enfants se faire violer. Dans un cas, la sœur aînée d'une fille s'est approchée des soldats russes et leur a demandé : "S'il vous plaît, prenez-moi à sa place. Je suis plus âgée". Mais les soldats ont répondu : "Non. Vous devriez regarder ce que nous faisons à votre sœur. Parce que nous ferons la même chose à toutes les putes nazies". Cette histoire révèle l'impact de la propagande russe. Cette propagande affirme qu'il y a un génocide perpétré par les néonazis ukrainiens contre les russophones en Ukraine, et que les Russes sont venus pour protéger et sauver tous les russophones. Cette identification absurde des Ukrainiens aux nazis a un impact sur le comportement des soldats russes et leur cruauté envers les civils ukrainiens. Ils utilisent ce langage de propagande lorsqu'ils justifient leurs actions. Pour eux, les fem-

mes ukrainiennes sont des femmes fascistes, elles sont les épouses, les filles, les sœurs d'hommes fascistes. À travers les viols, ils affirment et renforcent cette idée. Grâce aux viols, les femmes ukrainiennes deviennent "l'Autre", l'ennemi.

« Et le commandement de l'armée russe approuve leur comportement. Les soldats pillent, ils prennent beaucoup de choses, des bijoux et des téléviseurs à écran plat, et aussi des vêtements, même des chiffons sans valeur. C'est un signe que leur moral est très bas. Et dans le même esprit, ils violent aussi les femmes. Et leurs commandants les autorisent à piller et à violer. La violence sexuelle est une récompense pour les soldats, pour leur remonter le moral.

« En bref, je crois que dans cette guerre, la violence sexuelle est une arme. Pourquoi ? Parce que tout d'abord, nous avons beaucoup de témoignages de viols dans tous les territoires occupés par la Russie. Il ne s'agit pas seulement d'actions individuelles. Deuxièmement, la plupart de ces cas de viols sont des viols publics. Les soldats veulent répandre la terreur, ils veulent répandre la peur. Troisièmement, il est évident que ces soldats ne croient pas qu'ils seront punis. Le commandement de l'armée tolère leurs actions. Même si la Russie nie tout officiellement. »

③ Attitude vis-à-vis de la gauche occidentale. Sentiment d'un aveuglement ou pire. Attitude de supériorité qui ne tient aucun compte des Ukrainiens (si ce n'est comme « victimes ») et ne cherche même pas à les écouter, à discuter avec eux. Cela peut revêtir plusieurs expressions, prendre plusieurs formes :

- Russie force anti-impérialiste contre l'ennemi principal, les États-Unis,
- pacifisme absolu (devant la menace d'un holocauste nucléaire il faut sacrifier l'Ukraine),
- position gauchiste en apparence (il s'agirait d'un conflit entre impérialismes rivaux avec lesquels les travailleurs n'ont rien à voir d'où l'affirmation que l'Ukraine est un simple pion des États-Unis).

Les réponses des militants ukrainiens sont très simples : « ce n'est pas l'OTAN qui est chez nous, c'est l'armée russe ». « Si la Russie arrête de se battre, il n'y a plus de guerre ; si l'Ukraine arrête de se battre, il n'y a plus d'Ukraine », « Si les Russes occupent toute l'Ukraine, il y aura des négociations, si les Russes sont repoussés à la frontière, il y aura aussi des négociations – mais ce ne seront pas les mêmes ».

16 mai 2022

« Nous avons été ostensiblement bons envers les Ukrainiens pour sauver notre propre image »

Entretien de Jakub Majmurek avec Andrzej Leder*

Jakub Majmurek : *Que s'est-il passé dans les jours qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par Poutine ?*

Andrzej Leder : Nous avons connu une grande mobilisation, comme moi-même je n'en ai connu que deux fois dans ma vie. La première fois, c'était pendant le premier syndicat « *Solidarność* » (1), la deuxième fois – à une échelle bien moindre – pendant la grande inondation de 1997. L'ampleur de ce qui s'est passé ces derniers mois est plus grande que l'effort de 1997, mais il s'agit d'un type similaire d'énergie sociale.

La société polonaise est généralement capable de ce genre de rebonds. La question est de savoir ce qui a déclenché cette

énergie. Jusqu'à présent, cette question me laisse perplexé.

Jakub Majmurek : *Tu ne t'attendais pas à une telle réaction solidaire de la part de la société polonaise ?*

Andrzej Leder : Pas particulièrement. Je n'avais pas du tout prévu qu'il s'agirait d'un événement d'une telle ampleur, également en termes de migration des Ukrainiens. Au fur et à mesure que la migration augmentait, et avec elle la mobilisation sociale, j'ai commencé à me demander ce qui se passait réellement, ce qui motivait les Polonais. En fait, j'y pense encore aujourd'hui. Je me demande aussi où est la limite de cette mobilisation et ce qui va se passer ensuite.

Jakub Majmurek : *As-tu une théorie sur ce qui a pu déclencher une telle ampleur d'aide aux réfugiés ?*

Andrzej Leder : Je prête attention à diverses explications. Par exemple, la déclaration très explicite du professeur de psychologie sociale, Janusz Czapiński, qui ne s'est pas souvent exprimé sur l'actualité ces derniers temps. Il a déclaré qu'aider les réfugiés d'Ukraine est en fait une mobilisation contre un ennemi commun : la Russie. Cela signifie que la Russie a une si mauvaise réputation en Pologne, et que les Polonais ont un tel sentiment d'injustice et de menace de la part de la Russie, que lorsque les Russes attaquent l'Ukraine, qu'ils portent atteinte à quelqu'un d'autre, se déclenche un réflexe de sauver la personne attaquée. Je pense qu'il y a quelque chose dans cette thèse. Nous aidons les Ukrainiens contre la Russie. De cette manière, nous lui renvoyons l'ascenseur.

Jakub Majmurek : *Il y a également eu des thèses selon lesquelles nous nous sommes précipités pour aider parce que, ces dernières années, les Ukrainiens sont devenus proches de nous : en tant que voisins, collègues de travail, personnes qui nous servent au magasin ou au café.*

Andrzej Leder : Je ne suis pas entièrement convaincu par une telle explication.

Même si, dans une certaine mesure, les Ukrainiens sont certainement proches de nous. Les histoires des personnes qui sont venues travailler ici ces dernières années ont donné une légitimité à un sentiment général de communauté et de parenté, une conviction que ce sont, dans une certaine mesure, les nôtres. Cette situation a été accentuée par les contacts personnels entre Polonais et Ukrainiens.

Bon nombre des histoires que j'ai entendues ces dernières semaines au sujet de l'aide aux réfugiés d'Ukraine ont commencé par le fait que quelqu'un connaissait un travailleur ou une baby-sitter venus d'Ukraine. Cette personne faisait venir sa famille, ses amis polonais se rendaient souvent à la frontière pour la récupérer, une connaissance mettait à disposition une maison ou un appartement vide, et ainsi de suite.

Jakub Majmurek : *Cependant, tu n'es pas convaincu que ce type de contacts explique l'ampleur de cette mobilisation. As-tu une hypothèse personnelle ?*

Andrzej Leder : À mon avis, la période de pouvoir du parti Droit et Justice (2) a provoqué en Pologne une grande lassitude à l'égard du conflit. Et aussi à l'égard de notre propre image, qui émerge dans le miroir de ce conflit ; le mauvais sang et les mauvaises émotions qu'il génère. À notre grande surprise, nous découvrons en nous-mêmes ces émotions : la haine, la colère, l'étroitesse d'esprit. Un conflit politique aussi fort que celui auquel nous avons été confrontés au cours des sept dernières années nous place tous sous un jour mauvais. La façon dont nous détestons l'autre camp, et la façon dont il nous déteste, remettent en question le sentiment général d'appartenance à une saine communauté.

L'aide ostentatoire, le simple fait d'être « *quelqu'un de bien* », me semble être une tentative d'améliorer sa propre conscience, une automédication, une tentative de revenir à cet imaginaire que « *nous, Polonais, sommes des aigles* », de se hisser à la hauteur d'un idéal très fortement

* **Andrzej Leder**, diplômé de l'Académie de médecine et de l'Université de Varsovie, est philosophe de la culture et professeur à l'Académie polonaise des sciences et à l'Institut de philosophie de l'université de Varsovie. Auteur de nombreuses publications, dont en français « La fierté ou la honte » (*Esprit* 2019/3) et « La Révolution des Somnambules » (*Revue d'études comparatives Est-Ouest* n° 47, 2016/4). **Jakub Majmurek** est journaliste, critique de cinéma. Cet entretien a été publié le 21 mai 2022 par le quotidien polonais de gauche en ligne, *Krytyka Polityczna* : <https://krytykapolityczna.pl/kraj/jakub-majmurek-andrzej-leder-uchodzacy-z-ukrainy-mobilizacja-spoleczna/> (traduit du polonais par JM).

1. Le syndicat indépendant autogéré « *Solidarność* » (Solidarité) a été créé à la suite du mouvement de grèves de juillet-août 1980, sur la base des assemblées générales et des comités de grève. Il comptait 10 millions de membres, favorable à une société socialiste autogérée. C'est sa « *première période* ». Il a été interdit lors de l'instauration de l'état de guerre par le général Jaruzelski, le 13 décembre 1981. Clandestin, ne parvenant pas à organiser le nouveau soulèvement de masse le 31 août 1982, il a connu une évolution du fait de la répression et de la place prise en son sein par les experts intellectuels. Reconstitué alors que le régime de Jaruzelski a fait le choix de la restauration capitaliste et d'élections partiellement libres en 1989, il a évolué à droite. C'est sa « *seconde période* », toujours en cours.

2. Le parti Droit/Loi et Justice (PiS) est un parti populiste de droite, fondé en 2001 par l'aile la plus conservatrice issue de l'opposition polonaise, avec à sa tête les frères Jarosław et Lech Kaczyński (président de la République de 2005 à 2010). Il a dirigé le gouvernement de 2005 à 2007, puis à partir de 2015. Son orientation est de plus en plus conservatrice et autoritaire.

codé dans l'histoire de la Pologne. Se battre pour sa propre image à ses propres yeux – voilà, à mon avis, une toile de fond importante pour ce qui s'est passé ces derniers mois.

Jakub Majmurek : *L'aide aux réfugiés d'Ukraine était-elle une sorte d'expiation ?*

Andrzej Leder : Dans une certaine mesure, oui – ainsi qu'une tentative de changer notre propre image. Je parlerais moins d'expiation que de tentative de se voir sous un jour différent, comme des gens bien simplement.

Et en quelque sorte cela a fonctionné. Je pense que, malgré tout, il vaut la peine d'aborder cette question non seulement de manière analytique mais aussi en notant à quel point ce qui s'est passé a été exceptionnel. Il est surprenant qu'aucun véritable camp de réfugiés n'ait été mis en place dans une situation où plus de trois millions de personnes sont arrivées en Pologne. Contrairement à ce qui se passe en France ou en Allemagne.

Jakub Majmurek : *Cette amélioration de notre image n'est-elle pas entravée par le fait que précédemment – en tant que société – nous avons refusé d'aider les réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique qui campent à la frontière avec la Biélorussie ?*

Andrzej Leder : Oui, ce dédoublement de personnalité est étonnant. En outre, le refus de cette solidarité se poursuit parallèlement à l'aide aux Ukrainiens. Pour les réfugiés arrivant de Biélorussie, l'État continue d'appliquer une politique de refoulement, de reconduite des gens dans les forêts... et cela bénéficie toujours d'un consentement social.

Jakub Majmurek : *D'où vient ce consentement ?*

Andrzej Leder : Pour moi, c'est un exemple frappant de la capacité de dissociation. Les personnes venant d'un monde que nous considérons comme étranger et inférieur peuvent simplement mourir dans les forêts. La société accepte en principe cette politique criminelle du gouvernement. Alors que ceux qui viennent d'une région proche sont pris en charge.

Cette dernière période, et pas seulement ce qui s'est passé en Pologne, me fait également réfléchir sur la portée des discours des autorités. Il s'avère que le pouvoir a une très forte influence sur les attitudes sociales. Le discours du pouvoir sur les réfugiés à la frontière avec la Biélorussie, présentés comme des person-



nes qui devraient susciter en nous un sentiment de distanciation et d'agressivité, a tout simplement fonctionné. Malgré les formes primitives et parfois même bizarres que cela a pris.

Pour moi, il est vraiment surprenant que cela puisse fonctionner. Mon expérience acquise dans la République populaire de Pologne finissante m'a appris à m'opposer toujours au discours du pouvoir, ou du moins à m'en méfier. Entre-temps, le PiS a réussi à susciter une franche hostilité de la population à l'égard des réfugiés à la frontière avec la Biélorussie, et en même temps – il faut le noter – ces autorités ont fait beaucoup pour améliorer l'image des réfugiés d'Ukraine.

J'ai parlé à des Américains à ce sujet et ils me disent qu'ils ont vu des phénomènes similaires pendant la présidence de Trump. Le discours de ce dernier sur les migrants a réussi à faire oublier au moins à ses électeurs la politique de séparation des enfants de leurs parents à la frontière avec le Mexique. Et ces enfants sont ensuite tombés malades et sont souvent morts dans des douteux centres de soins.

Jakub Majmurek : *Compte tenu de la différence d'attitude à l'égard des réfugiés du Moyen-Orient et à l'égard de ceux d'Ukraine, peut-on dire que la société polonaise est tout simplement raciste ? Ou bien est-ce une trop grande simplification ?*

Andrzej Leder : Je pense qu'il y a beaucoup de pulsions racistes en Pologne, mais que le racisme y est peu codifié – en dehors de l'antisémitisme, qui est très fortement codifié et peut être une matrice pour divers autres racismes. Toutefois, le racisme polonais à l'égard des personnes originaires de régions reculées du monde n'est pas encore construit. C'est pourquoi il est difficile de le comparer, par exemple,

au racisme américain envers les Afro-Américains ou au racisme français envers les personnes originaires d'Afrique du Nord. En Pologne, il s'agit souvent d'une sorte de xénophobie à l'ancienne, qui se transforme facilement en une attitude de mépris et de séparation.

Jakub Majmurek : *La droite n'essaie-t-elle pas de codifier le racisme polonais, principalement antimusulman, depuis plusieurs années ? Nous voyons des attaques constantes contre une Europe multiculturelle et prétendument « en cours d'islamisation », le chef du PiS Jarosław Kaczyński tente de nous effrayer en parlant de maladies transmises par les réfugiés, les couvertures des hebdomadaires d'opinion de droite nous menacent d'une invasion musulmane, et les journaux télévisés publics, lorsqu'ils parlent des problèmes de la France, nous montrent des musulmans en train de prier dans la rue – bien que peut-être moins souvent qu'ils ne montrent l'ancien Premier ministre Tusk disant « für Deutschland » (3)...*

3. Donald Tusk, Premier ministre de 2007 à 2014, qui a présidé le Conseil européen (2014-2019) et le Parti populaire européen (PPE/EPP) de 2019 à 2022, est le principal dirigeant de la Plateforme civique (PO), un parti néolibéral polonais créé en 2001 à partir de scissions dans l'Alliance électorale « Solidarność » (AWS) et dans l'Union pour la liberté (UW). PO a fait élire Bronisław Komorowski à la présidence de la République (2010-2015) et a dirigé le gouvernement de 2007 à 2015, avant de le perdre au profit du PiS du fait de sa politique ultra libérale et antisociale. Mais reste le plus important parti de l'opposition au PiS. En tant que chef du PPE/EPP, Tusk s'était adressé au congrès de la CDU allemande en janvier 2022. Il a parlé, en allemand, des gouvernements de la CDU, les qualifiant de bénédiction non seulement pour l'Allemagne (« für Deutschland »), mais pour toute l'Europe. Depuis les informations de la télévision publique ont passé cet extrait filmé des deux mots de son discours plus de cent fois ! Hors tout contexte, laissant entendre que l'ancien Premier ministre est germanophile, sinon soumis à l'Allemagne – l'autre « ennemi historique » de la Pologne...



Andrzej Leder : Oui, il y a certainement un suintement constant de xénophobie et de racisme. Et cela fonctionne évidemment, même si j'insiste sur le fait qu'il ne joue pas un rôle aussi central que d'autres objets de haine. On constate ici, par exemple, une différence avec le traitement de la question LGBT+, devenue ces dernières années un véritable étendard des obscurantistes. La question de la migration, en revanche, hormis quelques déclarations et des messages distillés petit à petit, n'est pas devenue un tel sujet phare. Par exemple, le Premier ministre Morawiecki, pas plus que J. Kaczyński, n'a pas prononcé un discours entièrement consacré à la manière dont nous devrions « *défendre l'Europe contre le déluge de l'islam* ». C'est beaucoup plus indirect, même si ce message caché fonctionne sans aucun doute et laisse des traces dans les mentalités.

Je suis convaincu qu'en général les sociétés traditionnelles, agraires et chrétiennes sont naturellement, bien qu'inconsciemment, racistes. Et qu'ensuite cette attitude xénophobe évolue et peut se transformer en racisme moderne ou peut au contraire évoluer vers l'ouverture et une

attitude démocratique. C'est la différence entre l'antijudaïsme chrétien paysan traditionnel et l'antisémitisme politique moderne dans le style de Dmowski (4).

Jakub Majmurek : *La Pologne reste-t-elle traditionnelle, chrétienne et agraire ?*

Andrzej Leder : Je soutiens depuis longtemps qu'en Pologne une culture urbaine ne s'est pas encore développée en tant qu'une alternative à celle apportée par la campagne – ou qu'elle ne fait que commencer ce développement. Il est facile de s'en rendre compte, ne serait-ce que grâce aux recherches des anthropologues urbains, qui montrent que les importants moments coutumiers de la vie – les mariages, les baptêmes, les funérailles – relèvent encore majoritairement en Pologne d'une tradition rurale, même dans les villes.

Jakub Majmurek : *Les grandes mobilisations ont cette particularité qu'elles se terminent à un moment donné. Quand atteindrons-nous ce point où l'énergie qui anime l'actuelle mobilisation commencera à s'épuiser ?*

Andrzej Leder : Il est certain que la mobilisation qui a commencé à la fin du mois de février est en train de perdre son élan. Mais lentement. La thèse du professeur Czapiński, déjà mentionnée, est que la mobilisation se poursuivra tant que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine se poursuivra – même si sa force pourra diminuer. Mais la puissance de l'hostilité envers la Russie, de la nécessité de prendre part à sa défaite, feront perdurer cette mobilisation.

Jusqu'à présent du moins les réfugiés d'Ukraine ont trouvé ici un endroit pour vivre. Dans peu de temps, cela pourrait être un point particulièrement sensible, car cette aide peut s'avérer être

trop difficile à long terme. Il n'est pas facile de cohabiter avec une famille étrangère dans un petit appartement ou de louer un hôtel qui pourrait gagner plus avec des touristes. Enfin, il y a déjà l'insuffisance des services publics : des soins de santé, du travail légal, de l'aide sociale. La Pologne est un pays impitoyable envers ses propres faibles. Ces faibles peuvent donc commencer à craindre que les Ukrainiens leur prennent le minimum qu'ils possèdent encore. Cela peut conduire à des conflits concernant l'accès aux soins de santé, à l'éducation ou à divers types d'aide sociale.

Jakub Majmurek : *Pourquoi jusqu'à présent n'est-il pas efficace de jouer la carte anti-ukrainienne, dont en particulier l'extrême droite, celle qui est à droite du PiS, est devenue une spécialiste ? Au moment de fatigue potentielle que tu évoques, un tel langage pourrait-il gagner politiquement ?*

Andrzej Leder : Il en effet très intéressant que, malgré la force de la propagande russe et du nationalisme polonais, la mobilisation anti-ukrainienne ne fonctionne pas et que le soutien électoral à la Konfederacja (5) diminue, atteignant le seuil qui ne permet plus d'avoir des élus.

C'est aussi déroutant que le fait que l'Ukraine soit aujourd'hui devenue une nation avant tout politique : un président juif, des soldats ukrainophones et russo-phones dans la même tranchée. Il s'agit d'un signal supplémentaire que les sociétés d'Europe de l'Est connaissent une transformation, bien que celle-ci soit insaisissable au point que nous ne parvenons pas encore à la décrire correctement.

Jakub Majmurek : *Pourrait-elle servir à l'extrême droite ? Surtout si elle est accompagnée par des prix abusifs et la peur d'une guerre avec la Russie ?*

Andrzej Leder : Je pense qu'il existe encore une autre source à ce réflexe masqué de venir en aide : les Polonais peuvent enfin se sentir tels des Européens occidentaux au cours de notre état de guerre (6). Car les chars n'ont pas été envoyés sur nous, notre situation est meilleure et nous pouvons aider dans une certaine mesure ceux qui sont « *du mauvais côté des barbelés* » et font face aux chars. La peur éternelle de la Russie, du moins chez certains d'entre nous, est atténuée par la conviction que nous faisons enfin partie de l'Occident et que les Moscovitaires n'attaqueront pas un pays membre de l'UE et de l'Otan. D'autant plus que les politiciens américains les plus haut placés continuent

4. Roman Dmowski (1864-1939) fut un idéologue et un politicien nationaliste réactionnaire, fondateur du Parti national-démocrate (*Endecja*). La droite polonaise idéalise son histoire, alors que sa vision de l'indépendance de la Pologne, alors occupée par l'empire tsariste, consistait dans une alliance avec le tsar et qu'il s'est opposé à la révolution de 1905 et aux projets nationalistes d'insurrection indépendantiste.

5. Konfederacja Wolność i Niepodległość (Confédération Liberté et Indépendance) est un parti d'extrême droite, fondée en 2019 par la fusion d'organisations national-catholiques, libertariennes, monarchistes et fascisantes plus petites. Il dispose de 11 députés (sur 460). Plusieurs de ses dirigeants ont récemment fait des discours considérés comme soutenant Poutine.

6. L'état de guerre a été instauré le 13 décembre 1981 pour mettre fin à la révolution autogestionnaire antibureaucratique polonaise de 1980-1981.

de venir en Pologne et que l'armée russe ne se porte pas si bien en Ukraine. Cela réduit la peur, alors qu'au début de la guerre on pouvait la ressentir.

Jakub Majmurek : *Revenons à la question de l'extrême droite : est-ce que son offre politique, jouant la carte anti-ukrainienne, pourrait avoir des conséquences inverses lorsqu'il y aura de plus en plus de problèmes liés au séjour à long terme de millions d'Ukrainiens en Pologne ? Existe-t-il un scénario possible d'un score électoral à deux chiffres de Konfederacja sur la base d'une telle politique ?*

Andrzej Leder : Jusqu'à présent, aucun sondage n'en témoigne, bien que cela fasse plus de trois mois que la guerre a commencé. Si quelqu'un profite de la situation de guerre, c'est probablement le PiS lui-même, bien que le soutien dont il dispose n'augmente pas beaucoup. S'il n'y avait pas la guerre, la baisse du soutien dont il dispose serait probablement plus importante, principalement en raison du prix élevé des denrées alimentaires.

Pour l'instant, Konfederacja est plutôt perdante. Peut-être que l'option pro-russe a été complètement disqualifiée en Pologne et que de plus Kaczyński a réussi à lui voler le cercueil de Dmowski, comme il avait réussi auparavant à s'emparer de celui de Piłsudski (7). Kaczyński dispose désormais des deux cercueils politiques cruciaux, et les utilise selon les besoins. Cela changera-t-il en cas de crise économique vraiment profonde ? Nous ne le savons évidemment pas, car il s'agit d'un phénomène dont les conséquences politiques sont très difficiles à prévoir. Mais les gouvernements en Pologne tombent généralement à cause de la hausse des prix.

Jakub Majmurek : *Certains ont également affirmé que l'afflux d'Ukrainiens mettra enfin fin à l'image d'un État d'une seule nation. Penses-tu une telle transformation possible ? L'imaginaire des Polonais peut-il se modifier de la sorte ?*

Andrzej Leder : Aujourd'hui, près de 10 % des habitants de la Pologne sont des citoyens – ou plutôt des citoyennes – de l'Ukraine. Cependant, beaucoup rentreront chez eux dès que cela sera possible. Nous reviendrons donc probablement à la situation d'avant la guerre – environ 2 millions de résidents ukrainiens. Ils sont là depuis longtemps, mais cela n'a en rien modifié le sentiment des Polonais : ils pensent vivre dans une société mono-ethnique. Car les immigrants économiques, s'ils ne diffèrent pas par la couleur de leur peau, sont à peine visibles, car ne se sentant pas

« chez eux » ils ne revendiquent pas de représentation politique et culturelle. Ce n'est que lorsque la guerre a commencé que l'Ukraine est devenue visible, même dans certains médias.

S'agira-t-il d'un changement durable ? Je ne sais pas. Il est significatif que les femmes et les enfants prédominent. Même si elles restent ici plus longtemps, nous ne savons pas quelle sera la dynamique de création d'une communauté ukrainienne en Pologne, dans quelle mesure elles ne se soumettront pas à la pression de l'assimilation. D'autant plus, que l'aile du parti Droit et Justice qui se réclame de Démocratie nationale aiguisé déjà ses dents à leur égard... On pourrait dire que le ministre Czarnek représente l'option assimilationniste : transformons les enfants ukrainiens en Polonais, faisons-leur passer le baccalauréat sur Mickiewicz (8)... D'autre part, il sera bientôt possible de pousser des Polonais désespérés à s'en prendre aux hôtes venus d'Ukraine au nom du manque des biens essentiels. Ce conflit pourrait utiliser le langage anti-ukrainien, celui des représailles pour la Volhynie (9).

Le modèle d'avant-guerre de stigmatisation des Juifs est également présent ici, il est ancré dans la mémoire collective. Je crains un tel moment. Je crains qu'à un moment donné les réfugiés d'Ukraine pourraient tout simplement se retrouver dans la rue, alors que les discours seront concentrés sur leurs prétendus privilèges. Dans un tel cas, hélas, l'État pourrait leur construire des camps.

Jakub Majmurek : *Peut-être la politique polonaise tournera-t-elle autour de l'interprétation de ce qui s'est passé en Ukraine, de ce qui a donné aux Ukrainiens la force de résister à la Fédération de Russie : non pas l'identité nationale comprise en termes de droite nationaliste mais comme un projet de civilisation et un concept de nation politique ?*

Andrzej Leder : Avant tout, je crois que le conflit qui en découle se produira en Ukraine. Si l'Ukraine gagne cette guerre, si elle parvient à se défendre contre l'assaut russe, Zelenski sera vite sommé de rendre des comptes, comme ce fut le cas pour Lech Wałęsa : on l'accusera d'avoir dansé dans un cabaret, on lui reprochera d'être Juif, d'avoir fait trop peu pour Marioupol, etc. Un tel conflit s'étendra ensuite également à nous.

Jakub Majmurek : *Cela aggravera-t-il les autres conflits ?*

Andrzej Leder : C'est possible. Je pense que, malgré tout, nous nous habituons lentement au fait que la société moderne est conflictuelle, même si nous est difficile de l'admettre. C'est un des éléments de la modernisation. C'est une chose qui nous unit avec nombre de sociétés occidentales. En France, nous voyons un conflit entre les partisans de Le Pen et de Macron, qui en quelque sorte peut être comparé à notre conflit PO-PiS.

Jakub Majmurek : *Maintenant, le bloc de gauche autour de Mélenchon s'ajoute à cela.*

Andrzej Leder : Mais en Pologne il n'y a pas d'option de gauche aussi forte.

Jakub Majmurek : *La gauche polonaise a-t-elle une interprétation des événements récents qu'elle pourrait utiliser pour se renforcer politiquement ?*

Andrzej Leder : On peut essayer de traduire l'expérience de ces derniers mois comme un renouveau de la solidarité sociale et de l'idée de cohésion sociale. Le message sur les biens communs est fondamental : vous ne pouvez pas accueillir trois millions de réfugiés dans un pays si vous ne disposez pas de soins de santé, de transports publics, d'éducation publique et de droits des travailleurs. La gauche pourrait disposer d'un très fort message sur ce terrain.

Jakub Majmurek : *Comment ces derniers mois ont-ils changé l'attitude des Polonais envers l'Occident ? La période 1989-2015 a été une période d'imitation et d'apprentissage. La victoire du PiS en 2015 a remis en question l'utilité d'ap-*

7. Józef Piłsudski (1867-1935) a été un dirigeant du Parti socialiste polonais (indépendantiste), fondateur des Légions polonaises aux côtés des puissances centrales durant la Première Guerre mondiale, chef d'État de 1918 à 1922, organisateur du coup d'État en mai 1926 et créateur du régime autoritaire dit d'assainissement (*Sanacja*), dominé par un Bloc non partisan de collaboration avec le gouvernement (BBWR), qui durera jusqu'à la défaite face à l'agression nazie en 1939.

8. Adam Mickiewicz (1798-1855) est considéré comme le plus grand poète romantique polonais. A. Leder fait ici allusion au ministre de l'Éducation, Przemysław Czarnek (PiS), qui a déclaré que les enfants ukrainiens doivent passer les examens scolaires en polonais...

9. La Volhynie est une région du Nord-Ouest de l'Ukraine, occupée par la Pologne et la Lituanie de 1340 à 1795, puis occupée par la Russie, puis à nouveau par la Pologne (1921-1939). Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, entre 1942 et 1944 dans cette région, la résistance polonaise et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) se sont combattues, exterminant des milliers de civils polonais et de paysans ukrainiens. En Pologne, les historiens nationalistes de droite insistent sur le massacre de Volhynie, estimant jusqu'à 100 000 Polonais exterminés par UPA, omettant ou minimisant les milliers de paysans ukrainiens victimes des milices polonaises.



La marche de l'égalité LGBTQ+, organisée en commun avec Kiev le 25 juin 2022 à Varsovie, a rassemblée des dizaines de milliers de personnes

prendre quoi que ce soit de l'Occident, les autorités voulant au contraire défendre la Pologne contre les menaces venant de là-bas. Le 24 février 2022 deviendra-t-il une date tout aussi symbolique ?

Andrzej Leder : La Pologne est encore très profondément divisée sur la question de son attitude envers l'Occident. Il existe un vaste secteur, représenté par le PiS, qui croit à un déclin de l'Occident et est convaincu que la mission des États catholiques comme la Pologne et la Hongrie est de redonner à l'Occident son âme chrétienne. Il y a aussi un secteur qui croit simplement que nous faisons partie de l'Occident démocratique.

Dans cette partie de la société, en ce qui concerne l'avenir de l'Union européenne, à mon avis, la guerre et la crise énergétique vont renforcer les tendances fédé-

ralistes. Ce constat est étayé par le fait que, depuis trois ou quatre ans, l'Europe se rapproche de plus en plus du fédéralisme. Sans bruit, mais avec constance, car face aux défis mondiaux cela s'avère nécessaire. Elle a également un mandat beaucoup plus important au sein des sociétés européennes, qui expriment de plus en plus la conviction qu'il faut une démocratie à l'échelle européenne. Dans la plupart des pays membres, y compris en Pologne, ce sera une source de conflit. C'est également ce que reconnaissent certains politiciens de droite, comme Ziobro (10), qui jouent sur la polarisation autour de cette question.

Jakub Majmurek : *Penses-tu que cette attitude pro-européenne a une chance de gagner politiquement avec l'interprétation de la guerre en Ukraine qui est déjà présentée par le parti Droit et Justice : l'Ukraine se défend parce que le sentiment national y est fort et il faut le renforcer en Pologne aussi, contre la « pédagogie de la honte » ?*

Andrzej Leder : Je pense qu'à moins d'un renversement complet de la donne, le récit civique-européen l'emportera à long terme, même si le PiS veut manifestement profiter de l'occasion pour développer le sentiment nationaliste en favorisant l'autoritarisme sur la vague du danger de guerre. S'ils remportaient un troisième mandat, nous serions probablement confrontés à un scénario de démantèlement complet des tribunaux et des autres institutions. Jusqu'à présent, ils ne réussissent pas très bien... mais c'est plutôt dû à des raisons externes car Duda (11) mise sur l'Amérique alors que l'administration états-unienne défend TVN (12), pendant que l'UE fait aussi pression...

Jakub Majmurek : *Les expériences de la*

guerre ne conduiront-elles pas l'élite du PiS à changer son attitude à l'égard des valeurs de la démocratie libérale ou du moins de la société civile – dont l'auto-organisation s'est avérée cruciale pour permettre l'accueil des réfugié-es dans les premiers jours qui ont suivi le 24 février ?

Andrzej Leder : Je ne le pense pas. C'est une force qui lutte pour l'instauration d'une dictature clientéliste, dans laquelle le parti distribue le pouvoir et les privilèges à ses partisans. Une force qui veut remplacer les élites. Qui veut la restauration du climat qui régnait en Pologne dans la pire période de l'entre-deux-guerres. Kaczyński voudrait la Pologne telle qu'elle était en fin de période de *Sanacja* (13) : nationaliste, cléricale, hiérarchique, hostile aux minorités, fermée au monde extérieur... Ils ne se soucient de rien d'autre, donc ils ne réviseront rien.

Jakub Majmurek : *Comment ces derniers mois vont-ils changer la Pologne à long terme ?*

Andrzej Leder : Je ne suis pas sûr qu'il y aura des effets à long terme de la mobilisation massive que nous connaissons. Pour en revenir à la comparaison du début, les événements actuels ressemblent beaucoup plus à ceux des inondations de 1997 qu'à ceux de « *Solidarność* ». L'inondation a entraîné une grande mobilisation, mais cette mobilisation a rapidement disparu. Il pourrait en être de même maintenant. Ce qui importe plutôt, ce sont les processus à long terme : le vieillissement de la société, le dépeuplement des campagnes, l'afflux d'immigrants, la sécularisation, l'émergence d'une culture urbaine moderne.

Toutefois, si, effectivement 1,5 ou 2 millions d'Ukrainien·es restaient plus longtemps en Pologne et qu'ils commençaient à se sentir en droit d'être plus présents dans l'espace public, cela pourrait être le début d'une sorte de changement durable et plus profond, à long terme. Je voudrais croire que la dignité que l'Ukraine est en train de gagner pour elle-même aujourd'hui rayonnera également sur sa communauté qui est ici. La Pologne cesserait ainsi d'être aussi mono-ethnique et mono-religieuse, ce qui signifie que nous pourrions voir apparaître tous les avantages et inconvénients qui caractérisent les sociétés plus diverses. Ce serait une richesse, celle de la diversité et des conflits qu'elle suscite. Malgré les apparences, c'est une bonne nouvelle. ■

10. Zbigniew Ziobro est ministre de la Justice depuis 2015 et Procureur général depuis 2016. Membre fondateur du PiS, il a créé en 2012 un parti plus à droite, *Solidarna Polska* (Pologne solidaire), qu'il préside et qui est en coalition gouvernementale avec le PiS depuis 2015. Depuis 2017 il est à l'origine d'une réforme de la Justice, visant à soumettre le pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif, ce qui a conduit l'Union européenne en décembre 2020 à introduire un mécanisme conditionnant au respect de l'État de droit le versement des fonds européens à l'État polonais. Ziobro tente également de faire sortir la Pologne de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).

11. Andrzej Duda, membre du PiS, est depuis 2015 président de la République de Pologne.

12. TVN est une chaîne privée de télévision, libérale et critique de la politique gouvernementale. Le gouvernement du PiS a fait voter une loi visant à l'interdire en tant que télévision possédée à plus de 49 % par le capital étranger. Le 10 août 2021 plusieurs dizaines de milliers de manifestants dans une centaine de municipalités polonaises ont manifesté pour la liberté des médias à la suite de quoi, le président Andrzej Duda a décidé d'opposer son veto à cette loi.

13. *Sanacja* : voir note 6 en p. 28.

L'internationalisme socialiste et la guerre en Ukraine

Par
Rohini Hensman*

Comment les travailleurs du monde entier peuvent-ils se transformer d'une pléthore de groupes menant une multitude de luttes éparses pour leur survie et leur dignité en une force révolutionnaire capable de mettre fin au capitalisme, de gouverner la terre et de prendre en charge la production ? Ils ont d'innombrables tâches à accomplir, mais l'une des plus importantes est de surmonter les divisions entre eux résultant du suprémacisme ethnique et du nationalisme. Depuis les origines, les marxistes ont débattu de cette question, mais elle nous tourmente encore aujourd'hui. La guerre en Ukraine offre une bonne occasion de l'examiner de plus près.

Question nationale et coloniale

Le discours prononcé par Vladimir Poutine le 21 février 2022 n'était en aucun cas son premier maudissant V.I. Lénine, mais il s'agissait peut-être de son attaque la plus soutenue contre Lénine et les bolcheviks qui, selon lui, avaient créé l'État ukrainien « par la sécession, en arrachant des parties des territoires historiques » de la Russie. Il a poursuivi : « Ce sont les idées de Lénine sur une structure étatique essentiellement confédérative et sur le droit des nations à l'autodétermination jusqu'à la sécession qui ont constitué les fondements de l'État soviétique : d'abord en 1922, elles ont été consacrées dans la Déclaration sur l'Union des républiques socialistes soviétiques, puis, après la mort de Lénine, dans la Constitution de l'URSS de 1924. (...) »

« Pour en revenir à l'histoire de la question, je répéterai qu'en 1922, l'URSS a été formée sur le territoire de l'ancien Empire russe. Mais la vie elle-même a immédiatement montré qu'il était tout simplement impossible de maintenir un territoire aussi vaste et complexe, ni de le gouverner en se basant sur les principes



Taras Bilous, militant de Sotsialnyi Rukh et rédacteur de la revue marxiste SpilnielCommons, a rejoint la résistance armée

amorphes, de facto confédéraux, proposés. Ils étaient complètement déconnectés de la réalité et de la tradition historique.

« Il est logique que la Terre rouge et une transition rapide vers une dictature stalinienne, la domination de l'idéologie communiste et le monopole du parti communiste sur le pouvoir, les nationalisations et la planification de l'économie nationale – tout cela a transformé en pratique les principes déclarés mais inapplicables de l'État en une simple déclaration vide de sens, une formalité. En réalité, les Républiques de l'Union n'avaient aucun droit souverain, ils n'existaient tout simplement pas. Dans la pratique, un État strictement centralisé et totalement unitaire a été créé.

« En fait, Staline a pleinement réalisé dans la pratique non pas les idées de Lénine, mais ses propres idées sur l'État. Mais il n'a pas apporté de modifications pertinentes dans les documents fondamentaux, dans la Constitution du pays, il n'a pas révisé formellement les principes léninistes proclamés lors de la construction de l'URSS. Oui, en apparence, cela ne semblait pas nécessaire – sous un régime totalitaire tout a fonctionné comme avant, et extérieurement, cela semblait beau, attrayant et même super-démocratique.

« Et pourtant, il est dommage que les fantaisies odieuses et utopiques inspirées par la révolution, mais absolument destructrices pour tout pays normal, n'aient pas été rapidement expurgées des bases fondamentales, formellement légales, sur lesquelles tout notre État a été construit. Personne n'a pensé à l'avenir, comme cela a souvent été le cas dans notre pays auparavant. » (1)

La connaissance de Poutine de l'histoire de l'empire tsariste n'est pas parfaite : il semble ignorer que le premier État stable en Ukraine a été la Rus' de Kyiv, établie par les Varègues scandinaves, qui se sont installés à Kiev à la fin du IX^e siècle, l'apogée de sa prospérité se situant sous Volodymyr le Grand (980-1015), qui s'est converti au christianisme byzantin, et son fils Iaroslav le Sage. Son existence en tant qu'État est donc antérieure à la création de la grande principauté de Moscou, qui deviendra plus tard l'empire russe. Mais la Rus' de Kyiv a été détruite par l'invasion des Hordes d'or de Batu Khan (petit-fils de Gengis Khan) au XIII^e siècle, et a ensuite été contestée, divisée et dominée par la Lituanie, la Pologne, l'Autriche et la Russie, jusqu'à ce que la majeure partie du territoire soit colonisée par la Russie en 1654. Néanmoins, la culture ukrainienne a connu un renouveau au XIX^e siècle, au cours duquel les partis

* Rohini Hensman est une écrivaine, chercheuse indépendante et militante qui a écrit sur les droits des travailleurs, le féminisme, les droits des minorités et la mondialisation. Ses livres les plus récents sont *Workers, Unions, and Global Capitalism : Lessons from India* (Columbia University Press, 2011) et *Indefensible : Democracy, Counterrevolution, and the Rhetoric of Anti-Imperialism* (Haymarket Books, 2018). Cet article a été publié en anglais le 2 juin 2022 par *Historical Materialism* : <https://www.historicalmaterialism.org/blog/socialist-internationalism-and-ukraine-war>

1. L'original en russe de l'intervention de Vladimir Poutine du 21 février 2022, dont nous avons traduit ces extraits, peut être consulté sur le site web du Kremlin (<http://kremlin.ru/events/president/news/67828>). Une traduction complète, un peu différente de la nôtre, a été publiée le 22 février 2022 par la *Revue politique et parlementaire* : (<https://www.revuepolitique.fr/intervention-du-president-de-la-federation-de-russie/>).

Marxisme

nationalistes et socialistes se sont développés à mesure que l'Ukraine était plus intégrée à l'empire tsariste en tant que fournisseur de blé et de matières premières telles que le charbon et le fer, et en tant que marché pour les produits manufacturés russes (2). La Crimée a été incorporée à l'empire encore plus tard, en 1783. Les Tatars de Crimée constituaient alors la majorité écrasante de la population.

Cependant, sa récapitulation de l'histoire post-révolutionnaire est relativement précise : l'Union soviétique a effectivement été établie sur le territoire de l'Empire russe ; après la guerre civile, Lénine voulait qu'elle soit une union volontaire entre des républiques socialistes soviétiques égales ; Staline a organisé une contre-révolution que Poutine approuve, mais il n'a pas réussi à nettoyer les fondements juridiques de l'État des « *fantaisies odieuses et utopiques inspirées par la révolution* ». Si Staline n'a pas réussi à le faire, c'est peut-être en partie, comme le commente Poutine, parce que « *sous un régime totalitaire tout a fonctionné comme avant* » ; mais une autre raison est qu'il se présentait comme le plus proche camarade de Lénine et son successeur légitime, et ne pouvait donc pas se permettre de contredire Lénine ouvertement.

Poutine nous a rendu service en soulevant la question nationale et coloniale de manière aussi intransigeante, et il vaut la peine d'y revenir pour l'examiner à nouveau. Mais, avant de le faire, un mot d'avertissement. Le débat marxiste sur la question nationale est confus et déroutant, et ce pour deux raisons principales :

2. Orest Subtelyny, *Ukraine: A History* (University of Toronto Press, 1988) pp. 25; 32-41; 75-77; 134-35; 227-35; 268-69. Traduction ukrainienne : *Україна: Історія* (1991, Либідь).

3. « Putin: Soviet collapse a "genuine tragedy" », *NBC News* du 26 avril 2005 : <https://www.nbcnews.com/id/wbna7632057>

4. Eric Blanc, « Anti-imperial Marxism: Borderland socialists and the evolution of Bolshevism on national liberation », *International Socialist Review* n° 100 (2016) : <https://isreview.org/issue/100/anti-imperial-marxism/index.html>

5. « Auschwitz 75th Anniversary : A memoir by Roman Rosdolsky » : <https://ukrainesolidaritycampaign.org/2020/01/27/auschwitz-70th-anniversary-a-memoir-by-roman-rostdolsky/> (l'original de cet article a été publié en 1956 dans le journal des socialistes ukrainiens émigrés *Oberona* et reproduit dans la revue trotskiste ukrainienne de Toronto, *Діалог*, en 1984 : <https://vpered.wordpress.com/2009/12/24/rostdolsky-auschwitz-birkenau/>

6. Roman Rosdolsky, « Friedrich Engels et le problème des peuples "sans histoire" (La question des nationalités dans la Révolution de 1848-1849 à la lumière de la Nouvelle Gazette Rhénane) », <https://www.marxists.org/francais/rostdolsky/works/1948/00/rostdolsky-engels-table.htm>

● Alors que les colonies des puissances impérialistes d'Europe occidentale étaient principalement situées outre-mer, les empires mongol, est-européen et ottoman colonisaient des pays attenants, de sorte qu'il était facile de commettre l'erreur de brouiller la distinction entre l'empire et l'État. Si personne ne penserait que l'Inde fait partie de l'État britannique, lorsque Poutine considère l'Ukraine comme faisant partie de l'État russe, il n'est pas le seul, et ce n'est pas la première fois qu'il le fait. Déjà en avril 2005 il déplorait la désagrégation de l'Union soviétique, qu'il considérait comme la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle, car « *des dizaines de millions de nos concitoyens et compatriotes se sont retrouvés au-delà des frontières du territoire russe* » (3).

● Les termes « *nation* » et « *nationalité* » étaient utilisés pour désigner à la fois un pays entier colonisé par une puissance impériale et ce que nous appellerions aujourd'hui un groupe ethnique, ce dernier pouvant à son tour être fondé sur une communauté religieuse – par exemple les Juifs, qu'ils soient croyants ou non – ou sur une langue et une origine nationale, comme dans le cas des Tchèques, des Hongrois etc. Aujourd'hui encore, des termes tels que « *ethnie* » et « *minorité ethnique* » sont utilisés de manière confuse, car des personnes qui appartiennent au même groupe ethnique pour une raison (par exemple la religion) peuvent appartenir à des groupes ethniques différents pour une autre raison (par exemple la langue ou l'origine nationale). Pour mettre fin à cette confusion, je propose d'utiliser le terme « *ethnicité* » pour désigner toutes ces différences : les caractéristiques physiques telles que la couleur de la peau, l'origine nationale, la communauté linguistique, la communauté/secte religieuse (qu'il s'agisse de croyants ou non), la caste et la tribu. Je qualifierai la discrimination et la violence à l'encontre des personnes en raison de l'une de ces caractéristiques de « *suprémacisme ethnique* », dont le racisme est une sous-catégorie. Il devrait être évident que l'impérialisme présuppose le suprémacisme ethnique : la croyance que le peuple du pays subordonné est en quelque sorte inférieur au peuple de l'État étranger qui le domine.

Il y avait trois positions principales dans le débat. La première a été formulée par ceux qu'Eric Blanc qualifie de « *socialistes frontaliers* » de la périphérie de l'empire : notamment de Pologne, de la Lituanie, de la Lettonie, du Caucase et de l'Ukraine, ainsi que le Bund juif fermement

antisioniste. Tous ces groupes visaient à lier la libération nationale et la lutte contre le suprémacisme ethnique à une orientation de lutte des classes. Par exemple, dans un environnement où de nombreux socialistes adoptaient une attitude ambivalente vis-à-vis de l'antisémitisme, le Bund appelait à une lutte commune des travailleurs juifs et chrétiens contre les pogroms antisémites et s'opposait aux efforts sionistes visant à utiliser les pogroms comme prétexte pour les diviser. En 1900, Lénine a dénoncé les commentaires racistes de Plekhanov sur les Juifs, mais après un pogrom en 1902, Lénine lui-même a dénoncé l'affirmation du Bund selon laquelle l'antisémitisme avait pénétré la classe ouvrière, malgré le fait que les sociaux-démocrates d'Odessa avaient interdit l'adhésion des Juifs afin d'éviter de s'aliéner les travailleurs russes antisémites. Ce n'est qu'en 1903 que le parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR) a adopté une résolution appelant à une lutte résolue contre les pogroms antisémites. Les socialistes frontaliers se sont également opposés au postulat selon lequel, après la révolution, l'État resterait centralisé et le russe continuerait d'être la langue officielle, comme dans l'empire tsariste (4).

Les Juifs ne sont pas le seul groupe ethnique à être confronté au racisme avant et après la révolution. Dans sa monographie sur Engels et les peuples « *non-historiques* », Roman Rosdolsky – principal théoricien du Parti communiste d'Ukraine occidentale (KPZU) et survivant du camp de concentration d'Auschwitz, où il a été incarcéré pour avoir aidé des Juifs (5) – développe une critique de la manière dont cette catégorie a été utilisée par Engels pendant les révolutions de 1848-49 pour désigner certains peuples d'Europe de l'Est comme contre-révolutionnaires par nature et voués à l'extinction. Rosdolsky cite un exemple similaire tiré de la révolution russe, lorsque, dans les villes d'Ukraine en 1918-1919, il n'était pas rare que les gardes rouges abattent les habitants qui parlaient ukrainien en public ou admettaient être Ukrainiens, parce que les membres russes ou russifiés du parti considéraient l'ukrainien comme une langue « *contre-révolutionnaire* ». Seule l'opposition énergique des dirigeants du parti, Lénine et Léon Trotsky, à une telle conduite a permis à la gauche ukrainienne de former une alliance avec les bolcheviks (6). Marko Bojcun décrit lui aussi les interactions complexes entre classe et ethnicité dans son livre *The Workers' Movement and the National Question in Ukraine*

1897-1918 (7).

La position opposée a été défendue par Rosa Luxemburg, qui a fait partie d'une faction minoritaire de socialistes polonais opposés à l'indépendance. Elle critique le neuvième point du programme du POSDR – stipulant que le parti réclame une république démocratique dont la constitution garantirait, entre autres, « que toutes les nationalités formant l'État ont le droit à l'autodétermination » – considérant que cela est « étranger à la position du socialisme marxiste ». Elle était d'accord avec le troisième point du programme (exigeant une large autonomie au niveau local et provincial dans les régions où sont concentrées les communautés ethniques minoritaires), avec le septième point (exigeant l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction de sexe, de religion, de race ou de nationalité) et avec le huitième point (affirmant que les groupes ethniques minoritaires auraient le droit d'utiliser leur langue sur un pied d'égalité avec la langue de l'État dans le cadre des assemblées et dans toutes les fonctions étatiques et publiques). Mais après une longue exégèse historique, elle aborde son principal argument : « Dans la société de classes, il n'y a pas de "nation" en tant qu'entité socio-politique homogène, en revanche, dans chaque nation, il y a des classes aux intérêts et aux "droits" antagonistes. (...) »

« Dans une société ainsi constituée il ne saurait être question d'une volonté collective et unitaire, de l'autodétermination de la "nation". Les mouvements "nationaux" et les luttes pour des "intérêts nationaux" qu'on rencontre dans l'histoire des sociétés modernes sont en règle générale des mouvements de classe de la couche bourgeoise dirigeante qui, le cas échéant et jusqu'à un certain point, peut aussi représenter les intérêts d'autres couches populaires et ce, dans la mesure où elle protège en tant que "intérêts nationaux" des formes progressistes de développement historique et où la classe laborieuse n'est pas encore détachée de la masse du "peuple" conduite par la bourgeoisie, pour devenir une classe politique consciente et indépendante. (...) »

« La social-démocratie est le parti de classe du prolétariat. Sa tâche historique consiste à exprimer les intérêts de classe du prolétariat en même temps que les intérêts du développement révolutionnaires de la société capitaliste qui tendent vers la réalisation du socialisme. La social-démocratie a donc vocation, non pas à réaliser le droit des nations à l'autodétermination mais seulement le droit à l'autodétermina-

tion de la classe ouvrière exploitée et opprimée » (8).

En d'autres termes, Luxemburg ne considérait pas que l'autodétermination nationale contribue de quelque manière que ce soit à l'autodétermination du prolétariat ou à la réalisation du socialisme. Ce n'est pas parce qu'elle soutenait l'oppression impérialiste ou qu'elle sous-estimait l'importance de la démocratie pour la classe ouvrière ; au contraire, déjà en 1900, dans son pamphlet *Réforme ou Révolution*, elle écrivait : « La démocratie est peut-être inutile, ou même gênante pour la bourgeoisie aujourd'hui ; pour la classe ouvrière, elle est nécessaire, voire indispensable. »

« Elle est nécessaire, parce qu'elle crée les formes politiques (auto-administration, droit de vote, etc.) qui serviront au prolétariat de tremplin et de soutien dans sa lutte pour la transformation révolutionnaire de la société bourgeoise. Mais elle est aussi indispensable, parce que c'est seulement en luttant pour la démocratie et en exerçant ses droits que le prolétariat prendra conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques. » (9)

Lénine a commencé avec une position très similaire à celle de Luxemburg, mais, après 1905, il a commencé à se rapprocher de la position des socialistes frontaliers. Dans sa réponse à l'objection de Luxemburg au point 9 du programme, publiée en avril-juin 1914, il précise que le soutien à l'autodétermination nationale ne se fera que dans les cas où il existe des mouvements nationaux démocratiques bourgeois, et souligne qu'en « Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a commencé qu'en 1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie et en Chine, les guerres dans les Balkans, telle est la chaîne des événements mondiaux de notre époque, dans notre "Orient". Et il faut être aveugle pour ne pas voir dans cette chaîne d'événements l'éveil de toute une série de mouvements nationaux démocratiques bourgeois ; de tendances à la formation d'États nationaux, homogènes et indépendants. C'est parce que la Russie et les pays voisins traversent cette époque, et uniquement pour cela, qu'il nous faut dans notre programme un paragraphe relatif au droit des nations à disposer d'elles-mêmes. » (10)

En octobre 1914, dans un discours prononcé à Zurich, il déclarait : « Ce que fut l'Irlande pour l'Angleterre, l'Ukraine l'est devenu pour la Russie : exploitée à l'extrême, sans rien recevoir en retour. Ainsi,

autant les intérêts du prolétariat international en général que ceux du prolétariat russe en particulier, exigent que l'Ukraine reconquière son indépendance étatique qui seule lui permettra d'atteindre le développement culturel indispensable au prolétariat. » (11) Cependant, les bolcheviks n'ont pas développé ces idées en une stratégie cohérente pour les peuples opprimés de l'empire russe, ce qui a entraîné des problèmes évitables pendant la guerre civile. Mais Lénine et Trotsky ont appris de leurs erreurs et, à la fin de 1919, se sont engagés en faveur d'une Ukraine soviétique libre et indépendante. Lénine était également influencé par le jeune bolchevik tatar Mirsaid Sultan-Galiev, qui soutenait que la révolution dans les pays impérialistes occidentaux ne pouvait réussir que si elle était liée aux révolutions dans leurs colonies à l'Est (12).

Par contraste avec la centralisation complète du pouvoir dans l'empire tsariste et la russification de ses colonies, une série de traités en 1920-21 a reconnu l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Finlande et la Pologne comme des États indépendants. La Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan devinrent des républiques socialistes soviétiques indépendantes. Dans les petites enclaves ethniques minoritaires, l'autonomie locale et régionale et le développement linguistique et culturel ont été encouragés. Le 30 décembre 1922, le premier

7. Marko Bojcum, *The Workers' Movement and the National Question in Ukraine 1897-1918* (Brill Publishers, Leiden 2021). L'introduction peut être consultée sur : <https://www.historicalmaterialism.org/blog/workers-movement-and-national-question-ukraine-1897-1918-introduction>

8. Rosa Luxemburg, *La question nationale et l'autonomie*, Le Temps des Cerises 2001, pp. 47, 48, 51.

9. Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution*, « II-3 La Conquête du pouvoir politique » : https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1898/r_ou_r2_3.html

10. V. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Œuvres*, tome 20, pp. 428-429, Éditions sociales & Éditions en langues étrangères, Paris-Moscou 1959.

11. Ce discours ne se trouve pas dans les *Œuvres complètes* de Lénine. Il a été rapporté par la presse de l'époque. Voir R. Serbyn, « Lénine et la question ukrainienne en 1914 : le discours séparatiste de Zurich », *Pluriel-Débat* n° 25, 1981. Voir sur ce sujet : Zbigniew Kowalewski, « La conquête de l'Ukraine et l'histoire de l'impérialisme russe », *Inprecor* n° 695/696 de mars-avril 2022, ainsi que Zbigniew Kowalewski, « L'indépendance de l'Ukraine : préhistoire d'un mot d'ordre de Trotsky », *Quatrième Internationale* n° 32/33 de mai-juillet 1989 (reproduit dans *Inprecor* n° 611 de janvier 2015).

12. Rohini Hensman, *Indefensible : Democracy, Counter-Revolution and the Rhetoric of Anti-Imperialism* (Haymarket Books, Chicago 2018), pp. 59-61.

Marxisme

congrès des soviets de l'Union des républiques socialistes soviétiques a approuvé le traité sur la formation de l'Union des républiques socialistes soviétiques, qui incluait le droit à l'autodétermination jusqu'au droit de faire sécession (13).

Avant d'évaluer les positions dans ce débat, une autre clarification est nécessaire. Dans la deuxième partie sur « l'impérialisme » de son ouvrage *Les origines du totalitarisme*, Hannah Arendt se lamente : « Que ce fut sous la forme nouvelle d'une nouvelle république ou sous celle d'une monarchie réformée, l'État avait hérité comme sa fonction suprême la protection de tous les habitants de son territoire sans considération de nationalité, et il était supposé fonctionner comme institution juridique la plus haute. Le drame de l'État-nation fut que la conscience nationale naissante du peuple vint interférer avec ces fonctions. Au nom de la volonté du peuple, l'État a été contraint de ne reconnaître pour citoyens que les "nationaux", de ne garantir la pleine jouissance des droits civiques et politiques qu'à ceux qui appartenaient à la communauté nationale par droit d'origine et fait de naissance. Ce qui signifiait que l'État se transformait partiellement d'instrument de la loi en instrument de la nation. » (14)

« Nation » et « nationalité » signifient ici « groupe ethnique » et « ethnicité », et la distinction qu'Arendt établit est entre l'État en tant que garant de l'égalité devant la loi et l'État en tant qu'instrument du groupe ethnique dominant, qui peut refuser les pleins droits civiques et politiques aux autres groupes. C'est en effet inévitable si l'État est lié à une communauté ethnique particulière. Au mieux, les personnes issues d'ethnies subalternes deviennent des citoyens de seconde zone souffrant de discrimination et d'exclusion, au pire, elles peuvent être soumises au nettoyage ethnique ou au génocide. Il s'agirait, par définition, d'un État sans droits égaux pour tous,

13. Urs W. Saxer, « The Transformation of the Soviet Union: From a Socialist Federation to a Commonwealth of Independent States », *Loyola of Los Angeles International and Comparative Law Review*, Vol. 14 n° 3, 7.1.1992, pp. 581-715 : <https://digitalcommons.lmu.edu/cgi/viewcontent.cgi?referer=&httpsredir=1&article=1251&context=ilr>

14. Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme – L'Impérialisme*, Fayard, Paris 1982, pp. 181-182 : <http://tankona.free.fr/arendt1982.pdf>

15. Rohini Hensman, « Marx and Engels on Socialism and How to Achieve It: A Critical Evaluation », dans Gregory Smulewicz-Zucker et Michael J. Thompson (eds.) *An Inheritance for Our Times : Principles and Politics of Democratic Socialism*, OR Books, New York 2020, pp. 131-147.



et par conséquent pas d'une république démocratique. L'union des travailleurs dans les luttes anticapitalistes se heurterait au même genre de problèmes que ceux rencontrés en Afrique du Sud sous l'apartheid. Bien sûr, le suprémacisme ethnique peut être endémique même dans une république démocratique, mais le fait de lui donner force de loi dans l'État le rend exponentiellement plus difficile à combattre.

Pour en revenir au débat, il est important de commencer par les positions que tous les participants partagent. Tous sont des marxistes internationalistes, qui savent que le capitalisme est mondial et ne peut être vaincu que par les travailleurs du monde entier. Ils sont également d'accord sur le fait que la classe ouvrière a besoin de la démocratie pour développer la capacité de mener à bien une transformation socialiste de la société, une position partagée par Marx et Engels si l'on procède à une analyse attentive de leurs écrits sur le sujet (15). Il est tout à fait clair que Luxemburg s'oppose à ce que l'État des nations opprimées soit lié à un groupe ethnique, mais, si nous lisons attentivement, il est clair que les socialistes des régions frontalières et Lénine aussi soutiennent que « l'autodétermination nationale » n'a de sens que lorsque le peuple d'un pays entier, dans toute sa diversité, lutte pour se libérer de l'oppression d'un État impérialiste. Ils sont tous d'accord pour dire que là où il y a des enclaves de communautés minoritaires, celles-ci devraient avoir une égalité juridique totale avec la communauté majoritaire, jouir de droits linguistiques et culturels, et des droits à l'autonomie locale et régionale conformément aux autres points du programme social-démocrate. Il y a donc une grande zone de chevau-

chement entre les trois partis.

Luxemburg a bien entendu raison de considérer le nationalisme comme une idéologie bourgeoise, qui affirme que tous les membres de la nation ont des intérêts communs – définis par la bourgeoisie – qui prédominent les intérêts des travailleurs de la nation communs avec les travailleurs d'autres pays. Ce qui distingue sa position des deux autres est son hypothèse selon laquelle les classes ouvrières des États impérialistes et des États colonisés peuvent s'unir dans la lutte contre le capitalisme sans déraciner l'impérialisme et établir l'indépendance des colonies. Elle ne se rend pas compte que le suprémacisme ethnique dans les pays impérialistes est trop souvent partagé non seulement par des sections de la classe ouvrière, mais même par des socialistes ou des communistes autoproclamés, et qu'il ne peut être remplacé par le respect du protagonisme et du potentiel révolutionnaire des peuples coloniaux que lorsqu'ils ont gagné leur liberté. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'indépendance nationale est donc une étape nécessaire sur la voie de l'internationalisme socialiste.

Ce débat révèle que le dépassement du nationalisme et du suprémacisme ethnique dans la classe ouvrière en vue de réaliser l'internationalisme socialiste n'est pas un simple procédé, en aucun cas. L'opposition à tous les impérialismes et le soutien aux luttes de libération nationale en sont une partie essentielle. La lutte contre le suprémacisme ethnique dans tous les pays impérialistes en est un corollaire évident. Mais qu'en est-il du nationalisme des peuples opprimés ? Il convient ici de tracer une ligne de démarcation entre les luttes visant à établir des démo-

craties inclusives dans les anciennes colonies, que les socialistes devraient soutenir parce qu'elles offrent les conditions dans lesquelles les travailleurs peuvent développer la capacité de mener à bien une transformation socialiste de la société, et les tentatives de certaines élites coloniales de monopoliser l'État au nom de leurs propres groupes ethniques après l'indépendance, que les socialistes ne devraient pas soutenir parce qu'elles créent d'énormes obstacles à la solidarité de la classe ouvrière, non seulement avec les travailleurs d'autres pays, mais même avec les travailleurs d'autres groupes ethniques dans leur propre pays. Ce qui rend les choses encore plus compliquées, c'est le fait que le nationalisme inclusif et le nationalisme ethnique sont souvent enchevêtrés (16). Rosdolsky a certainement raison lorsqu'il écrit que « de même que le mouvement ouvrier ne peut être socialiste ou révolutionnaire de prime abord, de même il n'est pas internationaliste de naissance. (...) Bien loin "d'être par nature exempt de préjugés nationaux", le prolétariat de chaque pays est obligé de mener une bataille harassante pour faire sienne l'attitude internationaliste que les intérêts généraux, historiques de sa classe exigent. » (17) Ce qui rendait cette question particulièrement importante pour Rosdolsky – et qui reste tout aussi important pour nous aujourd'hui – c'est le potentiel du suprémacisme ethnique de devenir un fascisme lorsqu'il est combiné à l'autoritarisme.

De Staline à Poutine

Il y a eu un vaste débat marxiste sur la caractérisation de l'État et des relations de production en URSS sous Staline, mais beaucoup moins sur l'impérialisme et le racisme. Pourtant, c'était l'une des plus grandes préoccupations de Lénine lorsqu'il a écrit *La question des nationalités ou de l'autonomie*, qui faisait partie de ce qu'on a appelé son *Dernier testament*. Après avoir exprimé son angoisse à l'idée qu'Orjonikidze, l'un des proches collaborateurs de Staline, ait frappé un communiste géorgien qui n'était pas d'accord avec les plans visant à mettre fin au statut indépendant de la Géorgie, il poursuit, « il est tout à fait naturel que "la liberté de sortir de l'union" qui nous sert de justification, apparaisse comme une formule bureaucratique incapable de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gredin et de cet oppresseur (...). Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de

Staline et son goût pour l'administration, ainsi que par son irritation contre le fameux "social-nationalisme". L'irritation joue généralement en politique un rôle des plus désastreux. (...)

« Ici se pose une importante question de principe : Comment concevoir l'internationalisme ?

« J'ai déjà écrit dans mes ouvrages sur la question nationale qu'il est tout à fait vain de poser dans l'abstrait la question du nationalisme en général. Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation.

« Par rapport au second nationalisme, nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous rendons presque toujours coupables, à travers l'histoire, d'une infinité de violences, et même plus, nous commettons une infinité d'injustices et d'exactions sans nous en apercevoir. » [Il poursuit en citant les épithètes racistes par lesquelles on insulte les Ukrainiens, les Géorgiens et les non-Russes en général].

« Et je crois qu'ici nous avons, en ce qui concerne la nation géorgienne, l'exemple typique du fait qu'une attitude vraiment prolétarienne exige que nous redoublions de prudence, de prévenance et d'accommodement. Le Géorgien [Staline] qui considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de "social-nationalisme", (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique "social-national", mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien-là porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe, car il n'est rien qui en retarde le développement et la consolidation comme l'injustice nationale » (18)

La nécessité de se mobiliser contre les impérialistes de l'Ouest, qui défendent le monde capitaliste, est une chose. Il n'y a aucun doute à ce sujet et il serait superflu pour moi de dire que je l'approuve inconditionnellement. C'en est une autre lorsque nous tombons nous-mêmes... dans des attitudes impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, sapant ainsi toute sincérité de nos principes, toute notre défense principielle de la lutte contre l'impérialisme. Mais le futur de l'histoire du monde verra le jour lorsque les peuples opprimés par l'impérialisme se réveilleront enfin et quand commencera la longue et dure lutte décisive pour leur libération.

Le dernier testament de Lénine, dicté alors qu'il souffrait des séquelles de deux attaques cérébrales, a été étouffé par

Staline, ce qui n'est pas surprenant puisque, entre autres choses, il recommande la révocation de Staline comme secrétaire général. Ce qui en ressort, c'est (a) le souci de Lénine qu'il n'y ait aucune base pour des allégations de deux poids deux mesures dans la domination de l'Union soviétique sur ses propres colonies tout en préconisant la libération des colonies occidentales, et (b) sa véritable horreur du comportement impérialiste et raciste des Russes et des coloniaux russifiés comme Staline et Orjonikidze envers les non-Russes. Il utilise un terme mémorable – « chauvinisme grand-russe », qui, d'après le contexte, ressemble à la version russe du suprémacisme blanc – et renvoie à Staline l'étiquette qu'il utilise pour persécuter les socialistes des régions frontalières – « socialiste nationaliste », c'est-à-dire un nationaliste prétendant être socialiste – et l'accuse d'être une brute raciste (Grand-Russe).

Les appréhensions de Lénine étaient fondées. Après sa mort en janvier 1924 et un bref interrègne, Staline concentre le pouvoir absolu entre ses mains, extermine le reste de la direction bolchevique, écrase toute dissidence et lance des assauts génocidaires contre les peuples coloniaux de l'empire russe, russifiant une fois de plus leurs pays et les plaçant sous la domination de Moscou. Les protocoles secrets du pacte Hitler-Staline, signés par Ribbentrop et Molotov le 23 août 1939, font effectivement de Staline un collaborateur des nazis, qui fournit aux nazis de la nourriture et des matières premières en échange du feu vert pour recoloniser la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et une partie de la Pologne. Il n'a pris fin que lorsque Hitler l'a abrogé en envahissant l'Union soviétique le 22 juin 1941. Les accords de Yalta d'après-guerre lui ont permis d'instaurer des régimes dominés par Moscou en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en

16. Le Sri Lanka, anciennement Ceylan, est un exemple de nationalisme ethnique dans une ancienne colonie, qui a conduit à une guerre civile dévastatrice et à la décimation d'un mouvement ouvrier autrefois fort (voir Rohini Hensman, « Post-war Sri Lanka : Exploring the path not taken », *Dialectical Anthropology* n° 39, 2015, pp. 273-293).

17. Roman Rosdolsky, « Friedrich Engels et le problème des peuples "sans histoire" (La théorie des nationalités de la Nouvelle Gazette Rhénane) » : <https://www.marxists.org/francais/rosdolsky/works/1948/00/rosdolsky2-8.htm>

18. V.I. Lenin, 1922 « La question des nationalités ou de l'"autonomie" », *Œuvres*, tome 36, pp. 618-624, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1922/12/vil19221231.htm>

Marxisme

Bulgarie, en Albanie et, plus tard, en Allemagne de l'Est. L'État totalitaire de Staline, qui dirigeait la Russie et ses colonies, se distinguait non seulement par son extrême brutalité, mais aussi par une guerre systématique contre la vérité, analogue à l'utilisation par les nazis du gros mensonge répété à l'infini (19).

Il y a dans tout cela une convergence indéniable avec le fascisme, comme le souligne Hannah Arendt dans *Les origines du totalitarisme*. En effet, Staline a commencé à collaborer avec les nazis avant même la signature du pacte Molotov-Ribbentrop, envoyant des centaines de communistes se faire incarcérer et tuer par les nazis tout en tuant lui-même des milliers d'entre eux (20). Snyder décrit comment Staline a couvert sa collaboration avec Hitler en prétendant que la « Grande guerre patriotique », comme il l'appelait, avait commencé en 1941, et a dissimulé le fait que les civils juifs – moins de 2 % de la population soviétique alors que les Russes en représentaient plus de la moitié – ont été tués en plus grand nombre que les civils russes, donnant ainsi l'impression que les Russes étaient les principales victimes des nazis. À partir de 1948, les Juifs soviétiques ont été dénoncés comme des « nationalistes juifs » et des « cosmopolites sans racines », rétrogradés, arrêtés, envoyés au Goulag, torturés et exécutés (21). En fait, les nazis parlaient des Ukrainiens en termes racistes, disant qu'ils devaient être traités comme des « Afrikaners » ou des « Nègres », par analogie avec les États-Unis ; pendant leur occupation, « quelque 3,5 millions d'habitants de l'Ukraine soviétique – civils – ont été victimes de la politique d'extermination allemande entre 1941 et 1945. En plus de ces 3,5 millions, environ 3 millions

d'Ukrainiens, habitants de l'Ukraine soviétique, sont morts en tant que soldats de l'Armée rouge ou indirectement à cause de la guerre » (22). Ces chiffres ne comprennent pas les Ukrainiens – y compris les Juifs ukrainiens comme le grand-père de Volodymyr Zelensky – qui ont combattu les nazis et survécu à la guerre. En d'autres termes, les Ukrainiens soviétiques étaient la cible de l'extermination nazie et ont également joué un rôle disproportionné dans la lutte contre les nazis, mais ces faits ont été dissimulés par le préjugé selon lequel « Soviétique » signifiait « Russe ».

Cependant, l'idéologie que Staline arborait en public était le léninisme. Il s'agissait d'une version déformée – par exemple, il a déclaré que l'Union soviétique était un État socialiste, alors que Lénine pensait que le socialisme ne pouvait être établi qu'au niveau international – mais, comme Poutine s'en est plaint, il a conservé dans la Constitution quelques éléments de la politique léniniste, comme le droit à l'autodétermination. Cela était nécessaire pour établir sa prétention à être l'héritier légitime de Lénine. En outre, si Staline et ses successeurs ont conservé une mainmise sur les colonies russes et ont même envahi et occupé l'Afghanistan en 1979, ils ont pu se faire passer pour des anti-impérialistes en soutenant les luttes de libération dans les pays colonisés par l'impérialisme occidental, gagnant ainsi en influence dans ces pays. Il serait donc inexact de qualifier le régime stalinien de fasciste, même s'il partageait de nombreuses caractéristiques avec le fascisme.

Khrouchtchev et Brejnev se sont eux aussi servis de Lénine pour renforcer leurs prétentions au leadership, mais contrairement à eux, Mikhaïl Gorbatchev était un bon connaisseur de Lénine, tentant d'aligner ses propres politiques de démocratisation par la *glasnost* (ouverture) et la *perestroïka* (restructuration) de la société soviétique sur le Lénine révolutionnaire, le Lénine qui recherchait la vérité, l'internationaliste qui encourageait le développement des langues et des cultures des peuples soviétiques, et le Lénine qui était prêt à tirer les leçons de ses erreurs passées et à les corriger (23). Gorbatchev a retiré les forces soviétiques d'Afghanistan et n'est pas intervenu lors de la chute du mur de Berlin. Il a élaboré un traité pour une Union soviétique plus égalitaire et démocratique, mais deux jours avant sa signature, des partisans de la ligne dure ont organisé un coup d'État contre lui, l'ont assigné à résidence et ont coupé ses communications. Il y a eu une opposition populaire massive

au coup d'État et Boris Eltsine s'est placé à la tête de celle-ci. Le coup d'État a échoué et Gorbatchev a été libéré, mais mis à l'écart par Eltsine, qui a présidé à la désintégration de l'Union soviétique en quinze républiques indépendantes, dont la Fédération de Russie (24).

Eltsine a choisi Poutine pour lui succéder en 1999, à une époque où sa propre popularité était très faible et où Poutine était le puissant mais inconnu directeur du FSB. La façon dont Poutine a gagné en popularité est toujours actuelle. La Fédération de Russie compte encore des colonies en son sein ; l'une d'elles est la Tchétchénie, qui a déclaré son indépendance en novembre 1991. Les troupes russes l'ont envahie en 1994 et, lors d'une opération dirigée par le FSB, ont bombardé la capitale Grozny et tué le président élu, mais la résistance de la guérilla s'est poursuivie. Le nouveau président élu a signé un accord de paix avec Eltsine, reportant la détermination du statut de la Tchétchénie. En 1999, une série d'attentats à la bombe dans des appartements de Moscou a été attribuée à des terroristes tchétchènes, mais il s'est avéré par la suite qu'ils ont été orchestrés par le FSB ; ils ont servi de prétexte à une « guerre contre le terrorisme » impitoyable contre les civils tchétchènes, comprenant la torture, le viol systématique et le meurtre de masse, l'assassinat du deuxième président élu et l'instauration d'une dictature fantoche brutale alliée à Poutine. Cette action s'est accompagnée d'une répression contre les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes d'investigation en Russie même, tandis que les témoins et les enquêteurs des attentats à la bombe dans les appartements étaient assassinés un par un (25). Poutine a rapidement entrepris de reconstruire un État autoritaire, nommant d'anciens alliés du KGB et de l'armée aux services de sécurité et élargissant leurs attributions, réécrivant les règles pour se donner le pouvoir de nommer et de révoquer les juges, et obtenant de nouveaux pouvoirs pour révoquer et nommer les gouverneurs et dissoudre les assemblées législatives régionales, jusqu'à ce que « les services de sécurité répondent uniquement au Kremlin. Et au sommet de ce nouveau pouvoir vertical se trouvait Vladimir Poutine » (26).

Le scénario tchétchène a été répété en Syrie après que Poutine eut rejoint la guerre dans ce pays en septembre 2015, la seule différence étant que l'allié brutal de Poutine – Bachar el-Assad – était déjà au pouvoir mais risquait d'être renversé par

19. Rohini Hensman, *Indefensible*, op.cit. pp. 35–37, 63.

20. Alex de Jong, « Stalin handed hundreds of communists over to Hitler », *Jacobin*, 22 août 2021, <https://www.jacobinmag.com/2021/08/hitler-stalin-pact-nazis-communist-deportation-soviet>

21. Timothy Snyder, *Bloodlands : Europe Between Hitler and Stalin*, Penguin Random House, London 2010, pp. 339-351, 363-368.

22. Timothy Snyder, « Germans must remember the truth about Ukraine – for their own sake », *Eurozine*, 7 juillet 2017 <https://www.eurozine.com/germans-must-remember-the-truth-about-ukraine-for-their-own-sake/>

23. Christopher Smart, « Gorbachev's Lenin: The myth in service to "Perestroika" », *Studies in Comparative Communism*, vol. 23, n° 1 (Spring 1990), pp. 5-21.

24. Bridget Kendall, « New light shed on anti-Gorbachev coup », *BBC News*, 18 août 2011 : <https://www.bbc.com/news/world-europe-14560280>

25. Rohini Hensman, *Indefensible*, op. cit. pp. 66-71.

26. Chris Miller, *Putinomics : Power and Money in Resurgent Russia*, University of North Carolina Press, Chapel Hill 2018, pp. 26–27.



un soulèvement démocratique (27). Et cela nous donne un indice de ce à quoi Poutine faisait référence lorsqu'il a cité les paroles d'une chanson punk-rock, « *La Belle au bois dormant dans un cercueil* », pour dire aux Ukrainiens : « *Que tu le veuilles ou non, supporte-le, ma beauté* » (28). Le sort de la Tchétchénie est ce qu'il a prévu pour l'Ukraine lorsque ses forces armées l'ont envahie et se sont dirigées directement vers Kiev en 2022. Outre Assad, Poutine soutient également le dictateur de droite Daniel Ortega au Nicaragua, en échange de l'accueil par son régime d'un système de surveillance par satellite pour la collecte de renseignements, ainsi que de la libre utilisation de ses ports (29). Ses paramilitaires Wagner ont travaillé et commis des crimes de guerre aux côtés du dictateur en puissance Khalifa Haftar en Libye (30) et se sont implantés en Afrique subsaharienne de manière importante, soutenant des dictateurs autoritaires et des coups d'État militaires et commettant d'horribles violations des droits de l'homme en échange de concessions d'extraction d'or et de diamants à une société russe liée (31). Lorsqu'elles sont mises en œuvre par l'Occident, la gauche a qualifié à juste titre de telles pratiques d'impérialisme.

Contrairement à Staline, qui dissimulait sa contre-révolution derrière la rhétorique du léninisme, Poutine veut se débarrasser de tout l'héritage de la révolution russe et des « *fantasmes odieux et utopiques qu'elle a inspirés* ». Staline se reconnaissait dans Ivan le Terrible, le tsar qui a étendu l'empire russe et concentré le pouvoir absolu entre ses mains, et a ordonné à Sergei Eisenstein de réaliser un film sur lui ; mais il était furieux qu'Eisenstein dépeigne les oprichniks d'Ivan – que Staline considérait comme l'équivalent de sa propre police secrète – comme ressem-

blant au Ku Klux Klan, l'incarnation du fascisme américain (32). En revanche, Poutine, qui se reconnaît dans Ivan le Terrible et lui a construit une statue (33), n'a aucun problème à se lier au Ku Klux Klan et à d'autres néofascistes aux États-Unis (34) ; en effet, comme le documente Anton Shekhovtsov, il a des liens avec des néofascistes dans toute l'Europe (35). Shekhovtsov décrit cela comme un « *mariage de convenance* », mais l'alignement est bien plus profond. Rafia Zakaria souligne que « *la nation russe de Poutine est... centrée sur la supériorité de l'ethnie russe blanche et slave* » et approuve la discrimination, les discours de haine et la violence contre les minorités ethniques et les immigrants. Elle conclut qu'il « *existe des parallèles directs entre les efforts déployés par Poutine pendant des décennies pour élever les Russes blancs au rang de leaders de son ordre mondial et la poursuite par Hitler d'idées similaires de pureté raciale pour réaliser sa propre "grande nation"* » (36). La différence est que Poutine ne cherche à exterminer les minorités ethniques que si elles résistent à la soumission.

La ressemblance avec l'idéologie d'Hitler n'est pas accidentelle : Poutine est un admirateur du philosophe fasciste russe antibolchevique Ivan Ilyin, qui décrivait la « *qualité spirituelle* » des Russes comme résidant dans leur amour pour « *Dieu, la patrie et le vozhd [chef suprême] national* », et qui, en 1933, écrivait que « *l'esprit* » du « *national-socialisme allemand* » l'alignait « *sur le fascisme italien* » et sur « *l'esprit du mouvement blanc russe également* » (37). Le conseiller de Poutine, Alexandre Douguine, a élaboré la stratégie d'Ilyine pour l'État russe post-soviétique dans son livre de 1997 intitulé *Fondamentaux de géopolitique : l'avenir*

géopolitique de la Russie, qui est devenu une lecture obligatoire à l'Académie d'état-major général et dans d'autres établissements d'enseignement. Il y préconise la recréation d'un vaste empire eurasien [l'Empire tsariste/URSS] dans lequel les Russes ethniques chrétiens orthodoxes occuperaient une position privilégiée, et expose un plan pour surmonter « *l'atlantisme* » et établir une domination mondiale, dont certaines parties ont connu un succès surprenant. Il s'agit notamment de déstabiliser les États-Unis en soutenant les « *groupes extrémistes, racistes et sectaires* » en leur sein et en soutenant simultanément les « *tendances isolationnistes* » [Trump] ; l'expansion eurasienne en Amérique latine ; l'absorption des Balkans, en particulier la Serbie et la « *Bosnie serbe* » ; séparer la Grande-Bretagne du reste de l'Europe [Brexit] et « *finlandiser* »

27. Jackson Diehl, « Putin is going by a familiar playbook in Syria », *Business Insider*, 12 octobre 2015 : <https://www.businessinsider.com/putin-is-going-by-a-familiar-playbook-in-syria-2015-10?IR=T>

28. Michele A. Berdy, « A Russian Sleeping Beauty », *The Moscow Times*, 11 février 2022. <https://www.themoscowtimes.com/2022/02/11/a-russian-sleeping-beauty-a76338>

29. Octavio Enriquez, « Ortega, the "anti-imperialist", surrenders to Russian interests », *Confidencial*, 1 mars 2022. <https://www.confidencial.com.ni/english/ortega-the-anti-imperialist-surrenders-to-russian-interests/>

30. Al-Monitor Staff, « Intel : EU sanctions suspected head of Russia's Wagner paramilitary group », *Al-Monitor*, 15 octobre 2020 : <https://www.al-monitor.com/originals/2020/10/eu-sanction-russia-wagner-yevgeniy-prigozhin.html>

31. Peter Fabricius, « Wagner's dubious operations in CAR and beyond », *Institute for Security Studies*, 21 janvier 2022 : <https://issafrica.org/iss-today/wagners-dubious-operations-in-car-and-beyond>

32. Alexey Timofeychev, « "Disgusting thing !" Why Stalin couldn't accept Eisenstein's sequel of "Ivan the Terrible" », *Russia Beyond*, 9 janvier 2018 : <https://www.rwth.com/history/327217-ivan-terrible-stalin-eisenstein>

33. Howard Amos, « Russia falls back in love with Ivan the Terrible », *Politico*, 31 octobre 2016 : <https://www.politico.eu/article/russia-falls-back-in-love-with-ivan-the-terrible-statue-monument-oryol/>

34. Natasha Bertrand, « "A model for civilization": Putin's Russia has emerged as "a beacon for nationalists" and the American alt-right », *Business Insider*, 10 décembre 2016 : <https://www.businessinsider.in/politics/a-model-for-civilization-putins-russia-has-emerged-as-a-beacon-for-nationalists-and-the-american-alt-right/articleshow/55913352.cms>

35. Anton Shekhovtsov, « The Kremlin's marriage of convenience with the European far right », *OpenDemocracy*, 28 avril 2014 : <https://www.opendemocracy.net/en/odr/kremlins-marriage-of-convenience-with-european-far-right/>

36. Rafia Zakaria, « White Russian Empire: The racist myths behind Vladimir Putin's power grabs », *The Forum*, 10 mars 2022. <https://www.aapf.org/theforum-white-russian-empire>

37. Anton Barbashin, « Ivan Ilyin : A fashionable fascist », *Riddle*, 20 avril 2018 : <https://riddle.io/en/ivan-ilyin-a-fashionable-fascist/>

Marxisme

le reste avec une utilisation stratégique des ressources en matières premières de la Russie [pétrole, gaz] ; former une « Grande Alliance » avec l'Arménie, l'« Empire d'Iran » et la Libye pour contrer l'Arabie saoudite et surtout la Turquie, qui devrait être déstabilisée en encourageant les minorités comme les Kurdes (qu'il qualifie d'« aryens » comme les Arméniens et les Iraniens) à se rebeller [liens avec le PKK]. L'Inde et le Japon sont considérés comme des alliés dans les efforts de la Russie pour contenir la

Chine : la moins réussie des recommandations de Douguine (38).

Dans sa quête de « Dieu », Poutine a choisi le patriarche fondamentaliste Kirill de l'Église orthodoxe russe, adoptant une législation misogyne et anti-LGBT+ conforme à ses vues. Il est évident que de telles idées ont fait de Poutine une icône pour les suprématistes blancs et les fondamentalistes chrétiens aux États-Unis et en Europe : il partage le rejet par l'extrême droite de la démocratie, du socialisme et du féminisme (39). Dans une présentation en ligne, le socialiste russe Ilya Budraitskis a affirmé que les fascistes du XX^e siècle avaient besoin d'un mouvement de masse pour écraser un mouvement ouvrier fort et des partis sociaux-démocrates populaires avant de pouvoir s'emparer du pouvoir d'État, et qu'ils pouvaient donc être qualifiés de « fascisme par le bas ». En revanche, Poutine a pu accéder au pouvoir par le biais d'élections, puis transformer l'État en sapant les institutions démocratiques (par exemple des élections libres et équitables) et en supprimant les droits démocra-



Les habitants de Kharkiv bombardé vivent dans le métro, mai 2022

tiques (comme la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique) – un processus qui s'est plus ou moins achevé après l'invasion de l'Ukraine – que l'on pourrait qualifier de « fascisme par le haut » (40). Comme le fascisme du XX^e siècle, il fait appel à l'armée, à la police, à la police secrète et aux stormtroopers néonazis (que Poutine libère stratégiquement puis contrôle, au lieu de les laisser devenir trop puissants et de les massacrer ensuite comme Hitler) et aux paramilitaires, tant en Russie qu'à l'étranger ; il utilise la censure et les médias de masse contrôlés par l'État pour propager le « grand mensonge » (par exemple : « il n'y a pas de guerre en Ukraine, seulement une opération militaire spéciale pour la dénazifier »), mais aussi des méthodes qui n'étaient pas à la portée d'Hitler et de Mussolini, comme les sites web pro-Kremlin, la cyberguerre et les usines à trolls (41). Si nous identifions les caractéristiques essentielles du fascisme comme étant le suprémacisme ethnique, l'autoritarisme extrême (rejet de la démocratie), l'hostilité au socialisme et au communisme, le conservatisme social (hostilité au féminisme et aux droits des LGBT+), le culte du chef et la propagation constante de mensonges, Poutine coche toutes les cases.

Cela signifie que la situation en 2022 n'est pas un retour à la guerre froide comme tant de commentateurs l'ont supposé, mais ressemble davantage à la Seconde Guerre mondiale. Peut-être devrions-nous la reconnaître comme la troisième guerre mondiale, une guerre entre l'autoritarisme suprématiste ethnique et la démocratie, qui a englouti tous les pays du monde, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et les pays de l'UE. Les Ukrainiens, qui ont commencé à lutter pour leur indépendance nationale en tant que République démocratique, ont eu le

malheur d'être propulsés en première ligne d'une guerre contre le fascisme génocidaire pour la deuxième fois de mémoire d'homme. Il est vrai qu'il y a des fascistes ukrainiens, mais ils sont très minoritaires par rapport à l'ensemble de la population qui mène une guerre populaire, alors que les fascistes dominent du côté russe. Pour les internationalistes socialistes, il est donc impératif de soutenir une victoire ukrainienne et une défaite

russe, sans lesquelles il n'y aura pas de paix. Cela implique de réclamer des armes pour que les Ukrainiens puissent se défendre et des sanctions pour obliger la Russie à mettre fin à son agression, car une victoire de la libération nationale et de la démocratie créerait les conditions nécessaires à l'avancée de la lutte de la classe ouvrière, tandis que la victoire de l'expansionnisme impérialiste et du fascisme constituerait un énorme revers pour les travailleurs du monde entier. Dans ce contexte, quiconque ne soutient pas la lutte héroïque du peuple ukrainien contre le néofascisme de Poutine ne peut prétendre être socialiste ou de gauche, car il soutient l'impérialisme contre la libération nationale, l'autoritarisme contre la démocratie, la barbarie contre le socialisme.

Réactions à la guerre en Ukraine

Alors que les forces militaires russes et biélorusses étaient massées autour de l'Ukraine, un grand nombre de commentateurs occidentaux ont imputé la crise à l'entrée de l'Otan dans les pays d'Europe de l'Est, empiétant ainsi sur la « sphère d'influence » de la Russie. Dans leur vision du monde, seules les puissances impérialistes comptent. Comme l'ont expliqué les socialistes lituaniens, la volonté d'adhérer à l'Otan est en fait venue de petits pays qui craignent d'être recolonisés par la Russie (42), mais ces commentateurs ne se soucient pas que ces pays soient avallés par l'impérialisme. Leurs suggestions en faveur d'un retour de l'Otan à sa position d'avant 1997 sont reprises par des pseudo-anti-impérialistes qui soutiennent leur impérialisme préféré et ses alliés brutaux et lancent des slogans tels que « Bas les pattes devant la Russie », certains allant jusqu'à demander le blocage des livraisons d'armes à l'Ukraine (43). (Selon

38. John B. Dunlop, « Aleksandr Dugin's Foundations of Geopolitics », *Stanford – The Europe Center*, 2004 : <https://tec.fsi.stanford.edu/docs/aleksandr-dugins-foundations-geopolitics>

39. Carl Davidson and Bill Fletcher Jr., « Putin is attempting to center Russia as a hub of the global right wing », *Portside*, 30 mars 2022 : <https://portside.org/2022-03-30/putin-attempting-center-russia-hub-global-right-wing>

40. Ilya Budraitskis du Mouvement socialiste russe (RSD) commence à 38'55 sa présentation lors d'une émission intitulée « Inside the Aggressor » diffusée le 27 mars 2022 : <https://www.youtube.com/watch?v=jpyzmIlg7v5g>.

41. Alexander Zemlianichenko, « Putin's fascists : the Kremlin's long history of cultivating homegrown neo-Nazis », *The Conversation*, 21 mars 2022.

42. *ibid.*

43. Vincent Présumey, « A bas l'union sacrée pour désarmer les Ukrainiens ! Des armes pour la résistance ukrainienne ! », *Arguments pour la lutte sociale*, 3 avril 2022 : <https://aplutsoc.org/2022/04/03/a-bas-lunion-sacree-pour-desarmer-les-ukrainiens-des-armes-pour-la-resistance-ukrainienne/>

la même logique, la gauche aurait dû demander aux travailleurs russes de bloquer les livraisons d'armes soviétiques au Vietnam). De telles demandes, si elles étaient mises en œuvre, permettraient au régime fasciste de Poutine de conquérir et de gouverner d'autres pays d'Europe de l'Est après avoir violé, torturé et tué des milliers de civils en Ukraine, balayé la démocratie et fait reculer la lutte des classes de plusieurs décennies. Ils sont donc, sans ambiguïté, contre-révolutionnaires et équivalent à une collaboration avec l'impérialisme et le fascisme.

Quant à l'argument selon lequel « nous devons nous opposer uniquement à notre propre impérialisme », il n'a aucun sens pour les internationalistes qui comprennent que le capitalisme ne peut être vaincu que par les travailleurs du monde entier. Il n'y a peut-être pas grand-chose que nous puissions faire pour soutenir les luttes anti-autoritaires des peuples qui ne sont pas opprimés par notre propre État, mais, au minimum, nous pouvons chercher et dire la vérité à leur sujet, et éviter les cadres conceptuels basés sur des doubles standards. L'indifférence de ces personnes à l'égard des bombardements de Palestiniens en Syrie (44) et maintenant à l'égard des bombardements de Palestiniens en Ukraine (45) permet de douter qu'elles se soucient réellement de la libération palestinienne, contrairement aux activistes palestiniens qui ont souligné les similitudes entre les luttes des Palestiniens, des Syriens et des Ukrainiens (46). Cette position est, avant tout, une trahison envers les incroyablement courageux antifascistes, socialistes, féministes, anti-impérialistes et militants anti-guerre russes, dont l'un a déclaré : « Je comprends maintenant ce que les antifascistes ressentaient pendant le Troisième Reich » (47). Les socialistes ont l'obligation de s'opposer à toute oppression, quel qu'en soit l'auteur et quelle qu'en soit la victime.

Malheureusement, ils ne sont pas les seuls à prendre des positions rétrogrades sur ces deux luttes (Syrie, Ukraine). Artem Chapaï (Chapeye dans les pays anglophones), un socialiste qui avait traduit les travaux de Noam Chomsky en ukrainien, était effaré par la répétition par Chomsky des mensonges du Kremlin selon lesquels le soulèvement de Maidan en 2014 « s'apparentait à un coup d'État avec le soutien des États-Unis qui... a conduit la Russie à annexer la Crimée, principalement pour protéger son seul port d'eau chaude et sa base navale » (48). Le marxiste syrien

Yassin al-Haj Saleh, qui avait traduit l'œuvre de Chomsky en arabe, a également critiqué la déclaration de Chomsky selon laquelle l'intervention de Poutine en Syrie n'était pas impérialiste parce que « soutenir un gouvernement n'est pas de l'impérialisme » – même si ce « gouvernement » est une dictature sur le point de tomber face à un soulèvement démocratique, et que le soutenir implique de tuer 23 000 civils en six ans et d'obtenir un port et des bases militaires en retour ! (49) (Selon cette logique, l'intervention américaine au Vietnam n'était pas de l'impérialisme, car elle soutenait le gouvernement du Sud-Vietnam). Non pas que Chomsky ait de bons mots à dire pour Poutine ou Assad, mais son approbation des mensonges du régime de Poutine est aussi une forme de soutien. Et l'érudition de piètre qualité de cet éminent chercheur lorsqu'il s'appuie sur la propagande du Kremlin et sur des commentateurs occidentaux mal informés pour parvenir à ses conclusions plutôt que sur le travail de Syriens, d'Ukrainiens et de Russes bien mieux informés est effectivement décevante, tout comme son incapacité à comprendre que Poutine et Assad peuvent fabriquer un consentement pour leurs crimes monstrueux en déversant un flux constant de mensonges sur leurs médias captifs et leurs médias sociaux tout en incarcérant et en tuant quiconque dit la vérité. Le plus déprimant est son portrait orientaliste des peuples non occidentaux qui luttent contre Poutine et ses alliés, présentés comme des dupes de l'Occident dépourvus de tout protagonisme.

Nous avons maintenant quelques réponses à la question par laquelle nous avons commencé : comment surmonter les divisions entre les travailleurs résultant du suprémacisme ethnique et du nationalis-



me ? Premièrement, il faut s'opposer à tous les impérialismes, parce qu'en plus de leurs racines dans le suprémacisme ethnique, ils impliquent l'oppression nationale. Deuxièmement, soutenir les luttes pour l'indépendance nationale qui sont majoritairement démocratiques ; les luttes plus autoritaires ne devraient recevoir qu'un soutien critique à condition qu'elles représentent des personnes de toutes les ethnies. Les définitions ethniques de la nation ne devraient jamais être soutenues. D'autre part, un programme socialiste doit inclure les droits des minorités ethniques à la pleine égalité devant la loi et leur droit d'avoir leur propre langue et culture, ainsi que l'autonomie locale et régionale, ce qui est important dans toute démocratie mais encore plus pour les enclaves où les minorités prédominent. Si les socialistes prennent au sérieux les intérêts des travailleurs partout dans le monde, ils doivent mettre en avant les luttes pour la démocratie, qui sont aussi des luttes contre diverses formes de discrimination et de persécution, et ce non seulement dans leur propre pays, mais en termes de solidarité avec la lutte de classe des travailleurs de tous les pays. Enfin, dans un monde où l'hostilité à l'égard des réfugiés, des immigrants et des « étrangers » est endémique, les internationalistes défendent l'ouverture des frontières. ■

44. Budour Hassan, « A late obituary for the capital of the Palestinian diaspora », *OpenDemocracy*, 22 juin 2018 : <https://www.opendemocracy.net/north-africa-west-asia/budour-hassan/yarmouk-late-obituary-for-capital-of-palestinian-diaspora>

45. Amany Mahmoud, « Palestinians in Ukraine fear another exodus », *Al-Monitor*, 5 mars 2022 : <https://www.al-monitor.com/originals/2022/03/palestinians-ukraine-fear-another-exodus#ixzz7NBHFAO Nf>

46. Budour Hassan, « Palestine and the Syrian revolution », *ZNet*, 25 novembre 2013 : <https://zcomm.org/znet-article/palestine-and-the-syrian-revolution-by-budour-hassan/> ; Ghufrane Mounir, « Gigi Hadid to donate fashion month earnings to aid people in Ukraine and Palestine », *Middle East Eye*, 7 mars 2022 : <https://www.middleeasteye.net/discover/ukraine-palestine-gigi-hadid-fashion-earnings-donated-aid>

47. Andrew Roth and Pjotr Sauer, « “Our voices are louder if we stay” : Russian anti-war activists refuse to flee », *The Guardian*, 27 mars 2022 : <https://www.theguardian.com/world/2022/mar/27/our-voices-are-louder-if-we-stay-russian-anti-war-activists-refuse-to-flee>

48. Johnny Diamond, « A Ukrainian translator of Noam Chomsky responds to his recent comments on the Russian invasion », *The Hub*, 3 mars 2022 (<https://lithub.com/a-ukrainian-translator-of-noam-chomsky-responds-to-his-recent-comments-on-the-russian-invasion/>). Chapaï cite les commentaires de Chomsky parus sur ce blog : <https://chomsky.info/20211223/>

49. Yassin al-Haj Saleh, « Chomsky is no friend of the Syrian revolution », *New Lines Magazine*, 15 mars 2022 (<https://newlinesmag.com/review/chomsky-is-no-friend-of-the-syrian-revolution/>). Saleh cite un extrait d'une interview donnée par Chomsky, qu'on peut trouver ici : <https://www.youtube.com/watch?v=VumemUMSIBM>

Ne laissez pas les autres décider pour vous

« **A**u crépuscule de sa vie, Max Tzwangue, comme tant d'autres, choisit de nous la raconter. Par bien des égards, elle est typique de cette génération issue de l'immigration juive de l'Est, grandie à Belleville-Ménilmontant, baignée dans le yiddish et la culture communiste. Elle en diffère aussi ». Dans sa courte préface, Annette Wiewiorka met l'accent sur le « *tracé original* » de l'auteur, « *fruit tout à la fois des temps où il vécu et de sa personnalité* ».

Dans le premier chapitre « *L'enfance et les origines* », Max Tzwangue évoque, entre autres, la rue de Ménilmontant, ses parents immigrés de Pologne (« *ils ne parlent pas leur langue natale et mal le français* »), le yiddish, la difficulté à appréhender leurs origines, la ville

industrielle de Lodz et les filatures, les métiers de tailleur et le travail à domicile, l'immigration « *juive antinationaliste et sympathisante communiste* », les journaux en yiddish édités à Paris, sa nourrice, l'école primaire, l'Union des Juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE), le pensionnat à Villeparis, la naturalisation française, la séparation des parents...

La déclaration de guerre : « *Je ne rentrerai jamais à Lens, je n'irai jamais au collège* ». L'Auvergne et la promulgation de lois antijuives « *dans nos pays d'origine* ». Clermont-Ferrand : « *Nous ne comprenions toujours pas pourquoi nous avons quitté Paris. Les journaux paraissaient, les théâtres sont ouverts, la vie continue* » – une période étrangement nommée « *drôle de guerre* ». L'invasion des troupes allemandes et l'occupation, la collaboration du gouvernement français avec

l'occupant nazi, la nouvelle « *capitale* » Vichy, l'afflux de réfugiés, la lecture (les bibliothèques comme lieux privilégiés) et sa culture d'autodidacte. Les premières lois antijuives et le légalisme des parents : « *Nos parents n'étaient pas des bagarreurs. Ils ne possédaient pas la langue. Donc sortis de la sphère privée, ils courbaient la tête. Ils étaient contents qu'on les laisse tranquille, tout en gardant à l'esprit une conscience politique procommuniste et antifasciste. Les étrangers, non naturalisés pour beaucoup, étaient arrêtés tous les jours. On leur demandait leurs papiers* ». Sans rabattre une situation socio-politique sur une autre plus ancienne et qualitativement différente, comment ne pas penser à d'autres réfugiés, d'autres personnes dont les papiers ne sont pas considérés comme de bons papiers, de nouvelles lois d'exclusion, des contrôles au faciès. Des

immigrés, des français pas considérés comme les autres français, des sans-papiers, des exilés, des frontières fermées et des forces de répression. Ce passé maintenant presque lointain reste proche, d'autant que certains le revendiquent comme futur souhaitable...

Je souligne le passage sur la maison transformée en « *centre d'hébergement et de réunions* », les matelas par terre, l'atelier de faux papiers, l'impression des premiers tracts, la construction de passage vers la « *zone libre* ». C'était le temps des milices de François Darlan, la version française d'autres milices para-étatiques, des rafles, des camps de Pithiviers et de Beaune, de la livraison de personnes considérées comme juives, du 16 juillet 1942 et de la rafle du Vel' div, des listes d'arrestation, des faux papiers et de l'illégalité...

Le temps aussi de la résistance, la FTP-MOI, se batte au cœur du dispositif de l'ennemi, la préparation minutieuse des opérations « *afin de n'atteindre aucun innocent* », les antifascistes (leurs passions de la musique, de la poésie, de la lecture), les guillotinés, les condamnations à mort par contumace, la « *Section spéciale* », les exécutions, les résistants dénoncés comme « *traîtres à la patrie* » dans la propagande de Pétain...

La libération à Périgueux : « *La ville est en folie, plus aucune autorité ne subsiste, nous assistons, impuissants, à des scènes de violence où des femmes sont insultées et tondues parce qu'elles ont soi-disant pactisé avec l'ennemi* ». La fin de la guerre mais pas des guerres coloniales : « *Je lui réponds que pour moi, j'ai fini ma guerre avec la défaite des Allemands et des nazis, que je n'ai rien à faire en Indochine, que je demande ma démobilisation* ».

Je laisse les lecteurs et lectrices découvrir la suite, le retour à Paris, la découverte du théâtre, le syndicalisme, le mariage et les enfants, le sanatorium, l'opposition à la guerre d'Algérie, les pérégrinations, le passage des planches à l'écran. Et l'impact du rapport Khrouchtchev : « *je suis totalement déboussolé. Un monde s'écroule* ».

Le livre trouve sa place dans la collection Yiddishland qui j'espère sera complétée par d'autres ouvrages.

Didier Epsztajn

* Max Tzwangue, *C'est ainsi que fut ma vie, Juif de Ménilmontant, résistant FTP-MOI à 17 ans*, Éditions Syllepse, Paris 2021, 90 pages, 8,00 €



la *Théorie critique de 1789 à nos jours*, Éditions La Brèche, Paris 2022, 464 pages, 13,00€

* * *

Combats, débats et extermination d'une génération de révolutionnaires. Dans son introduction, Jean-Jacques Marie écrit : « *La trempe morale de ces révolutionnaires est incontestable, mais on peut en trouver des exemples similaires chez les fanatiques religieux les plus bornés dont ces bolchéviks-léninistes se différencient radicalement par leur volonté farouche, amplement soulignée par Avshalom Bellaïche, d'analyser, de comprendre pour avoir éventuellement le moyen, si la possibilité – même infime – se présente, de transformer économiquement, socialement et politiquement un monde dont le maintien en l'état est une menace pour l'humanité.* »

* Avshalom Bellaïche (introduction de Jean-Jacques Marie), *Verkhneouralsk, l'isolateur politique 1925-1938*, Éditions La Brèche, Paris 2022, 464 pages, 13,00€

Un livre qui a pour titre *La révolution et nous* a tout pour nous plaire : La Brèche, issue de l'expérience collective de Mai 68, en a intuitivement saisi l'intérêt. Le rapport à l'histoire des révolutions se précise dans le sous-titre du livre, puisque le point de départ est la Grande Révolution de 1789, qui se révèle comme un modèle critique éclairant les révolutions des conseils (ou soviets) du début du XX^e siècle : russe, allemande, autrichienne et hongroise, avec leurs extensions turque et chinoise. Puis, les élans révolutionnaires de la libération du fascisme en 1945, le mouvement international de 1968 et la crise actuelle avec ses renversements et révolutions régionales sont analysés au fil des pages. Mais *La révolution et nous* n'est pas un livre d'histoire. C'est un livre qui expose la Théorie critique de l'École de Francfort, un courant qu'Alexander Neumann considère comme nommant le plus clairement les enjeux d'émancipation présents dans ces révolutions qui ont marqué l'histoire mondiale.

* Alexandre Neumann, *La Révolution et nous – La formation de*



« Une version encore plus brutale et patrimoniale du régime Assad a émergée »

Entretien de Clément Plaisant avec Joseph Daher*

Clément Plaisant : *Hafez al-Assad, le père de Bachar al-Assad, arrive au pouvoir au début de la décennie 1970. Pour d'aucuns à l'époque, ce n'est qu'une énième révolution de palais et beaucoup n'imaginent pas qu'une longue période de stabilité commence avec sa venue au pouvoir. Pourriez-vous tout d'abord revenir sur les circonstances ainsi que le contexte qui amènent à la prise de pouvoir d'Hafez al-Assad, membre du Baas (1), ce parti nationaliste panarabe et socialiste ?*

Joseph Daher : À cette époque, Hafez al-Assad est l'un des dirigeants les plus importants de la République Arabe Syrienne, puisqu'il occupe depuis 1966 le poste de ministre de la Défense. Il faut savoir qu'une période de radicalisation politique au sein du monde arabe commence à partir de 1967, qui touche en particulier les gauches. De nombreux partis émergent, de tendances socialiste et communiste, inspirés des événements de 1967 et des contestations liées à la guerre du Vietnam. En Syrie, une telle dynamique se reflète par l'arrivée au pouvoir de Salah Jadid, qui représente l'aile gauche du parti Baas. Les politiques de l'aile radicale du parti Baas, comme la réforme agraire, les nationalisations ou encore la création de larges secteurs publics, ont eu des conséquences socio-économiques appréciables dès la fin des années 1960 et le début des années 1970, en particulier en faveur des secteurs les plus défavorisés, au détriment des classes bourgeoises marchandes et industrielles et des gros propriétaires terriens.

La défaite de 1967 affaiblit toutefois le nouveau gouvernement syrien, avec un début de combat interne entre Salah Jadid et Hafez al-Assad [en juin 1967, Israël défait les armées syriennes, égyptiennes et jordaniennes. Ce conflit est connu sous le nom de guerre des Six Jours]. Ils seront en désaccord sur trois points principaux :

d'une part sur la pertinence d'une guerre populaire des Palestiniens contre Israël ; d'autre part sur l'attitude à adopter envers les régimes conservateurs arabes comme l'Arabie saoudite ; enfin, sur les politiques sociales à mener et notamment les nationalisations. Hafez al-Assad sera pour un rapprochement avec les monarchies du Golfe et prônera une certaine modération au niveau économique, s'opposant aux vues de Salah Jadid.

En 1970, Hafez al-Assad procède finalement à un coup d'État contre Salah Jadid. Il s'allie alors aux segments plus conservateurs de la société, à l'instar de la bourgeoisie de Damas. Un tel pacte se répercutera sur ses choix internes, avec une timide libéralisation au niveau économique, mais aussi externes, comme nous le verrons par la suite. Pendant les premières années, il s'attaquera en priorité, non pas aux mouvements des Frères musulmans, mais à l'opposition démocratique, de gauche et laïque, soutenue par de larges secteurs au sein des syndicats (de travailleurs et paysans) et des associations professionnelles.

Clément Plaisant : *Hafez al-Assad bâtira un régime présidentiel mâtiné d'autoritarisme et de personnalisme, où la place de la famille et du clan des Alaouites est fondamentale pour comprendre la destinée de la Syrie. Plus précisément, selon vous, il va mettre en place un État patrimonial. Qu'entendez-vous par là ?*

Joseph Daher : Le régime mis en place par Hafez al-Assad sera en effet autoritaire et néopatrimonial. J'entends par patrimonial le fait que tous les centres du pouvoir sont contrôlés par une seule main ou un seul groupe. En conséquence de quoi, l'ensemble de la famille Assad joue un rôle important bien sûr au niveau politique et économique, mais aussi au sein des forces armées, de même que dans les services de sécurité. À l'évidence, il ne faut pas oublier l'importance, au sein du régime, de figures comme Abdel Halim Khaddam ou Mustapha Tlass. Pour le reste, la variable

familiale demeure centrale : lorsqu'on regarde la composition du corps des officiers, certes il y a des Alaouites (2), mais il y a surtout des individus liés directement soit à Hafez al-Assad, soit à la première dame, Anissa Makhlof.

Il serait toutefois faux d'affirmer qu'il y a l'établissement d'un « régime alaouite ». Les Alaouites n'ont pas profité, pas plus que d'autres, des politiques économiques du régime et seule une minorité d'entre eux jouit d'une position économique confortable grâce à leurs liens clientélistes. Ainsi, de nombreuses régions à majorité alaouite se caractérisent par des niveaux de pauvreté élevés, à l'instar des régions rurales de Lattaquié et Tartous. Il y a donc chez Alaouites, comme chez les autres communautés, des divisions politiques, sociales, économiques, de genre, etc.

Clément Plaisant : *La Syrie d'Assad est surtout, pour reprendre les mots de la journaliste Caroline Donati, le « prototype de l'État des moukhabarat (renseignement et sécurité) » (3). Dans les années 1970, elle compte alors près de 60 000 membres des services des renseignements. Un tel décor illustre l'importance de la répression dans la gestion du politique et du social chez Hafez al-Assad.*

* **Joseph Daher** est professeur affilié à l'Institut européen de Florence, où il prend part au projet *Wartime and Post-Conflict in Syria*, et enseigne à l'université de Lausanne. Il est notamment l'auteur de *Hezbollah, un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Syllepse, 2019) et *Syria after the Uprisings, the Political Economy of State Resilience* (Pluto Press et Haymarket, 2019). **Clément Plaisant** est journaliste. Cet entretien a d'abord été publié le 23 mai 2022 par *LVSL (Le vent se lève)* : <https://lvsl.fr/une-version-encore-plus-brutale-et-patrimoniale-du-regime-assad-a-emerge-de-la-guerre-entretien-avec-joseph-daher/?fbclid=IwAR0ICZzmBimK11-4xv5wxiUs6uI9q5GQW3DO0IatuHnJURhAwwguqb9pr8>

1. Une transcription plus fidèle serait *Ba'ath*, mais nous avons fait ici le choix d'utiliser la transcription *Baas*, la plus courante.

2. Les Alaouites sont un groupe confessionnel qui constitue environ 10 % de la population syrienne totale. La religion alaouite est un syncrétisme de croyances préislamiques, de néoplatonisme et d'islam chiite. Ils sont reconnus comme musulmans, se rattachant au chiisme.

3. Caroline Donati, *L'exception syrienne, entre modernisation et résistance*, La Découverte, Paris 2009.

Syrie

Pourriez-vous revenir sur cet aspect ? Quelles conséquences une telle politique répressive a-t-elle eues sur le pluralisme politique ?

Joseph Daher : Il y a en effet le développement massif des services de sécurité et de tout ce qui les entoure, notamment les informateurs, qui tiennent une place centrale. Il y a ensuite les réseaux du régime, ce que j'appelle réseaux de pouvoir, qui jouent un rôle majeur dans la répression et le contrôle social. Toutes les associations professionnelles seront dissoutes en 1979, puis recréées par des fidèles du régime. De la même façon, tout au long des années 1970, une sévère épuration touche les organisations syndicales, ce qui permet d'exclure les syndicalistes les plus critiques. Très vite, à leur tête, il est aisé de retrouver des dirigeants qui agissent comme les bras armés de l'État et du parti au pouvoir, ne défendant plus les intérêts de la classe ouvrière et n'ayant plus en tête qu'un impératif, celui de l'augmentation perpétuelle de la production. Quant au niveau politique, au niveau officiel il reste le Front national progressiste (FNP), qui regroupe des partis loyaux du régime. Néanmoins, ces formations politiques ne sont que des coquilles vides. Finalement, le seul parti véritablement autorisé, c'est le Baas. Jusqu'en 2000, il est un instrument de contrôle social et de mobilisation pour le régime. Dans un tel décor, il n'est pas exagéré de parler de fin du pluralisme, notamment politique.

Clément Plaisant : *Si l'État se révèle « d'une extrême brutalité pour éradiquer toute voix discordante » selon les mots de l'historien Matthieu Rey (4), la Syrie n'est pas forcément un pays stable, à l'ordre retrouvé. En témoigne la vitalité des Frères musulmans syriens. La fin des années 1970 et le début des années 1980 sont d'ailleurs marqués par une confrontation entre cette confrérie et le régime, symbolisée par le massacre d'Hama. Qu'est-ce qui caractérise les Frères musulmans en Syrie ? Comment sommes-nous arrivés à ce tragique épisode d'Hama ?*

Joseph Daher : Tout en dénonçant la répression qui s'est abattue contre les membres des Frères musulmans, il est important de dire que la confrérie n'a jamais disposé d'un programme démocra-

tique et qu'elle a toujours aspiré à un État islamique autoritaire, d'orientation libérale au niveau économique. Les Frères musulmans syriens portent aussi un discours confessionnel, qui véhicule une haine des Alaouites. À l'évidence, ils bénéficieront d'un soutien important, en particulier des anciennes élites marginalisées par le Baas, parmi lesquelles des grands propriétaires féodaux d'Hama et d'Alep.

La dichotomie entre les Frères musulmans et le régime syrien aboutit rapidement à une confrontation confessionnelle, qui bascule elle-même en guerre militaire, milicienne. Ce même basculement est symbolisé par l'assassinat des cadets alaouites à l'école d'Alep en 1979 (5). Le régime reprendra à son compte cet affrontement, instrumentalisant le discours religieux islamique, en totale contradiction avec l'image laïque qu'il prétendait représenter.

Dans le même temps, la répression se renforce contre les Frères musulmans mais aussi contre les civils accusés d'être affiliés à ce mouvement, avec des massacres commis dans le Nord, mais aussi dans la banlieue et la campagne d'Alep (rif Alep). Cela conduit à la catastrophe d'Hama en 1982, où les forces du régime répondent à une insurrection générale déclenchée par des combattants de l'avant-garde et les Frères musulmans contre les forces de sécurité du régime. Mais cette réponse est massive, sans précédent : plus de 10 000 personnes sont mortes, un tiers de la ville a été détruit. Cet événement conduira à la fin de toute opposition, de sorte que l'on a souvent défini la Syrie comme un royaume du silence.

Clément Plaisant : *Hafez al-Assad s'éteint en 2000. Peu de temps avant, il orchestre sa succession et fait adopter Bachar al-Assad par les puissances européennes, dont la France. Pour certains, c'est le début d'une ère d'ouverture. Des commentateurs mettent en lumière le côté « occidental » de Bachar, lui qui fut envoyé deux ans en Angleterre, où il rencontra Asma, sa femme, laquelle travaillait dans la banque d'affaires J.P. Morgan. Des analystes mentionnent son discours d'investiture du 17 juillet 2000, où Bachar al-Assad se présente en « réformateur ». Qu'en est-il en réalité ? Le système mis en place par Bachar varie-t-il de celui qu'avait bâti son père ?*

Joseph Daher : Bachar al-Assad est très vite perçu, à tort, comme moderne et réformiste, mais aussi ouvert à l'international. Le plus important néanmoins demeure les

reconfigurations qui ont lieu sous sa mandature, qui permettent de cerner les évolutions du régime syrien.

Son premier travail est d'achever le renouvellement de l'ancienne garde, symbolisé par l'éviction de Khaddam, proche d'Hafez al-Assad. Progressivement, il se constitue une nouvelle garde rapprochée, de sorte que la patrimonialisation du régime se renforce. Il introduit ses loyalistes dans l'armée et les forces de sécurité et intègre des technocrates réformateurs dans le gouvernement, avec peu de poids politique. Ce qu'il faut surtout savoir, c'est que l'ensemble des pouvoirs se concentrera dans les mains de trois figures : Bachar al-Assad au niveau politique ; le frère cadet Maher al-Assad au niveau militaire, puisqu'il dirige la 4e division blindée, la plus moderne et la plus équipée, tout en traînant en parallèle dans les milieux d'affaires via un homme de paille, Mohamed Hamcho ; Rami Makhlouf au niveau économique et financier, celui-ci étant le banquier de la famille et l'homme le plus riche de Syrie.

Ensuite, Bachar al-Assad s'attache à mettre en place des politiques néolibérales, tout en procédant à une libéralisation du commerce. Par exemple, la responsabilité des services sociaux de réduire les inégalités a été de plus en plus confiée aux organisations caritatives privées, et donc aux couches bourgeoises et religieuses conservatrices de la société syrienne, en particulier aux associations religieuses. Finalement, ces politiques profiteront à une minorité, comme la classe bourgeoise, moyenne supérieure ou les investisseurs étrangers de la Turquie ou du Golfe. Pendant ce temps, le Syrien ordinaire ne tire pas grand-chose de ces nouvelles orientations : en 2000, 14 % de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, en 2010 on dépasse la barre des 30 %.

Il s'attelle aussi à affaiblir les structures des organisations corporatistes comme les syndicats de travailleurs et paysans, et même du Baas, les considérant comme des obstacles à la réforme économique néolibérale. De nouveaux réseaux de pouvoir émergent, fondés sur les hommes d'affaires liés au régime, sur les notables tribaux, confessionnels et religieux, mais aussi sur les services de sécurité qui demeurent néanmoins sous-payés, corrompus et laxistes. Cette reconfiguration a pour conséquence un affaiblissement des liens qui unissent le régime à ses citoyens, notamment au niveau local – quartiers, villages.

L'arrivée au pouvoir de Bachar al-

4. Matthieu Rey, *Histoire de la Syrie XIX-XXI^e siècles*, Fayard, Paris 2018.

5. Il est revendiqué par l'Avant-garde combattante, un groupe djihadiste composé de militants des Frères musulmans.

Assad en 2000 a donc considérablement renforcé la nature patrimoniale de l'État avec le poids croissant d'un capitalisme de copinage. Les politiques néolibérales approfondies du régime ont conduit à un changement de la base sociale du régime, constituée à l'origine de paysans, d'employés du gouvernement et de certaines sections de la bourgeoisie, vers une coalition de soutien au régime avec un réseau de capitalistes connectés au pouvoir (coalition dirigée par la famille de la mère d'Assad), la bourgeoisie et les classes moyennes supérieures soutenant le régime.

Clément Plaisant : *La politique étrangère constitue aussi un levier chez les Assad. Damas met en avant dès 1970 plusieurs objectifs, comme la libération des territoires occupés par Israël aux dépens de la Palestine ou la récupération du Golan occupé. À l'évidence, lorsque Bachar al-Assad arrive au pouvoir, le contexte a fortement évolué, en témoigne l'hubris de la superpuissance américaine, qui considère Damas comme un État voyou. Néanmoins, les dossiers restent, comme la question libanaise. Par ailleurs, le régime perpétue une « tradition de manipulation de réseaux violents, d'enlèvements et d'assassinats politiques » pour reprendre les propos des chercheurs Adam Baczko, Gilles Dirronso, et Arthur Quesnay (6). Bref, quels sont les grands dossiers de politique étrangère pour la Syrie ? Malgré l'usage constant de cette capacité de nuisance, comment peut-on expliquer l'attachement des Occidentaux à renouer avec Damas ?*

Joseph Daher : Il est clair qu'avec l'arrivée au pouvoir d'Hafez al-Assad, nous assistons à une instrumentalisation des enjeux internationaux. Cette instrumentalisation lui est particulièrement utile dans la quête d'un renforcement de son autorité. Néanmoins, une telle posture ne sera jamais idéologique, dans le sens d'une Grande Syrie. Ce qui est certain, c'est qu'avec Hafez al-Assad, la Syrie participera d'une lutte pour le Moyen-Orient, pour reprendre les mots de Patrick Seale (7).

Pour ce faire, le régime va miser sur la construction de réseaux et d'instruments pour faire pression sur les acteurs régionaux et internationaux et les pousser à la négociation. Le Liban est l'un des théâtres de la mise en place de cette stratégie. Ici, la Syrie craint l'établissement d'une démocratie sociale et laïque, résistante et pro-palestinienne. Un tel développement à sa gauche, potentiellement vecteur d'instabilité,



Bachar al-Assad et Hafez al-Assad

né, n'aurait pas été concevable pour le régime. Finalement, l'armée syrienne intervient en 1976, sous approbation américaine et israélienne. Certes, Tel Aviv changera de position par la suite, en intervenant à plusieurs reprises au Liban les années suivantes et occupant même le pays. En tout cas, dans le contexte libanais, Damas instrumentalise des groupes fondamentalistes comme le Hezbollah. Le procédé est similaire avec la question de la Palestine, qui doit lui permettre d'arriver à ses objectifs, d'où son soutien à des groupes comme Abou Nidal ou bien le Hamas. Mais la libération de la Palestine n'est pas un objectif pour Damas, loin de là.

Cette capacité de nuisance sera évidemment utilisée aussi contre Israël et les États-Unis. À propos du Golan occupé (8), il s'agit avant tout pour le régime de trouver un modus vivendi avec Israël. Il est significatif qu'après 1973 la Syrie ne connaît plus aucun conflit armé direct avec Tel Aviv, par rapport au Golan. Quant à Washington, il faut savoir que les relations n'ont jamais été stables, même si au début de son règne Hafez al-Assad avait opéré un rapprochement avec les États-Unis, qui notamment verront d'un bon œil l'intervention syrienne au Liban en 1976 contre les forces palestiniennes et de gauche libanaises. De même Damas soutiendra l'intervention internationale contre l'Irak en 1991, dans lequel les États-Unis jouent un rôle leader. Bachar al-Assad va connaître des années difficiles avec les États-Unis, suite à la guerre d'Irak en 2003, la Syrie étant la cible des néoconservateurs. C'est ainsi que pour peser dans la négociation avec les Américains, le régime syrien utilisera les réseaux djihadistes en Irak, alimentant la contre-insurrection en Irak pendant des années.

Néanmoins, un tel comportement

n'empêche pas certains États occidentaux de maintenir une coopération avec la Syrie. Ces derniers sont en effet conscients de la centralité de la Syrie sur certains dossiers régionaux. Sarkozy met fin à la rupture engagée par Chirac après l'assassinat d'Hariri en 2005 et invite Assad à Paris pour le sommet de l'Union pour la Méditerranée. Paris se fait alors promoteur d'une relance de la relation franco-syrienne, de nouveau pour peser davantage dans le dossier libanais et essayer de gagner des contrats économiques en Syrie. Enfin, à la veille du soulèvement, ce sont les États-Unis qui renouent à leur tour avec Bachar al-Assad : Barack Obama nomme fin 2010 un ambassadeur en Syrie, Robert Ford, poste laissé vacant depuis 2005. Toujours dans l'optique de jouer un rôle sur le dossier iranien et libanais.

Clément Plaisant : *Venons-en à présent à la révolution syrienne. Vous nous avez dressé le portrait d'une Syrie autoritaire, souvent injuste, très inégalitaire, où les politiques néolibérales ont pris tout au long de la décennie 2000 une place importante. Est-ce pour contester ce système, où une clique s'accapare les ressources, que les Syriens protestent massivement en mars 2011 ?*

Joseph Daher : Je pense qu'il y a un ensemble de raisons, qui sont différentes selon les strates, les acteurs politiques, les individus. Deux éléments semblent néanmoins essentiels à mes yeux : d'une part

6. Gilles Dirronso, Adam Baczko, Arthur Quesnay, *Syrie, anatomie d'une guerre civile*, CNRS Éditions, Paris 2016 et 2020.

7. Patrick Seale, *Asad of Syria : The Struggle for the Middle East*, I.B. Taurus, London 1988.

8. Le Golan est un haut plateau situé au sud-ouest de la Syrie, mais qui est occupé par Israël depuis la guerre des Six Jours (1967).

Syrie

l'absence de démocratie, c'est-à-dire le fait de pouvoir jouer un rôle dans les décisions du pays ; d'autre part des éléments socio-économiques, comme l'augmentation de la pauvreté et du chômage, ainsi que le délabrement continu des services publics, comme les écoles et les hôpitaux, consécutifs à des privatisations rampantes et au manque d'investissements étatiques.

L'économie politique de la Syrie a ainsi créé une situation prérévolutionnaire. L'absence de démocratie et l'appauvrissement croissant des masses, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales prononcé, ont préparé le terrain pour l'insurrection populaire, qui n'a eu besoin que d'une étincelle. Cela a été fourni par les révoltes populaires en Tunisie et en Égypte. Elles ont inspiré les classes populaires en Syrie et ailleurs. En Syrie, de larges segments de la population sont alors descendus dans la rue avec les mêmes exigences que celles soulevées par d'autres révoltes : liberté, dignité, démocratie, justice sociale et égalité.

Clément Plaisant : *Une partie des médias a toujours vu le soulèvement comme étant le fait des Arabes sunnites, contre un pouvoir alaouite. Si les sunnites sont majoritaires en Syrie, on sait que de nombreuses minorités ont participé au soulèvement. Par ailleurs, comme l'ont montré les chercheurs Adam Baczko, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, la logique communautaire n'est pas présente initialement. Pourriez-vous revenir sur ce facteur communautaire, dans le soulèvement de mars 2011 ?*

Joseph Daher : Au cours des deux premières années du soulèvement, les mots d'ordre dominants étaient en faveur de l'unité et la liberté du peuple syrien et contre le confessionnalisme. Des groupes relativement petits avec un discours confessionnel étaient présents au début du soulèvement et se sont surtout développés suite à la répression de plus en plus sanglante du régime, la militarisation, le développement des forces islamiques fondamentalistes et des interventions étrangères.

Les espaces, les symboles et le vocabulaire religieux ont également joué un rôle dans certains secteurs du mouvement de protestation. Dans des manifestations, des slogans politiques exigeant la liberté, la justice et la fin du régime d'Assad ont été parfois associés à des *Allahu akbar* (Dieu est grand) et *ilah illa Allah* (Il n'y a de dieu

que Dieu). Cela n'a pas empêché les organisations locales d'être particulièrement attentives à la question du confessionnalisme et de communiquer un message inclusif à tous les Syriens. Face aux tentatives du régime de diviser le mouvement de protestation selon des divisions confessionnelles et ethniques, la grande majorité des militants sur le terrain ont réagi en affichant des slogans et des chants promouvant l'unité du peuple syrien et en organisant des campagnes sur cette orientation.

Clément Plaisant : *Rapidement, la révolution syrienne se militarise. Ici, le régime porte en lui une grande responsabilité. Pourriez-vous revenir sur la « politique du pire » qu'a mis en place le régime syrien pour reprendre les mots de Charles Thépaut (9), qui consiste à instrumentaliser les minorités, radicaliser l'opposition, et militariser la répression ?*

Joseph Daher : Il est évident que le régime porte la plus grande responsabilité. C'est lui le premier qui a détruit la révolution syrienne, ses aspirations démocratiques et sociales. Au début de la guerre, il ordonnera, à travers des amnisties, la libération de personnalités jihadistes et autres membres d'organisations salafistes. Le but est de radicaliser l'opposition. Poursuivant dans cette logique de confessionnalisation du soulèvement, il utilise la répression de façon stratégique, avec une distribution sélective. Il vise tout d'abord les quartiers populaires sunnites qui participent au soulèvement. Lorsque les manifestations auront lieu dans des régions mixtes sunnites/chrétiennes/alaouites, comme à Lattaquié mais aussi dans la campagne d'Homs ou d'Hama, la violence militaire se dirigera principalement vers les quartiers populaires sunnites participant à la révolution. De cette façon, le régime veut attiser les tensions entre communautés.

Les populations kurdes, elles, ne sont pas initialement réprimées de la sorte durant les premiers mois. Dans une tentative de coopter ces forces politiques afin de trouver un deal, le régime se trouve plus accommodant. Même attitude similaire envers les minorités. Par exemple, l'État ne va pas réprimer directement les populations druzes et chrétiennes et fera surtout appel à des voyous et des réseaux locaux, afin de contrôler ces populations.

Dans ce contexte de féroce répression, des groupes armés se forment, donnant naissance à l'Armée syrienne libre (ASL). Au sein de cette dernière, il n'y a pas – comme on pourrait le croire – seulement des officiers déserteurs, mais plutôt des

civils. L'ancrage de ces groupes est local, c'est-à-dire que les engagements se font sur la base de réseaux militants, amicaux ou familiaux. Porteurs d'aucune idéologie spécifique, ils ont le projet de défendre un quartier, un village ou une région spécifique, de permettre la poursuite des manifestations.

Il y a donc une militarisation de la révolution, favorisée et renforcée par la suite par l'intervention des pays étrangers. À ce moment précis, les organisations fondamentalistes islamiques vont jouer un rôle croissant, par leurs expériences, par leur discipline, par les financements étrangers. Mais pendant deux ans, de mars 2011 à début 2013, nous pouvons observer des manifestations populaires, des campagnes civiles, avec conjointement des combats armés. La militarisation du soulèvement prend le dessus après 2013.

Clément Plaisant : *Malgré la militarisation de la révolte il y a aussi la mise en place d'institutions civiles alternatives par les oppositions, qui donnent à voir une autre histoire de la révolution syrienne. Pourriez-vous nous en dire plus ?*

Joseph Daher : Les conseils locaux de coordination étaient là pour coordonner les manifestations, avec cette idée qu'il est primordial de faire passer chaque semaine un certain type de message, entendu de tous, et surtout démocratique. Leur tâche sera ensuite de s'occuper des territoires libérés du régime. Les conseils locaux voient ainsi le jour, à la fin de 2011. Un anarchiste syrien, Omar Aziz, en parlera pour la première fois, en affirmant que les manifestations ne suffisent pas : il convient de bâtir des instances qui permettent de s'auto-organiser. Ces institutions prendront une certaine importance, toutefois il ne faut pas romantiser leur fonctionnement. Outre le manque de représentativité des minorités religieuses, la participation des femmes était attestée comme étant faible, et les conseils étaient souvent choisis plutôt qu'élus, en fonction de l'influence des chefs militaires locaux, des structures claniques et familiales. Ainsi, la majorité des conseils locaux – plus de 55 %, n'ont pas vu le jour par le biais d'élections, mais ont été établis par des mécanismes d'auto-sélection des élites. Malgré ces manques, ils permettront de gérer les affaires locales, et notamment la prise en charge de services comme les écoles, les hôpitaux, les tribunaux, les systèmes d'eau, d'électricité. Ce furent à bien des égards des expériences fondatrices d'une extrême importance. Nous le savons, dans les révolutions, il y a

9. Charles Thépaut, *Le monde arabe en morceaux. Des printemps arabes à Daech*, Armand Colin, Paris 2017.

Syrie

moment. La France suivra les États-Unis. Finalement, un tel geste constitue un feu vert à la Russie, qui interviendra deux ans plus tard. Une intervention qui maintiendra Assad au pouvoir.

Pendant ce temps, il faut indiquer que les pays occidentaux ont agi constamment sur deux fronts bien spécifiques. Le premier, celui de l'assistance à tous les Syriens, via l'aide humanitaire. Le problème, c'est que le régime manipule cette aide. Il est maintenant connu que les ONG internationales et agences de l'ONU qui opèrent à Damas doivent s'appuyer sur des partenaires locaux mais aussi choisir leurs parrains sur une liste établie par le ministère syrien des affaires étrangères, comme le *Syria Trust Fund*, fondé par la première dame, Asma al-Assad. Le deuxième, celui des « *mesures restrictives* », visant non pas à un changement de régime mais à un changement de « *comportement* » selon leurs dires. Dans le cadre des sanctions américaines du type « *Caesar* », il y a des conséquences néfastes au niveau économique sur de larges secteurs, ce qui fragilise les Syriens. Toutefois, de telles mesures ne sont pas à l'origine des problèmes socio-économiques que connaît le pays, mais elles les ont fortement aggravés. Néanmoins il convient de continuer à cibler les institutions du régime et les personnes qui lui sont liées, qui ont du sang sur les mains et profitent de leurs exactions pour accumuler des richesses. En menant de telles actions, la normalisation avec le régime est dès lors plus compliquée (11).

Clément Plaisant : *À rebours, la Russie et l'Iran vont soutenir le régime syrien, qui menace par deux fois de s'effondrer : en 2012 et en 2015. Quels intérêts l'Iran et la Russie avaient-ils à intervenir en Syrie ? Quel bilan tirez-vous des engagements russes et iraniens ?*

Joseph Daher : Dans les deux cas, nous sommes face à des raisons géopolitiques. Pour l'Iran, la Syrie est un pays clé, c'est par là qu'elle passe pour transmettre ses fournitures d'armes militaires au Hezbollah. Ce dernier est un acteur central pour Téhéran, doté d'une capacité de nuisance considérable au niveau régional, et qui lui permet de jouer les premiers rôles au Liban. Perdre Damas, c'est perdre un acteur pivot, véritable clé de l'influence régionale iranienne. Ce soutien iranien à la Syrie est donc à mettre en perspective

avec une volonté d'accroître son influence, que ce soit en Irak, au Yémen ou dans les territoires palestiniens occupés.

La Russie, elle, est un ancien allié de la Syrie, en particulier au niveau militaire, avec des ventes d'armes récurrentes, mais aussi au niveau économique, avec des investissements d'entreprise à la veille du soulèvement. Pour Moscou, le renversement d'Assad irait à l'encontre de ses intérêts régionaux et accroîtrait l'influence de Washington, mais aussi celle de mouvements fondamentalistes islamiques. Certainement aussi, l'intervention militaire occidentale pour renverser le dictateur libyen Mouammar Kadhafi a fortement irrité Vladimir Poutine et il était hors de question qu'un tel scénario se reproduise. Comme pour l'Iran, il y a enfin le facteur logistique, avec le port de Tartous qui permet d'exploiter les accès à la mer Méditerranée de la Russie. Dès 2008, des travaux sont effectués pour accueillir des navires plus conséquents. De telles rénovations devaient servir de point d'ancrage à une présence navale russe permanente en Méditerranée.

L'aide de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah au régime a été indispensable à sa survie à tous les niveaux : politique, économique et militaire. Ces acteurs ont massivement investi leurs forces pour protéger leurs propres intérêts (principalement géopolitiques). L'aide apportée par ces acteurs a également permis au régime de bénéficier d'un transfert de savoir-faire autoritaire, et a ainsi produit des adaptations significatives dans l'organisation de l'appareil coercitif du régime Assad, améliorant sa capacité à contrer une insurrection populaire armée. En même temps, le rôle économique et les investissements de Téhéran et de Moscou en Syrie resteront limités, même si la dépendance de Damas vis-à-vis de la Russie et de l'Iran se poursuivra pour certains aspects. Les défis économiques importants auxquels sont confrontés la Russie et l'Iran, ainsi que la faiblesse des secteurs privés dans les deux pays, persisteront très probablement et les empêcheront de jouer un rôle plus important et décisif dans l'économie syrienne et, qui plus est, dans une éventuelle phase de reconstruction.

Clément Plaisant : *L'internationalisation de la crise syrienne est aussi marquée par l'action de deux mouvements transnationaux, l'EIL (Daech) et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Comment sont-ils apparus et quel était leur projet en Syrie ? Sont-ils parvenus à remplir leurs*

objectifs ?

Joseph Daher : L'EIL, comme Al-Qaïda hier, trouve ses racines dans l'absence de démocratie, de justice sociale, de développement économique, mais aussi dans les interventions des États régionaux et internationaux. Néanmoins, il est évident qu'il y a des dynamiques internes à la matrice jihadiste. L'EIL naît des dissensions entre Al-Zarqawi d'un côté et Oussama Ben Laden et Zawahir de l'autre. Parmi les dissensions, le premier voulait s'attaquer aux chiites pour pouvoir recruter chez les sunnites, alors que le second souhaitait se concentrer sur l'occupation américaine en Irak. Quelques années plus tard, avec l'éclatement de la guerre civile en Syrie, l'EIL connaîtra un certain succès initialement et récupérera même une grande majorité des combattants étrangers d'al-Nusra. Dans le même temps, on le sait, il mettra lui aussi en place des institutions afin d'administrer bureaucratiquement le Califat.

Cette expansion territoriale de l'EIL a certainement fait le jeu du régime Assad. Elle a transformé le récit de ce conflit, qui n'a plus été lu qu'au prisme de la menace terroriste. Après une période d'atermolements, les principales puissances internationales portées par les États-Unis décident de mettre en place une coalition qui fera nettement reculer l'EIL.

Les interventions armées ne sont toutefois pas la panacée. L'intervention américaine de 2003 a ravivé le confessionnalisme, tout comme l'iranienne quelques années plus tard. La coalition internationale en Syrie a détruit des villes entières, comme Raqqa. Si l'on veut prendre au sérieux le djihadisme, il convient de s'attaquer à ses racines, qui sont autant politiques, sociales et économiques.

Quant au PKK, jusqu'à la fin des années 1990 il entretient de bonnes relations avec le régime syrien, malgré une orientation arabe nationaliste de ce dernier, ce qui se matérialisera par des décennies d'oppression étatique, via des politiques de discrimination et de répression culturelle contre les populations kurdes en Syrie. Les relations entre le régime et le PKK cessent néanmoins en 1998, lorsque s'opère un rapprochement entre la Syrie et la Turquie. Hafez al-Assad fait ainsi expulser Abdullah Öcalan, qui sera par la suite arrêté par les autorités turques.

Il faudra alors attendre quelques années pour que le PKK se réimplante en Syrie, par le biais du Parti de l'union démocratique (PYD) fondé en 2003. Pourtant, à la veille du soulèvement, le PYD n'est pas

11. Les mesures restrictives de l'UE ciblent, fin 2021, 287 personnes et 70 entités.

le premier parti en Syrie. Néanmoins, à la faveur d'un retrait du régime de certains territoires, un accord tacite se met en place entre les deux parties. C'est à ce moment que le PYD s'installe dans les trois poches de peuplement kurde à la frontière de la Turquie – Afrin, Ain al-Arab, la Jazira. Ce qui ne veut pas dire que le PYD est un allié du régime, loin de là. L'autonomie établie par ce parti dans le nord-est est toujours sous la menace du régime, qui lui refuse par ailleurs toute idée de fédéralisme. La position de l'opposition demeure similaire. Chauvinistes, le Conseil national syrien (CNS) et la Coalition ont soutenu les interventions turques à Afrin, menant à une occupation et un déplacement important de population kurdes, et dans le nord-est syrien.

Veillons toutefois à ne pas romantiser le PKK, comme peut le faire une partie de la gauche. Certes, le PYD a beaucoup œuvré sur la participation des femmes et porte une vision séculariste de la société (12). Il y demeure toutefois des caractéristiques autoritaires et très hiérarchiques : il conserve l'autorité décisionnelle globale et les conseils populaires sont soumis le plus souvent à son autorité en dernier ordre ; il n'hésite pas à cibler les oppositions alternatives kurdes, en témoigne la répression et l'emprisonnement de militants et d'opposants politiques ; et des critiques ont eu lieu contre certaines formes de discriminations dans certains cas contre certaines populations arabes, même si ce n'est pas généralisé. Par ailleurs, au niveau socio-économique, les changements n'ont pas été nombreux, et une minorité de commerçants proches du PKK ont fait fortune grâce à la guerre. Ce qui ne signifie pas qu'il faille mettre de côté le droit des populations opprimées à pouvoir s'autodéterminer, mais il nous faut avoir

une attitude, un soutien critique aux partis qui les mènent, à l'instar de celui du PYD.

Clément Plaisant : *Aujourd'hui, le régime a repris les deux tiers de son territoire. Toutefois, il n'est guère totalement souverain, en témoigne la présence de nombreux belligérants sur son territoire : les FDS, Hayet Tahrir al-Sham anciennement Jabhat al-Nostra, l'Armée nationale syrienne (ANS) et l'EIL. Ce qui a pour conséquence de rendre pour l'instant impossible la reprise du tiers restant du territoire : le nord-ouest et l'est de l'Euphrate. Ce même régime est donc faible, dénué de toute hégémonie, mais continue à exercer les mêmes recettes : répression tous azimuts contre une grande partie des Syriens, prédation économique sans précédent. Bachar al-Assad possède-t-il réellement des marges de manœuvre ? Par ailleurs, le régime qu'il a contribué à bâtir tout au long de la décennie 2000 s'est-il reconfiguré suite à cette guerre, au plan politique ou au plan économique ?*

Joseph Daher : Une version encore plus brutale, confessionnelle, patrimoniale et militarisée du régime Assad a émergé de la guerre. Le soulèvement qui s'est transformé en guerre a obligé Damas à reconfigurer sa base populaire et ses relations internationales, à ajuster ses modes de gouvernance économique et à réorganiser ses appareils militaires et de sécurité.

L'économie politique de Damas, fondée sur une part importante du secteur du commerce et des services et accompagnée d'une gestion des ressources, y compris les ressources non naturelles, et d'une corruption de type rentier, s'est également renforcée durant la guerre. Cette orientation économique reflète l'influence politique et économique importante des

réseaux d'affaires proches des cercles intérieurs du régime, et qui sont surtout actifs dans les secteurs du commerce, de l'immobilier et des services, et bien sûr de la contrebande et des commerces illicites (comme différents trafics de drogues) (13).

Par conséquent, l'économie syrienne restera une économie de consommation quasi exclusive, avec un niveau de production insuffisant pour satisfaire les besoins locaux, notamment en raison de la négligence continue des secteurs productifs de l'économie (agriculture et industrie manufacturière). Ces secteurs ne sont généralement pas non plus la cible des investissements étrangers en Syrie, et Damas n'a présenté aucun plan sérieux pour les développer. Cette situation aura un effet négatif sur la balance des paiements et, par conséquent, une pression continue s'exercera sur la livre syrienne. En outre, les perspectives d'investissements étrangers importants en Syrie risquent de rester faibles si le manque de stabilité économique et politique du pays se poursuit. La dépendance à l'égard de l'aide étrangère et des envois de fonds restera alors une caractéristique, tout comme les protestations locales, et un terrain fertile pour les mouvements extrémistes. En outre, l'économie sera également touchée par l'aggravation des problèmes environnementaux et du changement climatique résultant des politiques de l'État et des effets de la guerre.

Clément Plaisant : *Enfin, concluons sur les Syriens et la société syrienne. Ce sont eux qui se sont révoltés en masse il y a 10 ans. Néanmoins, des milliers d'entre eux ont péri, d'autres ont dû s'exiler. En Turquie ou en Jordanie, ils vivent dans une grande précarité. En Syrie, 90 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté et des protestations voient le jour pour contester ces conditions socio-économiques. Par ailleurs, la polarisation confessionnelle n'a jamais été aussi grande. Dans ce contexte et étant donné l'emprise du régime mais aussi d'acteurs fondamentalistes islamiques, y a-t-il toujours une envie de construire des résistances par le bas, animées par des revendications liées à la justice et à la dignité ?*

Joseph Daher : Il faut avoir pour perspecti-



12. Le PYD a promu la parité des sexes dans l'administration.

13. Cf. J. Daher, « The political economy of Syria : Deepening Pre-war Orientations », *Arab Reform Initiative*, 30 octobre 2020 : <https://www.arab-reform.net/publication/the-political-economy-of-syria-deepening-pre-war-orientations/>

Syrie

ve que des processus révolutionnaires comme celui de la Syrie et plus généralement de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord constituent une époque. Elle peut passer par des phases de révolution et de défaite suivies de nouveaux soulèvements révolutionnaires. En Syrie, les conditions qui ont conduit aux soulèvements populaires sont toujours présentes, et le régime a non seulement été incapable de les résoudre mais les a en fait exacerbées.

Damas et d'autres capitales régionales estiment qu'elles peuvent maintenir leurs dominations despotiques en recourant en permanence à une violence massive contre leurs populations. Cela est voué à l'échec, et on peut s'attendre à de nouvelles explosions de protestations populaires, comme celles qui ont éclaté au Soudan, en Algérie, en Irak et au Liban en 2019. Surtout, malgré tout le soutien de ses alliés étrangers, le régime Assad, en dépit de toute sa résilience, fait face à des problè-

mes insolubles. Son incapacité à résoudre les graves problèmes socio-économiques du pays, combinée à sa répression incessante, a provoqué des critiques et de nouvelles protestations.

Cependant, ces conditions ne se traduisent pas automatiquement en opportunités politiques, en particulier après plus de dix ans d'une guerre destructrice et meurtrière. L'absence d'une opposition politique syrienne structurée, indépendante, démocratique, progressiste et inclusive, qui pourrait attirer les classes les plus pauvres, a rendu difficile pour divers secteurs de la population de s'unir et de défier le régime à nouveau et à l'échelle nationale. Tel est le principal défi. Bien que dans des conditions difficiles de répression, de paupérisation intense et de dislocation sociale, une alternative politique progressiste doit être organisée dans l'expression locale de ces résistances. Et elle devrait s'inspirer de certaines des leçons dans des pays étrangers comme au Soudan ou en Tunisie. L'opposition syrienne n'a pas développé des organisations de classe ni d'organisation politique progressiste de masse. Les révoltes populaires en Tunisie et au Soudan ont démontré l'importance d'une organisation syndicale de masse comme l'UGTT tunisienne et les associations professionnelles et comités de résistance soudanais pour permettre des luttes de masse coordonnées réussies. De même, les organisations féministes de masse ont joué un rôle particulièrement important en Tunisie et au Soudan pour la promotion des droits des femmes et l'obtention de droits démocratiques et socio-économiques, même si ceux-ci restent fragiles et ne sont pas pleinement consolidés. Les révolutionnaires syriens n'avaient pas ces forces organisées de masse en place ou au même niveau d'organisation de masse, ce qui a affaibli le mouvement, et elles seront essentielles à construire pour les luttes futures. La gauche doit participer à la construction et au développement de pareilles structures politiques, capable de s'ériger en alternatives.

La dernière faiblesse clé qui doit être évaluée et surmontée est la faiblesse de la gauche régionale et de ses réseaux de collaboration. À l'heure actuelle, la gauche doit se rassembler pour aider à forger une alternative aux divers acteurs contre-révolutionnaires au sein de leurs pays ainsi qu'aux niveaux régional et international. Une défaite dans un pays de la région est une défaite pour tous, et la victoire dans un pays est une victoire pour d'autres. ■

Par
Emily Janakiram*

Le 2 mai 2022, un mémo qui a fuité a confirmé l'alarme que les organisations de défense des droits reproductifs sonnent depuis des années : l'annulation de l'arrêt *Roe v. Wade*. Le mémo contient un projet d'avis du juge Samuel V. Alito, affirmant que *Roe v. Wade* et le « droit à la vie privée » sur lequel il repose n'ont aucune viabilité constitutionnelle ; que le droit à l'avortement n'a jamais été garanti en Amérique ; que certaines évolutions de la société ayant entraîné une plus grande acceptation de la naissance hors mariage, la participation plus importante des femmes aux élections et la prévalence des lois sur les « refuges », l'avortement est devenu inutile. Le projet d'Alito affirme également que renverser *Roe v. Wade* ne crée aucun précédent pour les attaques contre la contraception ou l'égalité dans le mariage. L'avortement est toujours légal au niveau fédéral, mais si *Roe v. Wade* est cassé, les interdictions « déclenchées » entreront automatiquement en vigueur dans 24 États.

Le démantèlement du droit à l'avortement est à l'image du moment. La vague de croissance de conscience de classe et d'organisation syndicale, les ravages de la pandémie de Covid-19 et le mouvement galvanisé pour « définancer » et abolir les violences policières, ne pouvaient être affrontés que de deux manières : de plus grandes concessions à la classe ouvrière ou bien une plus grande surveillance et incarcération pour étouffer la lutte.

Il est en effet nécessaire de contextualiser le droit à l'avortement dans le cadre d'une lutte politique plus large. *Roe v. Wade* n'était pas en soi une décision bienveillante rendue par les tribunaux pour accorder des droits reproductifs. Le droit à l'avortement a été obtenu par une vague militante d'organisations féministes qui ont exigé ces droits dans le cadre d'un mouvement de la gauche pour plus de libertés. Les gouvernements de l'époque de la guerre froide, craignant ce militantisme, ont intégré le droit à l'avortement dans une affirmation de la primauté de l'État capitaliste dans la garantie de l'autonomie corporelle et des droits de l'individu.

C'est une erreur dangereuse que de placer les espoirs pour des droits reproductifs dans un tour de passe-passe législatif ou judiciaire – même si, bien sûr, une garantie fédérale d'avortement gratuit sur demande ne ferait pas de mal. Mais une

Syrie : le martyre d'une révolution*

Depuis mars 2011, à la suite d'un soulèvement populaire et de sa violente répression, la Syrie est le théâtre d'une guerre entre un régime despote, l'État islamique et différents acteurs internationaux, dont la Russie de Poutine. Récit dramatique d'une révolution dans laquelle un peuple voit son aspiration à la liberté noyée dans le sang.

Syrie : le martyre d'une révolution se veut une vaste fresque des origines du soulèvement syrien, qui a commencé en mars 2011, jusqu'à aujourd'hui. Il décrit les acteurs et les actrices impliqués dans le soulèvement et comment la révolution en cours leur a échappé. Les mouvements fondamentalistes islamistes et djihadistes et les interventions régionales et internationales y sont mis en accusation.

Plus particulièrement, la nature du régime de Bachar al-Assad, mélange de despotisme et de corruption, est analysée ainsi que la façon dont il a procédé pour réprimer le mouvement révolutionnaire. L'implication de la population kurde et des organisations kurdes dans le soulèvement fait l'objet d'un chapitre particulier, avec notamment l'influence croissante du Parti de l'union démocratique (PYD) et de ses combattant-es. Enfin, l'internationalisation du soulèvement syrien et les interventions, directes ou indirectes, de divers acteurs internationaux et régionaux sont analysés, y compris l'implication massive des alliés de Damas, de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah, sans oublier le rôle des États-Unis et des monarchies du Golfe.

Lors de l'invasion russe de l'Ukraine, de nombreux Syriens ont affiché leur soutien au peuple ukrainien. Marioupol leur rappelle Alep.

* Joseph Daher, *Syrie : le martyre d'une révolution*, à paraître chez Syllepse en octobre 2022.

Au-delà de Roe v. Wade : lutter pour l'accès à l'avortement



telle garantie ne peut pas exister dans un État capitaliste et patriarcal qui considère toute personne dotée d'un utérus comme une couveuse pour de futurs travailleurs, et qui se décharge sur les familles des coûts de la naissance et de l'éducation de ces travailleurs.

Le projet d'avis s'inquiète du « *domestic supply of infants* », l'approvisionnement du pays en bébés, confirmant ce que les féministes socialistes soulignent depuis un certain temps, à savoir que la guerre contre les droits reproductifs n'est pas seulement une question d'idéologie ou de guerre des cultures (même si l'idéologie en constitue évidemment une part importante). Il s'agit également d'augmenter le taux de natalité et le nombre de travailleurs, car les gens refusent de plus en plus d'avoir des enfants dans un pays qui rend la chose incroyablement dangereuse et difficile, voire impossible. Le capitalisme a besoin d'une main-d'œuvre nombreuse et facilement exploitable. Sans aucune concession pour permettre de bonnes conditions de naissance et d'éducation des enfants, l'État fait ainsi appel à son arme la plus fiable – la police – pour contraindre les gens à continuer à produire.

Les femmes Noires, Métis et Indigènes sont confrontées aux taux de mortalité les plus élevés lors de l'accouchement dans ce pays, et elles accomplissent de manière disproportionnée le travail de reproduction

sociale dans les conditions les plus dangereuses. L'interdiction de l'avortement leur nuira de manière disproportionnée. La plupart des personnes ciblées, surveillées et incarcérées par la criminalisation de l'avortement seront également des Noirs et des Métis, des Indigènes et des sans-papiers. Le mouvement pro-choix dominant ne fera pas le lien entre le définancement de la police et le droit à l'avortement, mais pour les socialistes, il est important de reconnaître l'interconnexion de ces mouvements.

C'est la police qui a porté plainte contre Liselle Herrera, 26 ans, pour avoir provoqué son propre avortement, ainsi que contre Purvi Patel et Bei Bei Shuai, entre autres. Et c'est la police qui fera respecter les interdictions d'avorter dans tout le pays, en emprisonnant celles et ceux qui dispensent des soins de santé et qui « *aident et soutiennent* » l'obtention d'un avortement – dans certains cas, il peut s'agir des patientes elles-mêmes.

Le Parti démocrate, la police et la nécessité d'une politique abolitionniste

Comme cela aurait dû être clair pour toute personne attentive, et comme c'est maintenant évident, la machine du Parti démocrate ne gagnera pas ce combat pour nous. La direction du Parti démocrate soutient en fait le représentant texan anti-avor-

tement Henry Cuellar contre son adversaire Jessica Cisneros, tout en insistant sur le fait qu'on défendra le droit à l'avortement en élisant davantage de Démocrates aux élections de mi-mandat.

Une approche différente est nécessaire. Le 3 mai, des milliers de manifestant·es ont convergé vers le Foley Square de Manhattan, animé·es par la rage et l'horreur suscitées par la fuite du mémo d'Alito. Les participant·es représentaient tout l'arc politique favorable à l'avortement, depuis les « *I'm With Her* » (Je suis avec elle) libéraux jusqu'aux membres de petites organisations révolutionnaires.

Pourtant, même pendant les phases de préparation de cette manifestation, il est apparu très clairement que la plupart des organisateurs saisissaient ce moment de manière opportuniste pour gagner des voix pour les candidats Démocrates, et traitaient les organisations de base non affiliées à des politiciens pro-choix comme des intrus. L'ironie est palpable quand on sait que ce sont principalement des organisations indépendantes du Parti démocrate qui ont constitué des fonds pour aider les femmes à accéder à l'avortement, qui ont créé des réseaux pour distribuer des pilules abortives et qui ont défendu les cliniques. Le Parti démocrate, quant à lui, a été inutile dans la défense du droit à l'avortement, et son soutien mesquin et mitigé au « *droit des femmes de choisir* » nous a conduits à cette position rétrograde.

Si la mobilisation radicale est en marche, elle doit faire face à un paysage dominé par cette machine Démocrate, qui vise à limiter la colère et à canaliser la lutte vers des moyens électoraux. Nous l'avons vu au niveau national, lorsque les Démocrates ont cherché à étouffer les manifestations devant les domiciles des

* Emily Janakiram est écrivaine et active au sein du collectif intersectionnel et féministe New York City for Abortion Rights. Cet article a été d'abord publié le 18 mai 2022, donc avant la décision de la Cour suprême réactionnaire, par la revue en ligne *Spectre* : <https://spectrejournal.com/beyond-roe-v-wade/> (Traduit de l'anglais par JM).

juges de la Cour suprême. À New York, la manifestation de Foley Square s'est déroulée avec une autorisation de la police – les rues autour de la manifestation étaient bondées de flics. Parmi les intervenant·es figuraient des représentant·es du bureau de Letitia James, procureure générale, ainsi que le maire Eric Adams, ce qui est particulièrement ironique étant donné qu'Adams n'a pas augmenté le soutien de la ville au Fonds d'accès à l'avortement de New York, un service essentiel pour les femmes arrivant de l'extérieur de l'État pour un avortement.

Sous le mandat d'Adams en tant que maire, la police de New York a mené plus de 700 opérations de ratissage des campements de sans-abri, la plupart effectuées par le Groupe de réponse stratégique (GRS) « *anti-terroriste* », bien connu pour brutaliser les manifestants. Les loyers dans la ville augmentent de 40 % à 50 %, ce qui entraîne une augmentation du nombre de sans-abri. Il est ridicule de présenter Adams comme un défenseur des droits des opprimé·es. La forte présence policière, comme l'a souligné un intervenant de NYC For Abortion Rights, ne garantit pas la sécurité des participant·es – elle met même en danger nombre d'entre elles et eux. À la fin de la journée, un groupe de camarades de Left Voice, DSA, NYC For Abortion Rights et d'autres a spontanément marché vers Washington Square Park, entraînant des centaines de participant·es au rassemblement. Les organisateurs, cependant, n'ont pas voulu participer ou cautionner cette marche, car elle n'avait pas été autorisée.

Cet événement est un microcosme de la lutte nationale pour le droit à l'avortement : un mouvement prêt à l'action militante, et un bloc Démocrate qui non seulement insiste pour diriger ce mouvement, mais écarte ses stratégies les plus prometteuses en insistant sur le fait que coopérer avec la police et les tribunaux est la meilleure façon de défendre l'autonomie corporelle. Pendant ce temps, les défenseur·es des cliniques et d'autres militant·es du droit à l'avortement dans tout le pays opèrent en défiant la police. NYC For Abortion Rights organise depuis plusieurs années des manifestations contre des groupes anti-choix de droite et des défenses de cliniques sans autorisation de la police. Lorsque nous disons que « *nous aurons des avortements de toute façon* », nous appelons à une résistance conflictuelle à la décision des tribunaux, quelle qu'elle soit, et à la manière dont la police l'appliquera. Et cette résistance conflictuel-

le est à la fois absolument nécessaire et absolument impossible si on limite la lutte aux actions autorisées par la police.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est une erreur que se tourner vers la police pour protéger les femmes qui veulent avorter, alors que c'est la menace d'emprisonnement qui entraîne l'isolement des femmes, la peur et l'ignorance des ressources qui existent pour les aider à gérer elles-mêmes leurs avortements en toute sécurité et à se déplacer pour les obtenir. Si nous avons peur des fermetures de cliniques et d'un retour aux dangereux avortements clandestins qui tueront les femmes enceintes, nous devons nous rappeler que c'est la police qui rend les avortements autogérés si dangereux. Les avortements autogérés peuvent tout à fait être pratiqués en toute sécurité, surtout depuis l'avènement de la pilule abortive. Les avortements autogérés sont plus sûrs que, par exemple, les accouchements à domicile. Bien sûr, nous ne pouvons pas accepter allègrement la fermeture des cliniques comme une fatalité, elles doivent non seulement être défendues mais aussi développées pour répondre à la demande. L'avortement chirurgical dans les cliniques reste une revendication essentielle, qui devrait être au centre de la lutte à venir.

Avec la criminalisation de la « *complicité d'avortement* », les avortements autogérés deviendront dangereux et traumatisants, les informations et les ressources permettant de les pratiquer en toute sécurité seront inaccessibles, et les femmes souhaitant avorter n'auront personne vers qui se tourner et personne pour les aider, elles seront à la merci de charlatans sans scrupule.

Le combat à mener

Après la fuite du mémo, la police a brutalisé des manifestant·es à Los Angeles. Nous pouvons nous attendre à ce que cela continue tant que les actions directes pour protéger le droit à l'avortement continueront à prendre de l'ampleur dans ce qui doit devenir un été chaud. Et comme la Cour suprême de droite continue d'étendre les pouvoirs de la police en matière de surveillance des populations, les femmes qui avortent et les femmes enceintes seront encore plus en danger.

Des entreprises technologiques ont déjà investi dans la vente aux forces de l'ordre de données sur les femmes enceintes, données basées sur les applications de suivi des règles et de l'ovulation et la géolocalisation. Le maintien de l'ordre est

peut-être l'outil le plus précieux dont dispose l'État pour démanteler l'autonomie corporelle et, avec les nouvelles technologies de surveillance et un virage général à droite, les personnes souhaitant avorter sont directement dans le collimateur.

L'extrême droite est consciente des liens entre la mobilisation et les pouvoirs juridiques et pénaux de l'État. Elle a mobilisé sa base contre la pilule du lendemain, les contraceptifs hormonaux et le stérilet en cuivre, considérés comme des abortifs. Le projet d'Alito, quoi qu'il en dise, laisse clairement la place au démantèlement de l'accès à la contraception. Dans le monde entier, en particulier aux États-Unis, la police est l'alliée de l'extrême droite. Ce sont eux qui escortent la marche de l'Archidiocèse de New York pour harceler les femmes qui avortent. Et si les policiers en uniforme ne participent pas aux campagnes de harcèlement des cliniques, nous avons des raisons de penser que la police collabore en coulisse avec les envahisseurs de cliniques. Le projet qui a fuité peut être considéré comme faisant partie du resserrement constant par l'extrême droite des liens entre sa propre mobilisation militante, l'appareil juridique de l'État et les pouvoirs pénaux qui font le lien entre les deux.

L'association New York City for Abortion Rights (NYCFAR) a été créée il y a cinq ans et fait partie d'une importante réponse de la gauche à cette stratégie coordonnée de la droite. Elle a été créée pour contrer la marche mensuelle de l'archidiocèse de New York visant à harceler les patients du Planned Parenthood de Bleecker Street. Les défenseurs de la clinique se rassemblent et font du piquetage devant la basilique Saint-Patrick sur Mulberry Street, qui accueille les harceleurs de la clinique. Les membres de NYCFAR forment un barrage dans la rue pour retarder l'arrivée des manifestants anti-avortement, les *antis*, à la clinique. D'autres groupes anti-avortement ont jeté leur dévolu sur New York, et NYCFAR a étendu sa stratégie pour contrer ces groupes également. L'été dernier, alors que la menace contre Roe v. Wade devenait plus évidente, l'archidiocèse a étendu sa campagne à tous les quartiers de New York. NYCFAR a réussi à mettre fin à leurs efforts à Brooklyn après une campagne de défense militante des cliniques et de sensibilisation de la communauté, notamment en liant les actions de l'archidiocèse à l'adoption récente de la loi anti-avortement SB8 au Texas.

Bien sûr, la police est toujours très pré-

sente lors de ces manifestations – pas pour aider à escorter les patientes en toute sécurité dans la clinique, ni pour faire respecter la loi sur la liberté d'accès aux cliniques en éloignant les antis de la porte de la clinique, mais pour défendre ce cortège d'extrême droite qui se dirige vers la clinique. Les militants de la NYCFAR ont souvent vu les flics et les antis discuter et plaisanter amicalement. L'été dernier, après la publication de plusieurs articles dans la *National Review* sur les défenses de cliniques par la NYCFAR, le Strategic Response Group est arrivé à une défense de clinique à Brooklyn et a arrêté deux membres de la NYCFAR au milieu de la rue pour « obstruction à la circulation des piétons ». Aucun des antis n'a été arrêté.

Le 7 mai, à la suite de la fuite, NYCFAR et les militants pour le droit à l'avortement de la ville de New York ont remporté une victoire énorme et sans précédent lors de la défense de notre clinique, qui avait été annoncée avant la fuite. Normalement, nous sommes tout au plus une vingtaine. Cette fois, il y avait au moins une centaine de personnes devant l'église Saint-Patrick, prêtes à défendre le droit à l'avortement, tôt le matin, sous la pluie. Les manifestants ont scandé : « *Merci mon Dieu pour l'avortement* », « *C'est pas l'Église, c'est pas l'État, c'est nous qui décidons de notre destin* », « *L'avortement c'est la santé, la santé est un droit* ». Quatre-vingt-dix minutes plus tard, nous avons appris que, pour la première fois en cinq ans, les antis avaient décidé de ne pas défilé – parce que la police ne voulait pas les escorter. Cela était entièrement dû à notre nombre et à notre militantisme. Cela montre aussi directement les tactiques nécessaires pour défendre l'avortement.

Non seulement à New York, mais aussi dans tous les États-Unis, nous avons un combat redoutable à mener. Cette situation est barbare et effroyable au-delà des mots. Mais si nous voulons l'emporter, nous ne devons pas tomber dans le désespoir ou le nihilisme, et nous n'avons certainement pas besoin de réinventer la roue. Nous pouvons nous inspirer des campagnes réussies qui ont non seulement défendu, mais gagné les droits reproductifs.

Avant *Roe v. Wade*, il y avait le Jane Collective, un réseau clandestin qui pratiquait des avortements sans risque et transportait les personnes nécessaires pour les pratiquer. Les fonds pour l'avortement existent aujourd'hui pour faire cela. Nous devons proclamer publiquement que nous continuerons à pratiquer des avorte-

ments, et que nous continuerons à « *aider et encourager* » les avortements, quelle que soit la décision de la Cour suprême. Les mouvements féministes du monde entier ont obtenu le droit à l'avortement par des protestations sociales de masse et des actions directes.

Nous pouvons et devons nous inspirer de leurs luttes. En Irlande, en Argentine,

en Pologne et au Chili, la lutte contre l'avortement a été menée dans la rue, par l'action directe et la revendication sans réserve de l'avortement comme un droit inaliénable – et non par l'élection de politiciens qui défendront le droit de choisir. C'est de cette action militante dont nous aurons besoin aux États-Unis si nous voulons gagner. ■

Sortir de l'impasse stratégique

Par
le Comité éditorial de *Spectre**

Nous sommes à un tournant dans la lutte pour la défense du droit à l'avortement. La fuite du projet de décision de la Cour suprême menace de casser l'arrêt *Roe v. Wade* (1). Lorsque cette décision sera promulguée – si elle l'est – près de la moitié des États américains s'apprêtent à criminaliser l'avortement. Cette décision est une attaque contre bien plus que le droit à l'avortement ; sa logique ouvre la porte à des attaques contre la contraception, le mariage gay, les droits des transgenres et bien d'autres réformes conquises par les personnes opprimées dans notre société.

Comment la gauche socialiste, les organisations de droits reproductifs et les syndicats peuvent-ils empêcher cette décision d'être appliquée ? Et qu'allons-nous faire pour la renverser si elle est adoptée ? La dure vérité est que la stratégie juridique

et électorale des organisations traditionnelles de défense des droits reproductifs n'a pas réussi à arrêter cet assaut, et encore moins à étendre les droits reproductifs. Nous avons besoin d'une nouvelle stratégie, une stratégie axée sur le pouvoir des travailleur·es et des opprimé·es de perturber le business as usual (la routine) par le biais d'actions directes de masse : sit-in, walk-out et grèves. Ce type de militantisme a permis d'obtenir le droit à l'avortement aux États-Unis il y a cinquante ans, et au Chili, en Argentine et en Irlande ces dernières années.

Malheureusement, les dirigeants des forces dominantes reprennent la vieille stratégie qui a échoué, en concentrant toute leur énergie sur le vote pour les Démocrates lors des élections de mi-man-

* *Spectre* est une revue marxiste dont l'objectif est de promouvoir l'analyse, la discussion et le débat au sein de la gauche révolutionnaire, tant aux États-Unis que dans le reste du monde, en mettant à profit les idées de la pensée radicale noire, des mouvements anticoloniaux, du féminisme socialiste et de la théorie queer pour nos politiques. Son comité éditorial est composé de Shireen Akram-Boshar, Amanda Armstrong-Price, Tithi Bhattacharya, Kade Doyle Griffiths, Dan Boscov-Ellen, Aaron Jaffe, Zachary Levenson, Holly Lewis, David McNally, Charles Post et Vanessa Wills. Cet article a été publié par *Spectre* le 27 mai 2022 (donc avant la décision de la Cour suprême réactionnaire du 24 juin 2022 de révoquer l'arrêt *Roe v. Wade*) : <https://spectrejournal.com/breaking-the-strategic-impasse/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. L'arrêt *Roe v. Wade* a été rendu par la Cour suprême des États-Unis le 22 janvier 1973. La Cour a statué, par sept voix contre deux, que le droit à la vie privée découlant du 14^e amendement de la Constitution des États-Unis s'étend à la décision d'une femme de poursuivre ou non sa grossesse, mais que ce droit doit être mis en balance avec les intérêts de l'État dans la réglementation de l'avortement : protéger la santé des femmes et protéger le potentiel de la vie humaine. Après avoir promis en octobre 2016 de renverser l'arrêt, Donald Trump a nommé plusieurs juges conservateurs au cours de sa présidence.



États-Unis

dat. La tâche de construire une résistance efficace incombe à la gauche radicale, aux Socialistes Démocrates d'Amérique (DSA), aux groupes de défense des cliniques, aux activistes de la justice reproductive, et aux forces dissidentes au sein des organisations et syndicats établis.

Pour tracer une autre voie, nous devons d'abord comprendre pourquoi nous sommes arrivés à ce moment de crise. Nous devons expliquer comment un tribunal non élu et de droite peut même envisager de criminaliser l'avortement, alors qu'une majorité du pays, y compris dans les États dirigés par les Républicains, dits rouges, soutient massivement l'arrêt Roe v. Wade. Deux facteurs sont essentiels : la détermination implacable de l'extrême droite à gagner et le repli défensif des principales organisations de défense des droits reproductifs.

L'extrême droite s'est concentrée sur la criminalisation de l'avortement. Ils ont construit des organisations sérieuses avec une minorité militante qui a organisé un véritable mouvement et l'a canalisé vers le Parti républicain. Ils ont transformé ce « *Grand vieux parti* » (GOP – le Parti républicain), historiquement le principal parti politique du capital, en un parti d'extrême droite des classes moyennes. Nos adversaires ont utilisé les valeurs familiales et la croisade anti-avortement comme une solution fautive, mais séduisante, à la crise de la reproduction sociale dans les classes moyennes et ouvrières, provoquée par le programme bipartisan du néolibéralisme. Ils avancent la criminalisation des droits reproductifs et de toutes les formes de pratiques de genre non-binaires afin de restaurer la famille « *traditionnelle* » idéalisée (qui n'a jamais réellement existé) comme un « *refuge dans un monde sans cœur* ».

Le GOP s'est servi de ce message pour remporter des succès électoraux depuis les années 1980 et a redoublé d'efforts depuis la Grande Récession, Trump ayant conclu un pacte misogyne avec les fanatiques de l'avortement. Une fois au pouvoir, les Républicains ont mis en œuvre des mesures anti-avortement de plus en plus agressives au niveau des États, ont proposé des projets de loi similaires au Congrès et ont rempli les tribunaux, y compris la Cour suprême, de juges anti-avortement. Leur stratégie a fonctionné, malgré l'absence de base populaire du parti, grâce au découpage systématique des circonscriptions électorales, aux restrictions du droit de vote et à la désillusion populaire massive face à l'incapacité du Parti démocrate à résoudre la crise sociale.

La guerre de l'extrême droite contre les femmes, les LGBTQ+ et les groupes racialement opprimés est principalement menée par des propriétaires de petites entreprises et des cadres subalternes qui s'appauvrissent, ainsi que par une minorité de travailleurs blancs plus âgés. La classe dirigeante capitaliste a adopté une position ambivalente sur l'avortement, permettant à la droite de la classe moyenne d'avoir une plus grande influence politique. D'une part, les capitalistes soutiennent l'accès légal à l'avortement et à la contraception afin que de plus en plus de femmes soient disponibles pour être exploitées comme main-d'œuvre salariée. D'autre part, l'agenda néolibéral du capital embrasse la défense de la famille « *traditionnelle* » afin d'appliquer la reproduction sociale privatisée en confiant aux ménages – et aux femmes en particulier – la responsabilité de tous les travaux nécessaires à la vie. Ce programme a conduit au moins certaines sections du capital à soutenir la criminalisation de l'avortement.

En réponse à l'assaut de l'extrême droite, le principal mouvement pour les droits reproductifs a suivi une stratégie axée sur les luttes juridiques défensives et l'élection de Démocrates. Cette stratégie a échoué de manière désastreuse. Les tribunaux étant remplis de juges d'extrême droite, les affaires juridiques ont donné lieu à peu de nouvelles avancées, ont perdu du terrain à mesure que les tribunaux imposaient des limites de plus en plus strictes à l'avortement, et sont maintenant arrivées à une défaite totale avec l'annulation imminente de Roe v. Wade.

Le soutien électoral de l'organisation principale aux Démocrates a donné les mêmes résultats catastrophiques. Les Démocrates ont incorporé leurs dirigeants comme ils l'ont fait pour les dirigeants d'au-

tres mouvements sociaux issus des années 1960 et 1970, promettant une défense de Roe v. Wade comme statu quo en échange du soutien au parti et à ses candidats. Dans ce processus qu'Olúfemi O. Táíwò appelle la « *capture de l'élite* », la politique principale a été transformée d'un défi radical à toutes les formes d'exploitation et d'oppression en une politique de groupes d'intérêts compétitifs dédiée à la diversité, à l'inclusion et à l'équité dans l'élite dirigeante. Pendant ce temps, les Démocrates ont mis en œuvre l'austérité sociale, pilonnant la classe ouvrière en général et les groupes opprimés en particulier.

Avec le déclin des mouvements sociaux et de classe dans les années 1980 et l'intégration de leurs dirigeants, les Démocrates ont considéré leur soutien comme acquis et ont capitulé devant la droite. Les Démocrates ont accepté de limiter de plus en plus le droit à l'avortement, à commencer par l'amendement Hyde de 1976 qui interdit le financement fédéral de l'avortement. Bill et Hillary Clinton ont consolidé la capitulation des Démocrates en déclarant que l'avortement devait être « *sûr, légal et rare* » – le contraire de l'appel radical des années 1970 en faveur d'un « *avortement gratuit sur demande* ».

Même lorsqu'ils étaient aux commandes des deux chambres du Congrès, Clinton, Obama et Biden ont tous refusé de faire du droit à l'avortement la loi du pays, ont fait concession sur concession à la droite anti-avortement et ont supervisé l'érosion dramatique du droit à l'avortement. En conséquence, l'extrême droite a pu passer à l'offensive, chassant les prestataires de services d'avortement de la plupart des comtés des États-Unis et assiégeant ceux qui restaient. Ses représen-



tants du GOP dans les gouvernements des États ont imposé des limites de plus en plus grandes au droit à l'avortement et ont préparé des lois d'exception pour le rendre illégal une fois l'arrêt *Roe v. Wade* annulé.

La stratégie des organisations traditionnelles de défense des droits reproductifs a affaibli le mouvement et désorienté ses cadres. Ses organisations se sont « ONG-isées », devenant dominées par des professionnels, des avocats et des consultants de campagne. En l'absence de militant-es de la base, les groupes de droits reproductifs ont accepté les compromis des Démocrates dans une tentative désespérée de préserver ce qui restait de *Roe v. Wade*. La résistance étant démobilisée, la droite s'est enhardie et se tient prête à interdire l'avortement dans la moitié des États du pays.

Pire encore, les organisations dominantes se sont opposées aux nouvelles forces ayant des stratégies plus militantes. NOW (2), NARAL (3) et Planned Parenthood (4) se sont toutes opposées aux mobilisations en défense des cliniques – une arène clé pour la construction d'une résistance militante – et ont activement fait campagne pour empêcher de telles actions de se produire. Elles refusent de défendre un programme plus radical qui gagnerait le soutien de la classe ouvrière et des femmes de couleur – un programme de justice reproductive et de soins de santé universels.

Les organisations traditionnelles et leurs dirigeants ne montrent aucun signe permettant de tirer la conclusion évidente que leur stratégie a échoué. Si des organisations comme Planned Parenthood ont organisé des manifestations locales, elles n'ont pas appelé à une marche nationale sur la Cour suprême, à la défense militante des cliniques ou à la défiance envers les lois criminalisant l'avortement. Elles se concentrent plutôt sur les élections de cet automne, dans l'espoir irréaliste que les Démocrates remporteront les élections de mi-mandat et adopteront une législation nationale faisant du droit à l'avortement la loi du pays.

Les Démocrates vont tirer le meilleur parti de cette menace pour le droit à l'avortement. En effet, la fuite du projet de décision a été un cadeau du ciel pour Biden et compagnie, qui étaient autrement voués à une défaite désastreuse lors des élections de mi-mandat – en grande partie à cause de leur incapacité à tenir leurs promesses déjà insuffisantes. Si la défense de l'arrêt *Roe v. Wade* donne aux Démocrates un argument de poids pour les élections de



mi-mandat, le parti ne peut pas empêcher la décision de la Cour suprême et il est peu probable qu'il remporte les élections d'automne. Et même s'il le faisait, il n'est pas du tout certain qu'il tiendrait sa promesse de faire de *Roe v. Wade* la loi du pays. En d'autres termes, depuis les années 1970 ce parti a prouvé qu'il n'était pas disposé à faire quoi que ce soit pour défendre (et encore moins pour faire progresser) les droits reproductifs, en particulier leur gratuité financée par le gouvernement fédéral.

Le moment est venu d'adopter une nouvelle stratégie militante. La majorité des personnes aux États-Unis ne veulent pas que *Roe v. Wade* soit annulé et sont choquées et indignées par le projet de décision. Cette colère peut servir de base à la construction d'un mouvement. Parmi les premières étapes, il faudrait organiser des réunions locales d'urgence pour rassembler les forces en vue d'une nouvelle stratégie d'action directe de masse pour faire avancer un programme radical de justice reproductive. C'est ce type d'organisation qui a permis de construire les luttes qui ont permis de gagner le droit à l'avortement aux États-Unis dans le passé, et en Argentine, au Chili et en Irlande aujourd'hui.

Alors que les anciennes organisations de droits reproductifs sont dans l'impasse, de nouvelles forces se sont manifestées pour organiser la résistance. Il s'agit notamment d'organisations militantes comme New York City for Abortion Rights, Chicago for Abortion Rights, National Women's Liberation, de forces de la gauche socialiste et de syndicats de gauche comme Chicago Teachers Union (Syndicat des enseignants de Chicago), qui a publié une déclaration pour défendre le droit à l'avortement. DSA, la plus grande organisation socialiste des États-Unis depuis les

années 1940, pourrait jouer un rôle énorme dans ce processus. Cependant, son « accent stratégique » national sur la politique électorale a jusqu'à présent mis de côté l'organisation de la lutte de classe et sociale, laissant les sections locales et les groupes de travail agir seuls, sans coordination ni direction.

Ce que font aujourd'hui toutes ces forces de la gauche radicale est important. Aucune organisation n'est en mesure de prendre la tête d'une marche nationale sur la Cour suprême, mais les conditions sont réunies pour rassembler des organisations au niveau local et, dans certains cas, au niveau de l'État, qui s'engagent à construire un nouveau mouvement basé sur une stratégie d'action indépendante et de masse. La cohérence de ces forces sera cruciale pour déterminer si un mouvement de masse militant peut défendre le droit à l'avortement et commencer la lutte pour une véritable justice reproductive – ou si la droite remportera une nouvelle victoire, faisant reculer l'un des rares acquis des luttes des années 1960 et 1970. ■

2. NOW (National Organisation for Women – Organisation nationale pour les femmes) a été créé en 1977 et « a œuvré à l'élection de féministes plus intrasigeantes à la Maison Blanche et au Congrès ».

3. NARAL Pro-Choice America a été fondé en 1968 en tant que Association nationale pour la révocation des lois relatives à l'avortement (en anglais : National Association for the Repeal of Abortion Laws). C'est une ONG qui utilise les techniques de lobbying pour améliorer les lois relatives à l'avortement.

4. Planned Parenthood Federation of America (Planning familial, auparavant American Birth Control League – Ligue de contrôle des naissances) a ses sources dans l'ouverture de la première clinique de planification familiale en 1916, rapidement fermée par la police lorsque ses créatrices, les sœurs Sanger ont été arrêtées. En 1921 Margaret Sanger crée la American Birth Control League (Ligue de contrôle des naissances), qui prendra en 1942 son nom actuel. Le Planned Parenthood est le plus grand fournisseur indépendant de services de santé reproductive, y compris l'avortement, aux États-Unis.

**L'« identité française »
ou l'histoire d'une
métamorphose
réactionnaire**

« **U**n retour sur la construction historique de la laïcité permet de mesurer à quel point on a assisté, au cours des dernières décennies, à un grand renversement : l'aspiration émancipatrice initiale, certes inaboutie, s'est métamorphosée en son contraire : une laïcité identitaire et discriminante » écrit dans son introduction Roland Pfefferkorn. En premier lieu, l'histoire singulière du long processus de laïcisation de l'État : « La laïcisation touche spécifiquement l'État et les institutions publiques, en premier lieu l'école, elle est à distinguer de la sécularisation qui concerne les sociétés dans leur ensemble ». La seconde partie porte « sur les avancées de la laïcité historique vers la liberté de conscience et la séparation des Églises et de l'État. Les lois laïques scolaires de 1882 et 1886 permettront de dégager des tutelles religieuses les programmes, les locaux et les personnels. La loi de 1905 parachèvera le processus ». L'auteur souligne les deux ensembles de principes contenus dans cette loi : « séparation des Églises et de l'État et neutralité des pouvoirs publics en matière religieuse ; liberté de conscience, y compris religieuse, et égalité de tous, croyants et non-croyants ». À noter que l'imprégnation religieuse est encore présente dans la formulation (C'est en regard de la croyance que sont définies les « non-croyant-es »). La troisième partie traite « des points aveugles ou des impensés de cette République laïque, présumée porteuse de valeurs universelles et de progrès ».

Pour commencer, je propose de regarder du côté du débat sur le port de la soutane (pages 43 et suivantes), de la pittoresque proposition de Charles Chabert d'interdire le port de la soutane. Comme le souligne Roland Pfefferkorn : « Par-delà la dimension pittoresque de l'argumentation développée par le député Chabert en 1905, le lecteur contemporain remarquera aisément qu'il suffit dans les propos précédents, de remplacer le mot soutane par voile ou foulard pour retrouver, presque mot à mot, les arguments mobilisés par les partisans de l'interdiction du fameux "foulard" ».

Il me semble aussi bien utile de revenir sur les processus de sécularisation d'hier et d'aujourd'hui, tou-

jours en cours à travers le monde, qui ne sont pas réductibles au triomphe de l'individualisme néolibéral et au fétichisme de la marchandise généralisée.

Roland Pfefferkorn aborde l'histoire de la Réforme aux Lumières, la perte du monopole religieux en Europe, le modèle catholique d'intolérance, l'affirmation de liberté de conscience en matière religieuse, l'apparition d'une morale profane, la sécularisation des sociétés européennes, l'affaiblissement « voire la perte de pertinence sociale » des univers religieux, l'apport et les contradictions des Lumières, la volonté de « limiter les prétentions des Églises à régir les sphères intellectuelles, politiques et civiles », les ruptures construites par la révolution de 1789 et leurs limites, l'invention de l'entité abstraite qu'est la nation, le mariage civil devenant la forme légale du mariage (à noter qu'encore aujourd'hui, certains États considérés comme démocratiques ne connaissent pas ces institutions civiles), le droit au divorce, les écoles, le concordat de 1801 et le Second Empire. « Le concordat marque un coup d'arrêt au processus de laïcisation issu de la Révolution ». La loi Falloux de 1850 « renforce considérablement l'emprise de l'Église catholique sur l'enseignement primaire et secondaire » et conduit au renouveau de l'anticléricalisme des radicaux et des républicains modérés. L'auteur nous rappelle que « la Commune de Paris insurgé avait proclamé la séparation des Églises et de l'État et interdit l'enseignement confessionnel le 2 avril 1871 ».

« La loi adoptée en décembre 1905 est le résultat d'un compromis entre différents projets républicains de séparation ». Si la nature du compromis et sa validité historique peuvent être discutées, si des actualisations de la laïcité auraient dû être débattues, si d'autres lois auraient pu non pas restreindre la séparation mais en modifier les contours, prenant en compte les effets de la sécularisation, il me semble important d'insister sur le mot et l'idée de compromis et la dynamique possible de ceux-ci. L'idée principale reste la liberté de conscience et la séparation des pouvoirs institutionnels des Églises et de l'État. Ce qui ne dit rien sur les pratiques religieuses, privées et publiques. En tant que citoyen-es, nous pouvons prendre position contre le séparatisme sexuel dans les instances relevant des religions ; mais l'État – par ailleurs bien mal placé sur ce sujet – ne doit pas intervenir sur les choix des commu-

nautés cléricales. Nous pouvons et devons combattre les prises de position de maints ministres du culte et des religions instituées contre l'égalité et la liberté, mais les organismes d'État n'ont pas à s'immiscer dans la production des lignes « morales et politiques » de ces mêmes religieux. Sans oublier que nous devons soutenir toutes les luttes des personnes contre les contraintes imposées au nom de la foi, de la tradition, des coutumes etc.

L'auteur indique que la loi de 1905 anticipe des exigences conventionnelles contemporaines : « L'article 9 de la Convention européenne des droits de l'Homme précise que le droit à la liberté de religion implique "la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou collectivement" en public et en privé ». La laïcité a instauré une rupture dans une logique politique libérale : « Elle est conçue comme un dispositif visant la liberté (de pensée, d'opinion, de culte) et l'égalité (égalité de traitement de toutes et tous indépendamment des croyances de chacun) ».

Les représentants de l'Église catholique furent et restent souvent hostiles à la loi de 1905. Ces représentants autoproclamés de dieu, exigent que leurs choix soient imposés, y compris par la force du goupillon sans oublier l'aide du sabre. Le propre de ces entreprises, fortement masculinistes et élitaires, n'est clairement pas la démocratie. Mais se prononcer contre la démocratie ou pour sa limitation est une chose, exiger des appareils d'État de contribuer à son effacement en est une autre...

Dans la troisième partie, Roland Pfefferkorn aborde, entre autres, les points aveugles de la politique laïque de la III^e République, la non-inscription de cette politique « dans une perspective d'émancipation humaine plus large », le suffrage masculin baptisé universel, l'absence de laïcité dans les colonies (et qu'en est-il aujourd'hui dans les poussières de l'empire ?), la défense par Jules Ferry ou Paul Bert de l'expansion coloniale et de l'inégalité raciale (que des institutions scolaires portent encore leurs noms est un scandale), la scolarisation des filles à part sans oublier que « La filière réservée aux filles dans le secondaire ne prépare pas à la poursuite d'études dans le supérieur », l'occultation et le maintien de la domination de classe, la religion de la patrie, la Loi Lalouette et le « régime de séparation évolutif », le renoncement à étendre les lois scolaires laïques et la

loi de 1905 à l'Alsace-Moselle, les privilèges maintenus ou accordés à certains cultes et, cependant, l'accélération de « la déprise religieuse ».

L'auteur insiste à juste titre sur la construction par des lois d'une « catho-laïcité », le nouveau rituel politico-religieux mis en place, la législation favorable à l'enseignement privé, la loi de 2004 et l'extension abusive de la « neutralité » aux usager-es, le glissement sémantique du foulard au « voile » puis au « voile islamique », les ré-élaborations d'un sens national conservateur, l'exhibition de l'islamophobie sur la scène publique, la fabrication d'une version identitaire et communautaire de la laïcité, les récits mythiques et la laïcité falsifiée, la construction « d'une altérité déviant qui s'étend à l'ensemble des musulmans », sans oublier la néo-laïcité excluante de la droite extrême.

Si la loi de 1905 « avait une visée de liberté, d'égalité et d'apaisement du conflit séculaire entre État et religion », ce n'est pas le cas de différentes autres lois, en particulier depuis 2004.

Un petit livre très utile pour situer les débats, comprendre les différences entre sécularisation et laïcité, analyser les constructions historiques et institutionnelles, s'armer contre les pouvoirs envahissants des Églises et des fondamentalistes religieux divers ou les lectures excluantes et liberticides des évangélistes néolibéraux ou identitaires. Le combat pour l'égalité et la liberté, pour l'émancipation, ne saurait faire l'impasse sur la liberté de conscience, ici et ailleurs, et sur les nécessaires aménagements sociaux ou les accommodements raisonnables pour y parvenir. Il suffit de constater l'argumentation répétée sur la complémentarité des sexes contre l'égalité des personnes, l'acharnement de certains gouvernements et du pape des catholiques, par exemple, contre les droits sexuels et reproductifs des femmes (dont le droit à l'avortement) au nom de dieu, pour comprendre que le combat pour la laïcité n'est point clos mais aussi que la laïcité n'est pas ce que certain-es voudraient nous faire « croire »...

Didier Epsztajn

* Roland Pfefferkorn, *Laïcité : une aspiration émancipatrice dévoyée*, Éditions Syllepse, Paris 2022, 96 pages, 5,00 €

Projet de Constitution : une nouvelle étape politique

Entretien de Amy Goodman
et Nerrmeen Shaikh avec
Pablo Abufom Silva*

La nouvelle Constitution du Chili sera soumise au vote le 4 septembre prochain. Alors que les grandes entreprises et les médias hégémoniques font campagne contre elle, le peuple la soutient. Son approbation constituerait une étape historique non seulement au Chili, mais aussi dans toute l'Amérique latine.

Un projet de nouvelle Constitution qui pourrait remplacer celle mise en place pendant la dictature du général Augusto Pinochet a été présenté récemment. Si elle est approuvée, la nouvelle Constitution reconnaîtra pour la première fois les peuples indigènes du Chili, inclura les droits reproductifs dans ses articles, rendra l'enseignement supérieur gratuit, établira l'égalité des genres au sein du gouvernement et exigera la mise en œuvre de politiques d'atténuation et d'adaptation à la crise climatique. Le projet ne prévoit pas la nationalisation partielle de l'industrie minière du pays.

La version finale de la Constitution sera soumise au vote du peuple chilien le 4 septembre. Des sondages récents montrent qu'environ 40 % de la population dit qu'elle votera oui. Pablo Abufom a été invité à une émission de *Democracy Now* (1), où il a discuté du potentiel radical de la nouvelle Constitution du Chili. L'article suivant est une transcription de cette émission.

Amy Goodman : *Pablo, que se passe-t-il au Chili, quel est son caractère historique et pourquoi le processus constitutionnel est-il si important ?*

Pablo Abufom : La première chose à dire est que ce processus met enfin un terme à la Constitution néolibérale qui a été imposée par les militaires pendant la dictature. C'est le premier jalon historique important. Deuxièmement, il s'agit d'une Constitution écrite de manière démocratique, c'est-à-dire écrite dans un contexte démocratique

et non dans le cadre d'une dictature, mais aussi écrite avec une participation populaire et représentative de la véritable diversité du peuple et des peuples du Chili.

Il s'agit d'une Constitution rédigée par un organe démocratiquement élu, avec une parité de genre, avec des représentants des peuples indigènes, avec des représentants des mouvements sociaux et populaires. Il compte également une minorité de représentants des riches, qui étaient jusqu'à présent majoritaires dans les organes représentatifs au Chili. Par conséquent, cette Constitution marque une différence très importante par rapport à la dernière Constitution que nous avons, celle de 1980, mais aussi par rapport aux constitutions précédentes qui avaient été rédigées par des groupes de constitutionnalistes ou de politiciens choisis arbitrairement par le gouvernement. Mais il s'agit également d'une Constitution et d'un processus constituant ouverts à la participation populaire de la société civile, qui a pris des initiatives et présenté des propositions d'articles qui ont également été reçues par la Convention [constitutionnelle]. Et c'est vraiment significatif dans la mesure où elle a repris les aspirations de la révolte populaire qui a émergé en octobre 2019.

Bien entendu, elle ne répond pas à toutes les aspirations. La Constitution ne va pas résoudre tous les problèmes. Mais elle a permis de représenter ces aspirations, ce besoin de résoudre de toute urgence certains des problèmes structurels du régime politique et économique du Chili.

Nerrmeen Shaikh : *Comment les membres de la Convention constitutionnelle, chargés de rédiger la Constitution, ont-ils été choisis ?*

Pablo Abufom : Le processus électoral était différent des élections parlementaires ou des élections politiques précédentes. Tout d'abord, il s'agissait d'un processus incluant la parité des genres, c'est-à-dire une représentation d'au moins 50% de femmes sur les listes à élire, mais aussi parmi les élus-es.

Deuxièmement, elle comprenait la représentation garantie des différents peuples indigènes qui habitent le territoire chilien. Elle a permis l'accès à la Convention constitutionnelle de divers secteurs qui avaient toujours été exclus du système politique chilien : au-delà des peuples indigènes, elle comprenait également une représentation majoritaire de femmes, de secteurs de la communauté LGBTQ, de mouvements sociaux – en particulier le mouvement féministe – et de mouvements socio-environnementaux luttant contre la dévastation capitaliste et extractiviste de l'environnement et des communautés. Cela signifiait la création d'un organe représentatif et démocratique, très différent de celui du Congrès, auquel, en général, seules les élites politiques ont accès. Cela a eu un impact sur l'une des décisions prises par la Convention [constitutionnelle] et dans la nouvelle Constitution, à savoir la suppression du Sénat et la création d'une chambre représentant les régions et les provinces. Cela signifie que le veto aristocratique du Sénat chilien disparaît. Et c'est un changement politique très important qui n'aurait pas été possible sans la participation de ces secteurs.

La reconnaissance du travail domestique, du travail de soins, en tant que travail ayant un impact économique au niveau

* **Pablo Abufom Silva**, traducteur et journaliste, militant de Solidaridad, rédacteur de *Posiciones, Revista de Debate Estratégico* et membre du collectif éditorial de la revue *Jacobin América Latina*, est membre fondateur du Centro Social y Librería Proyección qui vise à construire un espace de rencontre, de discussion et de renforcement de la vie culturelle et politique à Santiago. **Amy Goodman** est journaliste et depuis 1996 la principale animatrice de *Democracy Now* !, un programme d'information progressiste mondial diffusé quotidiennement à la radio, à la télévision et sur Internet. **Nerrmeen Shaikh**, journaliste de radio-télévision est productrice et co-animatrice de *Democracy Now* ! Elle a publié *The Present as History : Critical Perspectives on Global Power* (Columbia University Press, 2007). Cet entretien a été publié par *Jacobin América Latina* le 8 juin 2022 : <https://jacobinlat.com/2022/06/08/una-nueva-etapa-politica-en-chile/> (Traduit de l'espagnol par JM).
1. https://www.democracynow.org/es/2022/5/20/activista_anticapitalista_chileno_la_nueva_constitucion

Chili

social, est également quelque chose qui n'a été possible que parce que le mouvement féministe était là. En bref, il existe une série de droits sociaux qui sont garantis par cette représentation démocratique.

Nerrmeen Shaikh : *Quel est le degré de soutien dont bénéficie le projet de nouvelle Constitution au sein de la population chilienne ? Les sondages suggèrent qu'à ce stade, seuls 40 % d'entre eux voteraient en faveur.*

Pablo Abufom : La première chose à dire est que les sondages qui fournissent cette information sont les mêmes qui annonçaient que le peuple chilien allait rejeter l'idée même d'une nouvelle Constitution et donc l'élection d'une Constituante ; les mêmes qui annonçaient que le candidat d'extrême droite, José Antonio Kast, allait gagner, et pourtant le candidat progressiste, Boric, a gagné. C'est pour cette raison que des sondages sont commandés par certains secteurs et groupes économiques qui sont les grands perdants de ce processus et qui ont intérêt à montrer qu'il n'y a pas de soutien alors que c'est le cas.

Les données réelles dont nous disposons, contrairement aux sondages d'opinion, sont que 80 % de la population a voté en faveur du changement de la Constitution ; qu'une majorité, plus de 50 %, des candidat·es élu·es à la Convention [constitutionnelle], étaient issu·es de secteurs de gauche, indépendants, populaires, indigènes et féministes ; et que le second tour des élections présidentielles a vu des millions de personnes voter pour un candidat progressiste, qui d'une certaine manière – malgré ses complications et les divergences qui peuvent exister entre nous – incarne ce processus constituant.

Il faut donc s'attendre à ce que la nouvelle Constitution, dans laquelle les citoyen·es peuvent voir comment leurs droits sociaux seront garantis dans un avenir proche, bénéficie d'un soutien majoritaire. De plus, il faut dire que les secteurs qui rejettent la nouvelle Constitution font campagne depuis plus d'un an, tandis que les secteurs favorables au changement constitutionnel étaient – et continuent d'être – à l'œuvre pour rendre ce changement réel.

Amy Goodman : *Peux-tu nous parler de la cérémonie du 16 mai et du lieu où elle s'est déroulée ? Le président de la Convention constitutionnelle a commenté la cérémonie en s'exprimant dans les langues indigènes, ce qui est un indice des changements introduits par cette Constitution. Quelles sont les différences*

entre cette Carta Magna et celle approuvée pendant la dictature de Pinochet, un régime qui avait le soutien des États-Unis ?

Pablo Abufom : Tout d'abord, le processus constituant a été porté par une révolte populaire en octobre 2019, et cela a marqué beaucoup de choses : d'une part, cela a garanti l'intégration des mouvements sociaux dans le processus et a assuré la participation et le rôle des peuples autochtones. Le Chili est un pays qui a une histoire coloniale de violence à l'encontre des peuples indigènes, et dans ce processus constitutionnel, il a été possible pour ces secteurs d'être représentés. Par conséquent, l'un des thèmes centraux de la discussion constitutionnelle a été la reconnaissance des peuples indigènes, leur droit de participer politiquement à la société chilienne et la reconnaissance de leurs droits culturels et linguistiques, ainsi que la restitution des terres qui ont été volées par l'État ou par des sociétés privées. C'est l'un des points forts du processus.

D'autre part, il s'agit d'un processus très critique de la centralisation de la politique chilienne dans sa capitale, Santiago. Les membres de la Convention constitutionnelle dans son ensemble sont allés tenir des sessions dans d'autres villes du Chili afin de renforcer cet engagement envers les régions. Cela a été très intéressant, car cela a permis à une institution politique nationale de se réunir dans d'autres villes ; nous avons l'habitude de la voir à Santiago et dans les villes centrales.

La cérémonie de remise du projet de nouvelle Constitution s'est déroulée dans les ruines de Huanchaca, qui est une ancienne fonderie d'argent. C'était très symbolique, car cela représente la présence dans les régions et le lien avec les peuples autochtones du nord (qui n'ont pas été reconnus historiquement non plus). Le fait de tenir cet événement sur les ruines d'une industrie associée à l'extraction, enfin, était en soi une critique du modèle basé sur l'extraction de matières premières et donc sur une forte destruction de l'environnement et des communautés.

En outre, le fait que le président de la Convention ait commencé cette cérémonie en s'exprimant dans les langues indigènes du Chili, du territoire chilien, est également très significatif car il signifie la reconnaissance, au moins dans le domaine linguistique et culturel, de l'existence de peuples qui étaient ici avant la formation de la République du Chili, avant l'établissement d'un État colonial.

Tout cela a constitué de grandes avancées. Bien sûr, cela ne résout pas tous les problèmes. Actuellement, nous sommes confrontés à une nouvelle déclaration d'état d'urgence et à la militarisation du territoire mapuche dans le sud : l'État chilien a encore de nombreuses dettes envers les peuples indigènes. Mais au moins, c'est une ouverture pour leur reconnaissance et leur participation politique.

Nerrmeen Shaikh : *Peux-tu nous expliquer ce qui a été exclu de ce projet de Constitution ? Plus précisément, nous souhaitons nous pencher sur l'article qui aurait donné à l'État chilien le contrôle exclusif des droits d'exploitation des ressources minières. Quelle est l'importance du cuivre et du lithium pour l'économie chilienne ?*

Pablo Abufom : L'économie chilienne était fortement fondée sur l'extraction et l'exportation de matières premières, notamment issues de l'industrie forestière, de l'industrie agricole et de l'industrie minière ; le cuivre est notre principal produit d'exportation. Historiquement, c'est un produit qui a été entre les mains d'entreprises privées, notamment de multinationales. Mais, depuis la nationalisation du cuivre sous le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende, il y a eu une participation de l'État dans l'économie, ce qui a permis des ressources indispensables au financement des programmes sociaux au Chili.

Dans un contexte de crise économique croissante, le conflit pour savoir qui contrôle et administre ces ressources et ces excédents va être fondamental et de plus en plus extrême. Nous avons vu une très forte résistance des secteurs néolibéraux, conservateurs et de droite à la nationalisation des ressources, parce que, bien sûr, il y a un conflit d'affaires, pour savoir qui va contrôler ces profits. Et donc, malgré le fait que la proposition de nationaliser les actifs miniers et autres ressources naturelles bénéficiait d'un très fort soutien populaire, il y a eu une très forte opposition de ces secteurs et elle n'a pas pu être incluse.

En tout cas, il faut toujours garder à l'esprit que la Constitution ne résout pas tous les problèmes. Ce qu'elle fait, c'est énoncer une série d'éléments centraux du conflit politique des prochaines décennies. Le changement constitutionnel au Chili ne clôt pas le processus politique. Au contraire, il l'ouvre, il inaugure un cycle nouveau. La transition hors de la dictature est probablement terminée et un nouveau moment de l'histoire du Chili commence, au cours duquel ces éléments – la garantie des

droits sociaux, une démocratie paritaire et réellement participative, la reconnaissance des peuples indigènes, et la confrontation sur l'activité économique de l'État concernant les ressources naturelles, afin d'avoir une souveraineté effective sur ces ressources – vont occuper une place centrale dans le conflit politique des prochaines années.

Le contrôle de l'État sur les ressources minières est donc une tâche en suspens qui ne sera pas résolue par cette Convention [constitutionnelle], mais qui restera ouverte.

Amy Goodman : *Quel est le plan de la campagne populaire pour faire adopter cette Constitution le 4 septembre ? Comment la population connaîtra-t-elle le contenu du texte ? As-tu des réserves sur le contenu de cette nouvelle Constitution ?*

Pablo Abufom : Premièrement, la campagne sera un processus à deux volets. Nous avons un gouvernement qui est heureusement favorable à la modification de la Constitution et qui respectera donc le devoir public de faire connaître cette nouvelle Constitution. Mais on s'attend également à ce qu'il le fasse de manière favorable, de sorte que des campagnes financées par des fonds publics soient organisées.

Il y a une mobilisation populaire plus ou moins permanente depuis octobre 2019 jusqu'à aujourd'hui. En d'autres termes, des milliers de personnes dans les communautés, les quartiers, les villes et les zones rurales ont travaillé, parlé et discuté de la nouvelle Constitution, et aujourd'hui elles sont très enthousiastes à l'idée de défendre ce processus et de l'approuver. Par conséquent, en plus des campagnes publiques de l'État, nous allons avoir des campagnes de masse et populaires pour diffuser le contenu de la nouvelle Constitution.

Je pense que ce sera un processus très intéressant, où tout le tissu social qui s'est construit ces dernières années sera mis à l'épreuve et catalysera de nouveaux processus politiques au Chili. Il est probable qu'émergeront des forces politiques qui se feront les défenseurs de cette nouvelle Constitution plus progressiste, qui garantit les droits sociaux, et qui entreront dans la mêlée politique. Je pense que cette Constitution est surprenante par son caractère progressiste par rapport à la Constitution que nous avons.

Je pense qu'il y a encore des choses très importantes à faire. L'une d'entre elles

est liée à un plus grand contrôle des forces armées et des forces de l'ordre, qui, historiquement, au Chili, ont incarné une force de violence et de répression contre le peuple, et le contrôle civil est donc très important. Deuxièmement, il manque une garantie beaucoup plus solide que les ressources publiques iront aux systèmes publics pour la fourniture de services tels que la santé, l'éducation, les retraites, les droits reproductifs, et que le secteur privé, qui jusqu'à présent a été le seul bénéficiaire du miracle néolibéral au Chili, aura une

limite. Ces bénéficiaires, ces profits inconsidérés dont disposent les secteurs privés doivent avoir une limite, car sinon, une société qui profite à la majorité n'est pas soutenable.

Mais, en tout état de cause, dans la mesure où elle garantit les droits sociaux, la nouvelle Constitution ouvre un nouveau scénario pour la société chilienne dans son ensemble. Et dans la mesure où elle garantit des processus participatifs et démocratiques, elle ouvre également une nouvelle étape politique au Chili. ■

La Constitution du peuple

Entretien de Pablo Abufom avec Karina Nohales*

La première étape vers une nouvelle Constitution au Chili est maintenant terminée. Le 16 mai, le projet de la nouvelle *Carta Magna* a été officiellement remis. Il consacre des changements majeurs pour la société chilienne, notamment en matière de droits sociaux, de parité dans la participation politique et de reconnaissance constitutionnelle des peuples indigènes.

En termes de droits sociaux, il intègre des revendications qui ont été la bannière de lutte des organisations populaires depuis le tout début de la contre-révolution néolibérale de la dictature. La nouvelle Constitution vise à reprendre ces aspirations et à garantir l'accès à la santé, au logement, à l'éducation, à des retraites décentes, à une éducation non sexiste et au droit à l'avortement, dans le cadre d'un « État social et démocratique » qui se reconnaît comme plurinational, interculturel et écologique.

Pablo Abufom : *L'une des étapes les plus importantes de la Convention constitutionnelle a été l'approbation d'une série de droits sociaux pour lesquels les organisations populaires s'étaient battues pendant des décennies. Il s'agit notamment d'un ensemble de droits du travail qui étaient attendus depuis la fin de la dictature. Selon toi, quels sont les plus importants ?*

Karina Nohales : Tout d'abord, il y a une dimension à souligner qui a trait aux analyses féministes du travail. Le féminisme est



entré dans la Convention avec la force de gigantesques mobilisations et d'importants processus de réflexion programmatique, réussissant à façonner en termes constitutionnels une innovation en termes de reconnaissance du travail domestique et de soins, consacrant une compréhension de ce travail qui a été développée et soutenue principalement par ce que nous pourrions appeler le féminisme socialiste,

* **Karina Nohales**, féministe, avocate et porte-parole de la *Coordinadora Feminista 8M*, fait partie de l'équipe d'Alondra Carrillo, élue à l'Assemblée Constituante du Chili. Pablo Abufom Silva, traducteur et journaliste, militant de Solidaridad, rédacteur de *Posiciones*, *Revista de Debate Estratégico* et membre du collectif éditorial de la revue *Jacobin América Latina*, est membre fondateur du Centro Social y Librería Proyección qui vise à construire un espace de rencontre, de discussion et de renforcement de la vie culturelle et politique à Santiago. Cet entretien a été publié le 31 mai 2022 par *Jacobin América Latina* : <https://jacobinlat.com/2022/05/31/chile-la-constitucion-del-pueblo/> (Traduit de l'espagnol par JM).

Chili

établissant que le travail domestique et de soins est un travail socialement nécessaire, qu'il est indispensable pour la durabilité complète de la société et que, par conséquent, il doit être soutenu socialement par un système complet de soins de nature étatique.

Il s'agit d'une perspective qui les déprive, en se plaçant au-delà d'un féminisme plus libéral qui se concentre sur des politiques de coresponsabilité entre les sexes, certes nécessaires, mais qui reste dans cette conception du foyer comme espace privé. Aujourd'hui, nous avons progressé en installant, parallèlement à sa reconnaissance, une perspective de socialisation de ces emplois.

Ensuite, il y a les règles qui relèvent de la sphère du droit du travail individuel salarié. Dans ce domaine, on consacre des questions pertinentes qui reprennent les principes et les paramètres du droit international, en particulier ceux de l'OIT, et qui, dans la réalité locale, constituent un progrès par rapport à ce qui existait jusqu'à présent, puisque dans la Constitution de Pinochet, le travail apparaît dissocié de la sphère des droits, se limitant à consacrer la liberté du travail, c'est-à-dire la prétendue liberté du travailleur de choisir son lieu de travail et la liberté des entreprises de choisir librement leurs employés.

Enfin, l'une des questions les plus pertinentes concerne les droits collectifs du travail. La nouvelle Constitution reconnaît le droit à la liberté d'association dans ses trois dimensions : syndicalisation, négociation collective et grève, démantelant ainsi certaines enclaves constitutionnelles et juridiques stratégiques imposées par la dictature et la transition démocratique. Tout d'abord, elle consacre le droit des travailleurs des secteurs public et privé de former des syndicats à tous les niveaux et le droit de ces organisations de fixer leurs propres objectifs. Deuxièmement, elle établit la compétence syndicale exclusive en matière de négociation collective, le développement de la négociation à tout niveau décidé par les travailleurs des secteurs public et privé, et fixe comme seule limite à la négociation les droits du travail inaliénables. Troisièmement, elle garantit le droit de grève aux travailleurs des secteurs public et privé, qu'ils aient ou non un syndicat, qui peuvent décider de l'étendue des intérêts qu'ils entendent défendre par la grève et du niveau auquel elle se déroule. Il est également établi que la loi ne peut pas interdire la grève.

Ces trois éléments, ainsi actés, représentent un tournant copernicien par rap-

port à la Constitution de 1980 – qui ne mentionne le mot « grève » qu'une seule fois : pour l'interdire aux travailleurs du secteur public – et aussi par rapport à la législation actuelle, qui ne permet la négociation collective qu'au niveau de l'entreprise, de sorte qu'elle ne peut être exercée conjointement par des travailleurs de deux ou plusieurs entreprises différentes, et qui ne reconnaît l'exercice de la grève que dans le cadre du processus « légal » de négociation collective.

Dans un pays où plus de 40 % de la main-d'œuvre formellement salariée travaille dans des petites et moyennes entreprises, dans un pays où un processus brutal de décentralisation productive a eu lieu, ce cadre juridique a réduit à l'impuissance l'outil de la négociation et de la grève, conduisant à une réalité plus proche des négociations pluripersonnelles que des négociations collectives. Et cela est renforcé par l'existence de ce que l'on appelle les « groupes de négociation » qui peuvent être constitués temporairement au sein des entreprises dans le seul but de négocier des conditions de travail communes, une pratique antisyndicale qui est légale au Chili et qui a un impact de division très néfaste.

Aujourd'hui, avec l'appropriation syndicale de la négociation collective, la nouvelle Constitution permettra de bannir cette pratique qui a permis aux entreprises de maintenir au sein d'une même unité de travail d'innombrables groupes de travailleurs soumis à des conditions de travail différenciées. Une autre excellente nouvelle est que non seulement les salariés de l'État ne seront plus interdits de grève, mais qu'ils bénéficieront de tous les droits collectifs.

Ce qui est surprenant, c'est que ces avancées ont été formalisées juridiquement par un organisme qui n'est pas lié directement au monde syndical. Cela doit nous amener à nous demander pourquoi cela a été possible.

Pablo Abufom : *Effectivement, cette question est intéressante. Quelles autres normes constitutionnelles associées aux luttes des travailleurs syndiqués ou non syndiqués ont-elles été adoptées ?*

Karina Nohales : Deux autres normes méritent d'être soulignées. D'une part, le droit des travailleurs à participer, par le biais de leurs organisations syndicales, aux décisions de l'entreprise est acté. La manière dont cette participation doit être mise en œuvre est laissée à la loi. Cela ouvrira sans aucun doute des débats intéressants dans un avenir proche.

D'autre part, inséparable de la question du travail, c'est le droit à la Sécurité sociale qui est affirmé. Il présente plusieurs caractéristiques remarquables. Premièrement, il est établi qu'il appartient à l'État de définir la politique de Sécurité sociale sur la base de principes tels que la solidarité, la répartition et l'universalité. Deuxièmement, elle rend obligatoire la création d'un système public de Sécurité sociale pour garantir la protection complète contre des risques divers. Troisièmement, elle établit que le système sera financé par les cotisations obligatoires des travailleurs et des employeurs et par les recettes générales de la nation, et que cet argent ne peut être utilisé à d'autres fins que le paiement des prestations du système. Enfin, les organisations syndicales pourront participer à la gestion du système public de Sécurité sociale.

Toutes ces caractéristiques représentent un changement absolu par rapport au système de capitalisation individuelle qui existe aujourd'hui, un système géré exclusivement par des entreprises privées (les Administrateurs de Fonds de Pension, AFP) et financé exclusivement par les cotisations des travailleurs (l'employeur ne contribue pas), et cet argent est investi dans des actions en bourse, générant des pertes irrécupérables (en 2008, suite à la crise des subprimes, près de 40 % de l'épargne retraite des travailleurs chiliens a été perdue) et qui, n'étant pas destiné à payer des pensions, offre un revenu misérable à la fin de la vie active.

Pablo Abufom : *En ce qui concerne les effets qu'auront ces nouvelles règles constitutionnelles, je voudrais te demander, tout d'abord, quelles seront leurs implications pour la reconnaissance du travail domestique et de soins ?*

Karina Nohales : Eh bien, dans toutes les problématiques où des droits sociaux tels que celui-ci sont entérinés, il y a une dimension législative, qui consiste à donner une base juridique à ce qui a été inscrit dans la Constitution. L'une des dispositions approuvées dans cette Constitution est également la possibilité de présentation de lois d'initiative populaire.

Je pense que l'une des premières tâches sera de rédiger une Loi d'initiative populaire qui dira en quoi consiste ce système de soins complets : comment fonctionne-t-il, comment est-il financé, quelles sont ses dimensions communautaires ? Et cela va mettre des secteurs très divers au sein du mouvement féministe face à la nécessité de construire une position, un



débat et une proposition transversale et de mettre en marche l'imagination politique, car ce type de système, qu'on voit dans d'autres pays, n'a jamais existé au Chili.

C'est une dimension sur laquelle je suis optimiste car le mouvement féministe (ainsi nommé, au singulier, dans toute sa diversité) a été le seul secteur capable de construire et de présenter de manière unitaire à la Convention constitutionnelle des initiatives populaires de normes, contrairement à ce qui s'est passé dans les domaines de la santé, de l'éducation, du travail ou de la sécurité sociale, où il y a eu plus d'une initiative populaire de normes dans chaque domaine. Dans le cas des droits sexuels et reproductifs, du droit à une vie sans violence et de l'éducation non sexiste, nous avons des propositions de normes unifiées. En ce sens, l'expérience de la Convention a été très importante pour préfigurer cette dimension de la tâche politique à accomplir.

Et, d'autre part, je crois qu'il y a un travail pour faire connaître ce que signifie une perspective de socialisation de ces emplois, parce que ce sont vraiment des termes encore étrangers pour la population, pour beaucoup de femmes des secteurs qui ne sont pas nécessairement marginaux, mais aussi des secteurs intermédiaires où toute la notion du problème, de la double journée de travail et de tout cela dont on nous dit que c'est de l'amour au lieu du travail non rémunéré, est encore en marge de la coresponsabilité entre les genres. Par exemple, elle est encore formulée dans des revendications telles que la demande de crèches financées par les employeurs, ce qui implique également la monétarisation comme moyen de soutenir ce type de travail.

Je pense donc que cela ouvre un défi plus grand et à plus long terme qui impli-

que des horizons politiques plus profonds. Je ne sais pas dans quelle mesure il sera possible de maintenir cette unité transversale des féminismes par rapport à cela, puisque historiquement nous avons des conceptions très différentes de ce problème. Elle ne devra pas nécessairement être résolue de manière définitive : il peut aussi y avoir des désaccords dans les débats féministes, un litige sur quelles lectures féministes de ces travaux deviendront plus hégémoniques.

Pablo Abufom : *Dans le même ordre d'idées, il y a quelque chose d'inédit en ce moment dans un gouvernement qui se dit féministe : des cadres politiques issues du féminisme organisé sont entrées au gouvernement et y occupent des postes importants, à commencer par le Ministère de la femme et de l'égalité des genres. Comment envisages-tu le différend dont tu parles, si nous tenons compte du fait que l'une des parties dans ce débat est un secteur qui est au gouvernement ? Cela va-t-il signifier un débat plus difficile, une polarisation plus forte par rapport aux tendances plus institutionnalisées ? Ou peut-être la possibilité de réaliser ces transformations de manière plus rapide ?*

Karina Nohales : En termes de facilité ou de difficulté, je dirais les deux, sans aucun doute. Plus facile car, effectivement, l'existence d'un système de prise en charge globale fait partie du programme du gouvernement actuel. Ces perspectives seront donc rendues possibles, ou du moins ne seront pas entravées, en termes d'institutions et de politiques publiques. Mais, en même temps, il n'est pas facile d'être un gouvernement, de gérer un budget en disposant de ressources limitées. Ce n'est pas la même chose que d'être à l'extérieur, lorsque l'enjeu se limite à seulement exiger

des choses de l'État. Ce sera donc à la fois plus facile et plus difficile. Mais si nous ajoutons et soustrayons, les conditions de viabilité sont bien sûr réunies, ce que nous n'aurions pas avec un autre type de gouvernement.

Pablo Abufom : *L'un des problèmes que tu as signalé est lié à la fragmentation de l'organisation des travailleurs, basée sur la fragmentation même de la production au Chili : une multiplicité de petites et moyennes entreprises commerciales ou de sociétés prestataires de services aux principaux secteurs productifs, principalement l'agriculture, la sylviculture et les mines. Cette situation est renforcée par la législation qui fragmente les groupes de négociation, les syndicats multiples dans une même entreprise, etc. Compte tenu de ce scénario, quelles seront les implications des normes relatives à la négociation collective de la nouvelle Constitution ? Quels défis ce changement posera-t-il au mouvement syndical ?*

Karina Nohales : Eh bien, au Chili, il n'y a jamais eu de syndicalisme fort, bien qu'il y ait ce mythe selon lequel avant le coup d'État de 1973, il y avait un syndicalisme très glorieux. Bien sûr, il est vrai que les 17 années de dictature ont brutalement écrasé le mouvement ouvrier, ce qui a entraîné un recul historique irréversible dans bien des domaines. Mais cela ne confère pas au passé l'ampleur qu'on lui attribue parfois. C'est pourquoi il est si important de penser ces processus non pas comme un retour au passé – ce qui est parfois le désir d'une certaine gauche : le retour à ce passé vertueux qui nous a été violemment enlevé. Il faut toujours construire une alternative pour le futur, beaucoup plus puissante que dans le passé... à partir de cette mémoire que nous revendiquons.

Je crois que les féminismes ont été particulièrement convaincants en disant : « il ne s'agit pas de revenir à notre ancien système ». Et c'est normal, car nous nous demandons aussi où nous en étions lors de ces processus passés. En particulier, le monde syndical a toujours eu une structure faible parce qu'il était étroitement lié au système de production au Chili, et il n'y a jamais eu – même si ce n'était pas interdit par la loi – de négociation ou de syndicalisation par branche de production, comme l'a fait la dictature par la suite. Il y avait des exemples, mais ils étaient clairement l'exception à la structure qui existe encore aujourd'hui, qui a été celle de l'union de base, de la fédération, de la confédération,

Chili

de la centrale. Une chaîne organique absolument pyramidale qui reproduit fortement les impulsions bureaucratiques, qui sont toujours présentes et ont tendance à se reproduire. Et cela a toujours été le cas.

Le taux de syndicalisation n'a jamais été très élevé au Chili. Il y a eu un moment assez exceptionnel lorsque la loi sur la syndicalisation des paysans a été adoptée en 1967. Il y a eu un saut parce que la paysannerie pouvait se syndiquer, et puis cela a atteint son point culminant en 1972 pendant l'Unité populaire, lorsque nous étions en réalité face à une conjoncture absolument extraordinaire.

La nouvelle Constitution permet donc des formes et des niveaux de négociation sans précédent, et non un retour au passé. Et cela tombe maintenant sur une terre plutôt aride, stérile, qui est celle du syndicalisme de la transition démocratique, qui a été caractérisé par deux grands courants : l'un, prédominant, est celui des instruments syndicaux ad hoc des partis de la transition – la principale centrale syndicale, la Central Unitaria de Trabajadores y Trabajadoras, est l'expression de ce syndicalisme de grande soumission aux politiques administratives du néolibéralisme, qui a toujours été dirigé par les partis d'il y a trente ans. De l'autre côté, nous pourrions dire qu'il y a les bastions de la réaffirmation d'un syndicalisme de combat, de la tradition ouvrière, de la lutte des classes. Ces secteurs n'ont pas cherché (ou même s'ils avaient cherché à le faire, ils n'y sont pas parvenus) à se constituer comme un courant de travailleurs dans le sens de ne pas être un courant « *auto-affirmé* » d'une tendance politique ou idéologique particulière. À côté de cela, il y a eu des secteurs qui ont eu une politique de lutte, dans le sens où ils ont mené de grandes grèves et sont allés au-delà de l'illégalité dictatoriale, mettant en échec des secteurs importants du patronat du pays, mais qui n'ont pas nécessairement une formation politique, une politique syndicale, qui les unifie dans un projet général. Je pense, par exemple, au syndicat réunissant la majorité des travailleurs dans les ports, Union Portuaria.

Pablo Abufom : *Dans le contexte proposé par la nouvelle Constitution, quel sera le défi pour le syndicalisme ?*

Karina Nohales : Je ne sais pas si c'est un défi pour le syndicalisme, je ne suis pas sûre. Je pense que c'est un défi pour la classe ouvrière. Premièrement, parce que nous sommes confrontés à un syndicalisme qui ne sait pas comment faire ce que nous devons faire, dans le sens où il ne l'a

jamais fait : ce ne fut jamais la préoccupation des structures syndicales au Chili, ni aujourd'hui ni il y a 80 ans. Et en même temps, nous sommes confrontés à une classe ouvrière qui a une expérience très peu connue du syndicalisme. Il me semble que l'un des défis sera d'être capable de générer une politique d'unité parmi les travailleurs pour assumer cette tâche politique que personne ne peut faire en leur nom, qui est de générer leur unité pour former des organisations fortes prêtes à lutter et à affronter les employeurs.

Il n'est pas clair si cela sera réalisé à partir d'une position d'indépendance de classe ou non, et je ne fais pas référence à une idéologie du type syndicalisme rouge, mais à une indépendance de classe, sans compromis avec le grand capital. Cela dépendra du secteur qui prendra l'initiative, mais sans aucun doute, il me semble qu'à l'heure actuelle, ceux qui sont les mieux placés pour prendre cette initiative sont les secteurs politiques qui ont une insertion importante dans le monde syndical. Malheureusement, cette plus grande insertion est détenue dans de nombreux domaines clés par des secteurs de partis non indépendants. Je ne sais pas si ces leaders seront ceux qui assumeront cette tâche en premier lieu, mais ceux qui ont été construits organiquement dans les rangs syndicaux ont un avantage. Je pense que si cette tâche politique consistant à construire de grandes organisations syndicales, de grandes négociations collectives et des grèves puissantes est couronnée de succès, nous assisterons également à la fin fratricide de nombreux dirigeants syndicaux. Il y a beaucoup de fiefs dans ce monde... des petits, mais des fiefs quand même.

Pablo Abufom : *L'une des surprises du résultat de l'élection de la Convention constitutionnelle [les 15 et 16 mai 2021] a été qu'une seule dirigeante syndicale y a été élue – Aurora Delgado, travailleuse de la santé et porte-parole de la Coordinadora de Trabajadores y Trabajadoras NO+AFP de la ville de Valdivia.*

Aucun autre dirigeant syndical, alors qu'il y avait des candidats ayant une longue carrière et des postes de premier plan (comme Bárbara Figueroa, qui venait à l'époque de quitter la présidence de la CUT, et Luis Mesina, qui a été le leader de la coordination NO+AFP pendant de nombreuses années). C'était une conjoncture très explosive, qui aurait pu catapulter ces dirigeants à une place importante

sur le plan politique. Pourquoi penses-tu qu'il n'était pas logique que ces dirigeants assument des tâches politiques à la Convention ?

Karina Nohales : Il s'agit d'une question inévitable, très nécessaire : comment se fait-il que dans une élection où il y a tant de secteurs populaires qui vont voter pour la « *révolte* », lorsque la constituante est élue, le syndicalisme dans toutes ses versions, que ce soit le syndicalisme de la transition, le syndicalisme combatif, tous les secteurs du syndicalisme apparaissent comme quelque chose d'étranger et personne n'est élu, à l'exception d'Aurora Delgado, une dirigeante de la santé publique ?

Qu'est-ce que cela nous dit ? Beaucoup de choses. Nous avons déclaré que la révolte était aussi un bilan de ce qu'ont été ces 30 années, et je crois que le syndicalisme – ou un secteur très important et hégémonique du syndicalisme – n'échappe pas au crible de ce bilan. Les directions traditionnelles, aux mains des démocrates-chrétiens, du parti socialiste et du parti communiste, apparaissent également aux yeux de la population comme étant identifiées aux partis de l'ordre, ceux qui ont été remis en cause par la révolte. C'est un moment de ce bilan.

Un autre aspect de ce bilan est lié au fait que le syndicalisme apparaît comme une expérience extérieure pour de très larges secteurs de la classe ouvrière. Cela est dû à tout ce qui a déjà été dit sur la structure du travail dans le pays, les niveaux d'informalité du travail, la structure juridique qui permet ou empêche certains de se syndiquer, mais aussi à ce qui a été une politique syndicale très impuissante du syndicalisme lui-même, même dans les secteurs qui sont plus disposés à se battre.

Aujourd'hui, il n'existe pas d'outils syndicaux permettant de rassembler les travailleurs informels, les travailleurs migrants, les travailleurs non rémunérés, voire les secteurs sans emploi. En bref, nous n'avons pas un courant syndical qui a délibérément entrepris de générer une politique d'unité de la classe ouvrière autour du problème du travail, qui n'est pas un problème singulier, c'est un problème qui doit être global de toutes ces réalités.

Malgré cette terrible absence de politique syndicale pour la réalité effective de cette classe ouvrière, il existe de nombreux secteurs syndicaux qui peuvent être militants ou pousser des positions de gau-

che au sein du syndicalisme, et qui considéraient que la lutte de la classe ouvrière appartient au syndicat, avec une classe ouvrière définie traditionnellement comme masculine, formellement salariée, et organisée en syndicats. Mais quel pourcentage de la classe ouvrière est aujourd'hui masculine, formellement salariée et syndiquée ? C'est la minorité.

Cependant, il y a ceux qui prétendent que cette appartenance organique de la classe ouvrière est détenue par ces secteurs et ce malgré un contexte politique dans lequel ont émergé les mouvements sociaux beaucoup plus puissants que les syndicats. Ces mouvements ont organisé des mobilisations massives, qui ont également été le prélude à des révoltes et à des bouleversements sociaux, avançant des revendications que le syndicalisme aurait pu porter il y a 100 ans mais dont il ne se préoccupe plus. Et le monde syndical ne semble pas non plus intéressé à s'emparer de la direction pour défendre ces revendications dans une perspective unitaire.

En effet, la dislocation entre ce qui apparaissait classiquement comme étant porté par le syndicalisme au sein d'un programme général de la classe ouvrière est telle que l'une des revendications les plus pertinentes du monde syndical de ces décennies, la fin du Plan de Travail de José Piñera (frère de l'ancien président) et de Pinochet, a été obtenue sans présence syndicale au sein de la Convention. Elle a été obtenue par un organe dans lequel le peuple travailleur s'est auto-représenté. Un organe qui sans être un représentant direct du monde syndical a fait sienne cette revendication centrale. Là, c'est la classe ouvrière qui a agi, même si elle ne l'a pas fait sous ses formes syndicales. C'est la classe ouvrière qui a réussi à réaliser cette revendication. C'est une bonne nouvelle.

Pablo Abufom : *Pour conclure, je pense qu'il est important de souligner que dans le nouveau catalogue de droits de la Constitution, nous trouvons des droits sociaux pour lesquels on s'est battu depuis longtemps, avec de grandes organisations, des mobilisations, et une histoire qui remonte à des décennies.*

L'exception à cette règle est la reconnaissance du travail domestique et de soins non rémunérés, une demande qui a pris de nombreuses formes dans notre histoire, mais qui est relativement nouvelle dans la forme dans laquelle elle a été approuvée [il existe une proposition pour un système public de soins]. Il s'agit d'un



droit qui réussit à faire un grand saut et à entrer directement dans le projet de la nouvelle Constitution. Que penses-tu de cette situation ? La nouvelle Constitution peut-elle être considérée comme une « mise à jour » par rapport à la composition de la classe ouvrière chilienne que tu as mentionnée ?

Karina Nohales : Oui, en partie. En d'autres termes, il est impossible qu'un organe composé de 154 personnes puisse l'exprimer pleinement. Mais il y a deux secteurs qui sont entrés massivement dans la Convention par le vote populaire : les secteurs qui se sont organisés autour des luttes féministes, et les secteurs qui se sont organisés autour de la lutte socio-environnementale. En particulier, les secteurs qui ont soutenu les revendications et les mobilisations féministes au cours des dernières décennies se sont dotés d'un programme et d'instances antérieures très transversales et nationales de discussion et de délibération politiques, et ont coordonné d'énormes journées de mobilisation. La « Rencontre plurinationale de celles et ceux qui luttent » a rendu ce programme possible, et c'est un atout indéniable qui était très palpable au sein de la Convention.

Mais au Chili, aujourd'hui, le féminisme est aussi devenu un sens commun et, surtout, il a une sorte de position d'autorité, même aux yeux de ceux qui ne sont pas radicalement opposés au féminisme, mais qui n'ont pas de sympathie pour lui ou qui trouvent « excessives » une série de questions soulevées par le féminisme. Il s'agit de secteurs qui n'osent pas être exposés, aux yeux de l'ensemble de la population, comme des opposants aux revendications féministes. Le fait que le féminisme ait une autorité dans le sens commun des masses a été très important pour l'avancement

sans précédent de sujets dans l'ordre institutionnel au niveau local et international. Nous savons qu'il s'agit du premier processus constituant paritaire au monde, mais il a également réussi à établir une démocratie paritaire sans plafond : tous les organes de l'État, qu'ils soient ou non élus, doivent être composés d'au moins 50 % de femmes. Pas 50 % et 50 % : il peut s'agir de 80 % ou 100 % de femmes.

Une autre question a été le droit à l'avortement, une chose que nous ne pouvions pas obtenir du pouvoir constitué. Très récemment, en septembre de l'année dernière, le Congrès national a rejeté la dépénalisation de l'avortement. Aujourd'hui, l'interruption volontaire de grossesse, quel qu'en soit le motif, a été garantie par la Convention comme un droit fondamental. Là, nous avons eu les votes de personnes qui ne l'auraient jamais approuvé dans le cadre du débat parlementaire, des secteurs politiques qui n'ont même pas approuvé la dépénalisation.

La force avec laquelle le féminisme a fait irruption dans la Convention est donc assez impressionnante, et il a repris une série de revendications féministes historiques, dont celle du travail domestique et des soins. Je suis d'accord avec toi qu'il n'y a pas eu au Chili une vague de mobilisation féministe qui aurait fait de cette demande de socialisation des emplois du soin le plus central des éléments, mais nous pouvons aussi convenir que ce n'est pas une revendication nouvelle dans le monde. Dans la révolution russe, un programme de socialisation du travail avait déjà été expérimenté, il faisait partie de cette perspective programmatique, et il a eu une centralité très importante dans ce qu'on appelle la deuxième vague féministe, et aussi au moment actuel de l'irruption féministe internationale. Au Chili, cette

revendication est également arrivée en partie comme une contagion et heureusement, elle a pu tomber entre les mains de secteurs féministes organisés, qui ont pris la décision délibérée d'adopter ces perspectives, que nous pouvons considérer comme étant les plus avancées en termes de programmes de l'expérience internationale, et de les promouvoir ici aussi.

Mais, oui, la possibilité de garantir quelque chose qui n'était peut-être pas au cœur des revendications des mobilisations féministes, et qui constitue une perspective très avancée dans la lutte féministe internationale de plus d'un siècle, montre non seulement que le féminisme est capable de prendre en charge son agenda historique, mais aussi qu'il a réussi à pousser sans contrepoids sérieux au sein de la Convention constitutionnelle la charrette d'une série de revendications dont on nous disait traditionnellement qu'elles ne sont pas « *proprement féministes* » et que ce sont des revendications de la classe ouvrière « *en général* ».

Il y a toujours ces secteurs qui insistent pour situer le féminisme à un endroit particulier, mais le pari féministe des secteurs organisés qui ont pu promouvoir et d'une certaine manière diriger le processus féministe ces dernières années dans notre pays ont aussi délibérément considéré cela, ce que nous appelons une orientation de « *transversalité du féminisme dans le mouvement social* », et qui conçoit sa propre activité comme une forme d'action politique de la classe ouvrière. Ainsi, par exemple, le droit au logement est inscrit dans la nouvelle Constitution en tant que revendication historique du mouvement des sans-abri, mais en même temps, le droit au logement inclut également l'existence de refuges pour les personnes qui subissent des violences de genre.

Je voudrais dire que cette transversalité n'implique pas seulement de prendre en charge des revendications qui existent depuis longtemps dans les secteurs populaires, mais aussi de les imprégner et de repenser chacune de ces revendications dans sa dimension, son impact et sa portée en termes de sexe et de genre, parce que pour toutes ces politiques – et cela sera consigné dans le langage de la nouvelle Constitution – nous allons parler de femmes, de dissidence et de diversité de sexe et de genre, inscrivant ce processus, l'un des processus féministes les plus avancés de ces dernières décennies, dans une perspective féministe délibérément trans-inclusive. C'est une partie inéluctable de sa puissance. ■

Les rues s'illuminent à nouveau

Par
Anahí Macaroff*

L'Équateur connaît à nouveau une mobilisation sociale anti-gouvernementale menée par le mouvement indigène. La réaction du gouvernement, qui a eu recours à la répression, a étendu à plusieurs secteurs les manifestations, qui ont déjà fait deux morts. L'appel à la grève et à la mobilisation lancé par la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) le 13 juin est la première protestation majeure à laquelle est confronté le président Guillermo Lasso depuis son arrivée au pouvoir en 2021. L'escalade de la protestation est due en grande partie aux actions du gouvernement lui-même, qui ont suscité un fort rejet et amené divers secteurs à participer à la grève. Le gouvernement a dénoncé l'existence d'une tentative de déstabilisation du pays. Les forces armées ont même évoqué des liens entre les gangs de la drogue et les manifestations. Les organisations sociales, quant à elles, affirment que ce sont les actions répressives elles-mêmes qui ébranlent les institutions démocratiques.

Les clés pour comprendre la mobilisation et le mécontentement social

Depuis juin 2021, la Conaie a dialogué à plusieurs reprises avec le gouvernement et a présenté une série de propositions qui n'ont pas été acceptées, raison pour laquelle l'organisation indigène a mis fin au dialogue en novembre de la même année. Depuis lors, les tensions se sont intensifiées jusqu'à l'appel actuel à une grève nationale pour exiger la satisfaction de dix revendications fondamentales : notamment, suspension de l'augmentation des prix du carburant ; renégociation des dettes des clients du système financier national ; régulation des prix des produits agricoles ; abrogation des décrets 95 et 151 qui favorisent l'augmentation de l'exploitation pétrolière et minière ; respect de la

consultation préalable, libre et en connaissance de cause pour initier des projets d'extraction dans les territoires communautaires et indigènes ; régulation des prix des produits de première nécessité.

Le gouvernement prétend qu'il n'y a pas de raisons de protester, mais ce n'est pas la perception qu'en ont les différents secteurs de la société. La crise sociale et économique, exacerbée par la pandémie de covid-19, a mis en évidence le manque de politiques publiques du gouvernement de centre-droit de Lasso, un politicien et banquier qui a remporté l'année dernière la victoire sur le candidat de Correa, Andrés Arauz, au second tour des élections, mais qui a dû gouverner avec une majorité d'opposition au Congrès et une opposition latente dans les rues.

Lasso a donné la priorité à la sauvegarde des intérêts des grandes entreprises et des banques, creusant encore davantage le fossé des inégalités. En fait, la crise du pays combine les facteurs les plus divers. L'inflation et la hausse permanente des prix font que près de 70 % de la population a du mal à remplir le panier alimentaire de base. Le secteur agricole, déjà durement touché, notamment les petits producteurs, souffre encore plus des effets du conflit entre la Russie et l'Ukraine. À cela s'ajoutent le manque de médicaments et la crise du système de santé, ainsi que l'augmentation du taux de chômage et les taux élevés d'emplois inadéquats, qui concernent 62,6 % de la population active – en particulier les femmes, les jeunes, les peuples et nationalités autochtones et les afrodescendant-es. À ce panorama, il faut ajouter la réduction du budget des universités et le non-respect de la promesse de campagne d'une admission sans restriction dans les universités, en plus de la puissante vague de violence avec des actes d'assassinats commandités – dans lesquels des membres actifs des forces de police ont été impliqués – et la crise carcérale, avec l'assassinat de dizaines de détenus. Le veto présidentiel à la loi prise suite à la décision de la Cour constitutionnelle

d'autoriser l'avortement en cas de viol a été la cerise sur le gâteau de ce cocktail explosif. Face à cette situation, l'augmentation des protestations est devenue évidente. Les actions du gouvernement et des forces répressives dans le contexte de la grève nationale n'ont fait que réchauffer la situation.

La carotte et le bâton, des mesures qui dopent la grève

Bien que l'appel à la grève soit principalement centré sur le mouvement indigène, les étudiants, les organisations de femmes et les dissidents font partie des mobilisations depuis le début. Ces derniers, en effet, ont réussi à inclure leurs voix et une présence permanente dans les conférences de presse données chaque soir par les dirigeants. Cependant, contrairement à ce qui s'est passé en 2019, à l'occasion des fortes protestations contre le gouvernement de Lenín Moreno, les organisations de travailleurs n'ont pas immédiatement rejoint la grève et ont appelé à une mobilisation le 22 juin.

Au deuxième jour de la grève, Leónidas Iza, président de la Conaie, a été arrêté pour avoir interrompu les services publics. Pour les acteurs sociaux mobilisés, cette action représente une persécution politique évidente et l'accomplissement de la menace proférée il y a quelques mois par le Président de la République lui-même lorsqu'il a déclaré que « *Leónidas Iza finira avec ses os en prison* ». Cette arrestation a déclenché une vague de désapprobation en raison de ses multiples irrégularités et a enflammé les esprits, entraînant dans la mobilisation davantage d'organisations et d'habitants des quartiers populaires.

Au troisième jour de la grève, dans la ville de Cuenca, la troisième du pays, plusieurs affrontements ont été signalés entre



les étudiants de l'université et la police, qui a violé l'autonomie des universités en lançant des gaz lacrymogènes à l'intérieur de l'établissement, comme cela s'était produit en 2019 à l'Université catholique de Quito. C'est cette même action répressive qui a poussé l'ensemble de la communauté universitaire, dirigée par le recteur María Augusta Hermida, à rejoindre la grève et à se mobiliser pacifiquement le lendemain. Des scènes similaires se sont déroulées les huitième et neuvième jours de la grève, lorsque les forces de sécurité ont réprimé aux alentours de l'université salésienne, l'une des deux universités qui, avec l'université centrale, ont décidé d'ouvrir leurs portes comme centres d'accueil humanitaire. La même chose s'est produite à l'Université catholique, qui a été pénétrée par une escouade anti-émeute en violation de son autonomie.

Le quatrième jour, dans une tentative de calmer les esprits, le gouvernement a annoncé la publication du décret exécutif 452 et la signature de l'accord ministériel 0069, par lequel il répondait partiellement à deux des demandes de la CONAIE. Avec ce décret, le gouvernement s'est engagé à intensifier les interventions et les opérations de contrôle des prix des produits de

première nécessité et à sanctionner ceux qui ne paient pas équitablement les producteurs de bananes.

Le cinquième jour de grève a été marqué par de violents affrontements dans la province de Chimborazo qui se sont soldés, selon la Confédération du mouvement indigène de Chimborazo (Comich), par 40 blessés, dont deux graves. Ces derniers auraient été touchés par balles, bien que la police ait affirmé avoir pris « *la précaution de ne pas utiliser d'armes à feu ou de munitions létales* ». Dans la soirée, le Président de la République a déclaré l'état d'urgence dans trois provinces : Pichincha, Cotopaxi et Imbabura. Il y avait deux versions du décret. Dans un premier temps, l'une d'entre elles a été diffusée et comportait une restriction du droit à la liberté d'information pouvant impliquer la suspension des services de télécommunications fixes, mobiles et Internet. Elle a également limité le traitement d'informations « *dûment classifiées* », réservées ou à circulation restreinte, par le biais des médias sociaux, des réseaux sociaux et des messages de communication. Et elle a permis l'utilisation progressive de la force, y compris la force létale.

Finalement, face à une vague de protestations contre la violation des droits constitutionnels, le gouvernement a affirmé que, malgré la signature du président, ce qui avait été diffusé était « *un projet* » et que la version finale ne contenait pas ces articles controversés. Cependant, cela a entraîné la convocation de l'Assemblée nationale pour discuter de l'abrogation du décret. La Constitution prévoit la possibilité pour le Parlement de « *révoquer le décret* »



* Anahí Macaroff est chercheuse associée à l'Institut d'études équatoriennes. Cet article a d'abord été publié par la revue latino-américaine *Nueva Sociedad* de juin 2022 : <https://nuso.org/articulo/protestas-ecuador-lasso-conaie-crisis-paro/> (Traduit de l'espagnol par JM).



à tout moment, sans préjudice de la déclaration que la Cour constitutionnelle pourrait faire sur sa constitutionnalité ». Suite au décret, Mireya Pazmiño, membre du parti indigène Pachakutik, a présenté une demande pour discuter de l'abrogation du décret lors de la session plénière du lundi 20 juin.

Ce jour-là, juste avant la session plénière, l'exécutif a abrogé et remplacé le décret par un nouveau décret qui élargit les provinces couvertes par l'état d'urgence. Avec cette stratégie, l'Assemblée n'est plus en mesure de tenir une session et doit réintroduire une nouvelle motion et attendre au moins 48 heures pour la traiter.

Avec ce décret, le gouvernement cherche à contrôler l'ampleur de la manifestation et à limiter l'arrivée des indigènes dans la capitale, mais il utilise en même temps son pouvoir discrétionnaire dans l'application des règles, puisqu'il restreint la liberté d'association et de réunion, alors que le Secrétariat général pour la communication de l'exécutif a appelé les citoyens à participer à une journée de mobilisations pour la paix, prévue le samedi 18 juin en divers points de Quito.

La dernière action en date qui remet en question le respect de la démocratie institutionnelle et ravive les tensions a été le raid puis la saisie de la Casa de las Culturas Ecuatorianas à Quito par la police, à la recherche de « matériel de guerre, tel que des explosifs et des armes artisanales ». Pendant les manifestations de 2019, cette institution a servi de base à des milliers de militants et d'organisations sociales, ainsi qu'à la tenue d'assemblées permanentes. N'ayant rien trouvé, la police a décidé, en vertu du décret sur l'état d'urgence, d'utiliser la Casa de las Culturas comme refuge pour les agents en uniforme, suscitant l'indignation des artistes, des responsables culturels et des citoyens qui avaient appelé à une veillée de protesta-

tion contre l'intervention de la police.

La Casa de las Culturas est une institution culturelle créée en 1944 qui fonctionne selon un système d'autonomie et n'a connu qu'une seule intervention comme celle qui a eu lieu dimanche dernier, pendant la dictature militaire en 1963. Cet événement a été condamné dans de nombreux communiqués publiés par des universités, des artistes et des institutions, et a reçu seulement le soutien du ministère de la culture, qui a justifié l'action des agents en uniforme comme une action visant à protéger les collections et les biens patrimoniaux à l'intérieur.

Les déclarations controversées des chefs des forces armées ont été le dernier élément qui a mis de l'huile sur le feu : ils ont tenté de lier les manifestations au trafic de drogue et au crime organisé. Et ce, au moment même où le gouvernement, en alliance avec l'ambassade des États-Unis, tente de promouvoir le Plan Équateur – sur le modèle du Plan Colombie – pour empêcher le trafic de drogue d'entrer dans le pays.

Répression et appels au dialogue

La chute de la popularité du président Lasso un peu plus d'un an seulement après son accession à la présidence est brutale, ce qui limite la possibilité de canaliser les revendications par la voie institutionnelle. Selon l'institut de sondage Perfiles de Opinión, M. Lasso a commencé son mandat avec plus de 75 % d'approbation. Aujourd'hui, il a un taux de désapprobation d'environ 80 %. Après un an de mandat, la seule promesse de campagne que le gouvernement a tenue est la campagne de vaccination contre le covid-19.

L'arrivée de Lasso à la présidence, avec un programme gouvernemental ouvertement pro-entrepreneurial, a repré-

senté une rupture après deux décennies au cours desquelles les élites n'avaient pas réussi à accéder au pouvoir par la voie électorale. Il est important de noter que les élites ont gagné, non pas parce qu'elles ont réussi à amplifier le soutien à leur projet politique, mais en raison de la fragmentation du reste des options. Lasso n'a obtenu que moins de 20 % au premier tour en 2021, d'où sa faible représentation parlementaire.

Après son entrée en fonction, le président a pris ses distances avec le Parti social-chrétien (PSC), qui l'avait soutenu pour devenir président et qui, idéologiquement, semblait être son allié naturel. Cependant, au-delà des querelles de pouvoir et des affrontements médiatiques, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre un plan économique, le parti au pouvoir et le PSC sont au service de secteurs des élites financiarisées et agro-exportatrices ayant des intérêts communs. Cette cohésion prend forme dans les périodes de mobilisation sociale comme celle que nous vivons actuellement et permet au gouvernement d'appliquer une forte répression avec le soutien des forces armées, des médias et des élites économiques.

De leur côté, ceux qui étaient censés représenter l'opposition – Pachakutik et l'Union pour l'Espoir (UNES) pro-Correista – ont été piégés dans le jeu des alliances avec l'exécutif sous l'argument de la gouvernabilité, permettant ainsi au programme du gouvernement d'avancer et, en même temps, sapant la crédibilité morale des forces d'opposition.

Malgré cela, tout au long de cette première année, les relations entre l'exécutif et l'Assemblée nationale ont été marquées par des tensions, avec des menaces de « mort croisée » – une disposition présente dans la Constitution équatorienne qui habilite l'exécutif à dissoudre le Congrès avec l'obligation de convoquer des élections dans un délai de six mois pour renouveler les deux pouvoirs. Pendant cette période, le président peut gouverner par décret.

Au neuvième jour de la grève nationale, après deux ans d'une pandémie qui a creusé les inégalités et avec le souvenir récent du soulèvement d'octobre 2019, les conditions d'un dialogue fructueux ne sont pas encore réunies. Sur cette voie, ce qui est en jeu, ce ne sont pas seulement les dix demandes formulées par la CONAIE, mais aussi les possibilités d'une résolution du conflit qui évite l'érosion des institutions démocratiques.

C'est une chose qui, jusqu'à présent, ne semble pas se produire. ■

Gustavo Petro et Francia Márquez renforcent le bloc du pouvoir progressiste

Par
Horacio Duque*

Ce dimanche 19 juin, un événement extraordinaire et historique a eu lieu en Colombie. Un puissant bloc politique progressiste et démocratique s'est imposé malgré un vote important pour les secteurs d'ultra-droite et de droite représentés par la candidature de Rodolfo Hernández, un multimillionnaire, homme d'affaires dans l'immobilier du département de Santander, qui se présentait comme une alternative renouvelée du régime oligarchique dominant dans l'État et de la structure de pouvoir hégémonique.

Le sénateur Gustavo Petro Urrego a remporté le soutien de 11 281 013 Colombiens qui ont compris son message de changement et de transformation de l'ancienne structure sociale, économique et politique colombienne. En termes de pourcentage, nous parlons de 50,44 % des suffrages exprimés. La clé de ce puissant mouvement a été le militantisme des femmes, l'action des jeunes (en particulier celles et ceux de la Première Ligne, en butte aux abus policiers et judiciaires par le gouvernement actuel, qui a récemment ordonné leur emprisonnement), les revendica-



tions de millions de citoyens vivant dans la pauvreté, la défense de la paix totale, la lutte contre la corruption, la stabilisation agraire, le rejet de l'infâme et mafieux gouvernement uribiste (1) d'Iván Duque et la normalisation des relations avec la République bolivarienne du Venezuela.

Ce triomphe de Gustavo Petro est le résultat d'une lutte prolongée (durant des décennies) contre le régime oligarchique fasciste, fondée sur une violence systématique contre les partis de gauche, contre les syndicats, contre les dirigeants sociaux, contre les paysans persécutés par la puissante caste des propriétaires

terriens et des éleveurs de bétail qui monopolisent près de 40 millions d'hectares de terres semi-productives (2).

La victoire de Gustavo Petro et du Pacte historique (3) et la chute du régime néonazi de l'uribisme peuvent être comparées à la défaite de l'hégémonie conservatrice en 1930 (initiée par la Constitution de 1886) qui avait tenté de s'accrocher au pouvoir par des massacres, comme celui des bananeraies (4), l'assassinat d'étudiants et la fraude électorale promue par la hiérarchie catholique et le Parti conservateur.

Rodolfo Hernández a certes obtenu un score important, 10 580 412 voix, soit 47,31 % de l'électorat qui s'est rendu aux urnes ce dimanche. C'était le pari de l'ultra-droite, regroupée autour d'une stratégie aux visées antipopulaires et régressives. Hernández a tenté de canaliser l'indignation citoyenne contre la corruption des clans pro-gouvernementaux qui ont mené ces dernières années un détournement massif des finances de l'État – une question non négligeable compte tenu du contexte du référendum anti-corruption qui, au second semestre 2018, a mobilisé 13 millions de citoyens. Cependant, cette candidature a dérivé vers un vedettariat grotesque, qui a heurté les luttes de genre, le sentiment religieux et les millions de travailleurs pauvres. En réalité, au fur et à mesure que la campagne et le débat électoral avançaient (depuis le 29 mai) et que

* Horacio Duque Giraldo, est politologue et historien. Cet article a été publié le 19 juin par le réseau socialiste de Colombie, *La Rosa Roja* : <https://larosaroja.org/gustavo-petro-y-francia-marquez-consolidan-bloque-politico-de-poder-progresista-en-colombia/> (Traduit de l'espagnol par JM).
1. L'uribisme est un spectre politique populiste, d'ultra-droite et néolibéral dirigé par l'ancien président Álvaro Uribe Vélez, dont le président sortant Iván Duque fut l'héritier direct. Ennemi juré de la guérilla dans son pays et dénoncé pour ses liens avec les groupes paramilitaires, Uribe a été le fer de lance de la campagne de rejet de l'accord de paix avec les FARC.
2. Dans le programme électoral de Gustavo Petro on pouvait lire : « *En tant*

qu'outil stratégique de la réforme agraire, nous réaliserons un cadastre polyvalent sur la base duquel nous découragerons par la fiscalité les grands domaines improductifs sur les terres fertiles et guiderons la distribution équitable des terres. Nous stimulerons la transition d'une sous-utilisation ou d'une utilisation inadéquate des terres pour l'élevage extensif vers une utilisation conforme à la vocation productive, notamment la production agroalimentaire et la mise en œuvre de systèmes agro-sylvo-pastoraux. Cela répondra aux principes de pertinence dans chaque sous-région, en suivant les critères environnementaux et d'utilisation appropriée des terres établis par l'Unité de planification agricole rurale (UPRA), dans le cadre des

politiques d'aménagement du territoire autour de l'eau.

« *Dans les sous-régions stratégiques pour faire de la Colombie une puissance agricole, nous proposerons aux propriétaires de grands domaines improductifs d'activer la production de leurs terres, de payer les impôts correspondants ou, en dernier recours, de les vendre à l'État pour qu'il les cède à son tour aux communautés rurales. Les terres les plus fertiles du pays généreront des emplois pour des millions de familles déplacées de leurs terres, des coopératives de producteurs agricoles et d'autres acteurs ruraux. Nous serons une puissance agricole, afin qu'il n'y ait plus jamais de faim sur notre sol.* » (<https://gustavopetro.co/acceso-a-la-tierra/>)

3. Le « *Pacte historique – La Colombie peut* » est une coalition électorale de partis de gauche, de centre-gauche et des mouvements sociaux, lancée officiellement le 11 février 2022. Aux élections législatives du 13 mars dernier, le Pacte a réalisé 17,35 % des suffrages exprimés, obtenant 20 sièges au Sénat (sur 108) et 28 sièges à la Chambre des représentants (sur 188).

4. Le massacre des bananeraies a eu lieu dans la ville de Ciénaga au nord de la Colombie, le 6 décembre 1928, lorsqu'un régiment de l'armée colombienne ouvrit le feu sur des travailleurs grévistes de l'United Fruit Company. Les représentants des grévistes ont parlé de plus de 1 000 morts, le général responsable du massacre de... neuf.

Colombie

les scénarios les plus complexes de la nation apparaissaient, l'opinion publique a vu un personnage engagé dans la corruption en tant que conseiller municipal de sa ville natale Piedecuesta et en tant que maire de Bucaramanga, ce qui a conduit le bureau du procureur général à l'accuser de corruption et d'autres délits dans un contrat de gestion des déchets dans la capitale du département Santander. Hernández a bien été perçu comme étant ancré dans le patriarcat et la violence machiste, dans l'accaparement et l'appropriation des terres ainsi que dans un système aberrant d'exploitation de milliers d'acheteurs de logements à vocation sociale (ces travailleurs qualifiés de « *petits hommes* », *hombrecitos*), qui sont aujourd'hui saisis et expropriés par ce grotesque richissime.

Dans ces conditions, la solide victoire du sénateur Gustavo Petro est le reflet de la puissante mobilisation du peuple colombien déployée depuis 2019 avec un pic exceptionnel dans l'explosion populaire du 28 avril 2021, gravement ensanglantée par l'assaut policier et militaire démentiel qui a coûté la vie à des leaders sociaux, paysans, féminins, jeunes et étudiants.

C'est aussi le reflet de la profonde indignation de millions de Colombiens vivant dans des conditions de pauvreté terribles, conséquence de la crise sanitaire du Covid-19 et de la récession économique, qui ont réussi à comprendre qu'il était nécessaire de construire une puissante force politique de changement – celle du Pacte historique – qui a également obtenu un important groupe parlementaire ouvert à l'action politique radicale.

Ce qui vient de se passer en Colombie et sa portée pour la lutte des peuples d'Amérique latine n'est pas une mince affaire. Nous, les Colombiens, nous sommes débarrassés de la pire des cliques oligarchiques de la région.

Ce qui nous attend, c'est une lutte acharnée pour trouver des solutions immédiates afin de répondre aux demandes les plus urgentes de la population. Il s'agit

entre autres :

- du revenu de base pour 5 millions de ménages (20 millions de Colombiens) ;
- du droit à une retraite indexée sur le salaire minimum pour 3 millions de personnes âgées qui n'ont pas de pension actuellement ;
- de la réforme du système de santé pour le soustraire aux pieuvres financières qui empochent des milliards de pesos avec les cotisations des affiliés à l'EPS (5) ;
- de la garantie de la gratuité de l'enseignement supérieur ;
- de la réalisation d'une réforme agraire démocratique qui donne 3 millions d'hectares aux paysans sans terre et récupère 8 millions d'hectares supplémentaires ;
- de la reprise du chemin de la paix pour qu'il soit complet dans le dialogue avec l'ELN et les autres insurrections révolutionnaires ;
- de l'approfondissement de la démocratie participative et le renforcement du contrôle social et des audits de la gestion et des dépenses publiques ;
- du châtiement exemplaire des bandes criminelles corrompues des partis libéraux, conservateurs et pro-Uribe ;
- de l'épuration des appareils militaires et policiers pour les sortir de ce qui était la doctrine de la Sécurité nationale ;
- de la promotion de l'industrie et des forces productives nationales pour construire une nouvelle économie ;
- de la consécration des droits des femmes ;
- de la transformation des systèmes culturels et de communication.

En résumé, le solde net de la journée politique est l'effondrement de l'hégémonie politique du fascisme et l'émergence d'une nouvelle contre-hégémonie qui doit travailler à la construction de nouveaux consensus ; à la projection d'un corps idéologique qui nourrit l'idée de démocratie populaire et de socialisme à partir de la famille, de l'école, de la vie religieuse et des médias. Et qui encourage la confrontation afin de permettre la construction de nouvelles subjectivités engagées dans la construction d'une société solidaire, anti-patriarcale et anti-oligarchique.

En Colombie, l'espoir a triomphé et les majorités ont vaincu une mafia sinistre et violente qui a accumulé toutes sortes de pratiques arbitraires et d'outrages contre les majorités pendant des décennies.

De nouveaux défis nous attendent, qui doivent être relevés en fonction des conditions concrètes. ■

Bogota, 19 juin 2022

Entretien de Nicolás Hernández avec Francia Márquez*

Francia Márquez sera la première femme d'ascendance africaine à devenir vice-présidente de la Colombie. Elle le fait dans le cadre du Pacto Histórico dirigé par Gustavo Petro, la première coalition de gauche à gouverner le pays. Márquez représente la voix des majorités noires, paysannes, populaires et indigènes qui ont été marginalisées par la politique colombienne pendant des décennies.

Francia Márquez est assise sur une chaise, le bras derrière le dos. Nous sommes sur la colline de San Antonio, à Cali (1). Le soleil brille et les insectes piquent. Comme toujours, elle porte des vêtements colorés, les mêmes que portaient les esclaves de la côte guinéenne venus en Colombie à l'époque coloniale. Cette fois, sa robe est rouge et assortie à son collier de graines de pivoine – des graines utilisées traditionnellement pour éloigner les mauvaises énergies et attirer la bonne fortune.

Son regard est fort et déterminé. Ses cheveux sont attachés et on voit des boucles d'oreilles en or en forme de carte de la Colombie. Elle porte aussi la Colombie sur sa peau, dans son histoire et dans son combat.

Née dans le sud-ouest du pays, l'une des régions comptant le plus grand nombre de militant·es sociaux assassinés – deux encore la semaine dernière – dans une petite communauté appelée La Toma. Là, elle a été confrontée à l'extraction de l'or avec du cyanure, du mercure et des retrocaveuses.

Elle a gagné sa bataille pour la rivière Ovejas. Elle a marché avec 80 autres femmes jusqu'à Bogota et a réussi à obtenir du gouvernement colombien qu'il restitue les terres à sa communauté et interdise l'exploitation minière illégale dans son village et dans d'autres localités du nord de la région de Valle del Cauca. Son engagement social a eu des conséquences. Les menaces de mort proférées par des groupes paramilitaires tels que Las Águilas Negras ou Los Rastrojos l'ont obligée à quitter son pays et à faire partie des millions de Colombien·es déplacés par la violence interne.

Mère célibataire de deux enfants, avocate et écologiste reconnue, elle a recueilli plus de 800 000 voix lors des primaires du Pacto Histórico. Ce succès lui a valu que Gustavo Petro, qui a emporté la primaire, lui propose la vice-présidence. Aujourd'hui,

5. Les EPS (Entidades Promotoras de Salud ou Entité de promotion de la santé) sont les structures publiques, privées ou mixtes qui, par délégation de l'État, sont chargées de l'affiliation et de la collecte des cotisations sociales. Il faut être affilié administrativement à une EPS pour pouvoir recevoir des soins de santé d'une « *Institution prestataire des services* » (IPS) de santé. La réforme de santé du gouvernement d'Iván Duque, qui a déséquilibré le système de santé en faveur de la gestion privée, qui pesait déjà à travers les dits EPS, était une des raisons de la grève nationale de 2022. Gustavo Petro a un objectif clair : passer du modèle public-privé actuel à un modèle public et une couverture de santé universelle.

Francia Márquez, vice-présidente : « Le chemin de la paix passe par la justice sociale »

on peut la voir – regard ferme et poing levé – sur des affiches apposées sur les murs de villes telles que Cali et Bogota. Ce dimanche 19 juin, cette femme afro-colombienne, ouvrière des mines, forcée en raison de menaces de quitter La Toma et ses proches, est devenue vice-présidente de la Colombie, ce qui était impensable pour tout citoyen ordinaire jusqu'à il y a quelques mois.

Nicolás Hernández : *Quelles sont les conditions de ce moment historique qui permettent au peuple colombien d'espérer la possibilité d'un changement ?*

Francia Márquez : Il y a une nouvelle jeunesse avec une nouvelle conscience et une nouvelle vision politique. Ce sont eux qui ont provoqué une explosion sociale. Pendant de nombreuses années, ce sont les indigènes, les Noirs, les paysans qui se sont mobilisés en permanence, alors que ces jeunes ont réussi à mettre le thème de la résistance à la portée de tous. Tout le pays parlait de la résistance. Et ces jeunes ont montré la voie pour un changement, un changement de politique.

En tant que mouvements sociaux, nous avons grandi en apprenant que nous ne devons pas nous impliquer dans la politique. Qu'en tant que mouvements sociaux, nous ne devrions pas participer à la politique. On nous a toujours dit « *s'impliquer, c'est se perdre* ». Aujourd'hui, au contraire, ce récit a changé. Parce que lorsque nous évitons de nous impliquer dans la politique en tant que militant-es sociaux par peur, la politique finit par prendre nos vies, nous tuer. Alors oui, il faut occuper l'État. Qu'est-ce qui nous attend encore dans un pays où assassiner les militants et militantes sociaux est le pain quotidien ?

Cependant, il ne suffit pas que les jeunes se mettent en première ligne. C'est tout un processus. Je suis ici parce que c'est un processus historique, mon peuple s'est historiquement battu pour ses droits, a lutté contre l'esclavage, s'est battu pour



l'indépendance et se bat encore pour la dignité.

Nicolás Hernández : *Quels sont les défis à relever dans les années à venir ?*

Francia Márquez : Le premier défi pour gouverner ce pays est de parvenir à la paix, à un consensus en faveur de la paix. Et c'est le principal défi car nous avons connu des années de conflit armé qui ont ensanglanté ce pays, généré des déplacements forcés et ont fait plus de neuf millions de victimes. De nombreux Colombiens ont fui, ont dû s'exiler pour échapper à la violence. Et d'innombrables personnes ont été assassinées. Une situation qui a empêché ce pays d'être un foyer de vie.

Nous avons eu des dirigeants politiques qui font appel au maintien du conflit armé et à l'appauvrissement de la communauté afin de rester au pouvoir. Générer la peur afin de vendre la sécurité démocratique a été une stratégie historique en Colombie et cela nous a conduits à être l'un des pays les plus inégaux et violents de la planète.

Nicolás Hernández : *Et comment comptez-vous atteindre la paix ?*

Francia Márquez : Un chemin et un dialogue avec les acteurs armés ont été entamés, bien que d'autres manquent encore. L'incertitude et la violence règnent toujours dans les territoires et les communautés tant urbaines que rurales. Mais il faut aussi comprendre que la paix n'est pas seulement le silence des armes, la paix est un

investissement social, la paix c'est la justice sociale. Le chemin de la paix, c'est la justice, c'est la justice sociale.

Nous devons ensuite passer au deuxième défi, l'éradication de la faim. Si la faim n'est pas enrayerée en Colombie, l'insécurité et la violence continueront d'être notre pain quotidien. Et cela signifie récupérer notre campagne colombienne, récupérer la production agricole, l'autonomie et la souveraineté

alimentaire et, bien sûr, le tourisme en tant que potentiel économique pour générer la coexistence et le bien-être. Nous sommes l'un des pays les plus riches du monde en termes de biodiversité et cela nous donne un énorme potentiel. Nous pouvons vivre une vie savoureuse, basée sur une économie pour la vie.

* **Francia Elena Márquez Mina**, est née le 1^{er} décembre 1981 dans une famille d'ouvriers agricoles et mineurs et a grandi dans le département montagneux de Valle del Cauca, dans le sud-ouest de la Colombie. Militante à 15 ans pour empêcher le détournement de la rivière Ovejas, elle a eu un premier enfant à 16 ans, a travaillé dans des mines d'or, avant de devenir femme de chambre. À partir de 2014, elle commence des études de droit afin de mieux défendre ses engagements écologistes. Engagée contre l'exploitation illégale des mineurs et des mines, elle a reçu le prix Goldman 2018 (considéré comme le « *Nobel de l'environnement* ») pour son travail contre l'extraction illégale de l'or dans sa communauté de La Toma. Elle a été pré-candidate à la présidence lors de la consultation pour élire le candidat de la coalition Pacto Histórico au nom de son mouvement *Soy porque somos* (Je suis parce que nous sommes) et soutenue par le *Polo Democrático Alternativo* (Pôle démocratique alternatif). Elle vient d'être élue vice-présidente de la République de Colombie. **Nicolás Hernández**, qui a réalisé cet entretien, collabore à *El Salto Diario*, une plateforme de communication qui se donne pour but d'amplifier les voix d'en bas et de gauche en faveur de la transformation sociale. Nous avons traduit cet entretien d'*El Salto Diario* (<https://www.elsaltodiario.com/colombia/entrevista-francia-marquez-pacto-historico-cuando-evitamos-meternos-politica-termina-asesinandonos>).

1. Cali (officiellement Santiago de Cali) est la troisième ville la plus peuplée de Colombie (2,5 millions d'habitants), capitale du département de Valle del Cauca, une région marquée par la guerre civile et en proie au trafic de drogue et à l'accaparement des ressources.



Un autre défi énorme auquel nous sommes confrontés pour notre planète est la transition d'une économie extractiviste à une économie durable. En Amérique latine, nous avons eu des gouvernements de gauche, mais cela ne signifie pas que parce qu'ils sont de gauche, ils envisagent un changement du modèle hégémonique de développement. La gauche latino-américaine a reproduit le modèle néolibéral, basé sur l'extractivisme, et donc le défi que nous allons relever en Colombie est de changer la matrice énergétique et cette économie extractiviste dépendante du pétrole et du charbon, vers la voie d'une économie durable.

Nicolás Hernández : *Et pensez-vous que les conditions sont réunies pour atteindre ces objectifs ?*

Francia Márquez : Bien sûr, mais ce n'est pas parce que Gustavo Petro et Francia Márquez arriveront à la présidence le 7 août que, le lendemain, il n'y aura plus d'exploitation de pétrole et de charbon. Non, il ne s'agit pas de cela, il s'agit de la préparation institutionnelle, de la création des conditions d'infrastructure, de la sensibilisation de notre société à cette transition, afin que dans les 20 ou 30 ans dont nous disposons pour inverser les effets de la crise environnementale, nous puissions atteindre le zéro émissions dans notre pays.

Nicolás Hernández : *Y a-t-il suffisamment de soutien pour que de tels changements aient lieu ?*

Francia Márquez : Quand les indigènes concluent un accord pour garantir les droits, quand les Noir-es se mobilisent, quand les paysan-es et les jeunes se mobilisent pour exiger des garanties de

droits de la part de ceux qui nous gouvernent, ces derniers disent : « *Qui êtes-vous ? Vous venez de la Colombie profonde, c'est là votre place, vous devez y rester, vous n'êtes personne pour nous* ».

C'est pourquoi j'utilise le langage du poème d'Eduardo Galeano pour signifier et faire comprendre aux gens la situation dans laquelle nous nous trouvons. Ils nous désignent comme une minorité pour dire que nous sommes incapables de définir notre propre destin. Et le pire, c'est qu'ils nous disent « *vous voulez tout gratuitement* ». Et nous ne voulons pas tout faire gratuitement. Ils volent tout. 50 milliards de pesos [12 millions d'euros] sont perdus chaque année dans ce pays alors que les gens ne sont pas connectés, qu'il n'y a pas d'eau potable, qu'il n'y a pas d'accès à un emploi décent, qu'il n'y a pas d'accès à l'éducation pour les jeunes.

La minorité ce sont donc les 47 familles qui nous ont gouvernés dans ce pays et la majorité est constituée des personnes opprimées, exclues et marginalisées de Colombie. Si nous nous réunissons, nous allons construire à partir des racines, du centre, de la vie que nous mettons au centre, des conditions de dignité pour la Colombie. Eh bien, si cette région, si la Colombie parvient à la paix, non seulement la Colombie mais aussi la région iront de l'avant.

Nicolás Hernández : *Vous avez mentionné le concept de « vivre savoureusement », un slogan qui a été au cœur de la campagne du Pacto Histórico. De quoi s'agit-il ?*

Francia Márquez : Eh bien, au milieu des difficultés, au milieu des besoins fonda-

mentaux, au milieu des conflits armés, nous avons été capables de semer la paix. Lorsque les femmes du Pacifique colombien entendent les bombes et commentent à jouer du marimba, du guazás, commencent à chanter pour faire taire les sons des armes à feu à travers la musique traditionnelle des peuples afro-descendants du Pacifique, il y a des possibilités pour une vie digne. Vivre savoureusement signifie pour la Colombie récupérer les valeurs de la vie qui ont été tellement fracturées par la politique de la mort et par le modèle économique. Cela signifie vivre sans peur. Que nous puissions vivre dans la joie, que nous puissions vivre avec des droits, que nous puissions vivre dans la dignité.

Ma grand-mère, qui ne savait ni lire ni écrire, m'a appris à la maison que la dignité n'a pas de prix, et que la dignité est la seule chose qui nous reste dans ce pays. Après tant de souffrance, tant de tristesse et de douleur, la seule chose qui nous reste est la dignité. Nous nous levons donc à partir de là pour que chacun vive dignement, pour que chacun ait des droits. La dignité, c'est de pouvoir marcher sans crainte et de pouvoir prendre trois repas par jour. La dignité, c'est la possibilité d'avoir des opportunités. La dignité, c'est de pouvoir faire en sorte que ce que l'on entend dans les champs de ce pays, ce sont les instruments musicaux de la culture, de l'art, de la mémoire ancestrale de ce que nous avons été en résistance. La dignité, c'est que les enfants aient des espaces libres et qu'ils ne soient pas recrutés par des acteurs armés puis tués par l'État. ■

Cali, le 19 juin 2022